هكذا من الأصل

Supplément «Initiatives»

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Codex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14317 – 5 F

MERCREDI 6 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR . JACQUES LESOURNE

THE UNIVERSITY OF JORDAN
SERIALS DIVISION

Le dollar au plus mal

DÉJA impliqués dans un conflit armé, devant faire face à une récession économique préoccupante, les Américains vont-ils avoir à affronter une crise du dollar ? Dans les semaines qui précédèrent et qui suivirent le déclenchement de la guerre contre l'Irak, les opérateurs, saisis par la peur, avaient, selon leur habitude, choisi la monnaie américaine comme refuge. Pendant quelque temps, on aurait pu croire que l'affaiblissement du billet vert, continu depuis l'été, n'était plus qu'un mauvais souvenir.

Mais l'attention des marchés s'est vite détournée du conflit du Golfe, et la baisse du dollar a repris. Dans de telles proportions que les banques centrales des principaux pays industrialisés, notamment celles des Etats-Unis et de l'Allemagne pour une fois unies, ont dû intervenir lundi sur les marchés des changes. La monnaie américaine venait de franchir un nouveau record historique par rapport au deutschemark.

UN nombre impressionnant de facteurs se conjuguent actuellement pour faire baisser le billet vert : en particulier, les taux d'intérêt très bas aux Etats-Unis, la politique de crédit cher pratiquée en Allemagne, l'énorme déficit budgétaire annoncé pour 1992 à Washington.

Nul doute que, conformément à leur souhait exprimé le 21 janvier à New-York, les sept pays les plus industrialisés aient les moyens de «renforcer leur coopération sur les marchés des changes» et donc d'intervenir ensemble pour contrer les fortes turbulences susceptibles d'affecter le dollar.

La véritable question est de savoir quel taux de change est actuellement jugé souhaitable pour la prospérité de l'économie mondiale. Mais, entre les dirigeants américains qui se préoccupent avant tout de sortir leur pays de la récession, les Japonais qui cherchent à traiter leurs difficultés financières internes, et les Allemands qui souhaitent avant tout renforcer leur mark, il reste peu de place pour une réflexion et une action communes, et les appels en faveur d'un renforcement de la monnaie américaine ne sont forcément pas nombreux.

LA France, presque seule, avait plaidé en ce sens dès l'automne dernier : la faiblesse du dollar donne aux entreprises américaines une compétitivité nouvelle, jugée néfaste par les industriels de l'Hexagone.

Le problème du financement de la guerre du Golfe, les mouvements de taux d'intérêt, ont récemment donné l'impression qu'une partie de bras de fer s'était engagée entre les Etats-Unis et l'Europe. Ces dissensions n'ont pas, pour l'instant, gagné le domaine des taux de change, où les autorités monétaires jugent suffisant de se tenir prêtes à contenir d'éventuels débordements des marchés. Mais, s'il apparaît que le faible coût du dollar compromet le financement du déficit budgétaire américain, qu'il handicape profondément les exportateurs européens, alors la crise du dollar devra être abordée d'une façon nouvelle. Au prix, peut-être, d'une détérioration des relations économiques avec les pays de la Communauté.

Lire nos informations et l'article de FRANÇOIS RENARD sur le système bancaire américain page 23

M 0147 - 0206 0 - 5,00 F

La guerre contre l'Irak et les initiatives diplomatiques de Téhéran

Washington estime qu'il n'y a pas matière à médiation dans le Golfe

L'initiative diplomatique iranienne pour tenter de mettre fin à la guerre du Golfe a été accueillie avec la plus grande réserve à Washington. Les Etats-Unis ne voient, pour le moment, «aucun sujet de médiation», a déclaré, lundi 4 février, le porte-parole du département d'Etat. A Moscou, où l'on est de plus en plus réticent à soutenir la politique américaine, le ministère des affaires étrangères s'est empressé de déclarer sa satisfaction et a annoncé l'envoi d'un émissaire à Téhéran. La France «n'a pas connaissance d'un plan iranien» sur un règlement de la guerre du Golfe, mais juge «positives» les «idées» exprimées par Téhéran, a déclaré de son côté le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. «Sur nombre de points ces idées nous paraissent positives, notamment compte tenu du fait que, dans l'esprit iranien, le retrait du Koweït par les troupes irakiennes constitue un élément fondamental», a conclu M. Bernard, qui a souligné le «rôle important» joué par l'Iran dans cette région du monde.

Lire également

- **Le film des événements : «Comment en sortir ?»** par JACQUES DE BARRIN
- **Strictes mesures de sécurité à Ryad ; le bilan des combats à Khafji demeure imprécis** par FRANÇOISE CHIPAUX
- **Les Israéliens déclarent que l'infrastructure nucléaire de l'Irak a été détruite à 50 %** par ALAIN FRACHON
- **Contradictions feutrées en Syrie** par JEAN GUEYRAS
- **Deux intellectuels allemands prennent le contre-pied des pacifistes** par LUC ROSENZWEIG

Les radios communautaires s'efforcent de canaliser les réactions de leurs auditeurs par ANNICK COJEAN

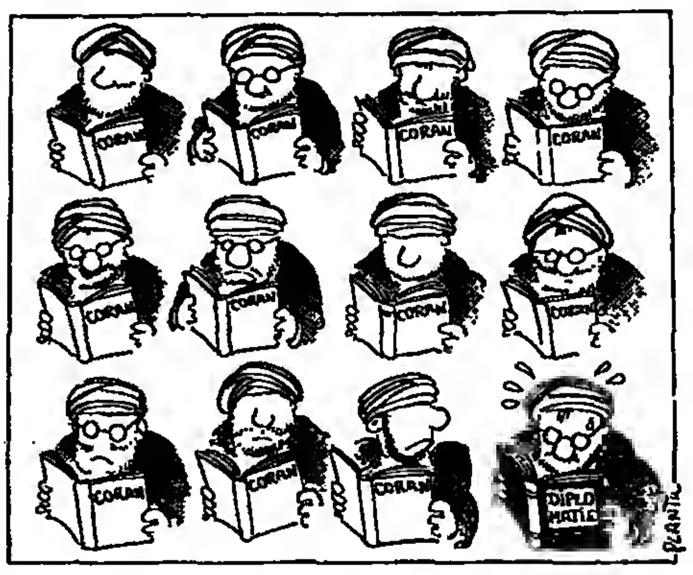
pages 3 à 9 et page 28

- **Les robots des champs de bataille** par ANNIE KAHN *page 25*

- **Les points de vue de** MONCEF MARZOUKI, ALBERT MEMMI, CHARLOTTE HELD, et ANTONIO LETTIERI *page 2*

L'Iran à l'avant-scène

par Jean-Pierre Langellier



Allah, en ces temps difficiles, veille sur l'Iran. Il y a six mois, la République islamique remportait, avec deux ans de retard, la première guerre du Golfe. Soucieux d'obtenir sa neutralité, M. Saddam Hussein lui cédait en effet sur toute la ligne. Il acceptait l'accord frontalier d'Alger de 1975, annonçait le rapatriement de ses troupes du territoire iranien, consentait à un échange rapide des prisonniers. Aujourd'hui, l'Iran contemple, sans déplaisir, le sanglant combat qui oppose ses deux adversaires impies, le «Grand Satan» et le régime «blasphémateur» de Bagdad. Il sera demain – s'il ne l'est déjà – le premier vainqueur d'une guerre qui n'est pourtant pas la sienne.

Rarement neutralité aura été si fructueuse. Ayant engrangé les énormes bénéfices de la paix offerte le 15 août dernier par Bagdad, l'Iran s'est bien gardé de tourner casaque. Poursuivant depuis de longs mois un rapprochement vers l'Occident – dont elle espère, le jour venu, toucher les dividendes – la République islamique n'entend pas ruiner cette politique de longue haleine pour l'avantage aléatoire d'une alliance de circonstance avec son voisin honni. Exception faite de quelques trafics frontaliers, Téhéran a respecté, de l'aveu de Washington, l'embargo anti-irakien décrété par les Nations unies. La récente mise à l'abri d'une bonne centaine d'avions militaires irakiens venus chercher refuge sur le sol iranien n'a pas remis en cause cette politique. Soucieuse de rassurer les Etats-Unis, la République islamique leur fit savoir, dans les vingt-quatre heures, qu'elle confisquerait les appareils jusqu'à la fin de la guerre. Au demeurant, ces avions sont un gage précieux que l'Iran pourrait monnayer dans la négociation sur les dommages de guerre qu'il réclame sans relâche à son ennemi d'hier.

Si l'Irak n'a pu recruter l'Iran à ses côtés, c'est parce que le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani – principal artisan de l'«ouverture» – reste le maître du jeu à Téhéran.

Lire la suite page 3

Juifs et musulmans sur la réserve

Troublées par la guerre du Golfe, les deux communautés entendent privilégier leur attachement à la France

Chaque crise qui secoue le Proche-Orient est traditionnellement l'occasion, pour les deux communautés juive et musulmane en France, de tester l'état de leurs relations, de mesurer leur rapport à la société, l'étendue de leurs solidarités et la profondeur de leur insertion. La guerre du Golfe n'y fait pas défaut. Passé l'effervescence des premiers jours, rythmés par les bombardements alliés sur l'Irak et le lancement quasi quotidien des Scud sur Israël, vient le temps de recenser les raisons de se rassurer ou de s'inquiéter.

Liés au choc émotionnel du début de la guerre, des réflexes de crispation communautaire ont pu conduire, ici ou là, à des incidents isolés, moins graves toutefois que ceux généralement pronostiqués. Des actes, voire des attentats, à caractère raciste, se sont produits, dont le plus symbolique visait la Maison de l'étranger à Marseille. Des organisations antiracistes, des associations de solidarité avec les familles immigrées signalent, autant qu'une recrudescence des contrôles d'identité, des attitudes de suspicion et s'alarment des risques d'exploitation antisémite ou anti-islamique du conflit.

Mais, à l'inverse, des liens nouveaux, encore ténus et provisoires, naissent chaque jour, inespérés il y a quelques semaines qui, à l'image de ce qui se passe entre juifs et Arabes israéliens, témoignent en France d'un grand réalisme dans les communautés directement concernées. Des dialogues souvent localisés et discrets se nouent, par exemple, entre des groupes de jeunes beurs et des associations juives.

Des intellectuels se remettent à parler. A Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, etc., les autorités religieuses – juives, musulmanes et chrétiennes – signent des déclarations communes qui, pour être vagues et généreuses, n'en sont pas moins rares (1) et ont le mérite de préparer l'avenir, chacun mesurant les risques de provocation, de dérapage, de retour à des réflexes d'isolement et de peur.

HENRI TINCQ

Lire la suite page 8

---

(1) On citera le double appel «Promouvoir la fraternité» et «Contre les armes chimiques et bactériologiques», lancé en commun par les responsables juifs, musulmans, catholiques, protestants et orthodoxes de France (*le Monde* du 24 janvier et page 5).

La désillusion des intellectuels russes

Désillusionnés ou fatalistes, les intellectuels russes débattent de la perestroïka : est-elle définitivement morte ou seulement en panne ? Ils s'interrogent également sur les raisons qui ont poussé le président Gorbatchev à imposer au régime un tel virage conservateur et sur la date à laquelle il aurait pris sa décision. La plupart des écrivains et journalistes, qui ont été les principaux bénéficiaires de la glasnost, constatent cependant que – quoi qu'il arrive – *«rien ne sera plus comme avant»* en URSS, même s'ils frémissent en voyant l'ancien style communiste revenir en force à la télévision. Pendant ce temps, le chef du PC de Moscou, M. Iouri Prokofiev, a vanté publiquement l'idée d'un *«modèle chilien»* pour sortir le pays de la crise.

Lire page 11 l'article de SYLVIE KAUFFMANN

Déficit de la Sécurité sociale
Sans doute 16,7 milliards en 1991
page 24

La reconversion du PCI
Un raté de M. Occhetto
page 11

Crise de l'automobile
General Motors va licencier 15 % de ses effectifs
page 23

Le projet de budget américain
Le coût et les retombées de la guerre
page 10

Procès de Winnie Mandela
L'épouse du leader noir devant la Cour suprême de Johannesburg
page 10

Vingt ans d'environnement
Le bilan d'un nouveau ministère
page 13

SCIENCES ◇ MÉDECINE

- Les urgences médicales de la presse.
- La toxicomanie dans les pays de l'Est.
- Les sources de la vie.
- Limousines à vapeur.

pages 15 à 17

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 28

SEULS BUSH
ET SADDAM
HUSSEIN
EN SAVENT PLUS
QUE CE LIVRE.
PIERRE SALINGER
ERIC LAURENT
GUERRE DU GOLFE
LE DOSSIER SECRET
OLIVIER ORBAN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

La guerre du Golfe

L'Occident fourvoyé

par Moncef Marzouki

VUE de la rive sud de la Méditerranée, la guerre du Golfe prend l'allure du prélude au divorce entre l'Occident et le monde arabe.

Ce que les Occidentaux ne semblent pas très bien mesurer, c'est la formidable crise de leur image dans tout le monde arabe, conséquence immédiate et tangible de cette guerre catastrophique. C'est par pans entiers que l'image sacro-sainte d'une culture « supérieure » s'effondre. Ces fameux médias qui faisaient notre envie et notre admiration sont pris la main dans le sac en flagrant délit de propagande. Les soldats de la guerre psychologique que ont pris trop vite des vessies pour des lanternes, leurs désirs pour des réalités. Le discours dithyrambique sur « l'extraordinaire précision chirurgicale » des soldats de la guerre « propre » qui a « décimé » l'aviation irakienne est aujourd'hui, du Golfe à l'Atlantique, la risée de tous.

La guerre « propre », « scientifique », à laquelle se livre l'Occident, loin d'éberluer les Arabes, leur fait prendre conscience, au contraire, de ses limites face à la détermination, au défi, à l'insolence, c'est-à-dire à l'humain confronté à la machine. Cela donne des idées, et du courage. Le déclic dans la conscience collective s'est opéré, et l'écrasement brutal de l'Irak tenu pour acquis n'y changera plus rien. On peut oser, et défier la technologie. Si celle-ci a cessé brusquement d'impressionner, que dire des valeurs ?

Dans la guerre du Golfe, ce ne sont pas seulement l'information et la technologie de l'Occident qui ont échoué, mais c'est surtout la crédibilité de ses fameuses valeurs. L'Occident champion du droit de l'homme, de la démocratie ? Voire. Le dogme, car c'en était un, fait aujourd'hui naufrage tout le long des rives sud de la Méditerranée.

Oui, Saddam Hussein est un dictateur. Nous, militants arabes des droits de l'homme n'avons pas attendu le diagnostic occidental, et l'avons dénoncé en tant que tel depuis belle lurette, ainsi que son intervention au Koweït, d'ailleurs.

Mais qui l'a surarmé dans les années 80, sinon ce même Occident, et qui a payé ses armes, sinon les rois et les roitelets du Golfe ? Et pourquoi l'avoir fait, si ce n'est pour éteindre le brasier de la révolution islamique qui menaçait les intérêts et des roitelets et de l'Occident ? Le Koweït a aujourd'hui bon dos.

Dans toutes les manifestations qui ont secoué (et qui vont secouer) le monde arabe, aucun mot d'ordre n'est plus violemment scandé que celui qui s'en prend aux monarchies et aux principautés du Golfe, car 90 % des Arabes, Egyptiens compris, haïssent profondément ces régimes dictatoriaux, archaïques, qui ont dilapidé les ressources et l'honneur et qui ont toujours traité chez eux les citoyens arabes en pique-assiettes méprisés.

C'est cette aversion profonde qui explique le caractère global et massif des manifestations pro-irakiennes, notamment au Maghreb, où l'on acclame moins Saddam qu'on ne vitupère Fahd. Voilà donc ces régimes, on ne peut plus antidémocratiques et anti-droits de l'homme, qui refusent aux femmes jusqu'au droit de conduire une voiture, portés à bout de bras par les nobles démocraties de l'Occident. Mieux ou pis, ces mêmes dictatures subventionnent en grande partie la guerre des soldats de la démocratie. Or tout soldat subventionné pour défendre une cause a un nom : mercenaire.

Un triste avenir

Les démocrates et les militants arabes des droits de l'homme n'ont jamais été aussi en porte-à-faux et à contre-courant de leurs peuples. Non seulement la question démocratique et les droits de l'homme sont renvoyés aux calendes grecques au profit du nationalisme, mais le concept même devient suspect à la majorité des Arabes.

De quelles valeurs universelles parlez-vous ? nous objecte-t-on de partout. Parce que associées à l'Occident défenseur du droit au Koweït et non en Palestine, démocrate chez lui, mais bouclier des dictatures archaïques chez nous, les valeurs démocratiques risquent d'être massivement évacuées, quitte à ce que le bébé soit jeté avec l'eau du bain. Ne parlons pas de ce qu'éprouve l'homme de la rue devant les indignations sélectives, où quelques blessés israéliens valent mieux que des milliers d'enfants et de femmes irakiens écrasés sous les bombes « propres ».

Paradoxalement, c'est seulement dans la mesure où nous, démocrates arabes, réussirons dorénavant à découpler, dissocier le projet démocratique et les valeurs des droits de l'homme de l'occidentalo-centrisme, que nous pourrons encore sauver quelque chose, face à la marée montante de tous les « ismes ».

Une telle opération est un peu une mission impossible, et l'Occident finira par s'apercevoir lors de l'instauration de son fameux nouvel ordre mondial qu'il n'a été qu'un apprenti sorcier, qui a libéré tous les fanatismes, et éteint la petite flamme vacillante de la démocratie que nous avons eu tant de mal à allumer et à maintenir.

Notre deuxième mission impossible : nous opposer à la xénophobie anti-occidentale (qui pourrait submerger tout le monde arabe, si l'Irak est massivement détruit), en essayant de maintenir les distinguos qui s'impose. Cela, nous le devons, et c'est une dette d'honneur à l'égard des pacifistes de l'Europe, des Etats-Unis, dont on mesure mal le rôle positif dans la conscience arabe. Merci M. Chevènement, vous nous avez facilité la tâche.

Il est étonnant que dans cette ère sursaturée d'information, nous n'ayons pu développer, de part et d'autre de la Méditerranée, que les stéréotypes, les malentendus et les occasions manquées.

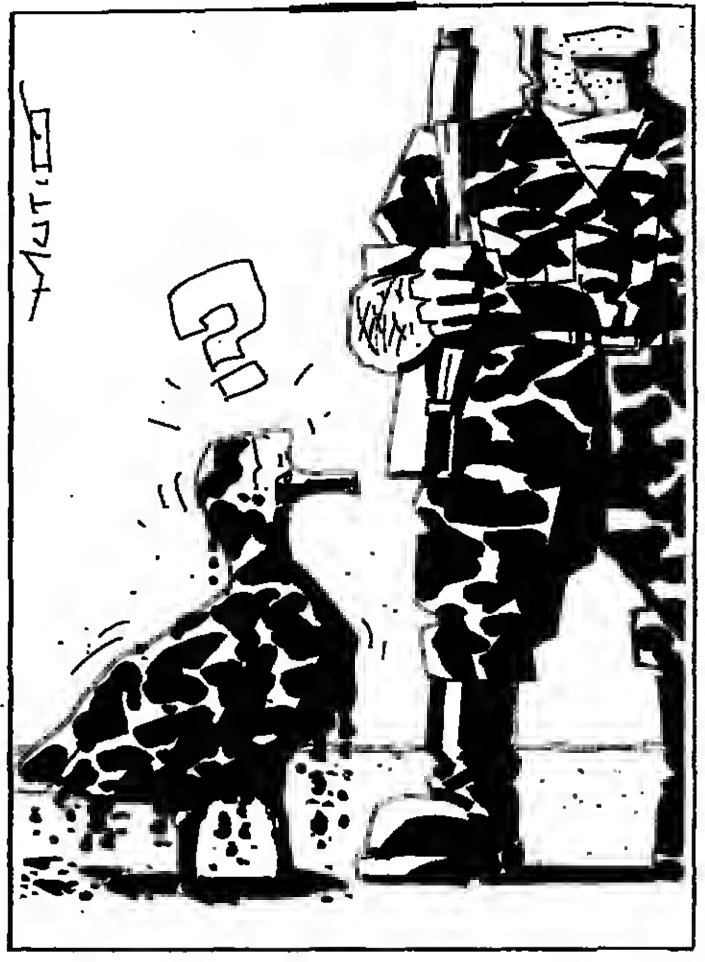
L'enjeu n'est plus aujourd'hui la libération d'un petit Etat arabe, agressé par un autre Etat arabe comme on veut s'en convaincre chez vous, mais bel et bien l'évolution des rapports occidentalo-arabes, et par extension, qu'on le veuille ou non, les rapports Nord-Sud.

On ne construira pas le nouvel ordre mondial sur l'écrasement de l'Irak, le renforcement d'Israël, l'élimination de l'OLP, la mise sous protectorat américain de la péninsule Arabique, une forme ou une autre de tension entre le Maghreb et l'Europe, spécialement la France, qui n'a pas fini de compter ses pertes.

Pour ne pas insulter l'avenir, il faut que toutes les forces démocratiques, tous les militants des droits de l'homme de par le monde, et spécialement en Occident, agissent pour stopper la destruction de l'Irak, exiger l'arrêt immédiat de la guerre et l'ouverture de véritables négociations aboutissant à une saine et juste application de la légalité internationale, notamment la fin du drame du peuple palestinien. A défaut, c'est à un bien triste avenir que nous devons préparer nos enfants, où deux mondes prisonniers chacun d'une image de l'autre, faite de peurs et de suspicions, enfermés dans des logiques parallèles, n'achèveront une guerre que pour en recommencer une autre.

► Moncef Marzouki est président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

TRAIT LIBRE



Ici – Là-bas

par Charlotte Held

PASSÉ minuit, j'appelle mon cousin à Tel-Aviv. A travers cet acte banal, le téléphone, composer le 19, etc., un court-circuit s'opère entre deux lieux situés sur deux continents différents. En une seconde, Paris et Tel-Aviv s'entremêlent en un lieu devenu unique. Godard, il y a quinze ans, faisait un film sur la France et le Liban sur le thème «Ici et là-bas», qui traitait exactement de ce qui se passe aujourd'hui, la suppression de la distance entre «Ici» et «Là-bas», à tel point que ces termes, aujourd'hui, se sont vidés de leur sens.

Avec la voix de mon cousin, Tel-Aviv pénètre dans ma chambre à Paris. Dans son appartement, la brise soulève le rideau de tulle à l'embrasure du balcon ; la mer, à deux pas, laisse sur nos peaux son humidité âcre ; les dalles de la pièce sont fraîches sous nos pieds nus ; le fauteuil à bascule se balance, vide, sur lequel je m'asseyais en face de lui pour nos longues conversations sur l'avenir d'Israël, sur l'avenir du peuple palestinien. Parfois, nous feuilletions les albums de photos de notre adolescence commune, passée à rêver de notre vie à venir en Israël. Dans cette chambre aux dalles fraîches, où le vent de la mer s'engouffre parfois violemment, résonnaient, résonnent, entre les informations de la radio israélienne, les voix largement déployées de *la Flûte enchantée*.

Je remonte la rue Ussishkin jusqu'aux cafés de ce nord de Tel-Aviv où les conversations se seront poursuivies jusque tard dans la nuit. On aura parlé du conflit du Golfe, bien sûr, mais «du conflit» aussi, comme on dit brièvement, on lui aura encore cherché des solutions – cela fait plus de quarante ans que cela dure.

«Mes élèves viennent de me quitter», me dit mon cousin. Des élèves pauvres d'un lycée d'une banlieue de Tel-Aviv. *«Je les écoute*, me dit-il, *ce qu'ils disent est pour moi une indication précieuse de ce que ressent le peuple d'Israël.» «Ils ont fait des blagues, parlé par allusions. Après le départ des étrangers, la suspension des vols de l'Europe vers Israël, on a un sentiment étrange. Et, pourtant, je n'arrive pas à ressentir la réalité du danger possible.»*

Sentiment étrange d'un déjà-vu et pas-encore-vu en même temps. *«L'expérience est une lanterne qu'on porte sur le dos»*, dit un proverbe chinois. Demain sera différent, et personne ne sait de quoi demain sera fait.

La liaison Paris-Tel-Aviv s'est interrompue. Là-bas, tout près, mon cousin boit un dernier verre, repense à notre conversation, aux élèves qui viennent de le quitter. *La Flûte enchantée*, cette fois, ce sera pour plus tard. Demain, à 6 heures, il se lève pour aller enseigner, comme d'habitude.

Ici, à Paris, tôt demain matin, le libraire, d'en face sera ouvert. Après avoir acheté le journal, je m'assiérai cinq minutes sur son tabouret. Et nous parlerons. Forcément de là-bas. Ici. Nous sommes dans l'ici – là-bas.

► Charlotte Held est journaliste.

Le monstre

par Albert Memmi

LA guerre est un non-sens et une abomination. Le plus grand des fléaux est un échec de l'éthique et de l'intelligence.

Pourtant les sages ne furent pas toujours des pacifiques. Si tous prônèrent la paix, la plupart durent consentir à la guerre. Socrate fut un soldat courageux ; Moïse, un général avant d'être un législateur ; Jésus, qui prêcha l'amour, n'exclut pas la violence ; Mohammed guerroya longtemps.

La fragilité de la philosophie vient de son débordement par la vie. Le philosophe qui considère la vie de trop loin, triche ou se ment. Marc Aurèle, sage stoïcien mais empereur, ne cessa pas de se battre : il fallait bien contenir les barbares aux frontières.

∴

La guerre n'est pas la poursuite de la politique ; elle en est la rupture. Le vainqueur en sort aussi meurtri que le vaincu ; à quelle balance faut-il peser les morts, les souffrances et les destructions réciproques ?

Il y a pourtant des guerres inévitables. Si le pouvoir devient tyrannie, il ne servira à rien d'abandonner sa vie au tyran, il la détruira. Si le contrat social est trop inégal, tôt ou tard il sera rompu : ainsi en décideront un jour les spoliés et les humiliés.

∴

Il n'existe pas de guerre juste, ni de guerre sainte. La guerre est une renonciation à la justice, pour l'anéantissement d'autrui. Le fameux *jugement de Dieu* marque la faillite de l'ordre humain.

Mais s'il n'existe pas de guerre juste, il y a des paix injustes. Il faut pousser le dialogue aussi loin que possible ; mais dès que la vie est en question, le discours devient dérisoire.

La faillite des politiques vient de leur imprévoyance. Lorsque le monstre est aux portes, il est déjà trop tard. Hitler voulait, de toute façon la guerre ; il ne restait plus qu'à le combattre. Si l'on veut prévenir la guerre il faut organiser la paix.

La voix des syndicats

par Antonio Lettieri

UNE guerre qui devait durer quelques jours – sinon quelques heures – est désormais programmée pour plusieurs semaines et peut-être plusieurs mois. Mais l'incertitude ne concerne pas seulement la durée ; l'ambiguïté continue à dominer les objectifs mêmes de la guerre. Dans une première phase, l'objectif était la défense de l'Arabie saoudite, puis c'est devenu la libération du Koweït par une intervention militaire. Maintenant, George Bush annonce que Saddam Hussein devra être jugé comme criminel de guerre. Si ce n'est pas de la simple propagande, si Saddam doit être capturé et porté sur le banc des accusés, il est évident que les buts de la guerre iront bien au-delà des limites fixées par le Conseil de sécurité.

Le général Colin Powell, chef des forces armées américaines, a déclaré que l'objectif des attaques aériennes est d'empêcher une réaction irakienne et de briser la communication entre les arrières irakiens et le demi-million d'hommes massés, avec des milliers de blindés, dans le désert du Koweït. Cela exige du temps, affirme Colin Powell, mais à la fin les troupes d'occupation irakiennes seront détruites.

C'est une stratégie qui ignore la capacité de résistance de l'adversaire. Saddam pourrait retirer les troupes déployées au Koweït, après avoir incendié les puits de pétrole et détruit tout ce qu'il est possible de détruire, pour se replier sur la frontière septentrionale et de là continuer la guerre. Dans ce cas, les Américains devront décider s'ils poursuivent l'offensive en territoire irakien ou s'ils s'arrêtent. Dans le premier cas, nous serions hors du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ; dans le second, le conflit serait sans solution et le régime de Saddam, blessé mais debout, continuerait à être une menace pour le Koweït lui-même et pour Israël, dans un contexte régional non pacifié mais encore plus déstabilisé.

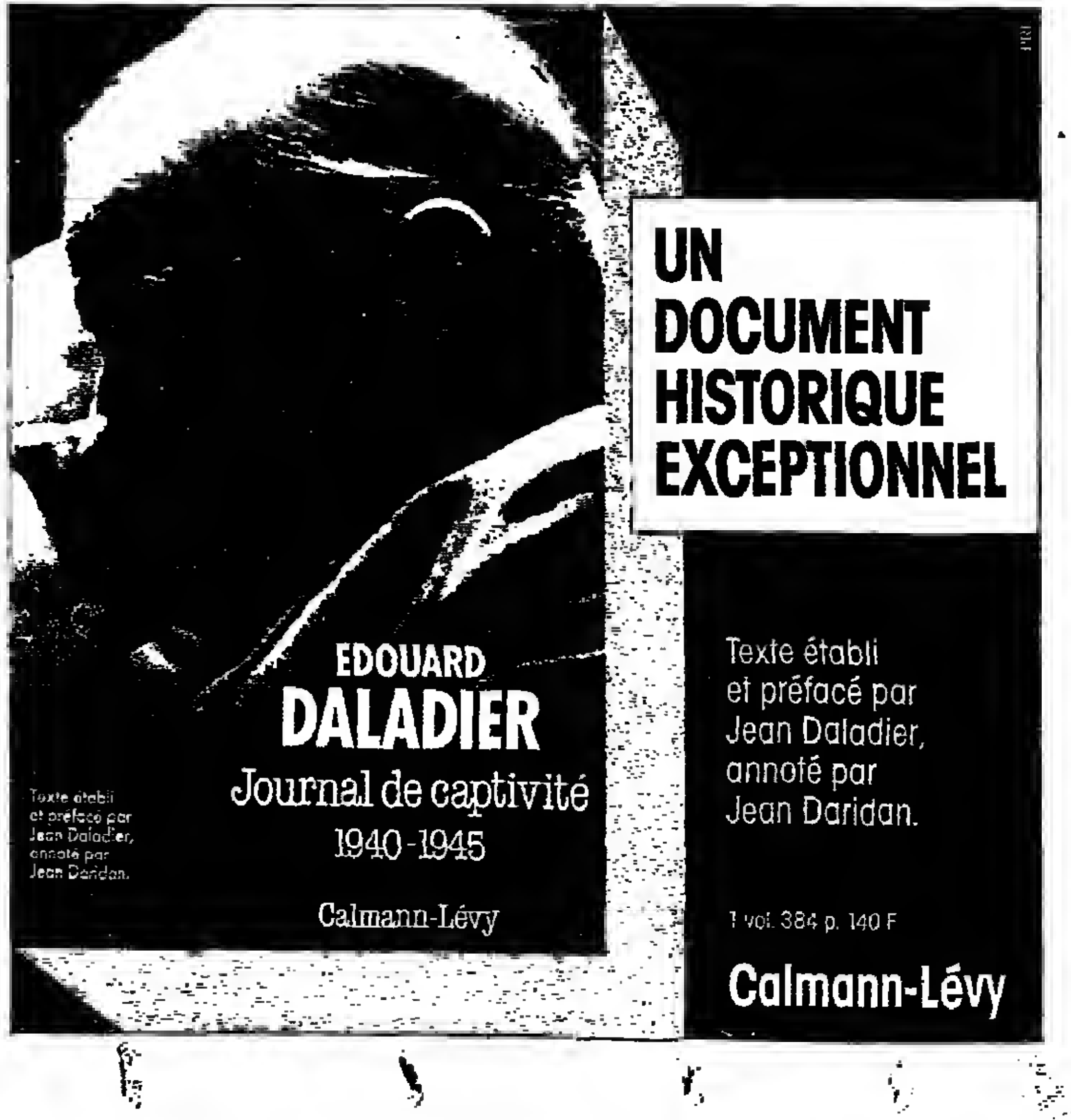
A ce stade le problème se reposerait : poursuivre la guerre sur le territoire irakien jusqu'à l'élimination de Saddam Hussein et de son régime, ou trouver une solution négociée avec une conférence internationale de paix pour régler tous les problèmes de la région : le contrôle des armes de destruction massive et un nouveau cadre de coopération économique.

Les véritables objectifs

Si la solution est la reddition sans condition de Saddam Hussein, vivant (sur le banc des accusés comme Noriega) ou mort, l'Europe devrait le savoir. Et, si elle est d'accord, se préparer à une guerre longue et de plus en plus étendue. Si, au contraire, l'objectif est la libération du Koweït, alors on ne peut faire abstraction d'une solution négociée. Dans ce cas, la Communauté européenne (ou les gouvernements européens qui y sont intéressés), avec un certain nombre de pays arabes, devraient s'engager tout de suite dans la voie d'une solution négociée, avant que le conflit ne devienne ingérable. En tout cas, il serait bon que les gouvernements démocratiques européens exposent clairement aux parlementaires et à l'opinion publique quels sont les véritables objectifs de la guerre et les moyens pour la poursuivre.

Les trois confédérations syndicales italiennes (CGIL, CISL et UIL) ont élaboré une plate-forme de mobilisation des travailleurs italiens, dont les objectifs peuvent être ainsi résumés : stopper la guerre par une initiative politico-diplomatique qui conduise au retrait de l'Irak du Koweït et à la convocation d'une conférence sur le Moyen-Orient et, particulièrement, sur la question palestinienne. Elles se proposent de confronter ces objectifs avec les autres syndicats européens, membres de la CES (Confédération des syndicats européens) et notamment avec les grandes confédérations de l'aire méditerranéenne, dont la CFDT, avec laquelle a été déjà souscrite une déclaration commune pour une solution pacifique à la mi-décembre. Si un accord se trouvait sur cette plate-forme, ou sur une autre, dans le but d'arrêter la guerre dans le cadre d'une solution négociée, on pourrait faire entendre la voix du mouvement ouvrier européen, ou d'une partie importante de ce mouvement. Et cela pourrait renforcer la voix, jusqu'ici faible et inefficace, des gouvernements européens.

► Antonio Lettieri est secrétaire national de la confédération syndicale italienne CGIL.



UN DOCUMENT HISTORIQUE EXCEPTIONNEL

EDOUARD DALADIER
Journal de captivité
1940-1945

Texte établi
et préfacé par
Jean Daladier,
annoté par
Jean Daridan.

Calmann-Lévy

1 vol. 384 p. 140 F

Calmann-Lévy

هكذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements

Comment en sortir ?

Les manœuvres diplomatiques auxquelles se livre l'Iran permettront-elles de sortir de la guerre ? Pour l'heure, il ne s'agit, à en croire le président Rafsandjani, que d'une *«idée»* à partir de laquelle *«pourrait être élaboré un plan»* de paix si M. Saddam Hussein consent à s'y intéresser. L'auteur de ce message a même qualifié de *«logique»*, au cours d'une conférence de presse, lundi 4 février, l'ouverture de pourparlers entre son pays et les Etats-Unis en vue de rétablir la paix dans la région, précisant que des contacts avaient eu lieu, *«ces derniers jours»*, sous couvert de la Suisse.

Le président Rafsandjani est-il déjà sans illusions sur les suites qui seront données par Bagdad à sa proposition ? Il a reconnu que ses entretiens, samedi, avec le vice-premier ministre irakien n'avaient fait apparaître *«aucun signe de souplesse»* dans la détermination de M. Saddam Hussein de maintenir ses troupes au Koweït. L'Union soviétique, qui s'est aussitôt félicitée de son initiative et qui a dépêché à Téhéran un vice-ministre des affaires étrangères, a, toutefois, admis que les deux réponses du dictateur de Bagdad aux messages de M. Mikhaïl Gorbatchev *«n'étaient pas constructives»*. Quant à Radio-Bagdad, elle a répété, lundi, que *«le Koweït demeurera dans le giron de la mère-patrie»*.

Les réactions américaines sont tout aussi décourageantes. *«Notre but est d'appliquer les résolutions de l'ONU, d'obtenir un retrait irakien du Koweït*, a souligné le porte-parole de la Maison Blanche. *Nous sommes engagés dans un conflit. Nous ne prévoyons pas de porter notre attention»* sur autre chose. *«Ça marche bien : nous allons atteindre tous les objectifs»*, a renchéri le président Bush, déterminé à continuer la guerre *«jusqu'au succès final»*.

«Silence honteux»

Malgré tout, le secrétaire général des Nations unies *«garde espoir et croise les doigts»*, persuadé que *«l'Iran se trouve dans une bonne position pour présenter une formule qui puisse mettre fin»* au conflit. Dans une lettre qui lui a adressée le chef de la diplomatie irakienne et dont le texte a été diffusé par Radio-Bagdad, M. Javier Perez de Cuellar s'est attiré une volée de bois vert. *«Votre silence est une honte*, lui écrit M. Tarek Aziz, *lorsque l'ONU est utilisée par les Etats impérialistes pour opprimer les peuples, imposer leur monopole sur le pétrole et renforcer l'hégémonie d'Israël dans la région.»*

Sur le théâtre des opérations règne un calme relatif, seulement troublé par des escarmouches et des tirs d'artillerie le long de la frontière koweïto-saoudienne. Pour la première fois depuis le début des hostilités, les canons du cuirassé américain *Missouri*, figure de proue de la marine américaine, sont entrés en action, pilonnant des positions fortifiées irakiennes dans le sud du Koweït. Les forces de la coalition ont commencé à bombarder *«des ponts et des casernes»*, a indiqué, lundi, le porte-parole du contingent britannique, estimant que *«cela ne valait plus la peine»* de prendre les aéroports pour cibles.

A cet égard, les responsables militaires américains ont accusé l'Irak de dissimuler ses postes de commandement et autres installations stratégiques dans des écoles, des sites religieux et des zones résidentielles.

Aides européennes

«Les pilotes alliés prennent un soin extraordinaire pour éviter des pertes civiles, comme on ne l'a jamais fait dans une guerre aérienne», a insisté le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef de l'opération «Tempête du désert».

«Une armée solidement installée est ce qu'il y a de plus difficile à mettre hors de combat», a affirmé, mardi, le général Maurice Schmitt, le chef d'état-major des armées françaises. A son avis, les alliés n'ont détruit, à ce jour, que 400 à 500 chars et 350 à 400 pièces d'artillerie, soit *«10 % des matériels»* des forces irakiennes, qui auraient encore à leur disposition *«450 à 500 avions de combat»*. Quant aux unités d'élite de la garde présidentielle, lourdement et quotidiennement pilonnées, elles ne donneraient pas de signes apparents de fléchissement. Reste qu'après la *«bataille de Khafji»*, l'Arabie saoudite détiendrait 742 prisonniers de guerre, dont 43 officiers.

D'après le porte-parole de l'armée israélienne, l'Irak ne disposerait plus que de sept à huit rampes de lancement mobiles de missiles Scud, qu'il aurait déplacées à proximité de la frontière syrienne. Moins optimiste que ses collègues américains, le général Nachmen Shei a, d'autre part, indiqué que Bagdad avait perdu la moitié seulement de ses capacités chimiques et nucléaires.

S'adressant à la Knesset, le premier ministre israélien a répété, mardi, qu'*«une conférence internationale, soutenue avec ferveur par Saddam Hussein et Yasser Arafat, n'était pas le moyen de faire avancer un règlement mais d'imposer la volonté de l'agresseur»*. Il a invité *«ceux qui ont à cœur nos intérêts»* à retirer cette idée-là de leur tête.

Réunis mardi à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont voulu montrer que l'Europe n'était pas absente du conflit comme d'aucuns le lui reprochaient. Ainsi, les Douze ont-ils décidé d'accorder à Israël une aide financière dont le montant n'a pas été précisé et, pour préparer l'après-guerre, d'envoyer une mission diplomatique au Maghreb, au Caire et à Jérusalem. Le Luxembourg a aussi proposé la création d'un fonds d'aide à Paris et à Londres, la France suggérant, pour sa part, la mise en place d'un plan d'assistance aux Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés.

Quant aux six Etats du Golfe, qui avaient déjà financé la guerre de huit ans entre l'Iran et l'Irak et qui sont les principaux bailleurs de fonds de l'OLP, ils commencent à se lasser d'avoir à régler, pour une large part, la facture d'un autre conflit dont on ne voit pas le bout et qui, selon des sources américaines, coûterait 86 milliards de dollars s'il durait trois mois. Si l'opération «Tempête du désert» se prolongeait, ces pétromonarchies pourraient être contraintes d'utiliser leurs bas de laine placés à l'étranger, qui s'élèveraient à quelque 355 milliards de dollars.

JACQUES DE BARRIN

Après les propositions du président Rafsandjani

Washington estime qu'il n'y a pas matière à médiation

Les Etats-Unis ont accueilli froidement lundi 4 février la proposition iranienne de médiation dans le conflit du Golfe, faite le matin même par le président Rafsandjani (*le Monde* du 5 février). L'administration Bush a souligné qu'elle souhaitait avant tout obtenir le retrait irakien du Koweït et qu'elle n'entendait pas s'écarter de cet objectif.

«Notre but est de mettre en application les résolutions de l'ONU, d'obtenir un retrait irakien du Koweït. (...) Nous sommes engagés dans un *conflit. Nous* ne *prévoyons pas de porter notre attention sur autre chose»*, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater.

«Qu'il s'agisse d'une médiation iranienne ou d'un autre pays, à notre avis, il n'y a aucun sujet de médiation», a précisé pour sa part la porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, avant d'ajouter : *«La seule médiation appropriée, à notre avis, serait pour les gens qui communiquent avec Saddam Hussein de le convaincre de respecter les douze résolutions des Nations unies.»*.

Le président iranien avait déclaré lundi qu'il était prêt, pour obtenir le rétablissement de la paix dans le Golfe, à rencontrer son homologue irakien Saddam Hussein – à qui il avait transmis *«une idée»* sans préciser laquelle, – et il avait envisagé pour la première fois des pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis, en faisant état de plusieurs contacts irano-américains *«au cours des derniers jours»*, par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse en Iran.

A ce sujet, M. Fitzwater a rappelé que les Etats-Unis avaient seulement eu divers contacts avec Téhéran par l'entremise de tierces parties au sujet des avions irakiens qui se sont réfugiés en Iran. M^{me} Tutwiler a pour sa part qualifié de *«totalement hypothétique»* l'éventualité de contacts directs entre Washington et Téhéran portant uniquement sur la guerre du Golfe.

Satisfaction soviétique

«Comme nous l'avons dit dans le passé, nous sommes prêts à rencontrer directement des représentants autorisés du gouvernement iranien pour discuter des questions en suspens», a-t-elle dit, faisant ainsi allusion au rôle éventuel de l'Iran pour aider à la libération des otages américains au Liban ainsi qu'au soutien de ce pays au terrorisme.

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, s'est montré, quant à lui, très prudent, soulignant que Washington soutiendrait tout effort pour obtenir le retrait irakien du Koweït : *«Si quelqu'un se présente avec une initiative qui vise cet objectif, ce serait bien*, a-t-il dit, *mais franchement je ne m'y attends pas. Je pense que nous poursuivrons les opérations militaires jusqu'à ce que nous ayons atteint nos objectifs.»*

A Moscou, la réaction a été toute différente. Le ministère soviétique des affaires étrangères s'est félicité de l'initiative iranienne. M. Vitali Tchourkine, porte-parole du ministère, a précisé qu'Alexandre Belonogov, vice-ministre des affaires étrangères, se rendrait à Téhéran mardi pour des entretiens sur la guerre.

Pour sa part, le comité central du Parti communiste d'URSS a demandé à M. Gorbatchev de prendre une nouvelle initiative politique pour mettre fin au conflit et a exprimé sa *«grave préoccupation face à l'évolution dangereuse de la situation dans le Golfe»*. De tels efforts diplomatiques de la part de Moscou aideraient à *«prévenir des dégâts irréparables à l'environnement et à orienter le conflit militaire sur la voie d'une solution politique dans l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU»*, estime le comité central.

Bagdad accuse M. Perez de Cuellar

Selon la *Pravda*, la politique de l'URSS dans le Golfe – où Moscou soutient les alliés sans y avoir dépêché de contingent – a été critiquée par un des participants. *«Nos actions n'ont pas toujours été appropriées»*, a déclaré Boris Oleinik, vice-président de l'une des deux Chambres du Parlement soviétique. Considéré comme un proche du président, Boris Oleinik s'en est pris aux Etats-Unis, dont il a dénoncé *«l'hyper-activité précipitée pour pousser les alliés de tous bords à accepter une intervention militaire comme seule solution possible»*.

Le ministre syrien de la défense, M. Moustafa Tlass, est, quant à lui, arrivé à Moscou lundi pour s'entretenir du Golfe et de la coopération militaire avec son homologue soviétique Dimitri Iazov.

Dans sa conférence de presse, M. Rafsandjani, après avoir proposé de rencontrer M. Saddam Hussein, avait déclaré : *«Notre objectif va beaucoup plus loin qu'une rencontre avec Saddam. Au cas où il nous serait nécessaire de parler aux Américains, je pense qu'il serait logique de le faire. Mais aucune décision n'a été prise sur la question.»*

Le président iranien avait réaffirmé la stricte neutralité de son pays dans le conflit, même s'il s'étendait à la Turquie. A propos des avions irakiens arrivés en Iran, il a expliqué que les pilotes avaient effectué des atterrissages d'urgence sans intention malveillante. *«Les Irakiens*, a-t-il ajouté, *ne nous demanderont certainement pas de leur permettre d'utiliser ces avions durant la guerre actuelle, et, même s'ils le faisaient, nous n'accepterions pas.»* M. Rafsandjani a enfin estimé que la France *«semble être plus modérée que les autres alliés dans la guerre»* bien qu'elle soit leur *«complice»*.

En visite à Téhéran, le ministre d'Etat koweïtien pour les affaires étrangères, Cheikh Nasser Mohamed Al Ahmed, a rendu hommage lundi à «la position ferme» de l'Iran. Il était porteur d'un message de l'émir à M. Rafsandjani. A Islamabad, le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, a proposé lundi un plan pour mettre un terme à la guerre du Golfe, annonçant qu'il était prêt à se rendre à Bagdad pour le défendre. M. Sharif propose un cessez-le-feu immédiat après l'acceptation par l'Irak de se retirer du Koweït, le remplacement des troupes étrangères déployées dans le Golfe par des forces islamiques, la réunion d'un sommet islamique et la déclaration comme *«zones de paix»* des lieux saints de l'islam en Arabie saoudite et en Irak.

L'Irak s'en est pris lundi au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, l'accusant de rester silencieux pendant que la coalition anti-irakienne bombarde des civils. Dans un message à M. Perez de Cuellar, le chef de la diplomatie de Bagdad, M. Tarek Aziz, déclare : *«Votre silence sur ces crimes cautionne cette honte. (...) Les principes que les Nations unies sont censées soutenir sont violés sous les yeux et les oreilles du secrétaire général de l'ONU, qui se tait.»* – (AFP, AP, Reuter.)

L'Iran à l'avant-scène

Suite de la première page

Avec l'appui du guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, il tient en lisières la minorité de «radicaux» qui souhaite, au nom de la solidarité musulmane et du combat sacré contre Israël, transformer la normalisation irano-irakienne en une véritable alliance.

Le sermon de l'un des «durs» du régime, l'hodjatoleslam – et ancien ministre de l'intérieur – Ali Akbar Mohtachemi, appelant au «djihad» contre *«les Etats-Unis, les forces de l'OTAN et les sionistes»* n'a eu qu'un faible écho. Et la plus grosse manifestation *anti-américaine dans les rues* de Téhéran n'a rassemblé que cinq mille personnes. Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam défunt – autre personnalité «radicale» – a même publiquement soutenu M. Rafsandjani, baptisé pour l'occasion *«grand révolutionnaire»*.

«Come-back» diplomatique

Sur le fond de la crise, l'Iran s'en tient à sa position initiale. Il refuse d'accorder au combat de Saddam Hussein, mené pour des *«motifs erronés et profanes»*, l'appellation contrôlée de *«guerre sainte»*, car *«il ne s'agit pas d'un conflit entre croyants et infidèles»*. Il redoute la volonté de puissance de l'Irak, avide de *«transformer le golfe Persique en golfe Arabique»*. Il rejette l'amalgame Koweït-Palestine, la libération de celle-ci justifiant d'autant moins l'occupation de celui-là, que *«ce n'est pas à coups de Scud*, observe-t-on à Téhéran, *qu'on rendra Jérusalem aux musulmans»*. Il dénonce l'annexion de l'émirat, *«cet acte obscène»*, et exige le retrait total de l'Irak.

Fort – et fier – de sa neutralité, l'Iran en tire maintenant profit pour effectuer un spectaculaire «come-back» diplomatique. On se bouscule, ces jours-ci, à Téhéran, où les émissaires, arabes ou non, se succèdent dans les antichambres. Et M. Rafsandjani, délaissant ses précautions matoises, s'est soudain posté à l'avant-scène. Dans sa conférence de presse, lundi 4 février, le président iranien s'est carrément posé en médiateur entre les Etats-Unis et l'Irak. Au-dessus de tout soupçon de sympathie pour les deux adversaires, il propose ses services à l'un et à l'autre.

Faisant état de contacts entre Washington et Téhéran *«au cours des derniers jours»* – par l'entremise du gouvernement suisse, – M. Rafsandjani suggère à l'Amérique, en toute *«logique»*, de discuter pour faire taire les armes dans le Golfe. A M. Saddam Hussein, il offre une rencontre afin de *«sauver le peuple musulman d'Irak et de la région»* et une *«idée»* pour rétablir la paix. Peu importe si sa démarche a été fraîchement accueillie à Washington. Ce qui compte pour M. Rafsandjani, c'est, en pleine guerre, d'occuper à lui seul la scène diplomatique déserte et de prendre date, en interpellant l'Amérique.

L'Iran échappe, ainsi, un peu plus, à l'isolement où il se trouvait confiné. Il a réglé avec Washington le différend sur les biens américains saisis pendant la révolution. Il a rétabli ses relations avec la Grande-Bretagne, rompues lors de la polémique autour des *Versets sataniques*, de Salman Rushdie. Il vient d'obtenir de la France, avec laquelle il n'apure que très lentement son vieux contentieux financier, l'augmentation mutuelle de l'effectif des ambassades. Ce ne sera pas le moindre effet de ce conflit, s'il accélère, demain, la reprise du dialogue irano-américain.

Plus que d'autres, l'Iran envisage déjà l'après-guerre. Deux scénarios le hantent : un trop net affaiblissement de l'Irak ; le maintien des troupes américaines dans le Golfe. Inquiète des risques de démembrement d'un Irak ravagé par la guerre, la République islamique proclame son attachement à l'intégrité territoriale de son voisin, en se souvenant que la Turquie nourrit un vieil irrédentisme à propos des deux riches provinces pétrolières de Mossoul et Kirkouk qui lui furent arrachées par la Grande-Bretagne après la première guerre mondiale. Avec l'appui de la Syrie, également soucieuse, l'Iran a récemment dépêché un émissaire à Ankara pour exposer ses craintes. En tout cas, l'entrée en guerre de la Turquie – a précisé lundi M. Rafsandjani – n'ébranlerait pas la neutralité iranienne.

Les craintes de l'après-guerre

A terme, l'Iran redoute surtout un éventuel «ancrage» de la présence militaire américaine dans le Golfe, jugée menaçante pour sa sécurité et contraire à l'idéologie révolutionnaire islamique. Entre une Turquie, membre zélé de l'OTAN, un Pakistan aux mains d'une junte pro-occidentale et un Irak de l'«après-Saddam» trop docile envers Washington, il craint d'être encerclé par un nouveau système de sécurité régionale à ossature américaine.

D'où son souci d'améliorer ses relations avec les Etats du Golfe. Téhéran a mis une sourdine à ses discours incendiaires contre les pétromonarchies, qu'il vouait naguère aux gémonies. Dans leur dernier communiqué, les pays du Conseil de coopération du Golfe souhaitent que Téhéran joue pleinement son rôle dans l'élaboration des accords de sécurité qui fonderont le nouvel ordre régional. Le climat s'est nettement réchauffé entre l'Iran et l'Arabie saoudite, trois ans après la rupture de leurs relations diplomatiques, même si le différend sur le nombre de pèlerins autorisés à visiter La Mecque retarde toujours la normalisation à l'étude. Pour la première fois depuis la révolution islamique, le chef de la diplomatie jordanienne vient d'être reçu à Téhéran, porteur d'un message du roi Hussein, et les deux pays ont annoncé le rétablissement de leurs relations.

Resurgies à la faveur de cette guerre, les ambitions régionales de la République islamique sont à sa mesure. En quinze ans, la population de l'Iran – première puissance démographique de la région – est passée de 33 à 56 millions d'habitants. En outre, ses finances profitent largement de la crise. Depuis août, la hausse du prix du brut procure un bonus de 50 millions de dollars par jour à ce pays très pauvre mais pratiquement pas endetté.

M. Rafsandjani l'a bien compris, qui essaie d'en tirer un maximum de prestige : par plus d'un aspect, cette guerre, pour l'Iran, est une aubaine.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Daniel Amson

De Gaulle et Israël

De Gaulle chercha-t-il à engager la France dans une politique arabe ou voulut-il agir en faveur de la paix ? La Guerre du Golfe rend cette question plus actuelle que jamais.

Collection "Politique d'aujourd'hui" 144 pages - 95 F. puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

L'aviation alliée concentre ses attaques sur les ponts et les casernes

Les alliés ont commencé à concentrer leurs bombardements sur *« des ponts et des casernes »* ainsi que sur d'autres cibles stratégiques en Irak et au Koweït, a indiqué, lundi 4 février, à Ryad, un porte-parole des forces britanniques dans le Golfe.

Après avoir acquis la suprématie aérienne, *« il est devenu évident que ce n'est pas la peine de retourner bombarder les aéroports »* irakiens et les alliés dirigent désormais leurs coups sur d'autres cibles stratégiques, a précisé le général Bill Wraten, de la RAF.

La méthode d'attaque, a-t-il ajouté, consiste à envoyer deux avions sur une même cible, le premier, un Buccaneer, trouvant la cible et la marquant au laser, le bombardier qui le suit lâchant la bombe guidée au laser, a-t-il ajouté.

En réponse à une question, le général Wraten a précisé que *« tout centre gouvernemental ou militaire »* qui joue un rôle dans la conduite de la guerre était *« une cible légitime »*. Il a toutefois reconnu que *« les systèmes de bombardement de précision ne* [fonctionnaient] *pas absolument tout le temps »* et que des *« erreurs »* pouvaient avoir lieu.

Egalement à Ryad, le général Robert Johnston, chef d'état-major de l'opération « Tempête du désert », a déclaré que 25 chars irakiens ont été mis hors de combat dans la nuit de dimanche à lundi par l'aviation américaine, selon les rapports préliminaires des pilotes. Il a précisé que ces blindés, qui faisaient partie d'une colonne d'une trentaine d'engins tentant de se dissimuler, avaient été détruits par des avions à décollage vertical Harrier (que possèdent les marines) à l'intérieur du Koweït, loin derrière les premières lignes irakiennes.

44 000 sorties : une par minute

Le général Johnston a, en outre, indiqué que les bombardements de la garde républicaine irakienne se poursuivaient de manière intensive, mentionnant, au cours des dernières 24 heures, 26 missions de chasseurs-bombardiers et 5 raids de bombardiers lourds B-52 contre cette unité d'élite du président Saddam Hussein. Le total de 44 000 sorties alliées correspond à une sortie de combat par minute depuis le début des hostilités, a-t-il poursuivi.

Le général a reconnu par ailleurs que la dissimulation, dans des zones civiles, de certains postes de commandement et de matériels irakiens (avions notamment) avait permis aux Irakiens de *« protéger quelques-unes de leurs capacités »*, dans la mesure où les Alliés *« ne prendraient pas les zones civiles pour cibles »*. *« Mais cela ne va pas arrêter la guerre »*, a-t-il souligné.

A Amman, précisément, des sources officielles jordaniennes ont annoncé qu'au moins 1 Jordanien avait été tué et 4 autres blessés, lundi matin, lors d'un bombardement de la route Bagdad-Amman par l'aviation alliée. Mercredi dernier, la Jordanie avait accusé les Etats-Unis d'avoir *« sciemment bombardé des voitures civiles qui circulaient en plein jour »*. Se référant à ce type d'incident, les Etats-Unis ont accusé lundi l'Irak de mêler des équipements militaires aux convois civils, ce qui expliquerait la difficulté qu'ont les alliés à ne pas toucher de civils pendant leurs raids aériens.

Le porte-parole du département d'Etat, Margaret Tutwiler, a déclaré que ces véhicules traversaient *« une zone de guerre, et particulièrement une région d'où ont été tirés des missiles Scud irakiens contre des pays voisins »*. *« Nous disposons d'informations fiables, selon lesquelles du matériel de guerre, dont des équipements servant aux missiles Scud, ont été acheminés dans des camions-citernes civils »*, a-t-elle ajouté. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Le bilan des combats à Khafji demeure imprécis

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Connaîtra-t-on jamais le véritable bilan de la bataille de Khafji, premier affrontement terrestre d'importance dans cette guerre du Golfe qui en est à son vingtième jour ? Une semaine après l'occupation de cette ville frontalière saoudienne par les blindés irakiens et quatre jours après sa reconquête par l'armée, la garde nationale saoudienne, les troupes du Quatar et le soutien aérien de l'artillerie des marines, la ville demeure toujours interdite à la presse.

Après plusieurs bilans contradictoires, le porte-parole saoudien, le colonel Ahmed Al Robayan, a apporté, lundi 4 février, de nouvelles précisions et rectifications qui ne lèvent pas toutefois complètement le voile sur cette affaire. Les dix-huit morts saoudiens, auxquels le roi Fahd a rendu hommage lundi au cours du conseil des ministres, se répartissent, après la publication des noms, à égalité entre l'armée et la garde nationale.

Le nombre des disparus est maintenant passé de quatre à neuf : trois gardes-côtes et six officiers de la défense civile. Officiellement de trente, le nombre des morts irakiens s'accorde toutefois mal avec l'impressionnant matériel récupéré, révélé lundi par le colonel Robayan : onze chars T-55, soixante-dix véhicules blindés de transport de troupes et une douzaine de gros camions. Interrogés à plusieurs reprises sur les pertes irakiennes, les porte-parole américains, se référant toujours à l'exemple du Vietnam, affirment qu'ils ne veulent pas tomber dans le piège de la comptabilité des cadavres. Mais compte tenu du nombre d'hommes dans un char ou un véhicule blindé, le bilan des pertes irakiennes semble quand même bien sous-estimé.

742 prisonniers irakiens

Le colonel Robayan a déclaré que 742 prisonniers de guerre étaient détenus dans un camp saoudien. Si l'on se réfère à un précédent bilan, 429 auraient été capturés à Khafji. Parmi ces hommes, quarante-trois sont des officiers, le plus gradé étant un commandant. *« Le Croissant-Rouge*, a souligné le porte-parole saoudien, *a été autorisé à les voir le jeudi 31 janvier. »*

Nul doute, toutefois, que les prisonniers irakiens, dont quelques images ont été montrées à la télévision – les hommes portant des uniformes neufs fournis par l'Arabie saoudite et recevant leur repas – seront d'autant mieux traités dans les camps saoudiens qu'on insiste beaucoup ici sur la différence à faire entre le régime et le peuple irakien. *« Ils seront traités*, a affirmé à cet égard le colonel Robayan, *comme des personnes que nous désirons avoir comme futurs amis quand la guerre sera finie. »*

Les troupes du Quatar, quant à elles, n'ont eu officiellement aucune victime. C'est possible, bien que la vue de plusieurs de leurs véhicules blindés, totalement carbonisés, évacués il y a quarante-huit heures de Khafji, laisse planer un doute sur ce point.

Les Américains, toujours officiellement, n'ont pas participé physiquement au combat mais ont eu deux disparus, une patrouille qui s'est laissé surprendre, et ont pu récupérer sains et saufs douze de leurs hommes qui s'étaient cachés pendant la durée des affrontements et ont pu aider à diriger le tir de l'artillerie. Des doutes subsistent, cependant, sur l'endroit exact où ont disparu deux autres soldats américains, dont une femme, qui auraient été enlevés en Arabie saoudite alors qu'ils attendaient du secours, leur véhicule s'étant enlisé.

Il est difficile de croire, toutefois, que ces deux soldats, qui faisaient partie d'un convoi de transport, aient été laissés seuls par leurs camarades partis tous ensemble chercher du secours. Certains rapports de journalistes américains qui opèrent en « pool » situent cette disparition à Khafji mais rien n'est sûr sur ce point.

La stricte censure exercée par toutes les parties dans cette guerre risque, en fait, de multiplier interrogations et doutes, et de conduire à un réveil brutal qui ne servira pas forcément les buts recherchés.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le cuirassé « Missouri » monstre des mers

Les canons de 406 mm (16 pouces) du cuirassé américain *Missouri* – les plus gros du monde – sont entrés en action dans la nuit de dimanche 3 à lundi 4 février, et, selon une source proche du Pentagone, ont détruit un poste de commandement fortifié utilisé pour diriger les forces irakiennes proches du champ de bataille de Khafji.

Dépêché il y a deux mois dans les eaux du Golfe avec son jumeau le *Wisconsin*, le *Missouri* n'avait tiré, jusqu'à présent, que des missiles de croisière Tomahawk, et aucun de ses neuf canons n'avait ouvert le feu – autrement qu'à l'exercice – depuis la guerre de Corée (1950-1953). Véritable « monument historique », ce cuirassé, mis en service le 11 juin 1944, a, en effet, accueilli sur son pont en teck la cérémonie de reddition du Japon le 2 septembre 1945.

Long de 270 mètres, déplaçant 58 000 tonnes à pleine charge, le *Missouri* est doté d'un blindage de plus de 36 cm d'épaisseur. Chacun de ses neuf canons peut tirer, à raison de 2 coups par minute et jusqu'à 38 km, des obus pesant plus d'1 tonne. Il a une autonomie de 5 000 miles à 30 nœuds et embarque quatre hélicoptères Seahawk. Il est servi par un équipage de 1 500 hommes. – *(AFP, AP.)*

Selon la chaîne américaine ABC

L'Irak aurait installé des missiles et des avions militaires au Soudan

L'Irak aurait installé des batteries de missiles sol-sol et des avions de combat sur plusieurs sites stratégiques au Soudan, a affirmé lundi 4 février, la chaîne de télévision américaine ABC. Selon ABC, vingt avions de combat portant les couleurs irakiennes ont été observés par le responsable d'une organisation humanitaire internationale sur un seul site au nord de Khartoum, et des missiles ont été vus par ailleurs sur deux sites situés près des côtes de la mer Rouge, à Arous et à Erkowit.

Interrogés par ABC, les responsables gouvernementaux soudanais ont démenti ces informations. De son côté, le Pentagone a également refusé de démentir ou de confirmer. Selon la chaîne de télévision américaine, des avions auraient aussi été localisés par d'autres sources au sud de Khartoum. En ce qui concerne les missiles sol-sol, une source a affirmé avoir observé le débarquement d'une cargaison secrète provenant de navires irakiens, sous forte escorte, à Port-Soudan, en novembre et décembre derniers.

Le général Fethi Ahmed Ali, ancien commandant en chef de l'armée soudanaise réfugié à l'étranger, interrogé à ce sujet par ABC, a souligné que ces mouvements pouvaient avoir été effectués en vue d'une utilisation *« à une étape ultérieure »* de la guerre.

Selon ABC les missiles pourraient être destinés à frapper aussi bien des objectifs pétroliers dans l'ouest de l'Arabie occidentale que le barrage d'Assouan pour *« punir »* l'Egypte de son soutien à la coalition anti-irakienne. – *(AFP.)*

Des messages codés sur Radio-Bagdad

« De Mahyoub à Ayman... »

Radio-Bagdad a diffusé pour la première fois, lundi soir 4 février, une série de messages particuliers et codés, adressés à des auditeurs désignés soit par des prénoms soit par des chiffres. Certains de ces messages, captés par la BBC, émanent d'un « quartier général ». Il n'a pas été possible de déterminer s'il s'agissait de communications militaires. Tous les messages sont brefs et précédés du mot *« appel »* répété deux fois. En voici quelques exemples :

« Appel, appel, de Hemad à Knuteiba : mettez en exécution tout ce qui se trouve sur la table et à l'extérieur. »

« Appel, appel, de Hemad à Knuteiba : le peuple ne restera pas dans sa prison. »

« De Mahyoub à Ayman, de Mehynub à Aymen : Nous attendons de pouvoir entendre votre voix et celle de tous les frères. N'hésitez pas. Que Dieu soit avec vous. »

« De Mehynub à Mnuder Salim : n'hésitez pas à faire quelque chose. Que Dieu soit avec vous. »

« Du quartier général à Ourwe : C'est votre jour à tous. »

« Du quartier général à Ourwa : Mettez en exécution le programme de la dernière réunion. »

« Du quartier général à Ourwa et son ami : C'est votre jour, votre seul jour. »

« Appel, appel, de Mahyoub à 301 : Reconstruisez ». – *(AFP.)*

M. Dick Cheney optimiste mais prudent

Le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, a brossé, au cours de plusieurs interventions publiques, lundi 4 février à Washington, un tableau résolument optimiste mais prudent de la situation dans le Golfe pour les forces alliées, au 19e jour de l'opération Tempête de Désert.

Intervenant devant le congrès de l'American Mining, à Washington, M. Cheney a réaffirmé lundi 4 février, que l'armée de l'air et la marine irakiennes avaient été *« neutralisées »*. Les unités de défense anti-aérienne *« disposent toujours d'artillerie et de quelques missiles sol/air mais leur capacité à les utiliser de façon efficace contre les forces alliées a été réduite de façon significative »*.

Le secrétaire à la Défense a ajouté que les installations nucléaires de l'Irak avaient été *« presque toutes démolies »* et que des *« progrès importants »* avaient été réalisés dans la neutralisation d'autres *« armes de destruction massive »* (installations de recherche et de production d'armes chimiques et biologiques).

« Ce qui reste, d'un point de vue militaire, est l'importante armée irakienne, spécialement les quelque 120 brigades, (soit) plus de 30 divisions, déployées au Koweït et dans le sud de l'Irak », a indiqué M. Cheney, ajoutant qu'au cours des dix derniers jours, les forces aériennes alliées ont attaqué *« de façon agressive »* ces forces terrestres. *« Nous pensons que cette campagne a été un succès*, a-t-il dit, *mais il est plus difficile d'en évaluer les résultats que lors des opérations contre des sites stratégiques »*.

Par ailleurs, le secrétaire à la Défense qui commentait au cours d'une conférence de presse le projet de budget américain pour 1992 a affirmé que les Etats-Unis n'étaient pas les gendarmes du monde mais a décrit une armée américaine de demain, dotée de moyens technologiques avancés et capable d'intervenir de l'Amérique Latine à l'Asie.

« Jouer les gendarmes du monde implique que d'une manière ou d'une autre vous allez vous retrouver impliqué dans tout conflit, quels que soient le moment et l'endroit où il se produit. Nous n'avons nullement l'idée de tenter de faire cela », a dit M. Cheney, avant de poursuivre : *« En revanche, nous pensons que les Etats-Unis ont des exigences durables. Nous devons maintenir notre capacité à contrôler les océans du monde, à maintenir nos engagements en Europe et dans le Pacifique, à être capable de déployer des forces, que ce soit en Asie du Sud-Ouest ou au Panama pour faire face aux imprévus afin de défendre les vies et les intérêts américains »*.

Le secrétaire à la Défense a confirmé qu'en même temps que la nécessité de parer rapidement à une menace soviétique, désormais en déclin, le souci du Pentagone était de pouvoir faire face à d'autres situations d'urgence dans le monde.

Pour le secrétaire à la Défense, le conflit du Golfe a de nouveau prouvé *« l'énorme importance de nos avantages technologiques en capacité militaire »*. Il a affirmé sa volonté de maintenir cette supériorité en dépit de la réduction des dépenses. M. Cheney a notamment insisté sur la technologie des avions furtifs (stealth) et sur l'Initiative de Défense Stratégique (IDS), ou « guerre des étoiles ». – *(AFP)*

La « terrible raclée » prise par Saddam Hussein selon le général Schwarzkopf

Le président irakien Saddam Hussein est en train de prendre une *« terrible raclée, stratégiquement »*, a déclaré le commandant en chef des troupes américaines dans le Golfe, le général Norman Schwarzkopf, dans une interview à plusieurs organes de presse américains, publiée mardi 5 février.

« Saddam Hussein n'est pas un militaire. Il a toujours pensé cette guerre dans des termes tactiques et jamais d'un point de vue stratégique. Tout d'un coup, il s'aperçoit qu'il est en train de prendre une terrible raclée stratégiquement et il n'a pas les capacités pour y réagir », a déclaré le général Schwarzkopf.

L'officier supérieur américain estime par ailleurs que si les alliés ne sont pas *« près de briser la volonté »* de Saddam Hussein, on ne peut en dire autant des soldats irakiens : *« Considérez le fait que 400 hommes sont venus,* (à Khafji), *que des coups de feu ont été tirés au-dessus de leur tête et qu'ils se sont rendus. J'espère que cela a montré l'esprit de combat des irakiens »*. – *(AFP.)*

3615 NEUBAUER
votre occasion
+ un grand jeu !

Commandez votre PEUGEOT chez NEUBAUER

4 ans ou 80 000 km
de Contrat Service PEUGEOT
GRATUIT*

- Prise en charge de toute intervention consécutive à une défaillance mécanique ou électrique
- Assistance permanente 7 jours/7 "Ecoute 24 plus"
- Dépannage-remorquage
- Prêt d'un véhicule de remplacement **

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.68.21

NEUBAUER
PEUGEOT

* Offre non cumulable, valable sur présentation de cette annonce jusqu'au 28 février 1991, pour toute commande au prix catalogue PEUGEOT.
** en fonction d'une réparation effectuée dans nos ateliers.

GUIDE DE L'ANGLAIS
MODERNE ÉCRIT
Christiane Tricoit

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 40-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

هكذا من الاصل

LA GUERRE DU GOLFE

après l'attentat antiaméricain à Djeddah

Des mesures de sécurité de plus en plus strictes sont adoptées en Arabie saoudite

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

« Un incident mineur qui pourrait arriver n'importe où. Je ne qualifierai pas cela d'attaque terroriste caractérisée. » C'est en ces termes que le colonel Robayan, porte-parole militaire saoudien, a évoqué lundi 4 février, en réponse à une question, l'attaque perpétrée dimanche soir à Djeddah contre un autobus transportant des militaires américains, dont les auteurs ont été arrêtés sans que l'on connaisse encore leur nombre et leur nationalité.

Cet autobus réquisitionné, conduit par un chauffeur égyptien, amenait d'un hôtel de la ville à l'aéroport deux militaires américains en uniforme et un garde saoudien. Un inconnu a tiré, avec un pistolet 5 mm, depuis un terrain abandonné le long de la route. Les deux soldats américains et le garde saoudien ont été légèrement blessés par les débris de verre des glaces de l'autobus.

De son côté, le porte-parole américain a déclaré que ce tir pouvait bien être le fait d'un individu isolé, mécontent *de la présence américaine*. Le général Johnston a toutefois ajouté que le commandement américain était conscient du degré de vulnérabilité des troupes américaines à de telles attaques et que toutes les précautions étaient prises pour assurer leur sécurité contre d'éventuels attentats terroristes.

S'il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions de cette affaire sur laquelle enquête le ministère de l'intérieur saoudien, la crainte des attentats existe depuis le début de cette crise en Arabie saoudite, pays dans lequel on ne badine pas avec la moindre entorse à la « sécurité de l'Etat ».

L'arrivée massive des Koweïtiens et des étrangers au début de l'occupation du Koweït était déjà une source d'inquiétude pour les autorités – nombre de ces réfugiés n'avaient pas de papiers – qui craignaient à l'époque des infiltrations d'autant plus faciles que l'urgence de la situation rendait plus ou moins aléatoire le très strict contrôle habituellement exercé en Arabie saoudite.

Des infiltrations toujours possibles

C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement koweïtien en exil avait demandé en août dernier à tous ses ressortissants de se munir, auprès des consulats, d'une nouvelle carte d'identité, une manière de mieux repérer qui étaient ces réfugiés.

De même faut-il voir dans le départ massif des travailleurs yéménites du royaume, outre les représailles contre l'attitude de leur pays dans la crise, un souci de sécurité, le gouvernement craignant que parmi ce [1,5 million] de travailleurs, qui n'avaient pas besoin de visa préalable pour entrer en Arabie saoudite puissent se déplacer d'éventuels terroristes.

Le passage d'armes à la frontière saoudo-yéménite a toujours existé et a augmenté la méfiance vis-à-vis d'une communauté qui bénéficiait de privilèges spéciaux, mais dont le gouvernement était considéré comme hostile à Ryad. Cette crainte à l'égard de ressortissants dont les gouvernements ont adopté une politique jugée par l'Arabie saoudite contraire à ses intérêts, comme la Jordanie, l'OLP, le Soudan, et dans certains cas la Tunisie, a sans aucun doute joué aussi dans le non-renouvellement de leur contrat de travail ou le refus d'accorder un visa d'entrée.

Bien que les contrôles soient sévères aux postes-frontières, les infiltrations d'éléments hostiles en Arabie saoudite sont d'autant plus difficiles à contenir que les kilomètres de frontière dans le désert ne peuvent être gardés vingt-quatre heures sur vingt-quatre, comme en témoignent les incursions de soldats irakiens. *« La meilleure protection de l'Arabie saoudite reste*, comme nous l'affirmait récemment un officiel, *la sévérité de la peine encourue, qui est la mort dans le cas d'atteinte à la sécurité de l'Etat. »* Reste que, depuis le début de la guerre, des rumeurs circulent sur le vol de voitures à l'armée saoudienne ou – et là c'est un fait – la disparition mystérieuse constatée récemment de cinquante véhicules américains, jeeps ou camions. Il est évident que la possession de ces véhicules par des éléments hostiles faciliterait leur tâche dans le cas d'un attentat contre les troupes américaines.

Des mesures de plus en plus strictes pour assurer la sécurité sont toutefois adoptées dans les villes ou sur les routes saoudiennes, où les postes de contrôle poussent comme des champignons après la pluie. De même, on ne pénètre plus dans aucun des grands hôtels de Ryad sans contrôle. La ronde des voitures de police à Ryad comme à Dhahran est incessante et, le long des 300 kilomètres qui séparent Dhahran de Khafji, on ne franchit pas moins de cinq contrôles.

Ces mesures pourraient toutefois s'avérer d'autant plus nécessaires que la durée du conflit – les Saoudiens avaient espéré, à tort, mettre fin rapidement à ce « cauchemar » – risque de renforcer les sentiments antiaméricains, latents chez beaucoup et ouverts chez certains.

FRANÇOISE CHIPAUX

Après avoir retardé la mission du CSA en Arabie saoudite

M. Joxe pourrait prendre des initiatives pour améliorer les conditions de travail de la presse

MM. Roland Faure et Igor Barrère ne pourront se rendre en Arabie saoudite dans l'immédiat comme le souhaitait le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Les deux membres de l'institution indépendante devaient étudier sur le terrain les conditions de travail des télévisions et les problèmes rencontrés avec la censure militaire. Mais une lettre de M. Pierre Joxe, reçue lundi 4 février tour Mirabeau, est venue briser tout net cette initiative du CSA.

Le nouveau ministre de la défense remercie le Conseil de l'intérêt qu'il porte aux relations entre militaires et journalistes mais invoque des obstacles *« logistiques »* pour renvoyer à plus tard la mission des deux « sages ». Faut-il en déduire que l'armée éprouve de réelles difficultés à organiser la visite de MM. Barrère et Faure et à assurer leur sécurité sur place ? Il semble plus probable que M. Pierre Joxe, qui effectue une visite en Arabie saoudite, ait décidé de prendre le CSA de vitesse et de s'occuper lui-même des problèmes des médias. Le ministre a confié, dans un entretien accordé à une équipe de *TF 1*, qu'il pourrait prendre, sur ce sujet, des initiatives dès son retour en France.

M. Joxe a déjà pris connaissance du rapport de M. Jean-Louis Chambon, chargé de mission à l'Elysée, qui s'est rendu, lui aussi, du 30 janvier au 1er février, en Arabie saoudite avec le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées. M. Chambon, qui a rencontré de nombreux correspondants de guerre, ne veut pas s'exprimer sur le contenu de son rapport avant une éventuelle déclaration de M. Joxe. Il estime cependant qu'il est possible d'améliorer le dialogue entre militaires et journalistes en aménageant la charte que les envoyés spéciaux accrédités ont signé avec le service d'information des armées (SIRPA).

Cette charte continue à provoquer critiques et protestations. Dans une lettre adressée lundi 4 février au ministre de la défense, M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, regrette *« qu'à aucun moment les organismes professionnels de presse n'ont été parties prenantes* ni *même consultés »* pour l'élaboration du protocole d'accord du SIRPA. *« Je vous saurais extrêmement gré*, conclut M. Miot, *de bien vouloir faire en sorte que votre administration, dans le cadre de ses relations avec la presse, puisse établir avec nous un dialogue régulier. »* De son coté, le syndicat des journalistes CGT invite les entreprises de presse écrite et audiovisuelle à *« rappeler leurs envoyés spéciaux dans la zone de guerre pour manifester leur volonté de ne plus participer à cet hypocrite simulacre d'information. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La menace des armes non conventionnelles

Les militaires britanniques ont été vaccinés contre la peste

Craignant l'apparition d'une épidémie de peste au Koweït, les autorités britanniques ont décidé de vacciner les militaires présents dans le Golfe contre cette maladie infectieuse. Plusieurs rapports ayant fait état du complet délabrement des systèmes de canalisation à Koweït à la suite des bombardements alliés et de l'apparition, semble-t-il, de rats dans les rues de la ville, les Britanniques jouent la carte de l'extrême prudence.

Bien qu'ils n'aient pas voulu donner un caractère obligatoire à cette vaccination, il semble qu'une faible proportion seulement de militaires aient préféré, par crainte des effets secondaires, y renoncer.

Pour leur part, les Américains n'ont pas jugé utile de recourir à une telle mesure préventive, arguant du fait que les combinaisons NBC protégeraient également les militaires contre la peste.

Faute de connaître la teneur des informations parvenues aux services de renseignement anglais – cette nouvelle campagne de vaccination a été révélée par le *Times*, – il est difficile d'apprécier l'importance exacte du risque d'épidémie. Et de faire la part entre ce qui tient au risque sanitaire et ce qui relève du risque d'emploi, par les Irakiens, d'armes biologiques porteuses du bacille de la peste.

Même si les progrès de la médecine et l'application à une vaste échelle de mesures sanitaires ont presque totalement fait disparaître la menace d'épidémie de peste humaine, les risques d'infection demeurent encore réels. Chaque année, 1 000 à 1 500 personnes dans le monde contractent la peste.

Efficacité discutable

L'agent responsable est le bacille de Yersin (*Pasteurella pestis*). La maladie se propage par les puces parasites des rongeurs. Le bacille s'introduit dans l'organisme humain par la piqûre de puces infectées et, quelques jours plus tard, apparaît un processus inflammatoire au niveau des ganglions lymphatiques proches de la piqûre. Très vite, le malade commence à se sentir mal, du fait en particulier de l'apparition de frissons et d'une forte fièvre. Schématiquement, la maladie peut revêtir deux formes, la peste bubonique et la peste pulmonaire. Cette dernière est la plus grave, car elle se transmet facilement à l'entourage par l'intermédiaire des bacilles expectorés par les malades.

A condition d'être traitée à temps, la peste est une maladie curable (par la streptomycine et le chloramphénicol). En cas d'apparition d'une épidémie, le plus important est de mettre immédiatement en place des mesures de lutte contre les rongeurs et les puces. La dératisation et la désinsectisation doivent être effectuées sous surveillance stricte, de manière à prévenir l'apparition, chez les rats et les puces, d'une résistance aux produits employés pour les détruire. Il existe un vaccin qui confère une protection relativement efficace pendant quelques mois.

Pour leur part, les médecins militaires français ont décidé de ne pas vacciner les troupes françaises, jugeant l'efficacité du vaccin (pourtant mis au point par deux médecins militaires français) discutable. En revanche, un véritable petit observatoire épidémiologique a été mis en place en Arabie saoudite de manière à surveiller toute présence de virus ou de bactéries, en particulier au niveau de la chaîne alimentaire et de l'environnement en général.

En cas d'apparition de cas de peste, ce qui, compte tenu des conditions d'hygiène déplorables qui risquent d'être rencontrées au Koweït, ne semble pas exclu, il sera administré aux militaires français les traitements antibiotiques classiques. Et peut-être également des antibiotiques à titre prophylactique.

On fait simplement remarquer au service de santé des armées que les militaires français ont été vaccinés contre une dizaine de maladies. On peut d'ailleurs s'interroger sur les effets de ces vaccinations multiples et se demander jusqu'à quel point l'organisme peut assurer, comme cela, à la demande, la production d'anticorps aussi variés.

FRANCK NOUCHI

Le ministre de la défense se félicite de la bonne coopération entre Paris et Washington

Arrivé, lundi 4 février, en Arabie saoudite pour une visite de 48 heures, le ministre de la *défense, M. Pierre Joxe, s'est* rendu dans le désert où il a visité les unités terrestres du dispositif Daguet. Après avoir rencontré le général Norman Schwarzkopf, commandant suprême des forces alliées, il s'est félicité de la coopération des troupes françaises avec les unités américaines.

Au terme de cette première prise de contact, moins d'une semaine après avoir remplacé M. Jean-Pierre Chevènement, M. Joxe s'est dit impressionné par *« le professionnalisme et le moral »* du corps expéditionnaire français. Il s'est félicité des bonnes relations franco-américaines sur le terrain, affirmant avoir trouvé, en la personne du général Schwarzkopf un homme *« sympathique et intéressant »*.

Pour des impératifs de sécurité, M. Joxe n'a pas voulu localiser les diverses positions françaises qu'il a visitées lundi dans la matinée. Il n'a pas non plus indiqué s'il avait évoqué avec le général américain le rôle qui sera dévolu aux quelques *12 000 soldats français déployés* en première ligne et qui attendent le jour J de l'offensive terrestre qui doit suivre la phase d'attaque aérienne.

Lundi soir, le ministre était l'hôte d'un dîner offert par son homologue saoudien le prince Sultan. Il devait se rendre mardi sur la base aérienne d'El-Hasa, entre Ryad et Dahran, pour y rencontrer les aviateurs français. Sur la route du retour, il devait s'entretenir, avec les autorités koweïtiennes à Taef. – *(AFP, Reuter.)*

L'équipe de CBS portée disparue serait au Koweït

Les quatre membres de l'équipe de télévision américaine CBS portés *disparus* depuis le 25 janvier seraient détenus au Koweït, a indiqué lundi 4 février à la télévision italienne M. Sarkis Sokhanalian, un homme présenté comme un marchand d'armes et dont la nationalité n'a pas été précisée.

Selon lui, l'équipe serait entrée au Koweït et aurait été retrouvée *« alors qu'elle marchait, complètement déshydratée »*. Elle serait bientôt libérée par l'armée irakienne, a déclaré M. Sokhanalian. La direction de CBS a tenté de prendre contact avec lui.

Les quatres collaborateurs de CBS – le journaliste Bob Simon, le producteur Peter Bluff, le cameraman Roberto Alvarez et le preneur de son Juan Caldera – ont disparu à la jonction de la frontière saoudo-koweïtienne. La direction de la chaîne américaine avait demandé aux autorités saoudiennes l'ouverture d'une *« véritable enquête »* et alerté plusieurs dirigeants politiques sur cette disparition (*le Monde* du 31 janvier).

Les assistantes sociales militaires

Auprès des femmes de soldats

MONTPELLIER

de notre correspondant

Depuis le départ de Nîmes de 2 500 militaires du 2e régiment d'infanterie, du 6e régiment de commandement et de soutien de l'armée de terre ou des commandos de l'air de la BA 726, les assistantes sociales militaires sont surchargées de travail, à la recherche de parents isolés en quête de réconfort.

Elles sont sept dans le Gard et quatre dans l'Hérault pour les corps d'armée terrestres, aériens, la marine et la gendarmerie. Listes en main, à l'initiative le plus souvent des femmes de colonel, ou de leur propre chef, elles essayent d'identifier les femmes de soldats pour les inviter à des réunions régulières ou des repas au cours desquels elles peuvent dialoguer avec d'autres et soulager leur solitude.

Si certaines ont la chance de recevoir des appels téléphoniques ou des lettres, d'autres, comme Muriel Grondin, trente-quatre ans, habitante de Teyran dans l'Hérault, restent sans nouvelles. Son mari, adjudant du 6e RCS, qui a quitté Nîmes pour l'Arabie saoudite, *n'a plus donné signe* de vie depuis le 14 janvier. Depuis le début de la guerre, elle vit dans l'inquiétude, seule, loin de sa famille avec ses quatre enfants, dont l'un est handicapé auditif.

« J'ai surtout besoin d'une aide morale, explique-t-elle, *que l'on vienne me voir, que l'on nous parle. Le SIRPA m'a expliqué que je n'avais pas à me faire de souci, les forces terrestres n'étant pas encore entrées en action. Les seules informations que j'ai proviennent de la radio ou la télé, et ça ne m'apprend pas grand-chose. »*

L'angoisse des enfants

Autre préoccupation majeure des femmes de soldats, l'attitude à avoir envers les enfants qui souffrent de l'absence du père et du climat d'angoisse qui se crée parfois dans les familles. *« Certains enfants présentent déjà des troubles et sont mal dans leur peau à l'école*, précise une assistante sociale militaire de Nîmes, *c'est aussi l'objet de nos réunions avec les familles. Nous essayons de voir avec les mères comment en parler et dédramatiser. »*

Sauf exception, les assistantes sociales sont cependant dans l'incapacité d'apporter des informations précises. Outre celles de l'armée, des initiatives parallèles se multiplient pour soutenir les familles. Ainsi le préfet de la région Languedoc-Roussillon, M. Bernard Gérard, a-t-il lancé un appel aux parents isolés de la région de Montpellier pour leur permettre de se regrouper en contactant la préfecture.

JACQUES MONIN

Une déclaration commune des responsables chrétiens, juifs et musulman

« Non aux armes chimiques, bactériologiques et nucléaires »

Les responsables des trois grandes familles religieuses en France ont publié, lundi 4 février à Paris, une déclaration commune intitulée « Non aux armes chimiques, bactériologiques et nucléaires ».

« Devant les dangers qui menacent l'humanité, écrit ce texte, *les représentants des trois principales familles religieuses en France appellent les responsables politiques à tout faire pour mettre fin rapidement à la guerre du Golfe dans le respect du droit international et pour rechercher la paix dans la justice et la sécurité pour tous.*

» Avec tous les hommes soucieux de l'avenir de l'humanité, ils expriment leur réprobation pour tout ce qui, dans cette guerre, fait courir un risque insensé aux populations civiles et au monde entier. Il n'est donc pas pensable, pour défendre sa cause, d'utiliser des moyens, dont les armes chimiques, bactériologiques et nucléaires, qui n'ont en vue que la mort massive des populations civiles et la détérioration de la terre que le Dieu créateur nous a confiée. La guerre est un échec pour l'humanité. Qu'elle ne soit pas la honte de notre temps. »

Les signataires de ce texte sont Mgr Joseph Duval, président de la Conférence des évêques de France, le Dr Tedjini Haddam, recteur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris, Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France et le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France.

Par ailleurs, le journal *la Croix* publie, dans son édition du mardi 5 février, un débat qui a réuni les signataires de ce texte dans ses locaux. Ceux-ci réaffirment notamment que *« le conflit concerne tout le monde »*, qu'il ne se réduit pas à *« une guerre de religions »*, qu' *« une guerre ne peut être sainte puisqu'elle vise la destruction de l'homme »* et qu'il y a nécessité à *« dépassionner le débat »*.

L'idée d'une *« cellule spirituelle »* y fait son chemin. Une cellule de crise que M. Jean Kahn souhaiterait voir étendue *« à ceux qui représentent les courants dits laïques »* et qui pourrait s'ouvrir à d'autres membres des différentes communautés, selon le pasteur Stewart.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Comité de direction:
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Philippe Herreman
Robert Solé

Ancien directeur de la rédaction :
Daniel Vernet

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

LA GUERRE DU GOLFE

Dix-huit jours après le début des hostilités

Les Israéliens estiment que l'infrastructure nucléaire de l'Irak a été détruite à 50 %

De toutes les cibles bombardées en Irak, il y en a une qui intéresse plus particulièrement les Israéliens : le nucléaire. Depuis qu'ils ont eux-mêmes bombardé le réacteur Osirak en 1981 – près de Bagdad – les Israéliens n'ont cessé de mettre en garde contre la reconstitution par le régime irakien d'un potentiel nucléaire militaire.

Dix-huit jours après le début des hostilités, les milieux officiels affichaient une certaine satisfaction. Même si la guerre devait s'arrêter aujourd'hui – avec un retrait irakien du Koweït – ils estiment que le danger nucléaire a été singulièrement réduit.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« L'infrastructure nucléaire de l'Irak a été détruite à 50 % », a indiqué lundi 4 février le général Nahman Shai, porte-parole de l'armée. Il a estimé que le potentiel *« chimique et bactériologique »* avait subi le même sort, lui aussi réduit de moitié.

Pour Israël, l'amputation d'un arsenal non conventionnel le menaçant au premier chef est un objectif au moins aussi important que le départ des troupes irakiennes du Koweït. Le général Shai a encore donné les estimations israéliennes suivantes : l'artillerie irakienne a subi 10 % de pertes, de même que le corps des blindés ; l'aviation représente toujours une menace avec plusieurs centaines d'appareils ayant échappé aux bombardements. La menace des missiles sol-sol est appréciée de manière beaucoup plus sérieuse que par les porte-parole américains.

Le général Shai a indiqué que, sur les trente lanceurs fixes installés dans l'ouest de l'Irak, donc capables de frapper Israël, seuls sept à huit ont été détruits et autant d'autres endommagés. Il faut aussi compter sur sept à huit lanceurs mobiles toujours en activité. L'ensemble représente toujours un péril grave pour Israël, qui n'entend pas baisser sa garde, c'est-à-dire alléger son dispositif de défense civile. S'adressant pour la première fois à la Knesset depuis le début de la guerre, le premier ministre a rappelé à ce propos que *« politique de retenue »* ne voulait pas dire passivité.

« Du fait de son expérience, l'aviation israélienne, a dit M. Itzhak Shamir, *a la capacité d'apporter une contribution importante à l'élimination de cette menace* [celle des missiles sol-sol] *et d'infliger un coup très dur à l'agresseur. »*

Quand ? *« Le temps de l'action directe contre l'ennemi irakien viendra pour nous quand nous le déciderons, en tenant compte des circonstances »*, a dit le chef du gouvernement en ajoutant : *« Il faudra alors engager des consultations suivies avec les Etats-Unis. »* La formule est très « shamirienne », c'est-à-dire suffisamment vague pour inquiéter Bagdad et suffisamment prudente pour rassurer les Etats-Unis.

A en croire les déclarations du secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, les Etats-Unis seraient de plus en plus compréhensifs à l'égard de la nécessité pour Israël de préserver son crédit dissuasif dans la région.

Pas de conférence internationale

Autrement dit il ne fait guère de doute que Washington « comprendrait » parfaitement que l'Etat hébreu réplique massivement à une attaque non conventionnelle sur son territoire, et notamment à un tir de missiles armés d'ogives chimiques. Là encore, Israël sera maître du moment choisi pour la réplique, mais celle-ci ne pourra pas ne pas avoir lieu, sauf à banaliser l'emploi des armes non conventionnelles dans la région et à encourager les pays arabes voisins à développer leurs arsenaux dans ce domaine.

De retour cette semaine d'un voyage aux Etats-Unis, le chef d'état-major adjoint, le général Ehud Barak, a multiplié les déclarations à la radio et à la télévision pour préciser la situation militaire actuelle d'Israël : *« Agir en coopération avec les Etats-Unis est préférable, mais il peut y avoir des situations où Israël devra agir après avoir seulement averti ceux qui doivent l'être et rien de plus. »*

Devant la Knesset, M. Shamir a élargi son propos au domaine politique et à la façon dont il percevait l'« après-crise » : *« Maintenant, il doit être clair pour tout le monde qu'une idée telle que la conférence internationale* [pour régler le conflit israélo-arabe], *cette conférence si farouchement défendue par Saddam Hussein et Yasser Arafat, ne représente pas un moyen de promouvoir un règlement, mais fournirait à l'agresseur le moyen d'imposer sa volonté. »* « Israël, a-t-il poursuivi, *ne prendra aucune part à une telle conférence* [si elle devait être convoquée] *et ceux qui ont les intérêts d'Israël à cœur feraient bien d'éliminer pareil projet de leur calendrier. »*

Reprenant les déclarations de M. Saddam Hussein et la rhétorique que la guerre a suscitée çà et là dans les médias de certains pays arabes, M. Shamir a relevé : *« A intervalles réguliers, c'est encore et toujours l'objectif de liquider Israël qui refait surface dans de larges secteurs du monde arabe. Dès qu'un dictateur apparaît avec l'ambition d'être le chef de file du monde arabe, il exploite ces sentiments-là afin de promouvoir ses aspirations. »*

Inévitablement M. Shamir a été sans pitié pour l'OLP : *« Inutile de s'étendre sur l'OLP »*, a-t-il lâché, [puisque] *« Arafat et son groupe se sont avérés les plus solides partisans de l'assassin de Bagdad ; le temps est venu pour la communauté internationale (...) de se passer de cette organisation terroriste et de ses dirigeants. »*

Les masques à gaz : des boîtes bien encombrantes...

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Certains la portent légèrement défraîchie, un peu cabossée ; d'autres, au contraire, l'ont pieusement gardée intacte, comme neuve. Et puis, il y a ceux qui l'ont peinte, ou plus ou moins ingénieusement décorée. Il y a, enfin, les soigneux, qui l'ont précautionneusement emballée dans un sac en plastique pour la garder à l'abri des intempéries.

Elle, c'est cette inélégante boîte en carton grossier qui vous bat la hanche toute la journée, dont on ne sait que faire, que l'on ne sait jamais où mettre. Objet encombrant au possible, mais d'où viendra le salut au cas où Saddam Hussein mettrait sa menace à exécution et utiliserait l'arme chimique contre Israël. La boîte renferme l'équipement de protection contre les gaz – masque, atropine et poudre de décontamination – que tout résident en Israël se doit de ne jamais quitter.

Réservée au départ à quelques élégantes de Tel-Aviv, la boîte décorée, ou simplement coloriée, a fait son chemin dans le pays au fil de l'attente des missiles à charge chimique. Les plus imaginatifs sont incontestablement aujourd'hui les écoliers et lycéens, dont bien peu ont conservé le brun d'origine. Bucoliques, géométriques, nationalistes ou humoristiques, peintures et dessins aux couleurs discrètes ou criardes sont restés au stade de la création individuelle. Mais, depuis quelques jours, l'on est passé au stade industriel, avec l'apparition sur le marché de boîtes en plastique multicolores et plus sophistiquées, dont le prix varie en fonction des modèles : simple enveloppe à superposer à la boîte d'origine ou sac remplaçant purement et simplement celle-ci.

Peut-être le souci d'élégance ou l'humour ne sont-ils pas les seules motivations à ces transformations. Sans doute y entre-t-il aussi un désir de se rassurer, d'oublier le danger que rappellent constamment « la boîte » et son contenu. Chez beaucoup d'enfants, à en croire des études publiées par la presse, ce n'est d'ailleurs pas la peur du masque – plastique noir et « groin » de métal kaki – qui domine, mais le sentiment d'inconfort qu'il procure. Les réactions sont toutefois très diverses chez les petits, selon la directrice d'un jardin d'enfants. Elles vont du refus catégorique de porter cette horrible chose à l'acceptation sans problème, en passant par *« je l'ai mis hier, je ne le mettrai plus »*.

YVES HELLER

Contradictions feutrées en Syrie

L'opinion publique dissimule à peine sa sympathie pour l'Irak que dénonce farouchement le pouvoir, mais celui-ci, inquiet, évite de sévir

DAMAS

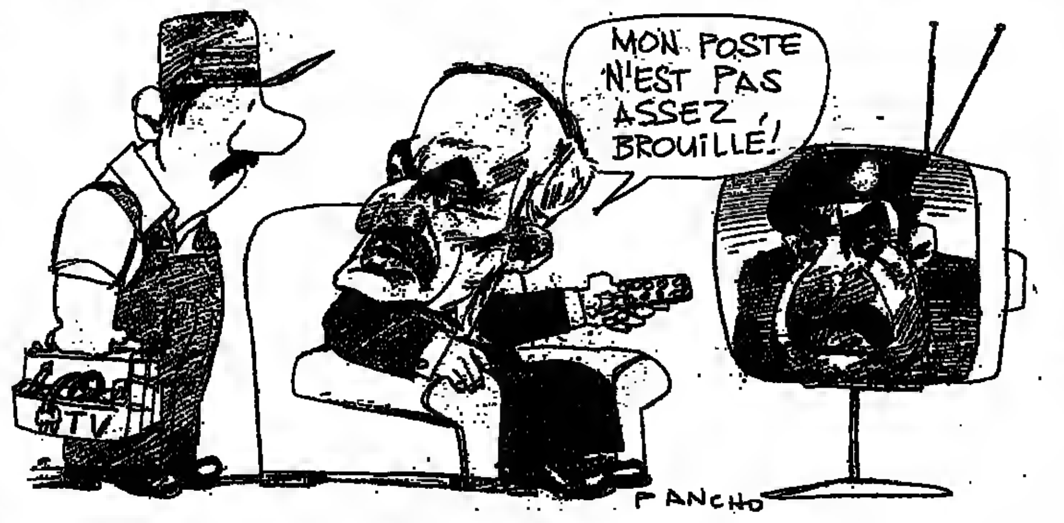
de notre envoyé spécial

Quelque trois cents kilomètres seulement séparent Amman de Damas. Mais le fossé politique entre les deux capitales est profond et la nouvelle guerre du Golfe est en train de le creuser davantage. Damas n'a jamais pardonné au roi Hussein d'avoir choisi, vers la fin des années 70, l'Irak comme allié privilégié. La Syrie, pour sa part, a été presque le seul pays arabe à avoir entretenu de bonnes relations avec l'Iran au cours de la première guerre du Golfe (entre ce dernier pays et l'Irak – 1980-1988), tandis que la Jordanie était devenue la base arrière de l'armée de Bagdad et le ballon d'oxygène qui a permis à l'Irak de résister et de passer ensuite à l'offensive contre l'Iran.

Aujourd'hui cependant, malgré leurs divergences fondamentales sur l'Irak de Saddam Hussein et l'origine de la guerre actuelle, les dirigeants jordaniens et syriens sont d'accord pour ne rien entreprendre qui puisse envenimer leurs relations. En réalité, la Jordanie a besoin de la Syrie pour alléger, un tant soit peu, les effets économiques désastreux que lui vaut sa décision de participer à l'embargo contre l'Irak. Le premier ministre jordanien a dû récemment faire preuve d'une grande fermeté pour persuader les médias jordaniens, totalement acquis à la cause de l'Irak, de s'abstenir de toute attaque contre la Syrie.

Contrairement à la presse et la télévision jordaniennes, que l'on pourrait facilement confondre avec les journaux irakiens et la télévision de Bagdad, les trois quotidiens de Damas (*Al Baas*, *Al Thawra* et *Tichrine*), ainsi que la radio et la télévision syriennes, ne sont guère tendres à l'égard du président irakien. Leurs éditoriaux et commentaires rejettent sur Saddam Hussein l'entière responsabilité de la *« guerre-catastrophe »*. Ils répètent à longueur de colonnes que le retrait du Koweït est le seul moyen de mettre fin aux opérations militaires et que, désormais, *« la balle est dans le camp de Saddam, qui sait très bien que ses forces sont limitées, que sa situation est mauvaise, mais qui pourtant refuse d'abandonner son langage guerrier »*. La *« guerre de Saddam »* constitue pour eux *« une nouvelle contribution à la longue liste des crimes commis contre le peuple irakien, victime innocente de la mégalomanie de son chef »*.

Autre attitude significative : depuis la récente amélioration des relations avec Washington, les médias syriens évitent soigneusement d'adresser la moindre critique aux Etats-Unis et à ses alliés de la force multinationale. Les trois quotidiens de Damas, qui d'ailleurs se ressemblent comme trois gouttes d'eau, consacrent tous les jours des pages entières à rapporter les *« points de vue du Syrien moyen »*. Toutes les catégories de la population sont mises à contribution pour stigmatiser et dénoncer le président irakien. Samedi, *Tichrine* consacrait une page entière aux commentaires virulents des prédicateurs des mosquées de Tartous, ville côtière proche de Hama et de Homs, qui furent, au début des années 80, le théâtre de la sanglante répression contre les Frères musulmans. Désormais assagis, les cheikhs des prières du vendredi dénoncent, pêle-mêle, l'hypocrisie du président irakien – *« qui se dissimule derrière les mots d'ordre de la religion et de l'islam »* – l'occupation de Koweït et la destruction des oléoducs qui entraîne la pollution des mers *« ce que l'islam n'autorise pas »*. *« Il a commencé par combattre la révolution islamique en Iran, puis il a frappé son peuple au nord de l'Irak et voilà que maintenant il occupe le Koweït ; tout cela au nom de l'islam, qui est pourtant venu pour sauver le monde du paganisme obscurantiste et le conduire vers la foi et la lumière »*, écrit l'un des cheikhs de Tartous avant de s'interroger : *« L'islam autorise-t-il Saddam à tuer ses compatriotes du nord avec des produits internationalement interdits ? »* Les caricaturistes s'en donnent également à cœur joie, représentent le chef de l'Etat irakien tantôt assis sur le fil du rasoir, tantôt donnant des ordres de la tourelle d'un tank enlisé dans les sables du Golfe ou bien sautant d'un véhicule rempli de monde qui se dirige allègrement vers un précipice.


MON POSTE N'EST PAS ASSEZ BROUILLÉ !
TV
PANCHO

Manifeste anti-américain

« Tout cet acharnement contre Saddam Hussein, nous dit un ancien baassiste, *montre à l'évidence que le peuple, dans son écrasante majorité, est solidaire de l'Irak et de son président. Nos dirigeants le savent et font tout en leur pouvoir pour tenter de neutraliser ce courant de sympathie »*.

C'est ainsi que les émissions de la télévision jordanienne sont, depuis un certain temps, brouillées par Damas. *« Il s'agit de notre part d'une riposte aux autorités jordaniennes, qui ont commencé à perturber nos propres émissions »*, soutient un responsable de l'information, qui affirme que les estimations selon lesquelles de 80 à 90 % des Syriens seraient favorables à Saddam Hussein sont hautement fantaisistes.

Ce qui est cependant certain, c'est qu'une bonne partie de la population qui, en temps normal, n'éprouvait guère de sympathie particulière pour le régime de Bagdad, a été sérieusement ébranlée durant les mois qui ont précédé la guerre du Golfe. Et les premiers Scud tombés sur Israël ont été accueillis ici par des manifestations de joie plus ou moins discrètes et ont fini par rallier les derniers hésitants. Un opposant irakien, farouchement hostile au régime de Bagdad, nous a même avoué avoir été, pendant un court instant, *« très heureux »*.

Quarante-trois intellectuels arabes, pour la plupart Syriens, ont récemment rendu public un manifeste dans lequel ils exprimaient leur solidarité à l'égard de Bagdad, en soulignant que la guerre menée par les Américains n'est pas seulement dirigée contre l'Irak, mais vise également *« les aspirations arabes à l'indépendance et à la libération de la domination impérialiste »*. Le 31 janvier, un autre texte rédigé dans le même esprit et signé par cinquante-trois avocats, a commencé à circuler à Damas. Les autorités ont, jusqu'à présent, réagi avec beaucoup de retenue à la publication de ces deux documents qui, de toute manière, évitent de mettre directement en cause le pouvoir syrien ; celui-ci a seulement adressé de fermes remontrances à certains des signataires du premier texte.

Etroite surveillance

Parmi ceux-ci figurent plusieurs personnalités fort connues du monde littéraire arabe, dont Hanna Mina, considéré ici comme un romancier de la valeur du Prix Nobel égyptien Naguib Mahfouz ; Saadallal Wannous, auteur de plusieurs pièces de théâtre fort prisées en Egypte ; Abdel Rahman Mourif, un romancier saoudien vivant en exil à Damas et dont certaines œuvres ont été traduites en français et en anglais.

Certains observateurs – les Syriens, contrairement aux Irakiens, ne craignent pas de parler aux journalistes – affirment que le président Assad n'a pas réagi, car il estime fort habilement que ces diverses prises de position constituent un exutoire utile pour désamorcer le mouvement de mécontentement. Il n'empêche qu'en haut lieu, sous l'apparente sérénité des dirigeants perce une certaine inquiétude. Tout en réaffirmant qu'ils ne veulent pas être entraînés dans une guerre qui n'est pas la leur, les dirigeants syriens souhaitent que les hostilités prennent fin le plus rapidement possible car, avec le temps, leur position devient de plus en plus difficile.

Même au sein du Parti Baas et de l'armée, affirment certains de nos interlocuteurs, on éprouve une certaine compréhension à l'égard de la politique de Saddam Hussein, particulièrement dans le nord du pays proche de la frontière irakienne, dans le région de Hasake et de Deirelzor. Cependant, la stabilité dont jouit la Syrie depuis près de vingt et un ans n'est pas menacée à court terme. Les Frères musulmans, qui constituaient, au début des années 80, l'essentiel de l'opposition au régime, ont été démantelés et le pouvoir contrôle entièrement un clergé docile dans sa grande majorité. Les mouvements palestiniens, représentés ici surtout par le FDLP (Front de libération de la Palestine) de M. Hawatmeh et le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) de M. Habache demeurent fort prudents et s'abstiennent d'intervenir dans les affaires du pays. Les communistes divisés ont conclu avec le Baas une alliance tactique et ont été neutralisés au sein d'un Front national progressiste aux pouvoirs fort limités.

Il y a bien eu récemment, nous dit-on, quelques arrestations mais elles ont été peu nombreuses, le président syrien ayant décidé, une fois pour toutes, de ne pas recourir aux grands moyens de répression tant que les paroles ne se traduiront pas par des actes. Ce qui est loin d'être le cas. En effet, les informations qui ont circulé à l'étranger, au mois d'août, au sujet de violentes manifestations antigouvernementales dans la région de Hasaqe et de Deirelzor, étaient, de l'avis général, peu crédibles.

Il n'empêche que le pouvoir ne laisse rien au hasard. Et, depuis le 2 août, de sévères mesures de sécurité ont été prises dans tout le pays. Les effectifs des différents et multiples services de renseignements plus ou moins officiels – dont le fameux Zabita El Fedaiya, chargé de surveiller les Palestiniens – qui, en permanence quadrillent le pays, grâce à un ingénieux système d'îlotage, ont été renforcés, notamment à l'intérieur du camp palestinien de Yarmouk, devenu un des quartiers populaires de Damas où coexistent en parfaite harmonie Syriens et Palestiniens.

JEAN GUEYRAS

هكذا من الأصل

Les conséquences du conflit

Tentative d'attentat dans le port américain de Norfolk (Virginie)

De nouveaux attentats contre des intérêts occidentaux ou saoudiens ont eu lieu lundi 4 février, au dix-neuvième jour du conflit. Pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités, le 17 janvier, une tentative d'attentat a eu lieu sur le territoire américain.

Deux bombes artisanales ont été découvertes lundi 4 janvier sur les valves d'un réservoir de produit chimique dans une zone commerciale du port de Norfolk (Virginie) à une quinzaine de kilomètres de la base navale la plus importante des Etats-Unis. Cette cuve de 3,8 millions de litres contenait du méthanol, un liquide volatil hautement inflammable. Une zone de près de trois kilomètres carrés a été immédiatement évacuée et les deux engins ont été désamorcés. Quatre autres cartouches d'explosifs ont été repérées quelques heures plus tard sur une citerne contenant cette fois du sulfure de sodium.

A Athènes et au Pakistan

Cette tentative d'attentat, qui n'avait pas été revendiquée mardi 5 février en fin de matinée, visait la base navale de Norfolk, qui a envoyé plus de trente-cinq mille soldats en Arabie saoudite depuis le début de la crise du Golfe. La minuterie des deux premières bombes ne fonctionnait pas, mais le porte-parole des autorités municipales de Norfolk, Mme Cathy Bulman, a jugé les deux premières bombes *« plutôt sophistiquées ». « Nous prenons cette affaire très au sérieux »*, a précisé le porte-parole du FBI à Norfolk, M. Tom Love.

Une tentative d'attentat a également eu lieu lundi en Grèce où la police a désamorcé une bombe placée devant l'entrée d'une agence de la banque américaine Citibank à Palaio Phaliron, au sud d'Athènes. L'engin, composé de huit bâtons de dynamite enveloppés dans un sac de plastique, avait été découvert par un garde de la banque devant les portes de l'agence.

Au Pakistan, des coups de feu ont été tirés lundi 4 février contre le domicile du consul général d'Arabie saoudite à Karachi. La bombe jetée d'une voiture a endommagé le mur extérieur de la résidence et blessé l'un des gardiens. L'attaque n'avait pas été revendiquée mardi en fin de matinée.

Incendie criminel à Jérusalem-Est

Enfin, un incendie criminel a partiellement détruit une agence de la compagnie aérienne britannique British Airways située à Jérusalem-Est, la partie arabe de la capitale israélienne. Les auteurs de l'attentat ont brisé une vitre avant de répandre du liquide inflammable dans le bâtiment et d'y mettre le feu. L'incendie, qui n'avait pas été revendiqué mardi matin, n'a fait aucune victime.

Les manifestations contre la guerre se sont elles aussi poursuivies lundi 4 février, notamment à Toronto (Canada) où des militants de l'Alliance pour l'action non violente ont répandu du sang sur les murs d'une usine de fabrication de pièces détachées destinées aux missiles de croisière. Douze personnes ont été arrêtées.

Les Douze s'efforcent de parvenir à une position commune sur l'« après-guerre »

Lors de leur prochain rendez-*vous*, le 19 *février*, à *Luxembourg*, les ministres des affaires étrangères des Douze – qui étaient réunis lundi 4 février à Bruxelles – s'efforceront de parvenir à une position commune sur ce que pourrait être un plan de paix au Proche-Orient.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La troïka communautaire (composée des chefs de la diplomatie du Luxembourg qui assure la présidence, de l'Italie qui l'a précédé, et des Pays-Bas qui le suivront) envisage de rencontrer les ministres des affaires étrangères d'Israël, de l'Egypte et des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe. Divisés durant la phase de tension aiguë qui a précédé le 15 janvier et peu présents sur le terrain depuis le début des hostilités, les Douze ont manifesté lundi à Bruxelles, leur intention de renouer avec une diplomatie active afin de préparer l'après-guerre.

M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui préside leurs travaux, a rappelé qu'à Paris, le 17 janvier, ils s'étaient engagés à proposer d'autres méthodes pour résoudre les multiples problèmes qui se posent dans la région. Ces réflexions, qui sont menées au niveau de la Commission européenne et à celui des directeurs politiques des ministères des affaires étrangères, devraient permettre d'aboutir à un document commun le 19 février.

La Communauté s'oriente vers l'idée d'une large conférence internationale qui serait chargée de trouver une solution aux conflits israélo-palestinien et libanais, à celui du Golfe et, de manière plus horizontale, devrait *traiter des problèmes de sécurité*, de désarmement et de développement économique que connaît la zone. Les Italiens et les Espagnols, appuyés par les Français, suggèrent de prendre comme modèle la formule de plusieurs « corbeilles », pratiquée par la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) .

M. Douglas Hurd a estimé que la réunion du 19 février ne pourrait aboutir à une décision. Le secrétaire au Foreign Office a souligné que les difficultés à surmonter sont principalement politiques – Comment convaincre Israël de participer à une telle conférence? Comment les Palestiniens y seront-ils représentés? – Il a estimé que s'il doit y avoir une contribution de l'Ouest à cet exercice, elle devrait être préparée par la Communauté en liaison intime avec les Etats-Unis. Approuvant la suggestion du chef de la diplomatie allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, les Douze ont pris la décision d'accorder une aide financière à Israël, afin de remédier partiellement aux conséquences du conflit sur son économie. Les Allemands préconisaient un montant de 150 millions d'écus (environ un milliard de francs), mais aucun chiffre n'a été fixé. La Commission fera des propositions, sans doute d'ici le 19 février, quant au montant et aux modalités de cette aide.

M. Roland Dumas a insisté pour que la Communauté reste fidèle à son principe de traiter de manière équilibrée Israël et les pays arabes, faisant valoir que l'économie et la population des territoires occupés, où l'armée israélienne impose un strict couvre-feu, souffrent également du conflit . Ce point de vue a été entendu. La France a soumis à ses partenaires un plan d'assistance aux territoires occupés.

Ce même lundi, la Commission avait annoncé sa décision d'accorder une aide alimentaire de 23,7 millions d'écus (160 millions de francs) aux populations palestiniennes de Cisjordanie et des camps de réfugiés au Liban, en Syrie et en Jordanie. Sur ce total, 20 millions correspondent au programme annuel pris en charge par la CEE et 3,7 millions d'écus (25 millions de francs) sont présentés comme une aide exceptionnelle destinée aux territoires occupés. Une nouvelle tranche d'aide exceptionnelle, également pour les territoires occupés, d'un montant se situant entre 6 et 8 millions d'écus (42 à 56 millions de francs), devrait être décidée dans les prochains jours.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie luxembourgeoise, M. Jacques Poos, a proposé de créer un fonds d'aide à l'effort de guerre français et britannique dans le Golfe. *« Il n'est pas question de mettre à contribution le budget communautaire »* a précisé le président en exercice de la Communauté ; ce fonds serait constitué de contributions nationales volontaires.

PHILIPPE LEMAITRE

En Allemagne, deux intellectuels prennent le contre-pied des pacifistes

Wolf Biermann et Hans Magnus Enzensberger soutiennent l'action menée contre M. Saddam Hussein

Deux intellectuels allemands de premier plan, le chanteur-compositeur Wolf Biermann et l'écrivain Hans Magnus Enzensberger se sont exprimés ces derniers jours en faveur de l'action menée dans le Golfe contre M. Saddam Hussein. Ces deux hommes, qui jouissent d'un ascendant certain dans les milieux de gauche et chez les intellectuels d'outre-Rhin, prennent ainsi le contre-pied d'un mouvement pacifiste qu'ils avaient soutenu lors du grand mouvement du début des années 80 contre l'installation des euromissiles.

BONN

de notre correspondant

Wolf Biermann, cinquante-quatre ans, fils de déporté communiste, avait été expulsé de RDA en 1976, ses poèmes et chansons non conformistes n'étant plus supportés par le régime d'Erich Honecker. Cette expulsion avait créé d'importants remous dans les milieux culturels de RDA et incité le régime à lâcher quelque peu la bride à ses écrivains. Wolf Biermann se reconnaissait pourtant toujours dans les idéaux du socialisme et accompagnait de son esprit caustique et de son talent poétique les combats de la gauche ouest-allemande. Aujourd'hui, dans un long article publié par *Die Zeit*, il prend passionnément partie contre les manifestants pacifistes allemands et soutient la guerre menée par les alliés contre M. Saddam Hussein : *« Tous ces jours, j'ai mastiqué les slogans des manifestations en Allemagne et j'ai failli gerber ! »* écrit-il. Et d'ajouter : *« Cher lecteur pacifiste, pour éviter tout malentendu : je suis pour cette guerre dans le Golfe, j'espère que cette guerre aboutira à la destruction de l'arsenal acquis à l'Est comme à l'Ouest destiné à la destruction totale d'Israël (...). Quand je vois les images des manifestations pacifistes devant les bases américaines, on entend la plupart du temps des slogans antiaméricains, comme si les Etats-Unis étaient les agresseurs. On porte des keffiehs palestiniens et on n'a pas un mot pour Israël. On a l'impression de s'être trompé d'enterrement.. »*

Parallèle avec Hitler

Hans Magnus Enzensberger, soixante et un ans, a joué un grand rôle dans le mouvement étudiant allemand de 1968 comme éditeur de la revue *Kursbuch*, point de rencontre de la gauche intellectuelle et de la contestation étudiante.

Dans le dernier numéro de *Der Spiegel*, il trace un parallèle entre Hitler et M. Saddam Hussein. Pour lui, le dictateur irakien est *« le continuateur authentique du Führer. Il ne combat pas contre tel ou tel ennemi extérieur ou intérieur : son ennemi c'est le monde entier. L'agression est le moteur primaire ; on prendra les objets, les raisons, les occasions comme ils viennent. Le fait de savoir lesquels seront les premiers à être exterminés, Iraniens ou Kurdes, ne dépend que des occasions qui s'offrent. Son propre peuple n'a pas de position privilégiée ; son extermination n'est que le dernier acte d'une mission pour laquelle Saddam estime avoir été appelé. Le désir de mort est son moteur, et la chute son mode d'exercice de la domination »*. Pour Hans Magnus Enzensberger, le parallèle avec Hitler est évident, car ce dernier n'était pas seulement *« l'ennemi des Juifs, des Tchèques, des Polonais, des Anglais, des Français, etc., mais en définitive aussi celui des Allemands. Appelons-le, sans intention démonisante et en prenant un parti pris descriptif, un ennemi du genre humain »*. Devant un tel type de personnage, la politique, estime Enzensberger, est impuissante : *« Il obtiendra au bout du compte ce qu'il veut : la guerre. Son triomphe est de réussir à prendre le monde entier, y compris son propre peuple, en otage. Jusque dans sa propre mort, il jouira à l'idée qu'il en a amené des millions à mourir avant lui. »* La nécessité, évidente pour Hans Magnus Enzensberger, d'éliminer Saddam Hussein comme fut éliminé Hitler devra être payée d'un *« prix astronomique »*, même si l'on arrive à éviter d'un cheveu le déclenchement d'une guerre nucléaire.

LUC ROSENZWEIG

L'explosion du marché de la sécurité en France

En deuxième ligne de « Vigipirate »

La psychose de l'attentat fait les beaux jours des entreprises de protection et de sécurité. A Paris, la société Ambassy a enrôlé cent gardiens supplémentaires depuis le début de janvier. A Marseille, la Société européenne de protection (SEP) a engagé une quarantaine d'agents depuis le déclenchement des hostilités. Implanté en région parisienne, dans le Nord et dans le Midi, le groupe ACDS a enregistré une surcharge de travail sensible (+15 %). *« Nous en venons à manquer de personnels qualifiés*, commente M. Maurice Lefebvre, de la Fédération française des organismes de prévention et de sécurité. *D'autant plus que de nombreux clients refusent, en ce moment, les gardiens d'origine arabe ou africaine, qui constituent 20 % des agents de surveillance. »*

Le millier d'entreprises françaises spécialisées est sur le qui-vive. *« Nous sommes en deuxième ligne du plan « Vigipirate » derrière les forces de l'ordre étatiques »*, estime le dirigeant du groupe Omnium de gardiennage et de sécurité. Cinémas et musées, centres commerciaux et salles de spectacles, ont cherché à rassurer leurs clients et à enrayer la chute des recettes. Les entrées sont filtrées, les sacs à main passés au peigne fin. Mêlées, de près ou de loin, à la guerre du Golfe, des entreprises françaises et étrangères ont renforcé leurs dispositifs de protection. Les salariés doivent montrer patte blanche, les colis et courriers sont inspectés.

La musique de Bagdad Café

Redoutant d'être pris pour cibles, une centaine de chefs d'entreprises de la région parisienne ne se déplacent plus qu'escortés par des gardes du corps. Toutefois le nombre des personnes protégées n'a guère augmenté : *« Les responsables des entreprises sensibles avaient pris leur précaution depuis le milieu des années 80, quand avait été découverte une liste concoctée par Action directe répertoriant une centaine de responsables économiques »*, explique un spécialiste de la société KO International.

Avec la guerre du Golfe, les sociétés vendant des matériels de sécurité ont vu leurs carnets de commandes frôler l'explosion. *« Dans les deux jours qui ont suivi le déclenchement de la guerre, nous avons enregistré l'équivalent d'un mois d'activités »*, confirme le PDG de Data Mast (détecteurs d'explosifs, robots de déminage, badges de sécurité), qui assure être aujourd'hui en rupture de stock. Avant d'investir dans un matériel de haute technologie – un système de contrôle des entrées, avec portique de détection magnétique et « tunnel » de radioscopie des bagages, coûte en moyenne 300 000 francs, – les clients devront s'armer de patience. En attendant, la ligne téléphonique de Data Mast diffuse une musique de circonstance, celle du film *Bagdad Café*.

ERICH INCIYAN

□ **Les poubelles du métro enlevées par mesure de sécurité.** – *Il n'y aura plus de paniers à ordures dans les couloirs et les stations du métro parisien, a décidé la RATP. Cette mesure de sécurité, dont la mise en œuvre sera terminée dans les prochains jours, a été prise en application de la phase 2 du plan « Vigipirate » déclenché par le ministère de l'intérieur après l'ouverture des hostilités dans le Golfe. Des sacs en plastique devraient être mis à la place des corbeilles, précise-t-on à la direction de la Régie, où on ne cache pas que la propreté du métro devrait pâtir de cette mesure anti-terroriste.*

AIRLANKA

Vous informe des changements suivants apportés à ses horaires depuis le 23 janvier 1991 :

LUNDI	JEUDI	SAMEDI	JOUR	MERCREDI	VENDREDI	DIMANCHE
UL 564	UL 564	UL 568	N° VOL	UL 563	UL 563	UL 567
01 h 00	01 h 00	01 h 00	PARIS CDG I dép. ar.	21 h 50	21 h 50	21 h 50
↓	↓	↓	(escale technique) KARACHI	↑	↑	↑
13 h 00 13 h 40	13 h 00 13 h 40	13 h 00 13 h 40	ar. dép. dép. ar.	14 h 35 13 h 55	14 h 35 13 h 55	14 h 35 13 h 55
↓	↓	↓	COLOMBO	↑	↑	↑
17 h 30	17 h 30	17 h 30	ar. dép.	11 h 00	11 h 00	11 h 00

La compagnie AIRLANKA porte à la connaissance de ses passagers que tout est fait pour maintenir ses services, avec le minimum de perturbations, et en assurant leur sécurité avant tout.

AIR LANKA
9, rue du 4-Septembre
75002 PARIS

Réservations : (1) 42-97-43-44

(Publicité)

Appel de scientifiques

An appeal by scientists

نداء من رجال العلم

Du bombardement intensif et systématique de l'Irak à la frappe aveugle par des missiles de la population israélienne, de l'humiliation de pilotes capturés à la destruction des faubourgs de Bagdad, une implacable machinerie s'est mise en route. Combien de destructions, de souffrances, de douleurs indicibles sont encore cachées par la censure militaire des état-majors ? Le peu que nous savons suffit cependant pour nous faire comprendre que la spirale infernale de la guerre va entraîner dans sa folie un nombre croissant de ripostes et de contre-ripostes, élargissant sans cesse le nombre et la nature des moyens de destruction et de mort. De deuils en humiliations, d'agressions en destructions, se cassent les uns après les autres tous les liens, sont réduits à l'impuissance tous ceux qui pourraient permettre la reprise du dialogue pour une résolution pacifique des innombrables problèmes de la région du Proche et du Moyen-Orient.

Entraînée par sa propre logique meurtrière, la guerre franchit chaque jour et a peut-être déjà dépassé les étapes qu'ont franchies avant elle d'autres guerres, de celle du Vietnam à celle d'Afghanistan. D'objectifs militaires en objectifs industriels, d'objectifs économiques en objectifs "psychologiques", d'objectifs tactiques en objectifs civils, le chemin est connu. C'est un chemin pavé de pierres tombales au bout duquel, après de multiples désastres dont une catastrophe écologique ne serait pas le moindre, aucun des problèmes que prétend résoudre la guerre ne sera réglé. Dans le développement de cette logique, rien n'est certain et tout est possible.

Nous, scientifiques, de toutes disciplines, de toutes opinions politiques, philosophiques ou religieuses, nous sommes bouleversés par le drame qui se déroule.

Nous souffrons de voir utiliser pour mieux terroriser, pour mieux humilier, pour mieux tuer, des connaissances et des techniques que nous contribuons à faire progresser. L'illusion des premiers jours sur une guerre "propre" parce que technologique, "scientifique", a été suivie par l'implacable nécessité de la guerre : il faudra frapper dur, faire mal, très mal. Et malheureusement, dans ce domaine aussi, les technologies ont servi à remplir les arsenaux des instruments de la terreur ; armes antipersonnel, bombes à fragmentation qui mutilent cruellement les chairs, armes chimiques qui brûlent et qui tuent, armes nucléaires prêtes à servir.

Les coûts insensés de cette guerre nous apparaissent comme une insulte aux peuples qui souffrent de sous-développement, de faim, de misère. Combien de rations alimentaires disparaissent dans l'envol d'un seul missile ? Et quel poids ces budgets vont-ils représenter dans la vie économique et le développement de nos pays ?

Notre travail de scientifiques nous conduit à nouer de nombreux liens, par delà les frontières, avec des collègues du monde entier. Cette coopération, indispensable au travail scientifique, nous rend particulièrement sensibles à la richesse que représente pour l'humanité la diversité des peuples, des civilisations, des opinions. Nous savons à quel point le maintien d'un état de guerre peut détruire pour de nombreuses années les liens patiemment tissés dans les relations entre les hommes. La guerre libère les agressivités, les réflexes de peur et de suspicion, les racismes et les intolérances. Parce qu'elle a besoin d'opinions uniformes, elle a tendance, au nom des contraintes qu'elle entraîne, à restreindre les droits à la réflexion et à la diversité, à limiter les libertés.

Quelles que soient nos opinions sur les causes de ce conflit, sur les responsabilités de son déclenchement, sur la façon précise de résoudre les problèmes de la région, nous pensons qu'il est temps de réagir pour dire tous ensemble : "Assez !". Il faut arrêter la guerre et reprendre le dialogue.

Nous savons que ce n'est pas un chemin facile. Mais il n'y en a pas d'autre pour une paix durable. Arrêter les hostilités, commencer de véritables négociations, ce n'est pas céder sur l'annexion du Koweït. Il faut d'abord arrêter les combats et ensuite chercher à résoudre pacifiquement ce qui les a provoqués. Les peuples du monde, les opinions publiques ont un poids déterminant pour faire respecter partout dans le monde le droit, la justice et la liberté. Il convient de rappeler que c'est, pour une grande part, l'opinion publique internationale qui avait permis la libération des otages retenus en Irak en novembre et décembre derniers. C'est encore l'opinion publique qui doit affirmer avec force que les armes doivent se taire pour permettre, par la négociation, un début de solution aux graves problèmes de la région : sécurité, développement économique, justice, liberté, démocratie, désarmement. Chacun d'entre eux mérite l'effort tenace de toute la communauté internationale et en tout premier lieu, celui de l'Organisation des Nations Unies. Le temps, la patience, l'intelligence, l'imagination, la compréhension, la générosité, le savoir doivent servir à construire et non à détruire.

Animés par notre devoir de raison, notre devoir de civilisation, notre devoir d'êtres humains, nous nous adressons à tous nos collègues scientifiques français et au delà à tous nos collègues étrangers et particulièrement nos amis américains, arabes, israéliens, ainsi qu'européens et nous leur demandons d'agir avec nous en formant la longue chaîne de la paix qui demande aux gouvernements de tout mettre en œuvre pour l'arrêt de la guerre et l'ouverture des négociations.

Inspired by our duty of reason and civilization, our duty of human beings, we call on all our scientific colleagues in France, and beyond, on all our colleagues in other countries, especially our American, Arab, Israeli and European friends, to start to work with us to set up a living chain for peace and to call upon our governments to make all attempts to stop the war and start negociating.

واجب العقل والحضارة والإنسانية يدفعنا لنتوجه إلى كل زملائنا العلميين الفرنسيين وإلى كل زملائنا الأجانب ، وخاصة أصدقائنا الأمريكيين والعرب والاسرائيليين والأوروبيين ، ليعملوا معنا لتؤلف سلسلة السلام الطويلة ولتطلب من الحكومات ان تبذل كل ما بوسعها لإيقاف الحرب والبدء في المفاوضات .

Mathématiques et Informatique : M.Ably A.Al Amrani M.Andin M.Barat E.Barbin I.Bayen E.Bayer L.Bel R.Berat F.Berteloot R.Bkouche JM.Boggi M.Bony N.Bopp M.Brissaud C.Bruneton F.Burq P.Cahen B.Callennere G.Cassier M.Chaboud F.Charlot C.Charretun G.Chatelet G.Cocure A.Collard C.Comiti J.Cortois M.Cottrell D.Courdent P.Crépel P.Crépel F.Danjou S.David M.Delorme J.Devolder Y.Diers T.Dumont J.Dunau A.Duval El Kacimi F.Emery M.Engeuhard T.Fack H.Farreny H.Farreny O.Favaron D.Flament Flavant G.Florin, D.Ghalin G.Girait C.Golstein D.Guin N.Hanoumne P.Janots JP.Kahane M.Kouider C.Lang R.Laurent V.Lavallée R.Léandre F.Lechevalier O.Lehmann A.Lengaigne F.Lescure E.Locatelli F.Locatelli M.M'zari Maghnouji M.Mbekhta Y.Misiti M.Mizony G.Mokobodsky MP.Muller S.Nicaise K.Oeljeklaus S.Paycha A.Pillon B.Prum C.Rauzy G.Rauzy JF.Robinet M.Rogalski A.Rouault M.Roussignol N.Roussignol C.Sacre D.Sandri D.Sondaz T.Tahani D.Tanre C.Ussel J.Vanpoucke MC.Viano MF.Vigneras M.Weinfeld E.Werner Q.Xu D.Zighed

Sciences de l'univers : M.Abada-Simon T.Amari F.Bely-Dubau P.Bertin JP.Bibring S.Bonnazola JM.Bonnet-Bidaud J.Borg J.Borgnino S.Cabrit AM.Calvayrac E.Caux D.Cesarsky S.Collin R.Courtin JG.Cuby R.Dallier L.Damé JP.Delaboudinière M.Dennefeld B.Derland P.Descamps J.Diaz-Alonso S.Dumont P.Durouchoux C.Emerich JL.Pellous R.Ferlet D.Frizon de Lamotte R.Gendrin M.Giard M.Girard R.Gispert G.Gonczi M.Gros S.Guilloteau F.Hasle JC.Hénoux D.Heristchi J.Heudier J.Heyvaerts M.Joly C.Kahane D.Kunth M.Lachieze-Rey P.Laloy JM.Lamarre Y.Langevin B.Lazareff F.Le Guet Tully Y.Leblanc A.Lecacheux J.Lefevre P.Léna J.Lequeux B.Leroy JP.Maillard JA.Marck G.Massacrier C.Montes T.Montmerle J.Morvan M.Mouchet C.Munschy P.Oberti F.Pajot F.Paletou F.Pantellini M.Pérault F.Périer G.Pineau des Forêts N.Prantzos D.Proust J.Provost JL.Puget P.Puget N.Quang Rien S.Ranzy P.Robutel M.Ruchon D.Schertzer G.Serra P.Sèvre G.Simon J.Solomon P.Sotirovsky P.Souffrin A.Soutoul D.Steichen I.Steinberg M.Steinberg R.Thomas H.Van Regemorter G.Vauclair JC.Vial F.Viallefond C.Vilain JP.Zahn P.Zarka

Sciences de la vie : J.Abecassis R.Alary N.Andrieu M.Balmefrezol G.Banco S.Barray JP.Benitah G.Béréziat B.Berthon A.Biascamano A.Binet JP.Bohin JP.Bonvalet M.Boucher H.Broch C.Cardon L.Caron C.Cavadore JC.Cavadore J.Chambaz Y.Chapron A.Chavanieu J.Chery L.Claret JF.Cocquil L.Combette R.Cordesse C.Cordonnier M.Crespin S.Crouzy C.Damais JC.Davidian V.De Buffrenil B.Delacroix F.Delaume F.Delers M.Demarty D.Derrien P.Deterre F.Di Giusto J.Doly D.Domurado M.Dorée C.Drouet R.Dumont I.Espinasse N.Farman R.Fischmeister S.Fisher G.Fliedel JL.Foulquier D.Fourmy F.Gabert F.Gaimard M.Gauthier JL.Girardet A.Gojon G.Gonzales Davila C.Grignon JP.Grouzis J.Guespin S.Guillerm A.Herbet J.Hoerter A.Jacquard PM.Jacquinot D.Jeanjean P.Joudrier A.Journet R.Katz S.Kénouch F.Kjellberg J.Krembel B.Lacaze P.Lambert G.Laurent F.Lefèvre JM.Legay D.Léger MD.Logoy P.Lel-Massioui Y.Linhart C.Lombard R.Lombard P.Lorente JJ.Madjar M.Mageney O.Martin P.Mazliak O.Mercier H.Merhi-Prudhomme C.Mestres S.Meyer JC.Michalski N.Moins MH.Morel MJ.Moulin I.Murat P.Navarro H.Ouadid F.Petit C.Plassard M.Pradal MJ.Prud'homme A.Puppo C.Rapin-Legroux A.Beboul M.Renoux O.Biouffe P.Robbaey V.Robert JP.Robin D.Rocher C.Romieu M.Ronjat X.Rouaux JP.Roussel J.Roy F.Russo-Marie JM.Salmon R.Samurçay-Santucci S.Sanchez-Taff H.Santenac C.Sapin J.Sarris FX.Sauvage C.Sereau A.Soler D.Spira L.Stevens G.Strecker JB.Thibaud O.Thomas P.Tillard V.Tontel B.Touraine Y.Tourneur P.Travo Y.Trolese A.Troullier G.Trugnan V.Urbach G.Vassort R.Ventura-Clapier F.Vezinnet M.Vignier M.Vivaudou A.Weber

Sciences humaines : JM.Arnold N.Borot O.Boulet JP.Boutonnet JY.Bréard P.Brouzeng S.Chassagne JM.Codron A.Cottereau R.Delacroix B.Delmas C.Demons P.Denis O.Ducher P.Duharcourt B.Etienne M.Florenzano B.Gerbier H.Gispert P.Gruson L.Guespin C.Guiges H.Jacot A.Jaeglé M.Jaoul H.Krifa JP.Laporte G.Lemarchand P.Lenormand J.Lojkine JB.Marcellesi C.Mazauric G.Miclet M.Ollivier A.Pouliquen A.Prenant R.Rey J.Ritter C.Sches M.Simon F.Vandevelde M.Verlet D.Vidal

Sciences physiques : N.Abbes Z.Abedin-Zadeh H.Albouze J.Amar Ait-Aoudia C.Aufort P.Auger M.Azzopardi F.Balibar Y.Ballini J.Barrau P.Barreyre M.Bataille P.Beaune Beigbeder G.Bénit M.Bernas N.Berne J.Berréhan C.Berthelot JP.Bigot D.Blavette P.Boissel C.Boiziau D.Bonnet G.Bossis L.Bouby A.Bouiesy K.Boujidaria P.Bourdet A.Brachet P.Brault P.Breuil JM.Brom L.Brossard P.Caillan JP.Caressa L.Carraro B.Castaing J.Cernogora A.Chamarro B.Chandret C.Chavant JC.Chervin J.Choisy G.Chouteau R.Cinti M.Claret G.Cohen-Tannoudji G.Collin J.Comallonga E.Copin H.Coudanne P.Crozat JF.Daian G.Dauphin A.De Bellefon S.Do Unamuno Déchomets Y.Denayrolles D.Denegri C.Deportes C.Derland M.Desulos B.Deyris M.Deyris E.Dodemand F.Doneddu P.Dunlop JM.Dupouy R.Dutartre D.Dutoya A.Dworkin M.Errera B.Escoubes J.Ferre Fillere F.Filloux J.Fossey R.Fourme D.Froidevaux M.Gades JM.Gaillard J.Gallot B.Gavela P.Gilbank Girard C.Giroud P.Gougat JP.Gouyon R.Grousson Gruy H.Guenou B.Guy P.Guyot A.Hammou Héritier Heurtier C.Houe MA.Jabiol P.Jaeglé Jahmi Jaillon JP.Jamet JM.Janot B.Jullien R.Kahn G.Kamarinos A.Karkar M.Kleitz D.Labelle JP.Laine H.Langevin P.Laporte P.Lauginie P.Lavallard C.Lavault M.Le Berre I.Le Madec C.Lecou P.Lederer A.Lefebvre M.Lefebvre JR.Levesque Levesque JM.Lévy-Leblond E.Locci H.Londiche S.Loucatos G.Lucazeau P.Lutz M.Maamache P.Mangeney Marchand A.Marret M.Martin H.Martinot L.Masbernat A.Menand JP.Mendiburu F.Meot JP.Merlo Y.Meyer A.Michalowicz A.Michalowicz G.Miquel A.Miré S.Miry J.Molenat G.Montambaux L.Montanet B.Muln G.Page M.Papoular Pekoche J.Pellet G.Pénissard P.Peretti F.Pernet R.Perzynski R.Peschanski D.Pesme P.Petroff M.Picquart C.Pijolat M.Pijolat C.Plan J.Pommier F.Pougheon Poyet JY.Prieur M.Privat B.Proust JP.Provost R.Prud'homme M.Ribault D.Robinson ML.Roblin Roelens JY.Roncin C.Rosemberg J.Rosmorduc Roudier Roudier M.Roumy P.Roussel D.Salin R.Salmeron E.Saltiel J.Sanvinet A.Savoy-Navarro P.Schiller E.Schoene C.Schuhl H.Schulz A.Schwartz H.Sergolle KB.Shim B.Soep J.Soulette JL.Souquet D.Steinmetz C.Stephan JL.Subtil A.Tallet X.Tarragot L.Tassan-Got D.Taupin JP.Tavernier Tournier S.Turrell A.Valance M.Vallade G.Vallée M.Verdaguer Vincent M.Vivargent V.Voliotis G.Weill K.Wiese N.Zaganidis R.Zalma H.Zanni Zarragoicoechea M.Zigone.

Pour vous associer à cet appel et aider financièrement à sa diffusion, écrivez à
Appel de scientifiques, Centre universitaire, 91405 ORSAY CEDEX.
Chèques à l'ordre de F. Pajot 31 275 42 T La Source

LA GUERRE DU GOLFE

La coexistence des juifs

Sur la réserve

Suite de la première page

Déjà la guerre de six jours, en 1967, avait créé un choc psychologique et préludé, en France, à une transformation en profondeur du judaïsme, alors identifié à la génération dite des «juifs honteux», vivant l'enfouissement après le traumatisme des camps. Elle avait, d'une certaine manière, réactivé le lien de la communauté juive avec Israël, le goût d'un retour aux racines et, parallèlement, d'une plus grande visibilité dans la société française.

Un autre événement, survenu lui aussi dans les années 60, allait avoir un impact plus important encore pour comprendre l'attitude juive aujourd'hui : l'arrivée massive des juifs sépharades d'Afrique du Nord, devenant même majoritaires dans la communauté. Ce nouveau rapport de forces allait consolider le lien avec Israël, notamment avec sa population d'origine maghrébine, changer le style de vie et les rapports communautaires, plus chaleureux et expansifs, donner un coup de fouet à l'étude et à la pratique religieuses, rompre avec la laïcisation typique de la majorité ashkénaze d'hier et préparer le glissement actuel vers l'orthodoxie.

Consensus tacite

L'attachement à Israël est devenu que la communauté juive de France est sans doute, dans la Diaspora, la plus inconditionnelle de l'Etat hébreu et la plus militante. Le trouble et l'angoisse d'aujourd'hui sont à la mesure des liens affectifs, familiaux, religieux et politiques entre Israël et la France. *« Dès que les premiers Scud sont tombés sur Tel-Aviv, nous avons réagi avec nos tripes »*, dit un ténor de la communauté. Organisés depuis Paris par le CRIF, par le consistoire ou à titre privé, les vols jusqu'en Israël ont, ces derniers jours, fait le plein.

Après la guerre de six jours, on s'était battu entre juifs et Arabes dans les rues de Belleville à Paris. Le grand rabbin et le cadi avaient dû intervenir.

Rien de semblable ne se produit aujourd'hui. La guerre du Golfe a sans doute exacerbé les passions et les divergences sur la question d'Israël et des Palestiniens. Mais la connaissance de la culture arabe, qui est grande chez les juifs de France aujourd'hui, le souvenir nostalgique des relations chaleureuses d'autrefois au Maghreb (surtout chez les juifs d'origine marocaine ou tunisienne) jouent, dans la crise, un rôle d'amortisseurs.

Les initiatives de rapprochement judéo-arabe auxquelles on assiste aujourd'hui en France ne sont donc pas à interpréter comme des indices de renoncement, ni même d'assouplissement. Mais, par pragmatisme, les deux communautés juive et arabe ont établi une sorte de consensus tacite pour privilégier d'abord leurs références et leurs pratiques communes et leur attachement solidaire à la France.

C'est encore plus vrai dans la communauté musulmane d'implantation plus récente, majoritairement étrangère et hétérogène, qui, devant ces événements, présente les plus grands signes de fébrilité et de fragilité. Si la guerre s'enlise, si le nombre des victimes occidentales se multiplie, elle redoute de voir se rallumer, cette fois pour de bon, le volcan du racisme anti-arabe, de faire les frais de l'affrontement planétaire – ou présenté comme tel par M. Saddam Hussein – entre l'Occident et l'islam et de voir la politique d'intégration des immigrés faire un bond d'au moins dix ans en arrière.

Laïcs ou religieux, les principaux porte-parole de cette communauté sont restés, jusqu'à présent, relativement discrets. Mais les enquêtes sont concordantes : les immigrés musulmans en France, étrangers ou naturalisés, entendent rester à l'écart du conflit, se disent davantage concernés par la guerre interne à l'islam (la *fitna*) que par la guerre sainte (le *djihad*) déclarée par Saddam Hussein. Ils n'entendent pas transférer le litige proche-oriental, et la majorité d'entre eux (54 %, selon un récent sondage de l'IFOP) sont incapables de trancher entre l'Irak et l'Occident. Ils ne manifestent pas d'hostilité massive à l'engagement militaire de la France et, s'ils éprouvent de la sympathie pour la cause nationaliste arabe, c'est plus par solidarité avec le peuple irakien et plus encore avec le peuple palestinien que par attachement à la personne de Saddam Hussein.

Au pire moment

Cette crise politico-religieuse éclate au pire moment pour une communauté musulmane qui, dans notre pays, est en voie d'assimilation et, pour partie aussi, de ré-islamisation. L'islam de France est composé de strates successives : l'islam des pionniers et des harkis d'abord, arrivés dans les bagages de l'armée ou les convois de main-d'œuvre disciplinée, dont l'insertion paraît aujourd'hui peu menacée. Puis l'islam des banlieues, celui des travailleurs sous-prolétarisés, déracinés, qui auraient sans doute le plus à redouter d'un éventuel ralentissement de l'effort d'intégration. Enfin, l'islam dit de la troisième génération, celui de l'affirmation ou du ré-enracinement dans des valeurs communes, hésitant entre la tradition et la modernité, entre la France et l'étranger, redoutant l'assimilation autant que, comme disent certains jeunes beurs, l'*exil intérieur*. C'est cette génération qui risque de subir le plus sérieux contrecoup de la crise d'identité liée à la guerre du Golfe.

Trop pauvre pour s'autofinancer, cette communauté vit aux dépens de bailleurs de fonds comme l'Arabie saoudite, l'Algérie ou le Maroc, qui, aujourd'hui, sont sur le champ de bataille ou divisés, affaiblis et même, pour partie, discrédités dans l'opinion musulmane. Dans le récent sondage de l'IFOP, le roi Fahd d'Arabie obtient moins d'avis favorables que... le premier ministre israélien, M. Shamir.

Les musulmans de France risquent ainsi de se trouver orphelins au moment où leurs revendications en matière de lieux de culte, d'écoles, de carrés réservés dans les cimetières, de locaux, de régime alimentaire dans les hôpitaux, les lycées et les casernes, commencent à être prises en compte par la société (2).

Traditionnellement éparpillée en une poussière d'associations rivales à caractère national, culturel ou religieux, leur communauté adopte progressivement des habitudes de rencontre et de travail en commun. Des regroupements ont pu s'opérer comme le Conseil de réflexion sur l'avenir de l'islam, installé il y a un an à l'initiative de M. Pierre Joxe qui, depuis, cherche à accroître sa représentativité et vient de mettre en place un comité de coordination chargé de suivre les événements dans le Golfe et, éventuellement, de réagir.

Tous ces efforts risquent-ils, demain, d'être anéantis ? Rien ne permet de mettre en doute la loyauté des musulmans. *« J'espère que je pourrai continuer à me prononcer contre la logique de guerre*, dit cet universitaire algérien à Paris, *sans être considéré comme un terroriste en puissance.* » Emancipée depuis deux cents ans, la communauté juive a besoin d'être rassurée dans ce qu'elle a de plus profondément israélite, mais elle n'a plus à faire la démonstration de sa citoyenneté (3). Il n'en est pas de même des musulmans de France, qui seraient les premières victimes d'une rupture entre le monde arabe et l'Occident.

Ils ont tout à gagner à l'apprivoisement des valeurs de démocratie et de laïcité. Mais l'islam « de France » est loin encore d'être inséré dans la société, et une certaine présentation médiatique des événements liés au Golfe ne fait rien pour améliorer son image. Il souffre de passer encore pour le « parti de l'étranger », d'être incompris dans ses ressentiments et ses frustrations, donnant raison à Slimane Zeghidour quand il cite ce proverbe algérien : *« Ne ressent vraiment la douleur d'une braise que celui qui marche dessus. »*

HENRI TINCQ

---

2) Un texte est sur le point d'être signé au ministère de l'intérieur autorisant les communes à prévoir, dans leurs cimetières, un espace réservé aux musulmans, alors que l'armée prévoit depuis peu des cantines hallal pour ses appelés de confession musulmane.

3) Sur le thème « Deux cents ans de présence, deux cents ans de citoyenneté », le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) entend donner, le 21 septembre prochain, un certain éclat au deux centième anniversaire de l'Emancipation des juifs de France.

Dans « le Monde diplomatique » de février

Golfe : la force au mépris du droit

Le mépris du droit, une suite d'occasions ratées, l'asservissement de l'ONU à Washington, la tolérance à l'égard des dictatures, la démission de l'Europe, l'alourdissement de dossiers proche-orientaux qu'il faudra bien un jour traiter autrement que par la guerre – telles sont les lignes de force du dossier sur le Golfe que publie *le Monde diplomatique* de février, avec la collaboration de *Richard Falk, Marie-France Toinet, Paul-Marie de La Gorce* et *Alain Gresh*.

Il faut d'urgence s'atteler à *« gagner la paix »*, écrit *Ignacio Ramonet*, sauf à voir emporter la raison démocratique dans *« l'ouragan de tous les fanatismes. »*. Claude Julien rappelle de son côté que nombre d'Etats engagés dans la «coalition» font fi du droit, chez eux comme à l'extérieur et il souligne que cette crise a suscité en France des débats d'une rare pauvreté comparés à ceux qui ont eu lieu aux Etats-Unis.

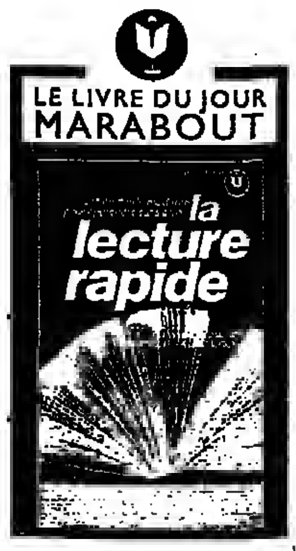
Un autre volcan provoque l'inquiétude l'Union soviétique. *Jean-Marie Chauvier* se livre à une longue analyse des tensions qui risquent de déboucher sur l'instauration d'un *« pouvoir fort »* qui engloutirait la voie tracée par M. Gorbatchev.

Les sociétés occidentales sont, elles aussi, confrontées à des défis de taille : veulent-elles vraiment devenir « plurielles » ? *Jean-Pierre Alaux* et *Etienne Balibar* analysent les exemples européens, *Serge Halimi* étudie le cas des Etats-Unis où se répand un inquiétant courant de violence « satanique » présenté par *Ingrid Carlander*.

Dans ce même numéro : *Pierre Baudet* fait le point des débats économiques en Afrique du Sud ; *Philippe Leymarie* décrit le chaos dans la Corne du continent noir, et *Jean-Loup Motchane* celui qui gagne les mégapoles du tiers-monde ; *Alain Pouliquen* montre les difficultés de l'agriculture polonaise ; *Claude Bariteau* présente un Québec *« aux portes de la souveraineté »* ; *Marc Mangin* souligne la vigueur de l'économie malaisienne et *Laurent Carroué* l'importance des liens qui se tissent entre firmes allemandes et japonaises.

Enfin, parmi les nombreux livres présentés figure la traduction du *Coran* par Jacques Berque, que salue *Mohamed A. Sinaceur.*

(Publicité)
CENTRE RACHI
Table ronde médicale
sous la présidence du professeur
Jacques SALAT BARROUX
animée par Emmanuel HIRSCH
ÉTHIQUE DE LA PROCRÉATION
MÉDICALEMENT ASSISTÉE
DES POSSIBLES AU PERMIS
Avec : Jacques TESTART, directeur de recherche à l'INSERM ; Nicole ATHEA, gynécologue ; Laurence GAVARINI, sociologue ; Marie-Angèle HERMITTE, juriste ; Robert William HIGGINS, psychanalyste ; Monette VACQUIN, psychanalyste
LE MERCREDI 6 FÉVRIER 1991
A 20 H 30 P.A.F.
Centre Rachi
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
Tél. : 43-31-75-47



هكذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

et des musulmans en France

Les radios communautaires s'efforcent de canaliser les réactions de leurs auditeurs

Une quinzaine de radios communautaires – arabes, juives, beurs, musulmanes – vivent depuis le 15 janvier dans la fièvre et l'inquiétude. Leurs antennes sont devenues forums et font résonner la bande FM d'échos passionnels et dissonants. A cent lieues des discours aseptisés des médias nationaux, en prise directe avec les communautés, dont elles sont l'expression, écoutées par le CSA, toujours inquiet des dérapages possibles.

Jamais sans doute depuis l'éclatement du monopole des ondes – dix ans tout juste cette année – les radios communautaires n'avaient à ce point justifié leur existence sur une bande FM cacophonique et variée. Jamais elles n'avaient pu démontrer ce lien étroit – nécessaire – qui les unit à leur auditoire à Paris et dans quelques grandes villes de France.

On y entend le cœur des différentes communautés; les doutes et l'angoisse; la volonté de comprendre, la soif de débattre; la douleur, la révolte ou l'élan pour aider ceux qui, à des milliers de kilomètres, sont exposés au feu.

« Nous, tous les bronzés de Paris, on a pris une bombe sur la tête la nuit où Bush a bombardé Bagdad. Depuis on est groggy, horrifiés par le consensus belliciste qui se dégage des grands médias. Une voix dissidente n'a aucune chance d'y être un jour captée. » Le « bronzé » en question, de père marocain, écoute Radio Soleil (94 MHz), la radio franco-maghrébine de Paris. Il y entend des informations en français et en arabe – notamment un bulletin de RMC Moyen-Orient avec laquelle Soleil a passé un accord. Il ne rate surtout pas les débats diffusés en soirée qui permettent aux auditeurs d'intervenir sur l'antenne. *« Les premiers jours de la guerre tout le monde était sous le choc, révolté, emporté. Soleil était un exécutoire où les Maghrébins pouvaient hurler leur douleur. Depuis les discours se sont tempérés. »*

C'est que les dirigeants de la radio ont conscience de leur responsabilité. Responsabilité à l'égard de la communauté arabe : *« Les auditeurs se sont tournés spontanément vers nous comme des enfants vers leur père*, dit-on à Radio-Soleil. *Quels autres interlocuteurs pouvaient-ils avoir? Il n'y a pas de chef, d'ambassadeur, de représentant officiel des Arabes à Paris... Il suffirait d'un rien, peut-être pour provoquer l'embrasement. »* Aussi la violence de certaines interventions est-elle toujours tempérée par la voix sévère d'un animateur rappelant que Radio-Soleil ne saurait tolérer aucun discours *« raciste, antisémite ou diffamatoire »*.

Du désarroi à la révolte

Mais plus encore que la révolte, c'est un désarroi profond, tragique que révèlent les interventions à l'antenne. Ce désarroi qu'exprimait très bien l'écrivain invité un soir de la semaine dernière sur Radio-Beur, la radio de la « seconde génération » de l'immigration. *« Je ne peux pas être pour Saddam; je ne peux pas être pour la coalition. Je rejette les arguments historiques du premier; je méprise les arguments juridiques du second. L'un a tort, l'autre fait fausse route. Mais je refuserai toujours l'amalgame Saddam-Irak. Je me sens proche du peuple irakien... »*

Ecartelé. *« Cette guerre est fratricide*, dit encore quelqu'un à l'antenne. *Rien ne sera plus jamais comme avant. »* Un auditeur de Soleil entreprend de lire à l'antenne la lettre ouverte d'un journaliste saoudien publiée par *El Moudjahid* : *« Les médias vous mentent. Les Américains font un massacre; ils n'appliquent pas la convention de l'ONU. Il faut libérer la terre sacrée de Dieu. »* L'animateur l'arrête prudemment, démentant toutefois exercer une censure. *« Que la France est décevante! »*, s'accordent les auditeurs. Comme elle a trompé l'opinion maghrébine! Comme elle s'est reniée en suivant aveuglément les Américains. Et comme les Arabes, tous les Arabes, sont désormais suspects de faire partie de la cinquième colonne de Saddam! *« Pour être un vrai Français, il faut être avec la guerre. Moi, je peux pas »*, crie un auditeur, la voix cassée.

Tantôt l'interlocuteur en ligne choisit *délibérément* de *s'exprimer* en arabe, à moins qu'il ne se laisse emporter dans la flamme de la discussion. L'un d'eux, au lendemain de « La marche du siècle » sur FR3, s'en prenait ainsi violemment à Adil Jazouly, le président de l'Association Dialogue arabes et juifs, pour lui reprocher ses paroles amicales à l'égard des juifs. *« C'est une attitude respectueuse au contraire de la tradition séculaire*, lui répondit M. Jazouly, au micro de Soleil *et je m'honore, moi, Arabe soutenant la cause palestinienne, de compter parmi mes amis beaucoup de juifs viscéralement attachés à Israël. »*

Le *ton*, l'*esprit*, ne sont pas très différents d'une station à l'autre, qu'il s'agisse de Soleil, de Radio-France-Maghreb, qui partage sa fréquence, ou de Radio-Beur (98,2MHz), qui se réfère à un récent sondage Ipsos pour se présenter comme *« la radio communautaire la plus écoutée »*. Tous leurs dirigeants insistent sur la responsabilité qui est la leur. Ils parlent de *« soupape de sécurité »*, évoquant la nécessité de *« calmer le jeu »* et de *« ne jamais rompre le dialogue »*. Un dialogue dont se souviendront sans doute les ambassadeurs du Koweït et de l'Arabie saoudite, reçus un vendredi soir sur Radio France-Maghreb et peu habitués à être interrogés aussi crûment.

Radio-Orient *ne* prend pas de tels risques. Station commerciale musulmane – la seule de ce type dans le monde *non* musulman, affirme son fondateur, M. Raghid El Chammah – d'expression arabe, elle a arrêté toutes les émissions de dialogue avec les auditeurs, diffuse beaucoup d'informations sur le Golfe – les interventions du président Mitterrand sont retransmises intégralement et traduites en arabe – et veille, dit-elle, à jouer *« un rôle d'explication et de modération »*; dans la ligne de la politique française traditionnelle. *« Notre objectif principal est d'adhérer à la politique de l'Etat et de convaincre la communauté musulmane de son devoir de participer au consensus national »*, déclare M. El Chammah. *« Pour cela il faut ramener la guerre à ses origines arabo-arabes et refuser le glissement vers un conflit Orient contre Occident, Nord contre Sud, riches contre pauvres... »*

L'oreille du CSA

Installée avenue Foch et dotée de moyens exceptionnels qui lui permettent, outre la diffusion par satellite de la prière à La Mecque, d'employer une *soixantaine* de salariés, d'avoir des correspondants à l'étranger et d'exporter ses programmes à Beyrouth, Londres et Washington, Radio-Orient ne partage pas grand-chose avec les autres radios citées, si ce n'est l'auditoire habitué à butiner sur une poignée de stations. Et cette colère à l'égard des autres médias accusés de dérapages nombreux et d'irresponsabilité : *« A quoi bon tous ces efforts d'explication et d'apaisement, si le CSA n'obtient pas des télévisions et des radios périphériques qu'elles cessent de passionner un débat si sensible, qu'elles renoncent à attiser les braises et qu'elles fassent preuve d'un peu plus de prudence et de retenue dans le traitement de leurs informations. »*

Le CSA a entendu, qui, depuis plusieurs semaines, surveille attentivement l'antenne des différentes radios et télévisions et s'est publiquement réjoui, le 29 janvier, du sens des responsabilités dont ont fait preuve les radios communautaires.

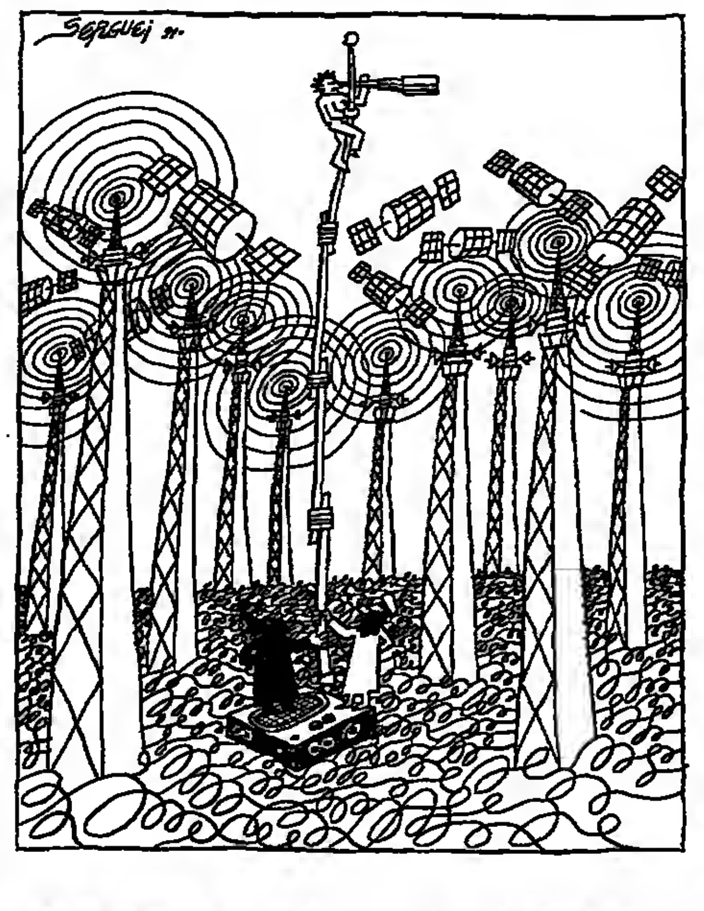
Les radios juives en font partie : Radio J, Judaïque et Shalom, regroupées sur une même fréquence (94,8) et soucieuses depuis le 15 janvier de mettre en commun leurs moyens, équipes, matériels et correspondants pour vivre au diapason d'Israël. L'antenne est ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les journalistes sont mobilisés, qui enquêtent, trient les informations, dépouillent la presse, appellent les différents correspondants, écoutent les radios israéliennes : Khol-Israël la radio officielle, et Gale-Tsahal, la station de l'armée. Les alertes à Tel Aviv sont vécues en direct et le soir, vers 18 heures, *« à l'heure de l'attaque »*, les locaux se remplissent de tous ceux qui, le visage livide, veulent partager ensemble l'angoisse de l'attente.

Les auditeurs appellent pour avoir des nouvelles d'Israël, des étudiants qui ne parviennent pas à joindre leur famille sur place s'informent auprès des journalistes de la radio tandis que des débats permettent au public de poser en duplex ses questions à des personnalités israéliennes. La mobilisation est permanente et prend différentes formes.

Sur Radio J, c'est le représentant du consistoire de Paris qui exhorte les auditeurs à faire en Israël un voyage de solidarité. Plus de mille personnes se sont ainsi envolées, le 31 janvier, pour un séjour dont l'antenne a largement rendu compte. C'est le « Radiothon » organisé sur l'antenne le dimanche 27 janvier *pour récolter des fonds à l'intention* d'Israël et qui permettra de recueillir en une journée entre 27 et 30 millions de francs.

L'antenne, aujourd'hui, est relayée à Grenoble, Toulouse, Nice, Marseille, Strasbourg, Montpellier et Lyon. *« C'est une chaîne familiale*, dit une journaliste de Shalom. *Nous avons tous qui un parent, un ami, un frère exposé, là-bas, aux folies irakiennes. La radio nous unit, resserre tous nos liens. Pratiquants ou non-pratiquants, une partie de nous-mêmes est là-bas, par l'intermédiaire de la radio. »*

ANNICK COJEAN



DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Le temps imparti

« CONTRE Hitler, monseigneur, vous faites quoi? »

Le sénateur et maire de Rouen Jean Lecanuet répète sa question (1). Visiblement, il prend sur lui pour insister. Il vient de préciser qu'il est *« catholique et pécheur »*. Cela lui coûte d'apostropher un évêque. Il a été élevé dans le respect de la hiérarchie ecclésiastique. De son temps, les prélats mitrés se contentaient de souffleter les premiers communiants pour leur insuffler l'Esprit saint. Ils représentaient Dieu sur la Terre. Ils ne s'abaissaient pas à discuter des choses de ce monde, comme Mgr Gaillot, qu'interpelle M. Lecanuet. (Quelle idée a eu le pape, quels renseignements imprudents avait-il reçus le jour où il a consacré ce provocateur, ce caillou dans les chaussettes violettes de l'épiscopat, ce démenti vivant au *« malheur à celui par qui le scandale arrive! »*.)

Les yeux bleus de l'évêque d'Evreux, selon qu'on l'approuve ou non, reflètent la candeur des anges ou la malice du diable :

« Il n'y a pas de guerre juste, répète l'homme d'Eglise pour la troisième fois. *On nous montre des engins de mort perfectionnés, mais les victimes, la douleur humaine, dans tout ça? »*

En bonne maîtresse de maison ennemie des incidents, l'animateur fait observer que Rouen et Evreux, ma foi, se touchent...

M. Lecanuet n'a que faire de ces civilités. En bon philosophe, il sent qu'une minute de vérité pourrait advenir :

« Moi aussi, je hais la guerre, s'énerve-t-il. *Mais face à Hitler, encore une fois, vous faites quoi, monseigneur?*

– Tout plutôt que la guerre, s'entêtent les yeux épiscopaux, derrière les fortes lunettes.

– Soit. Mais contre Hit... »

On ne saura jamais ce que ferait, ce qu'aurait fait Mgr Gaillot contre le nazisme. Une *« logique »* nouvelle – je vais y venir – s'oppose à ce qu'ait lieu le débat de fond. Dommage. M. Lecanuet faisait la seule objection qui vaille au seul principe qui vaille. L'évêque aurait bien fini par s'expliquer. On ne peut pas éternellement répondre à côté.

De la même manière, un dialogue capital a tourné court, quelques jours plus tôt (2). Bernard Pivot s'échinait à savoir si Mme Annie Kriegel regrettait d'avoir menti et méjugé des intellectuels comme Raymond Aron du temps qu'elle était communiste. Rien à faire : l'ancienne militante du PC retrouvait, intacts, les réflexes de diversion et de langue de bois de sa jeunesse pour éluder la question. Affaire suivante.

∴

Mgr Gaillot n'a pas hérité le savoir-faire des communistes pour noyer le poisson – du moins on l'espère. Il aurait suffi de laisser M. Lecanuet réitérer sa question jusqu'à l'aube. La vérité aurait bien fini par jaillir. C'est la machine télévision qui en a décidé autrement, elle et sa *« logique »*, comme on dit désormais des règles absurdes auxquelles on a consenti. *« Le temps qui nous est imparti »*, disent les animateurs. Imparti par qui?

En tête de ces prétendues règles figure le bannissement de tout approfondissement. Le spectateur étant réputé futile et prompt à *« zapper »* vers les *« variétés »* de la chaîne voisine, producteurs et présentateurs redoutent par-dessus tout l'intervention de plus de deux minutes, *qui risquerait* de *« faire tunnel »*.

Les intervenants se prémunissent contre le gong en annonçant *« trois remarques* et *deux interrogations »*, dans l'espoir qu'on les laissera aller au bout de l'annonce. Les meneurs de débat ont compris l'astuce et la préviennent *en assortissant leurs questions* (qu'ils ne se privent pas, eux, d'allonger et de truffer d'affirmations personnelles, ce sont eux qui ont le pouvoir) de comminatoires *« en conclusion, d'une phrase, d'un mot, vous diriez quoi? »*. Comme si la vérité sur quoi que ce soit pouvait *tenir en une minute trente!* Demandez à Platon, à Kant, à votre dernier-né!

De plus en plus, les animateurs recourent à un système encore plus expéditif pour s'assurer que les experts convoqués ne diront rien d'un peu *développé qui profiterait, croient-ils*, à la concurrence : ils multiplient les invitations, les *« duplex »*, les occasions de couper court. Avec douze spécialistes sur le plateau, douze autres qui piaffent au bout de circuits *aléatoires* ou de vacations par satellites, plus quelques bouts de films prêts à être *« envoyés »* par la *« régie »*, le danger est définitivement conjuré que quiconque aille au terme d'un témoignage ou d'un raisonnement. Sautillement garanti, persuasion exclue. Enfin le degré zéro de la réflexion!

L'étape suivante s'esquisse : un présentateur-vedette soliloquant devant un parterre d'experts réduits à se présenter avec leurs titres, et à rejoindre leurs congénères au fond d'un plateau digne de Barnum. *« Vous êtes à l'antenne, votre concierge vous reconnaît, vous ne voudriez pas, en plus, vous exprimer? »*

« Il n'y a pas de guerre juste », dit l'évêque.

« Et contre Hitler? » dit le sénateur.

Nous ne saurons pas la suite, qui est tout. Lequel des deux hommes, laquelle des deux voix an nous aurait eu raison de l'autre : ce débat auquel est suspendue toute méditation sérieuse sur la guerre, la chance de le trancher nous est froidement refusée, au nom de l'audience, de la technique, de l'horaire, et autres fariboles.

Sous le même prétexte, les invités sont désormais choisis parmi des experts déjà *« médiatisés »*, c'est-à-dire aguerris aux lois artificielles du genre, et prêts à perdre une soirée pour placer quarante secondes d'un texte passe-partout. Editorialistes percutants, parlementaires coutumiers de la petite phrase et officiers rompus au laconisme des talkies-walkies sont préférés aux intellectuels, suspects de faire long et trop compliqué pour *« nos chers spectateurs »*. Pour plus de tranquillité, les petits dictateurs de l'audiovisuel ont décrété que les intellos, de toute façon, n'ont rien à dire, que depuis Sartre et Foucault il n'y en a plus, c'est bien simple, citez m'en un, etc.

« Il n'y a pas de guerre juste! »

« Même contre Hit...? »

Au procès de Dreyfus, quand la défense se voyait refuser de poser une question, on sentait que de l'inacceptable se passait, que l'Histoire ferait la lumière et la justice un jour. Que la guerre et *ce qu'on peut en penser* deviennent pure trivialité, que jouent à ce propos les règles du music-hall, comment y voir un scandale?

L'évêque et le sénateur n'ont plus qu'à retourner au confessionnal des aveux qui ne seront jamais passés. *Pour les archivistes du* futur, la France n'aura pas vraiment songé à ce qui lui arrivait, en ce début de 1991. Elle aura regardé les Scud glisser dans le ciel, et les animateurs en smoking couper la parole à ses voix intérieures. Finis, les cas de conscience! *Tout pour le spectacle! Show must go* on. Vive le *« spécial Golfe »*, et le plein feu des Folies-Bergère!

---

(1) TF 1, vendredi 1er février.

(2) A 2, samedi 26 janvier.

EN BREF

□ **Coups de feu contre un lieu de culte islamique dans le Pas-de-Calais.** – Des coups de feu ont été tirés contre une salle de prière islamique à Estevelles, près de Carvin (Pas-de-Calais), dans la nuit du vendredi 1er au samedi 2 février, sans faire de blessés. Les auteurs des coups de feu ont été rapidement interpellés par les services de police. Avant de s'en prendre au lieu de prière, ces deux jeunes hommes, pris de boisson, avaient commencé par tirer des coups de feu contre la vitre d'un débit de boissons, à Annay (Pas-de-Calais), qui n'appartient pas à des commerçants d'origine maghrébine. Les deux hommes devaient être déférés devant le parquet de Béthune, où l'on souligne qu'ils ne donnent pas d'interprétation raciste à leurs actes.

□ **M. Chirac : *« Déficit diplomatique »*.** – M. Jacques Chirac a déclaré, lundi 4 février à Antenne 2, que la France a, dans la crise du Golfe, *« un déficit diplomatique »*. *« Nous n'avons pas noué le dialogue nécessaire, notamment avec les pays arabes et également avec Israël »*, a-t-il dit. *« La France n'a pas les mêmes intérêts que les Américains à l'égard de ces pays-là »*, a ajouté le président du RPR.

□ **M. Lajoinie réitère sa demande de session extraordinaire du Parlement.** – M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a renouvelé, lundi 4 février, sa demande de convocation du Parlement en session extraordinaire. M. Lajoinie estime que le système actuel de *« réunions à huis clos »* des commissions permanentes spécialisées – élargies à tous les députés, comme l'a souhaité M. Rocard, – *« ne saurait se substituer à la session du Parlement qui, seule, peut permettre aux représentants de la notion d'exercer leur rôle constitutionnel de contrôle de l'exécutif »*.

□ **Le RECOURS-France lance une campagne nationale : « Les Français avec leurs soldats ».** – Le conseil national du RECOURS-France (qui rassemble des rapatriés d'Algérie), réuni le 1er février à Montpellier (Hérault), a décidé de *« mobiliser moralement l'ensemble des rapatriés pour s'opposer à la campagne pacifiste »*. Le RECOURS-France lance une campagne nationale intitulée : « Les Français avec leurs soldats », invitant tous les Français à manifester leur soutien en rédigeant une lettre ou une carte que cette association se chargera ensuite d'acheminer vers le Golfe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
LE GRAND BAZAR DE LA DÉCENTRALISATION
Ingérable, coûteuse, complexe...
les méandres de l'action économique locale
DYNASTEURS
L'économie sans ménagement

AMÉRIQUES

Le projet de budget américain dominé par le conflit du Golfe

La guerre contre l'Irak coûte aux Etats-Unis moins cher que prévu

Un projet aux ambitions modestes et non dénué d'accents reaganiens : le budget 1992, présenté lundi 4 février au Congrès par la Maison Blanche est avant tout un budget de guerre. Une guerre qui au vu des chiffres annoncés coûte moins cher que prévu à l'Amérique et permet aux républicains de remettre en selle certains de leurs projets d'armement, comme l'initiative de défense stratégique (IDS) jusque-là si décriée.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont en guerre et leurs dépenses militaires sont en baisse : les chiffres du projet de budget transmis lundi 4 février par la Maison Blanche au Congrès remettent en perspective les dimensions réelles, pour les Etats-Unis, de la guerre du Golfe. Une guerre menée par la première puissance mondiale, largement assistée et financée par ses partenaires arabes et occidentaux, contre un pays du tiers-monde au produit national brut cent fois plus faible. Mais ce paradoxe est aussi, dans une moindre mesure, celui d'un budget qui, comme ceux des années précédentes, ne colle qu'assez approximativement à la «réalité» des faits et laisse une large part aux vœux pieux.

Le déficit prévu pour le budget 1992 (l'exercice commence au 1er octobre de cette année) est certes colossal : 280 milliards de dollars, c'est un peu moins que le déficit réel estimé pour l'année en cours (318 milliards), mais c'est beaucoup plus que ce qui avait jamais été prévu et donc inscrit dans le document budgétaire soumis au Congrès. Mais si le «trou» s'approfondit, le Pentagone n'en est pas responsable. Au contraire, sa part dans les dépenses (295 milliards de dollars) continue à baisser, non seulement par rapport au produit de l'ensemble de l'économie américaine, mais même en chiffres absolus, et la réduction devrait se poursuivre pendant les années suivantes.

La guerre du Golfe, que M. Bush considère comme l'événement le plus important depuis la seconde guerre mondiale, n'a en effet nullement renversé l'évolution provoquée par l'événement beaucoup plus fondamental, pour la détermination des besoins du Pentagone, qu'est la «fin de la guerre froide». En fait, si le coût total du conflit du Golfe est naturellement encore inconnu, il devrait être faible, sinon nul, pour les Etats-Unis. Les 51 milliards de dollars de contributions annoncées par les partenaires des Etats-Unis, essentiellement le Koweït, l'Arabie saoudite, le Japon et l'Allemagne, devraient, selon les indications données par le directeur du budget, M. Richard Darman, couvrir à peu de choses près, les frais occasionnés par le conflit jusqu'au 31 mars. Et au cas où les hostilités se prolongeraient, les Etats-Unis solliciteraient d'autres contributions. Les sénateurs et représentants qui depuis des mois exigent sur un ton indigné que les alliés des Etats-Unis supportent *«leur juste part»* du fardeau ne sont pas satisfaits pour autant, et ils estiment de plus que l'argent promis tarde à être versé.

Mais il reste qu'une guerre décidée et conduite par les Etats-Unis n'obère leur budget que marginalement. Une provision de 15 milliards de dollars a tout de même été inscrite par précaution au chapitre des dépenses (mais en dehors du budget du Pentagone proprement dit), mais ce n'est qu'une estimation, une somme destinée, selon l'expression de M. Darman, à *«occuper la place»*, à garnir une ligne budgétaire, sous bénéfice d'inventaire.

En dehors même de la question des contributions, le coût du conflit peut s'évaluer de différentes manières – si l'on considère par exemple que bon nombre d'armements utilisés contre l'Irak ne seront pas remplacés – soit parce que certains systèmes arrivaient en tout état de cause en «fin de carrière», soit parce que la réduction des quantités d'armes disponibles était prévue par les accords de réduction des armements conventionnels (de nombreux chars acheminés en Arabie saoudite ont par exemple été prélevés sur le dispositif américain).

Un plafond pour chaque grand chapitre

La guerre du Golfe n'a cependant pas été tout à fait sans effet sur les choix budgétaires opérés par les responsables du Pentagone. L'efficacité des chasseurs-bombardiers F-117 Stealth a donné des arguments à l'administration pour pousser en avant un autre avion «furtif», infiniment plus coûteux, le B-2. Le succès des Patriot conduit à proposer un effort supplémentaire pour les défenses anti-missiles basées au sol, et même pour l'initiative de défense stratégique (un projet beaucoup plus ambitieux, basé dans l'espace, et qui depuis le départ de Ronald Reagan s'était rétréci comme une peau de chagrin). De même, les difficultés logistiques rencontrées lors du transfert des troupes et des équipements vers le Golfe ont incité à renforcer les capacités de transport militaire.

A l'inverse, des appareils qui se distinguent actuellement au-dessus de l'Irak, comme le bombardier F-15 Eagle ou l'hélicoptère tueur de tanks Apache, ne vont plus être construits, à l'instar de toute une série de systèmes d'armes qui arrivent «à expiration». Et le cuirassé *Missouri*, qui a commencé lundi à pilonner les positions irakiennes avec ses énormes obus, est lui aussi promis à une retraite prochaine, de même que son jumeau le *New Jersey*, un porte-avion et au total près d'une centaine de navires.

Bien entendu, les conséquences financières et économiques ultimes du conflit, au-delà même des frais de nature strictement militaire, sont parfaitement inconnues et cette incertitude pèse dans une certaine mesure sur l'ensemble de ce budget. Mais cela fait belle lurette que les budgets américains sont, même dans des circonstances plus normales, considérés comme des échafaudages largement théoriques, et accueillis avec une bonne dose de scepticisme. Après tout, le précédent budget élaboré par l'équipe de M. Bush prévoyait un déficit de 100 milliards de dollars – trois fois moins que la réalité...

Cette année pourtant, «l'optimisme» inhérent à tous les budgets est contenu dans certaines limites et l'accord budgétaire passé entre l'administration et le Congrès à l'automne impose des contraintes qui devraient éviter de trop grands dérapages. Un plafond est en effet fixé pour chacun des grands chapitres budgétaires, et la loi interdit désormais en principe aux élus d'ajouter des dépenses nouvelles sans tailler dans les programmes figurant au même chapitre. Naturellement, cela n'empêchera pas le Congrès, dominé par les démocrates, de chercher à modifier les priorités de l'administration républicaine.

Tel qu'il est, ce budget 1992 affiche des ambitions modestes : faire au mieux avec des «petits» moyens (l'augmentation générale des dépenses n'est que de 2,6 %, soit sensiblement moins que l'inflation). La préoccupation majeure reste d'éviter – après l'anicroche de l'an dernier – toute nouvelle augmentation d'impôts, et même de diminuer certains prélèvements (M. Bush a remis sur le tapis son projet de réduction de l'impôt sur les gains en capital, objet d'une belle bataille perdue l'automne dernier). Le budget exprime aussi certains choix conformes à l'«idéologie» reaganienne, en particulier le transfert de 15 milliards de dollars aux Etats, à charge pour les gouverneurs de les utiliser sans se plier aux directives tatillonnes de l'administration fédérale. Dans le même temps, Washington continue à se décharger de certaines de ses responsabilités sur les Etats, même en ce qui concerne des objectifs présentés comme prioritaires (le réseau routier).

La manière d'aborder les problèmes de l'habitat subventionné traduit aussi une approche qui se veut différente de celle des démocrates : l'accent est mis sur l'accès à la propriété, ce qui suppose d'abord la remise en état, souvent très coûteuse, d'immeubles totalement à l'abandon dans les quartiers noirs des villes.

L'administration cherche par ailleurs à faire en sorte que les différents programmes d'aide sociale soient concentrés sur les catégories les plus démunies, en transférant à leur profit des bénéfices jusqu'à présent étendus aux classes moyennes. Dans le même esprit, elle souhaite économiser sur les frais de santé, qui occupent une part toujours croissante du budget. En plus de l'effort demandé aux hôpitaux et aux médecins, il s'agit de tenter de réduire les remboursements consentis aux personnes à la fois âgées et riches ou du moins suffisamment riches pour payer.

Mais le lobby des «personnes âgées» est particulièrement puissant, et il est jusqu'à présent toujours parvenu à convaincre le Congrès de mettre en échec toutes les velléités de ce genre.

Cette fois encore, l'administration risque fort de buter sur le même écueil, mais elle peut au moins espérer en tirer un certain bénéfice politique : tenter de faire accepter certains sacrifices aux catégories les plus aisées peut, dans une certaine mesure, contribuer à gommer l'étiquette de «parti des riches» qui colle au parti républicain. Surtout si, comme c'est probable, cette tentative est mise en échec par les démocrates.

JAN KRAUZE

L'aide à l'étranger pour 1992

Washington récompense ses alliés

L'aide à l'étranger prévue par le projet de budget américain pour l'année fiscale 1992 est notamment destinée à récompenser les alliés des Etats-Unis dans la guerre du Golfe et à épauler dans une moindre mesure les démocraties naissantes en Europe de l'Est, selon des responsables du département d'Etat.

Le projet de budget présenté lundi 4 février, par le président George Bush prévoit une enveloppe globale de 14,47 milliards de dollars d'aide à l'étranger, contre 13,56 milliards pour l'année fiscale 1991.

Le niveau de l'aide octroyée à Israël et à l'Egypte, les deux principaux bénéficiaires des largesses américaines et les deux alliés essentiels de Washington au Proche-Orient, ne varie pas : les deux pays recevront respectivement 3 milliards et 2,3 milliards de dollars.

Pas de geste pour l'Union soviétique

Selon M. Robert Bauerlein, collaborateur du secrétaire d'Etat adjoint Lawrence Eagleburger, l'aide à la Turquie, l'un des pays de la «ligne de front» les plus touchés économiquement par la crise du Golfe, sera sans doute augmentée. Les demandes d'aide pour Ankara tournaient autour de 600 millions de dollars ces dernières années.

Dans un document relatif au budget, le département d'Etat affirme que *«l'édification d'un Proche-Orient sûr et stable est l'un des défis les plus cruciaux»* auxquels les Etats-Unis ont à faire face. *«En conséquence, près des trois quarts des ressources pour l'assistance en matière de sécurité (dans le budget 1992) sont consacrées aux pays de la région qui participent à l'opération «Tempête du désert» ou sont profondément affectés par la crise, comme Israël, l'Egypte, la Turquie, le Maroc, Oman et la Jordanie»*, ajoutent les auteurs de ce document.

La Jordanie a reçu environ 20 millions de dollars d'aide américaine pour l'année 1991, et ce chiffre ne devrait guère varier, ont cependant déclaré des responsables du département d'Etat.

Selon M. Robert Bauerlein, le projet de budget ne demande aucune aide pour l'Union soviétique et n'inclura probablement pas de nouvelle aide pour le Pakistan. Mais il comprendra des sommes gelées en 1991 après que le président Bush eut été incapable de certifier, comme le lui demandait le Congrès, que le Pakistan ne possédait pas l'arme nucléaire.

L'aide demandée pour l'Europe orientale et centrale, bien qu'en augmentation, reste relativement modeste : 470 millions de dollars, soit 30 millions de dollars (8 %) de plus qu'en 1991. Cette enveloppe comprend 70 millions de dollars destinés à la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement, créée pour aider les jeunes démocraties d'Europe de l'Est.

Une attention particulière est accordée à l'*«Initiative pour les Amériques»*, projet cher au président George Bush : 310 millions de dollars seront ainsi affectés à la restructuration des dettes des pays d'Amérique latine. De même, une enveloppe de 100 millions de dollars est prévue pour financer les réformes économiques dans ces pays. Cette initiative lancée par le président George Bush l'été dernier a pour objectif d'encourager les choix démocratiques et d'économie de marché des pays latino-américains.

Enfin, pour lutter contre le trafic de drogue, le projet de budget prévoit des dépenses de 811 millions de dollars (en augmentation de 34 % par rapport à 1991) essentiellement destinées aux pays andins. – *(AFP, Reuter.)*

Un pari sur le retour à la croissance

NEW-YORK

de notre correspondant

Le déficit budgétaire – record – pour l'année budgétaire 1992 limite considérablement la marge de manœuvre de l'administration. Pariant sur un retour à la croissance d'ici à la fin de l'année, selon les prévisions confirmées par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, sous réserve que la guerre du Golfe ne s'éternise pas, la Maison Blanche a refusé de charger inconsidérément la barque des dépenses budgétaires pour aider la machine à repartir. Elle s'est simplement contentée de quelques dispositions nouvelles peu coûteuses, voire de transferts de poste à poste. Ainsi le projet de budget prévoit d'amputer de 15 milliards de dollars les programmes fédéraux et de reverser un montant identique aux différents Etats de l'Union chargés de les ventiler au mieux des besoins.

Le seul accroissement de dépenses significatif, outre certains programmes militaires sur un budget de la défense globalement en baisse, est l'augmentation de 6,4 % des sommes consacrées à la recherche et au développement, lesquelles atteindront théoriquement l'année prochaine le montant record de 76 milliards de dollars, dont la majeure partie (43 milliards), il est vrai, concerne l'activité militaire. Pour le reste, le président Bush prévoit essentiellement une série de travaux destinés à améliorer et à étoffer le réseau d'autoroutes et la création de zones d'entreprises.

Coup de pouce à l'agriculture

Le budget 1992 comporte également la création de plans d'épargne familiaux exonérés d'impôts, un programme visant à encourager la propriété immobilière individuelle, des crédits d'impôts pour la recherche industrielle et pour l'accession à la propriété de la part de particuliers à faibles revenus. Il prévoit aussi le retour en grâce de la fameuse taxe sur les plus-values en capital réalisées à l'occasion de la vente d'actifs à long terme, notamment de valeurs mobilières, une mesure déjà présentée lors du précédent budget et finalement retirée sous la pression des parlementaires démocrates.

Un léger coup de pouce est donné au budget de l'agriculture, dont les dotations augmentent de 0,5 % par rapport à l'année précédente, à 55,7 milliards de dollars, dont 11 milliards seront affectés aux programmes concernant les produits agricoles, pour l'essentiel sous forme de subventions, soit une augmentation de 200 millions sur l'année budgétaire 1991. Dans le même temps, l'administration prévoit d'encourager l'exportation de produits agricoles en affectant 1,2 milliard de dollars à cet effet dans le budget agricole.

Parmi les autres dépenses dont la Maison Blanche se serait sans doute passée figurent aussi les 206 milliards de dollars affectés au remboursement de la dette publique (au lieu de 197 milliards pour 1991), ce qui représente environ 15 % du budget fédéral et une somme de 105 milliards destinée à couvrir le «trou» des caisses d'épargne et le déficit du système d'assurance des dépôts bancaires en attendant la réforme prévue.

Quant aux recettes, la plupart d'entre elles proviennent de coupes dans les programmes sociaux, à hauteur de 47 milliards, dont le système de santé destiné aux personnes âgées, le *welfare*, qui se voit sérieusement amputé tandis que les dotations du Medicaid, en direction des plus démunis, bénéficient, elles, d'une augmentation de 3 %.

SERGE MARTI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : le meurtre d'un jeune Noir il y a deux ans

Le procès de Mme Winnie Mandela s'est ouvert à Johannesburg

Dans une déclaration adoptée lundi 4 février à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de la CEE se sont félicités des *«nouveaux changements importants à venir en Afrique du Sud»*, annoncés par le président De Klerk le 1er février. La CEE a confirmé son intention de procéder «à un assouplissement des mesures adoptées en 1986», c'est à dire de réviser sa position sur les sanctions économiques prises contre Pretoria. De son côté, le président George Bush a félicité, lundi par téléphone, son homologue sud-africain, pour les *«mesures historiques»* qu'il a annoncées.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Elégamment vêtue d'un ensemble bleu marine et jaune, arborant une broche aux couleurs de l'ANC, Mme Winnie Mandela a comparu, lundi 4 février, en compagnie de trois coaccusés, devant la Cour suprême de Johannesburg. Celle qui, pendant longtemps, a été surnommée la *«mère de la nation»* par les militants du Congrès national africain (ANC), doit répondre aujourd'hui de huit chefs d'inculpation : quatre pour *«enlèvement»*, quatre autres pour *«coups et blessures avec préméditation»*.

L'affaire remonte au 29 décembre 1988, lorsque quatre jeunes Noirs avaient été conduits, de force, chez Mme Mandela, par plusieurs membres du *Mandela football club*, un vivier d'individus plus ou moins recommandables, qui lui servaient de gardes du corps. L'épouse du vice-président de l'ANC aurait agressé physiquement les quatre jeunes gens, s'acharnant plus particulièrement sur un adolescent de quatorze ans, James «Stompie» Moeketsie Seipei, dont le cadavre sera retrouvé quelques jours plus tard, sur un terrain vague, la gorge tranchée. L'entraîneur du *Mandela football club*, M. Jerry Richardson, reconnu coupable de ce meurtre, a été condamné à la peine capitale, le 8 août dernier.

Dans la salle du tribunal, M. Nelson Mandela et plusieurs dirigeants de l'ANC ont pris place, suivant attentivement l'audience. Interrompue au bout d'un quart d'heure – le juge ayant demandé un complément d'information –, elle reprendra en début d'après-midi. Sur les huit accusés, quatre sont absents. Ils se sont mystérieusement volatilisés depuis un mois.

L'avocat de Mme Mandela, visiblement soucieux de disjoindre le dossier de sa cliente de celui des autres accusés pour en faire un cas politique, a rappelé que, si toutes les charges n'étaient pas solidement établies contre certains des accusés, ceux-ci ne devraient alors pas être jugés ensemble mais individuellement.

Un moyen de pression

Cette tactique sera-t-elle payante ? Force est de reconnaître, en tout cas, que la justice sud-africaine a longtemps hésité à poursuivre Mme Mandela. Il a fallu attendre le 18 septembre 1990 pour que le procureur général du Transvaal, M. Klaus von Lieres, se décide, *«après mûre réflexion»*, à la faire comparaître.

Dans le passé, plusieurs affaires criminelles, déjà liées au *Mandela football club*, s'étaient terminées par de lourdes condamnations, sans que jamais l'épouse du vice-président de l'ANC ne soit seulement citée. Même au cours du procès de M. Jerry Richardson, alors que plusieurs témoins la mettaient directement en cause, les juges n'avaient pas trouvé opportun de l'appeler à la barre. Le club, fondé par Mme Mandela fin 1986, a été impliqué dans plus de quinze affaires de meurtres. Trois de ses anciens membres ont été condamnés à mort.

L'«affaire Winnie Mandela» constitue un indéniable moyen de pression sur son entourage le plus proche. Elle risque aussi, à l'évidence, de diviser les rangs de l'ANC. Car *«la femme du chef»* en a lassé plus d'un au sein du mouvement anti-apartheid. Le 16 février 1989, au lendemain de la découverte du corps du jeune «Stompie», la direction du Front démocratique uni (UDF) avait publiquement désavoué Mme Mandela. La libération de son époux, le 11 février 1990, apaisait un peu les esprits.

Nommée, en août, à la tête du département des affaires sociales de l'ANC, Mme Mandela a été, ensuite, élue au conseil régional exécutif du Witwatersrand puis, dernièrement, à la direction de l'organisation des femmes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

هكذا من الأصل

EUROPE

URSS : le plénum du comité central

Les communistes séduits par le modèle... chilien

L'idée était très en vogue mais, pour la première fois, lundi 4 février, elle a été formulée publiquement par un responsable du Parti communiste soviétique : le modèle de développement économique autoritaire pratiqué en Corée du Sud ou au Chili présente des avantages sur les systèmes d'économie de marché totalement libre, a déclaré M. Iouri Prokofiev, chef du PC de Moscou, au cours d'une conférence de presse.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Prokofiev, généralement considéré comme tenant d'une ligne « centriste » au parti, a fait valoir que, dans le passage à l'économie de marché, l'URSS ne pouvait pas se permettre d'attendre des siècles que les forces économiques se mettent en place librement comme l'ont fait l'Europe occidentale et les Etats-Unis. *« Dans ce contexte*, a t-il dit, *je citerai non seulement le Japon et la Corée du Sud, mais aussi l'Espagne et je n'aurai pas peur d'évoquer également le Chili où les infrastructures du marché ont été créées en peu de temps. Dans tous ces pays, cela s'est fait à travers l'investissement d'Etat et une politique d'Etat. »*

« Remettre de l'ordre »

Le modèle espagnol de transition vers l'économie de marché et la démocratie a toujours suscité un grand intérêt dans les pays sortant du socialisme, bien que la comparaison faite ici par M. Prokofiev soit discutable. Mais le Chili et sa dictature militaire faisaient l'objet, jusqu'à très récemment, des plus sévères condamnations à Moscou.

M. Prokofiev s'est inscrit en faux contre l'idée d'un abandon de la perestroïka, tentant d'accréditer ainsi la thèse déjà émise par le vice-président soviétique, M. Guennadi Ianaev, selon lequel il faut *« remettre de l'ordre »* dans le pays pour pouvoir y opérer les réformes socio-économiques promises depuis cinq ans. Mais l'intervention de M. Prokofiev au plénum du comité central du 31 janvier, publiée lundi dans la *Pravda*, avait des accents beaucoup plus fermes : le chef du PC de Moscou s'y est notamment livré à des attaques nominales contre les grandes figures du groupe parlementaire progressiste inter-régional qu'il a accusées de vouloir répéter le même scénario de renversement du régime communiste qu'en Europe de l'Est et de rejeter tout compromis avec le PCUS.

L'ensemble des intervenants au plénum ont d'ailleurs beaucoup plus parlé de restauration de l'ordre et de l'autorité du parti que de réformes économiques. Selon un membre du comité central cité par le journal indépendant *Nezavissimaïa Gazeta*, ce plénum a même scellé la réconciliation de M. Gorbatchev et des conservateurs puisque *« les derniers décrets ont montré que le secrétaire général prenait une direction nouvelle, ferme, qui a renforcé remarquablement son autorité aux yeux des communistes »*.

Une autre mesure annoncée mardi dans *l'Etoile rouge* va sans doute renforcer aussi l'autorité de M. Gorbatchev aux yeux des militaires : le chef de l'Etat a promu au rang de général le ministre de l'intérieur, M. Boris Pougo, ancien apparatchik du parti. M. Pougo a par ailleurs expliqué à l'agence *Tass* l'utilité de la commission tout récemment créée pour coordonner les organes de son ministère, ceux du parquet et ceux du KGB dans la lutte contre la criminalité, tandis que M. Gorbatchev prenait lundi soir un nouveau décret centralisant les moyens de lutte contre le crime et la corruption. Le tout est du meilleur effet...à condition que ces nombreuses mesures soient appliquées.

S. K.

Le pessimisme et l'abattement des intellectuels russes

Fin ou panne de la perestroïka ? Une peur d'un type nouveau s'installe à Moscou

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Il y a les sceptiques qui n'y ont jamais cru et puis il y a tous ceux qui ont follement espéré. Aujourd'hui, alors que le froid retombe sur le Kremlin, un sentiment réunit les intellectuels russes : celui d'une profonde désillusion mêlée tantôt d'amertume, tantôt de ce fatalisme que l'on dit inséparable de l'âme russe. Quelques-uns des ténors de la seconde phase gorbatchévienne, ceux de la glasnost florissante des années 1988-1989, continuent de débattre à longueur de colonne, dans la presse réformatrice ou indépendante, du sort de la perestroïka, défaite pour certains, provisoirement arrêtée selon d'autres, ou lancent des appels retentissants sous forme de lettres ouvertes à M. Gorbatchev pour tenter de lui faire entendre raison.

Mais le gros des intellectuels moscovites, cette classe moyenne d'universitaires, de journalistes, de chercheurs ou d'artistes, qui furent finalement les principaux bénéficiaires de cette période d'ouverture, a sombré dans l'abattement et le pessimisme. A en friser parfois la paranoïa car, comme toujours, le stress collectif est un terrain propice aux rumeurs. Celles-ci vont des menaces d'attentat contre les grandes figures démocrates – M. Boris Eltsine par exemple ne se montre plus guère devant les foules – à celles, plus réelles, qui pèsent sur les libertés fraîchement acquises.

Le bruit circule par exemple que trois nouveaux oukases présidentiels sont en préparation : l'un sur la suspension de la loi sur la presse, un autre sur la suspension de la loi sur le pluripartisme, un autre encore sur l'arrêt provisoire des voyages à l'étranger sur invitations personnelles. *« Possible ? Aujourd'hui tout est possible*, répond Vitali Tretiakov, le rédacteur en chef du journal indépendant *Nezavissimaïa Gazeta, sauf de nourrir le pays. »*

Les communistes, qui, eux, commencent à sortir de leur torpeur, ne manquent pas d'exacerber ces angoisses. Le numéro deux du PCUS, M. V. Ivachko, ironisait la semaine dernière devant le comité central sur le comportement de ces intellectuels qui *« poussent des cris hystériques sur l'assassinat de la perestroïka, sur son recul, sur son effondrement. Les intellectuels qui évaluent les choses de manière si émotionnelle sont passés de l'extase démesurée à la malédiction »*. Une chose est claire dans le message de M. Ivachko comme dans ceux émis récemment par les diverses instances du Parti communiste : si le vocable perestroïka est toujours de mise, il ne désigne plus le même contenu, et ce sont désormais les conservateurs qui s'en réclament.

M. Gorbatchev, otage consentant

Les intellectuels ne s'y sont bien sûr pas trompés et frémissent en entendant revenir, au journal télévisé Vremia, rendu à l'orthodoxie depuis fin décembre, la phraséologie du parti déjà presque oubliée. Regarder Vremia en compagnie d'une famille d'intellectuels en dit plus long que tous les discours sur leur état d'esprit : les commentaires sur les derniers décrets sur le maintien de l'ordre sont accueillis tantôt par des exclamations d'effroi, tantôt par des éclats de rire lorsqu'un général joufflu, bardé de décorations, explique à grand-peine que ces mesures, loin d'avoir une quelconque motivation politique, visent exclusivement à lutter contre la criminalité. *« On va vers la militarisation*, prédit Iouri. *Dans moins d'un an on y sera. »* Il y a deux ans, Iouri, presque quinquagénaire, mettait pour la première fois les pieds en Occident, parlait de son pays avec enthousiasme et *« se sentait rajeunir »*. Aujourd'hui il dit souffrir de dépression pour la première fois de sa vie.

Aux yeux de tous ces gens, Mikhaïl Gorbatchev est complètement discrédité ; dans les cuisines enfumées où l'on boit du thé en discutant des heures, il ne se trouve plus personne pour le défendre et l'on a vite fait de s'en prendre à la « gorbimania » qui a aveuglé l'Occident. Gorbatchev est-il otage du fameux complexe militaro-industriel ou a-t-il sciemment décidé ce tournant ? La réponse en général ne se fait pas attendre : *« Il est otage mais otage consentant*, dit Evguenia, professeur à l'université. *Car le pouvoir est pour lui une drogue et il ne veut pas l'abandonner. »*

La tragédie de Vilnius

Pour Iouri *« c'est lui qui donne l'impulsion. Il a peur. Il pense que lui seul peut faire face. Ce n'est ni un tyran, ni un dictateur par nature, mais il a pris peur »*. Le point de départ du recul de Gorbatchev se situe, pour la plupart, à l'automne dernier lorsque le plan de réforme économique radicale Chataline fut abandonné. *« Là, Gorbatchev a perdu toute occasion de se sauver. »* D'autres affirment l'avoir ressenti dès mars 1990, après la grande manifestation des forces démocratiques du 4 février à Moscou et les élections qui ont amené les indépendantistes au pouvoir dans les Républiques baltes. *« C'est à partir de ce moment-là que les incohérences se sont multipliées. Peut-être s'est-il rendu compte que si la tendance se poursuivait tout lui échapperait »*. Un reproche revient souvent, celui de ne pas avoir quitté la direction du Parti communiste une fois devenu chef de l'Etat.

Mais le vrai détonateur a été la tragédie de Vilnius, le 13 janvier. *« Avec les pays baltes*, relève Tania, journaliste, *Gorbatchev a commis une grosse erreur. Car il s'est complètement coupé des intellectuels, les seuls qui pouvaient le soutenir, les seuls qui étaient prêts à se passer de vodka et de saucisson en échange de liberté. »*

Le silence des jeunes

Sous le choc, tout ce petit monde est allé manifester le dimanche 20 janvier et en garde un souvenir ému : ils se retrouvèrent deux ou trois cent mille, un demi-million, disent-ils maintenant. Plus nombreux encore qu'à la manifestation historique du 4 février. *« Ça fait du bien de ne pas se sentir seul dans ces cas-là »*, se souvient-on, l'œil rêveur. Pourtant très peu d'entre eux osent puiser dans cet événement une quelconque source d'espoir : il a fallu le choc du massacre de Vilnius pour faire sortir les gens à Moscou, et le gros des manifestants était composé des mêmes intellectuels de trente à soixante ans ; de manière générale, disent-ils, *« le peuple est passif »*.

On en veut pour preuve l'absence de véritables protestations populaires pendant les trois folles journées au cours desquelles le pays tout entier s'est arrêté pour tenter d'échanger ses billets de cinquante et cent roubles abruptement retirés de la circulation. On en veut pour preuve aussi l'étonnante absence de la jeunesse de la scène politique, le silence dans les universités, la passivité de toute cette classe d'âge qui se trouvait pourtant à la pointe du combat dans les tout récents bouleversements d'Europe centrale.

Alors, parfois l'amertume prend le dessus. Amertume que la vague qui a emporté l'Europe de l'Est, ces pays qu'on appelle encore ici par habitude les *Sots-Strann* (abréviation russe de « Pays socialistes »), se soit arrêtée aux frontières soviétiques.

Amertume à l'égard de ces leaders démocrates, libéraux ou réformateurs qui se comportent *« stupidement »*, qui n'ont pas su s'organiser face au Parti communiste, qui ont laissé passer la chance. *« Chevarnadze a raison*, observe un médecin. *Où sont-ils ? »*

Amertume encore à l'égard d'un système communiste exclusif qui avait imprégné toutes les fonctions sociales et monopolisé l'éducation. *« En Pologne, les opposants avaient une culture différente, les Michnik, les Kuron, les Wielowiejski... Ici tous nos démocrates sont typiquement marxistes. Ils réfléchissent suivant les mêmes principes »*, relève Alexandre Tsipko, théoricien du monde communiste, qui a quitté le parti au vingt-huitième congrès, l'an dernier. Sakharov est mort trop tôt. Personne n'a pu le remplacer. *« Il n'y a pas de leader*, se lamente Volodia, informaticien. *Que peut faire le peuple ? »*

La situation actuelle met aussi en lumière le fossé entre cette classe intellectuelle qui se fait une idée assez claire de la démocratie et pensait l'avoir presque à portée de main et « les masses », pour lesquelles la recherche du pain quotidien tourne à l'obsession et qui, exaspérées, aspirent à l'« ordre ». Cette aspiration est d'ailleurs largement exploitée par le pouvoir alors que, comme le montrent diverses enquêtes d'opinion, elle recouvre souvent des exigences très différentes de celles qui produisent des patrouilles militaires dans les rues. Par « ordre », les gens entendent plus fréquemment ordre économique qu'ordre public. Bon nombre d'intellectuels n'en accusent pas moins la société russe d'être *« primitive »*, *« païenne »*, *« d'ignorer la dignité »*...

Rien ne sera comme avant

Les paris sont déjà lancés sur la durée de cette sombre période. La sociologue et député démocrate Galina Staravoïtova prédit dix quinze ans de dictature mais *« reste optimiste »* sur le long terme. Alexandre Tsipko dramatise moins et prévoit, lui, trois ans de régime autoritaire. Mais tous ont le sentiment qu'un véritable retour en arrière, aux années 70 par exemple, est inimaginable. Car, dans les têtes, un déclic s'est produit, le communisme est bien mort.

Le chaos est si grand, disent certains, que *« tout ça ne peut pas marcher »*. Même si les journalistes de la presse indépendante se demandent chaque jour s'ils pourront encore travailler le lendemain, même si les intellectuels, chaque soir en allumant la télévision, s'attendent à un nouvel oukase, la peur, la vraie, celle qui, il y a quelques années leur faisait éviter les contacts avec les étrangers, cette peur-là n'a plus cours. *« C'est une nouvelle peur »*, assure un jeune peintre. Comme un drôle de malaise accompagné du sentiment que, quoi qu'il arrive, rien ne sera jamais plus comme avant.

SYLVIE KAUFFMANN

La République de Géorgie coupe l'électricité en Ossétie du Sud

La République de Géorgie a coupé la distribution d'électricité dans la région sécessionniste d'Ossétie du Sud, a déclaré lundi 4 février un porte-parole du Parlement de Tbilissi. *« Le syndicat géorgien indépendant des employés du secteur de l'électricité a décidé dimanche de couper l'électricité en Ossétie du Sud pour protester contre les extrémistes »*, a-t-il précisé.

Selon l'agence Tass, des officiers géorgiens de la police ont par ailleurs arrêté, le 31 janvier, le président du soviet des députés d'Ossétie du Sud, M. Thorez Kouloumbegov, *« alors qu'il se rendait à des négociations avec les dirigeants géorgiens »*. Les affrontements entre Géorgiens et Ossètes ont fait au moins 20 morts au cours du mois dernier dans cette région, dont les habitants veulent en majorité être rattachés à l'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie. – *(Reuter.)*

ITALIE : coup de théâtre au congrès de l'ex-PCI

M. Achille Occhetto rate son élection à la tête du PDS

Alors qu'il s'attendait à être élu facilement à la tête du Parti démocratique de la gauche, successeur du Parti communiste italien, M. Achille Occhetto a manqué, lundi 4 février, de quelques voix son intronisation. Un « raté » qui augure mal de l'avenir du nouveau parti, déjà miné par de nombreuses dissensions internes.

ROME

de notre correspondant

« Bon. Et bien, puisque c'est ainsi, trouvez-vous un autre premier secrétaire ! » M. Achille Occhetto était furieux et amer quand il a appris, lundi 4 février dans l'après-midi, à Rimini, qu'il lui avait manqué 10 voix pour être élu à la tête de son « œuvre », le tout nouveau Parti démocratique de la gauche (PDS) ! Furieux et atterrés, ses compagnons les plus proches l'étaient aussi lorsqu'ils ont constaté avec effroi que, sur les 547 membres élus le matin même pour siéger au conseil national, la nouvelle et pesante instance dirigeante du PDS, 132 étaient absents pour l'élection du patron ! *« Incident technique, malheureux concours de circonstances sans signification politique »*, ont plaidé les lieutenants de l'ancien numéro un du défunt PCI. Le conseil national sera re-convoqué vendredi prochain à Rome et, c'est juré, l'élection de M. Occhetto à la tête du « parti du chêne » – référence à l'emblème botanique du PDS – ne sera « qu'une formalité ».

« L'incident, a dit M. Massimo d'Alema, le jeune cosaque préféré de l'ancien tsar communiste, *est dû à l'invention de quelque génial juriste qui, contrairement à l'usage universel, a introduit dans nos nouveaux statuts un article prévoyant un quorum déterminé sur la base des inscrits et non des votants présents. »* De la difficulté de gouverner un organe dirigeant authentiquement démocratique certes (la preuve...), mais qui, avec des membres deux fois plus nombreux que dans le bon vieux comité central, s'avère à la fois trop composite et trop lourd. En fait, sur les 132 absents, certains, fatigués par quatre longues journées de congrès, avaient quitté Rimini dès avant leur élection dans la nouvelle structure. Signe de la mauvaise humeur, de l'indifférence et du manque d'enthousiasme qui ont caractérisé ce dernier congrès communiste, ceux-là, comme on dit vulgairement, vont entendre parler du pays.

D'autres, n'ayant pas la qualité de congressistes, n'avaient pas fait le déplacement sur la côte adriatique, et certains, parmi eux, ne savaient sans doute pas, lundi matin, qu'ils avaient été choisis par leurs camarades et qu'ils étaient donc convoqués deux heures plus tard pour élire le premier secrétaire du parti. Sur les 407 votes exprimés lundi, M. Achille Occhetto a certes obtenu une confortable majorité (264 voix, soit 67 % des suffrages exprimés, alors qu'il lui en aurait fallu 274 sur 547 inscrits), mais il reste que plus d'une centaine de cadres du nouveau PDS ont voté contre lui, les autres s'abstenant. Des militants réformistes de l'aile droite ont-ils refusé leur voix à un leader qui, à leurs yeux, a fait trop de concessions aux conservateurs pacifistes à propos du Golfe ? Certains poids lourds de l'aile gauche tirent en tout cas de ce coup de théâtre l'espoir de voir l'un des leurs prendre la place de l'ancien secrétaire général et tentent de s'organiser pour vendredi prochain.

En principe les deux tiers au moins des 132 absents sont réputés proches de M. Occhetto, et personne ne croit sérieusement que le père du PDS pourrait échouer une seconde fois, mais encore faut-il que celui-ci se représente. Un peu calmé mais pas vraiment remis de son émotion, l'intéressé, qui a refusé d'apparaître à la télévision lundi soir, a fait publier dans la soirée un communiqué assez tortueux dans lequel il commence par affirmer : *« A l'heure actuelle et pour ce qui me concerne, ma candidature n'existe pas »*, pour ensuite se dire convaincu de disposer *« d'une majorité, y compris dans le conseil national »*, avant d'indiquer qu'il *« reste à la disposition du parti »*. Imprécision volontaire bien entendu, M. Occhetto estimant que l'*« élément technique »* dont il a été victime *« revêt cependant un sens politique »* dans la mesure où, selon lui, chacun aurait dû comprendre que, *« au moment où l'on donne vie à un nouveau parti »*, il était essentiel de lui donner aussi un patron.

Le « cirque Barnum »

Après avoir rappelé l'*« abnégation »* dont il a fait preuve tout au long des mois de gestation du nouveau parti et la *« souffrance »* qui fut parfois la sienne, M. Occhetto hausse le ton et juge *« assez paradoxal et incroyable »* ce qui s'est passé à Rimini. *« Je veux croire*, a-t-il conclu, *que cela ne suscitera pas un sentiment de dépression chez les camarades. »* Dans la soirée de lundi, les hommes politiques, *ici comme ailleurs bien peu charitables* quand l'un des leurs est à terre, s'en sont donné à cœur joie. *« Le PDS ressemble au Parti socialiste d'avant guerre, celui que Gramsci appelait le cirque Barnum »*, a commenté le ministre des finances, M. Rino Formica. *« Qui sème le vent récolte la tempête »*, a dit un autre. *« Occhetto recalé, Occhetto première victime de son pacifisme »*, les journaux de mardi matin n'étaient pas les moins ironiques. A peine né, *« le PDS perd la tête »* résumait méchamment *Il Manifesto*, le quotidien qui reste communiste. Désorganisation, divisions, bagage politique incertain, statuts bâclés et pour finir, une semaine au moins sans patron ; né dans la confusion, le *« parti de l'avenir »*, au premier jour de son histoire, perd en tout cas une bonne part de sa crédibilité...

PATRICE CLAUDE

□ **M. Lech Walesa au Vatican.** – M. Lech Walesa devait faire, mardi 5 février, sa première visite officielle au Saint-Siège depuis son élection à la présidence de la République. A l'occasion de ce voyage à Rome, M. Lech Walesa rencontrera aussi son homologue italien, M. Francesco Cossiga, avec qui il abordera le problème de la dette polonaise. Le palais de Buckingham a d'autre part annoncé, lundi, que M. Walesa se rendra en visite officielle en Grande-Bretagne du 23 au 26 avril. – *(AFP, Reuter.)*

□ **ALBANIE : Un programme pour l'opposition.** – La toute nouvelle opposition albanaise a lancé sa campagne en vue des premières élections démocratiques du 31 mars prochain, en présentant le 2 février un programme centré sur la privatisation et les réformes sociales. Les dirigeants du Parti démocratique, fondé le 12 décembre, ont expliqué que ce programme insistait aussi sur la liberté de déplacement et la dépolitisation des institutions albanaises. – *(Reuter, AP.)*

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ACTUALITÉ
POURQUOI PAS UNE ARMÉE DE MÉTIER ?
Trop cher, disent nos gouvernants.
Laissons parler les chiffres
DYNASTEURS
L'économie sans ménagement

POLITIQUE

En annulant l'élection de deux adjoints de M. Delebarre à Dunkerque

Le Conseil d'Etat étend les cas d'inéligibilité

Le Conseil d'Etat a estimé, lundi 4 février, que deux des adjoints de M. Michel Delebarre à la mairie de Dunkerque étaient inéligibles au conseil municipal. Il a donc cassé leur élection lors du scrutin du 25 mars 1990. Le Conseil d'Etat se fonde sur le fait qu'ils détiennent des fonctions d'autorité, l'un au conseil régional, l'autre à la préfecture de région, incompatibles avec leurs mandats municipaux. Cette sévérité est le signe d'un durcissement de la jurisprudence qui pourrait avoir des conséquences bien au-delà de Dunkerque.

Les hommes passionnés par la vie publique peuvent être au service de la collectivité soit en qualité d'élus soit en qualité de fonctionnaires. Mais il ne faut pas que l'autorité accordée aux seconds leur permette d'obtenir plus facilement que d'autres citoyens un mandat électif. C'est pourquoi la loi a prévu des incompatibilités entre certaines fonctions et l'éligibilité. Avec la décentralisation, l'inéligibilité a été étendue aux principaux responsables des services des conseils régionaux et généraux. Le Conseil d'Etat est juge du respect de ces règles.

Un de ses principes constants était, en la matière, de s'en tenir à une stricte lecture des règles fixées par la loi, afin d'éviter qu'un flou dans la jurisprudence ne porte atteinte à la liberté de chacun d'être candidat. Sous la pression d'un nombre croissant de situations à la marge, il a décidé de durcir sa doctrine.

Ainsi, le 26 janvier 1990, il a estimé que le directeur d'une association municipale de Chantilly (Oise) devait être considéré comme un agent salarié de la commune, et ne pouvait donc être élu au conseil municipal de cette ville. C'était déjà se fonder plus sur l'esprit que sur la lettre de l'article 231 du code électoral, qui régit les inéligibilités. Il vient de faire, lundi 4 février, un pas de plus à propos de Dunkerque.

Hommes d'influence

Lorsqu'il décida de conquérir la mairie du port du Nord, M. Michel Delebarre rechercha des hommes sur lesquels s'appuyer. Deux notables locaux lui parurent utiles. Le premier, M. Pierre Huysman, ancien directeur des services culturels de la ville, était en rupture avec le maire en place, M. Claude Prouvoyeur, CNI et sénateur apparenté RPR; ancien responsable du CDS, il se rapprocha de la majorité présidentielle, au point de devenir le représentant de l'Association des démocrates; il démissionna de la mairie, et M. Delebarre lui obtint un emploi au conseil régional.

Le second, M. Philippe Nouveau, militant socialiste et rocardien, faisait partie de l'opposition au conseil municipal. Sa fonction de chargé de mission auprès du préfet de région, responsable du pôle de conversion de Calais-Dunkerque, en faisait un fin connaisseur des dossiers d'urbanisme de l'agglomération et un interlocuteur privilégié des milieux économiques. Ces hommes d'influence trouvèrent naturellement place sur la liste de gauche aux municipales. Elus, ils devinrent adjoints au maire, M. Nouveau travaillant de surcroît au cabinet ministériel de M. Delebarre.

Ce cumul n'a pas plu à l'ancien maire, M. Prouvoyeur, qui a demandé au tribunal administratif de Lille de constater leur inéligibilité. Il a été débouté le 28 mai 1990, mais le Conseil d'Etat vient de lui donner raison.

La sévérité du Conseil d'Etat a été justifiée par M. Marcel Pochard, commissaire du gouvernement, dont la fonction n'est que de dire la loi. Dans ses conclusions il a souligné qu'il fallait aller *« au-delà de la lettre de la loi »* pour respecter la volonté du législateur. Dans le cas de M. Nouveau, il est possible que le Conseil d'Etat ait été au-delà de cette volonté. L'article 231-1 du code électoral, réécrit à la fin de 1988 pour mettre un délai à l'inéligibilité, précise que ne peuvent être élus, là où ils excercent ou ont excercé leurs fonctions, *« les préfets de région, les préfets, (...) les sous-préfets, les secrétaires généraux de préfecture, les directeurs de cabinet des préfets, les sous-préfets chargés de mission auprès d'un préfet et les secrétaires généraux ou chargés de mission pour les affaires régionales ».*

La lecture de cette disposition pourrait laisser à penser que ne sont concernés que les membres du corps préfectoral ou les fonctionnaires qui leur sont assimilés, dans le cadre des secrétariats pour les affaires régionales, régi par le décret du 19 août 1970. Or ce n'est pas le cas de M. Nouveau. S'il est chargé de mission à la préfecture régionale, il n'a pas été nommé à ce poste par arrêté du premier ministre. N'étant pas fonctionnaire titulaire, il dispose, depuis 1984, d'un contrat signé par le ministre de l'équipement.

L'arrosé arroseur

Le Conseil d'Etat a estimé que l'article 231 ne restreint pas *« la notion de chargé de mission pour les affaires régionales à la définition contenue dans le décret du 19 août 1970 et n'implique pas que les fonctions en cause soient excercées par un titulaire ».* Il ajoute que, *« compte tenu de l'importance des responsabilités exercées par l'intéressé, notamment dans l'animation économique locale et dans la distribution d'aides aux entreprises, ainsi que du ressort géographique où il exerçait ses fonctions »*, il tombe sous le coup de la loi. Son titre et, au moins autant, le fait qu'il s'occupait de Dunkerque ont coûté son mandat à M. Nouveau.

Le cas de M. Huysman est plus simple. L'article 231-8 rend inéligibles *« les membres du cabinet du président du conseil général et du président du conseil régional, les directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau du conseil général et du conseil régional ».* Or si l'adjoint au maire de Dunkerque a affirmé qu'il était un *« simple chargé de mission »* sans responsabilité directoriale, M. Pochard a pu faire remarquer qu'il disposait du grade de *« chef de service »*, et qu'il n'était pas possible d'échapper aux rigueurs de la réglementation *« par le flou et le silence, ou en n'étant inscrit que pour ordre à l'effectif d'une collectivité ».* Le Conseil l'a suivi dans sa volonté de regarder la réalité des fonctions sans se contenter des titres apparents. Il a donc estimé que M. Huysman exerçait *« des fonctions au moins équivalentes à celles de chef de bureau ».*

Le commissaire du gouvernement était bien placé pour connaître la volonté du législateur lorsque ce dernier avait introduit, à l'automne 1985, la disposition de l'article 231-8 dans le code électoral. Cela avait été le fruit d'un amendement déposé par M. Jean-Pierre Michel, député socialiste de Haute-Saône, qui n'avait guère caché, à l'époque, qu'il s'agissait de contrarier les ambitions électorales du directeur général des services du conseil régional de Franche-Comté, présidé par Edgar Faure. Cet homme qu'il fallait empêcher d'être candidat aux régionales s'appelait Marcel Pochard... Depuis, il a fait carrière au Conseil d'Etat. Il arrive que celui qui devait être arrosé retourne le tuyau.

THIERRY BRÉHIER

Dans sa lettre mensuelle

M. Barre dénonce « la grisaille de l'action gouvernementale »

M. Raymond Barre estime dans le dernier numéro de sa lettre mensuelle *Faits et Arguments* que *« la grisaille de l'action gouvernementale est une des causes de la crise du politique. Mis à part la politique étrangère que la crise du Moyen-Orient a conduit le président de la République à expliquer sans relâche, dans tous les domaines où des réformes s'imposent, l'exécutif tout entier donne le sentiment de temporiser, de ruser avec les difficultés, de contourner les obstacles, de ménager, de différer, et tout cela en raison des sondages ».*

Le député du Rhône ajoute : *« Le pays a besoin de références et de repères; ce qui manque aujourd'hui, c'est une pédagogie des enjeux, la vision claire et concrète des grandes orientations de politique étrangère et de politique intérieure que le pouvoir propose au pays sur le moyen et le long terme ».* L'ancien premier ministre critique également l'action des partis politiques qui consisterait *« en un mélange de discours aussi sonores que creux, de combinaisons ésotériques entre états-majors et courants variés et d'exhibitions médiatiques ininterrompues ».*

A propos des néo-rénovateurs de l'opposition, le député du Rhône évoque le projet de réforme des institutions présenté par M. Michel Noir : *« On s'en prend à nos institutions! On veut réformer la Constitution! Mais où en serions-nous à l'heure actuelle si nous ne les avions pas? Que les partis politiques aient pour leur part le courage de se rénover avant de s'en prendre à l'armature de notre Etat et de notre démocratie. »*

M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a répondu, lundi 4 février sur Europe 1, à M. Barre en affirmant que *« ses critiques auraient plus d'autorité s'il tenait également quelques propos d'autocritique personnelle. Ses jugements sont sévères et ils sont parfois fondés. Mais le système qui consiste à critiquer tout le monde tout le temps n'est pas convaincant ».*

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré, lundi à Antenne 2, que *« l'opposition devrait d'abord se consacrer à l'élaboration d'un programme commun pour assumer l'alternance qui interviendra rapidement d'une façon ou d'une autre ».* Il a proposé de *« mettre au frigidaire »* pour le moment le problème des élections primaires en vue de la désignation d'un candidat unique de l'opposition pour mieux *« se consacrer d'abord à l'élaboration d'un projet et d'un contrat de législature ».* Il a également estimé que *« face à tous les problèmes qui se posent aux Français et qui sont occultés par la guerre, le gouvernement est devenu totalement évanescent et ne les traite pas ».*

Superbe isolement

par André Passeron

S'IL est vrai, comme le dit avec délicatesse M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, que M. Raymond Barre *« crache dans la soupe dont il s'est nourri »*, on ne peut reprocher à l'ancien premier ministre d'être un novice dans cet exercice. Le député du Rhône a choisi depuis longtemps, tel Jules César, d'étonner par son ingratitude et de ne s'embarrasser d'aucune allégeance.

Après avoir observé un silence circonspect depuis la fin de l'année dernière, M. Barre pourfend tous azimuts avec une gourmande allégresse. Seul, à ses yeux, M. Mitterrand bénéficie d'une relative – et peut-être provisoire – indulgence pour cause de conduite de la guerre. En revanche, avec plus d'entrain encore que d'habitude, il conteste le comportement de M. Rocard ainsi qu'il avait commencé à le faire lors du « Grand Jury RTL-*le Monde* » du 9 décembre, lorsqu'il liait déjà la crise du politique à la crise de la société.

Alors qu'on l'avait soupçonné un moment de se laisser séduire par la pratique de l'« ouverture » politique vers le centre souhaitée par le président de la République, par le premier ministre et par M. Soisson, le député du Rhône choisit des formules qui se veulent blessantes pour dissiper toute illusion. Cette sévérité rejoint cependant celle qu'exprime M. Chirac qui, pour le moment, se contenta de parler de *« l'évanescence »* du chef du gouvernement.

Mais la réprobation de M. Barre ne saurait être à cible unique. Il lance donc ses anathèmes aussi bien contre les partis de l'opposition que contre les « rénovateurs » qui, pourtant, comme lui, refusent leur tutelle. L'ancien premier ministre dénie même tout crédit aux dirigeants de l'opposition qui cherchent, avec difficulté mais obstination, à s'unir ou tout au moins à s'entendre.

En accentuant une réaction uniquement et universellement négative, M. Barre court le risque de se réfugier dans un isolement qu'il espère sans doute « superbe ». Il ne doute pas non plus d'accompagner ainsi le sentiment de rejet du politique que les sondages d'opinion et les abstentions électorales mettent en relief. En encourageant cette réaction, M. Barre ne pratique-t-il pas à son tour cette politique politicienne dans lequel il accuse précisément et de façon méprisante le *« microcosme »* de se complaire? Car, qu'il l'admette ou non, M. Barre, depuis quinze ans, fait bien partie du paysage politique intérieur français.

La politique prend le relais du football à Marseille

L'OM et le conseil régional entre M. Gaudin et M. Tapie

Une semaine après la décision prise par la commission nationale de discipline de la Fédération française de football d'infliger une mesure de suspension à l'encontre de M. Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille et député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a annoncé son intention, lundi 4 février, de déposer une plainte en diffamation par voie de citation directe contre celui qui serait susceptible de devenir un sérieux concurrent lors des prochaines élections régionales de 1992.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

« Les manières de M. Bernard Tapie, ça commence à bien faire. Quand il a des problèmes, c'est toujours la même méthode : il accuse les autres d'être à l'origine de ses erreurs. Alors ça suffit comme ça! Y en a marre! » : M. Jean-Claude Gaudin, sénateur des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a explosé, lundi 4 février, à l'occasion d'une remise de bourses régionales à des athlètes de haut niveau. Il a annoncé son intention de déposer une plainte en diffamation contre M. Tapie.

Depuis une semaine qu'il avait été sanctionné par la commission nationale de discipline de la Fédération française de football (FFF), non seulement pour avoir injurié des arbitres mais aussi pour *« manquements graves à la morale sportive »* (*le Monde* du 30 janvier), le président de l'OM, M. Bernard Tapie, n'avait cessé d'insinuer qu'il était victime d'un complot à caractère politique.

Le président de ladite commission n'était-il pas, en effet, Mᵉ André Soulier, ancien premier adjoint au maire de Lyon et membre du bureau politique du Parti républicain? Lundi, dans *le Provençal*, M. Tapie affirmait même : *« Jean-Claude Gaudin rameute ses potes pour tenter de me discréditer, selon une méthode qui a fait son temps. »*

Le même jour, il est vrai, *le Méridional*, autre quotidien marseillais, logé et imprimé dans le même immeuble que *le Provençal* mais orienté à droite, avait contribué à déstabiliser le député des Bouches-du-Rhône en publiant, sur une pleine page, les comptes du club (*le Monde* du 5 février). Selon ces calculs, le passif exigible de l'OM, nettement supérieur à celui des Girondins de Bordeaux, s'établirait à 335 millions de francs. *« Passif record, trésorerie déplorable, lourdes charges financières, salaires maquillés en prêts : l'OM vit au-dessus de ses moyens »*, assurait *le Méridional.*

Après l'annonce d'un dépôt de plainte en diffamation par M. Gaudin, la riposte est venue quelques heures plus tard par l'intermédiaire du *Soir*, l'édition vespérale du *Provençal*. M. Tapie y déclarait notamment : *« Il est clair que certaines personnes veulent organiser la chute de Tapie. Eh bien, je vous annonce que si ces gens-là veulent la guerre, ils vont l'avoir! Ils m'ont balancé quelques Scud foireux. Je leur réserve autant de Patriot de ma fabrication. »*

A Marseille, cette ville où rien ne saurait être anodin, la guerre du foot a pris en quelques jours les proportions d'un conflit régional et débouché sur le terrain politique. A gauche, après l'élection en mars 1989 à la mairie de Marseille de M. Robert Vigouroux, certains sont convaincus que seul un élu représentant de la « société civile » peut faire barrage à la montée du Front national et replacer la région dans le giron de la majorité présidentielle. A droite, face à cette hypothèse, d'autres apprécieraient sûrement de voir tomber celui qu'ils considèrent comme un *« illusionniste »*, en le privant du formidable fonds de commerce que constitue pour lui la présidence de l'OM.

JEAN-LOUIS SAUX

Un colloque du Club Droit et démocratie

La peau de chagrin du pouvoir législatif

Le Club Droit et démocratie, qui regroupe des juristes proches de la majorité présidentielle, a consacré son colloque de janvier aux problèmes de « la loi aujourd'hui », sous la présidence de M. Jacques Ribs, conseiller d'Etat.

La question posée a consisté, en réalité, à déterminer où se trouve aujourd'hui le véritable pouvoir législatif. Celui-ci, de par la Constitution, appartient aussi bien au gouvernement, qui dépose des « projets » de loi, qu'aux parlementaires, qui rédigent des « propositions » de loi. Mais, encadrant le débat et le vote du Parlement, il existe aussi une sorte de pouvoir antérieur qui s'exerce au niveau du gouvernement et un réel pouvoir postérieur que remplit le Conseil constitutionnel.

Le fonctionnement de ces deux pouvoirs est donc en mesure de réduire assez largement la marge d'initiative des parlementaires, au point que M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) de Belfort et vice-président du Sénat, estime avec un certain fatalisme qu'en définitive le Parlement a surtout *« le pouvoir de ne pas faire la loi »* en refusant celles qu'on lui propose. Il n'aurait ainsi qu'une souveraineté négative. En effet, avant de venir en discussion devant les élus, le projet de loi subit le crible du Conseil d'Etat, qui donne un avis au gouvernement. Et si Mᵐᵉ Nicole Questiaux, président de section, ancien ministre, assure que *« le Conseil d'Etat est très vigilant pour protéger la compétence du législateur par rapport aux empiètements du pouvoir réglementaire »*, il est regrettable, selon le sénateur de Belfort, que le Parlement n'ait pas connaissance des avis donnés par le Conseil d'Etat au gouvernement. Les conditions ne seraient donc pas réunies pour obtenir des lois de qualité satisfaisante.

Développer le travail d'amendement

Car le pouvoir des parlementaires est encore limité par la pratique des amendements et par le contrôle du Conseil constitutionnel, sans compter l'usage extensif que fait le gouvernement des dispositions de la Constitution qui lui sont profitables. M. Jean-Claude Colliard, professeur à l'université Paris-I et directeur du cabinet du président de l'Assemblée nationale, reconnaît que le domaine de l'initiative parlementaire se réduit dans toutes les démocraties au profit de l'exécutif. D'ailleurs, les majorités parlementaires, demande-t-il, ne sont-elles pas faites pour approuver les choix du gouvernement qu'elles soutiennent et pour lui accorder une sanction législative et politique?

Il admet, toutefois, qu'il faut sauver une partie de l'autonomie parlementaire, en développant notamment le travail d'amendement dans les commissions, où se retrouvent les spécialistes, même s'ils sont de tendances politiques opposées. Car, selon M. Colliard, les amendements en séance publique sont souvent *« téléguidés »*, soit par le gouvernement, soit par des groupes de pression, et les propositions de loi sont fréquemment des textes de témoignage pour l'extérieur ou pour... les électeurs.

Selon M. Jacques Robert, le Conseil constitutionnel, dont il est membre, *« n'est pas du tout partie intégrante du processus législatif »*, car il se contente *« d'agir en coulisse avant et après le vote pour faire respecter des règles ».* M. Robert assure également : *« Nous ne voulons pas être une troisième chambre ni un juge de l'opportunité. »* Or, cette affirmation a plusieurs fois été contestée par les parlementaires, ceux de gauche comme ceux de droite, lorsqu'ils étaient les uns ou les autres dans l'opposition. M. Robert le reconnaît implicitement en rappelant que le Conseil constitutionnel a été créé en 1958 comme une *« technique tendant à réduire les pouvoirs du Parlement ».* Aujourd'hui encore, comme c'est le cas depuis 1976, les élus légifèrent toujours avec, en arrière-pensée, la crainte ou l'espoir de décisions éventuelles de redressement du Conseil constitutionnel. La compétence de celui-ci s'est d'ailleurs étendue dans la pratique, puisque, comme le reconnaît M. Jacques Robert, *« lorsque nous sommes saisis de certaines dispositions d'un texte, nous nous considérons comme saisis de la totalité de ce texte ».*

C'est pour cela que des praticiens du Parlement comme MM. Colliard ou Dreyfus-Schmidt jugent que cette extension est abusive et constitue un empiètement sur le pouvoir des élus. Et, même une fois votée, il arrive que la loi soit encore détournée, si l'on en croit M. André Braunschweig, ancien président de chambre à la Cour de cassation, lorsqu'il déclare que *« parfois la jurisprudence traduit des interprétations si larges qu'elles sont contraires au sens de la loi ».*

Ainsi, si le domaine de la loi s'étend, celui du pouvoir législatif des parlementaires aurait, au contraire, tendance à se réduire comme une peau de chagrin au bénéfice de l'exécutif, c'est-à-dire, indirectement, du pouvoir présidentiel.

A. P.

Sur fond de procédures judiciaires avec le CNI

Le général Lacaze crée l'Union des indépendants

LYON

de notre bureau régional

Par une coïncidence qui ne tient pas qu'au hasard du calendrier, les deux hommes politiques se disputant l'héritage du courant des indépendants sont venus pendant le week-end à Saint-Etienne (Loire) : samedi 2 février, M. Yvon Briant, président du Centre national des indépendants (CNI), pour rencontrer les militants du département; et, dimanche 3 février, le général Jeannou Lacaze, pour être porté, par acclamation, à la présidence d'un nouveau mouvement politique, réuni en congrès fondateur, l'Union des indépendants (UDI).

Devant les deux cents militants qui ont adopté les statuts et le programme de l'UDI, le général Lacaze a expliqué que son mouvement voulait *« incarner les valeurs et promouvoir la doctrine de M. Antoine Pinay ».*

L'ancien chef d'état-major des armées, élu député européen sur la liste de M. Valéry Giscard d'Estaing, a bien entendu rendu une visite à M. Pinay, dans sa maison de Saint-Chamond, à proximité de Saint-Etienne. Placés sous *« l'autorité symbolique »* de l'ancien président du conseil, les congressistes ont défini les axes de leur action : lutte contre l'immigration, place de la famille, défense de la patrie, moralisation de la politique et décentralisation des décisions. Un programme guère différent de celui du CNI, que M. Briant s'était appliqué à rappeler la veille en déplorant les *« méthodes employées »* par les amis du général Lacaze *« pour faire croire que l'UDI existe ».*

M. Briant avait cité des extraits de la décision du tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par ses soins le vendredi 1ᵉʳ février : le tribunal a constaté que le journal de l'UDI *« fait apparaître des passages contrefaisants avec le journal du CNI »* et utilisait des photographies d'une réunion du CNI *« faisant croire qu'il s'agissait d'une manifestation de l'UDI ».* Le général Lacaze et l'UDI ont été condamnés au paiement de la totalité des frais de justice.

B. C.

Décès de Jean Geoffroy ancien sénateur

Jean Geoffroy, ancien sénateur socialiste du Vaucluse, est décédé le 3 février, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

[Né le 7 janvier 1905 à Malaucène (Vaucluse), docteur en droit, avocat, Jean Geoffroy a été maire de Saint-Saturnin-d'Apt (Vaucluse) de 1933 à 1983. Elu conseiller général socialiste du canton d'Apt en 1937, il a exercé ce mandat de 1945 à 1949. Député de la première Assemblée constituante de 1945 à 1946, Jean Geoffroy a ensuite siégé au Sénat sans interruption, sur les bancs socialistes, de 1948 à 1986, date à laquelle il ne s'était pas représenté.]

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

Selon une révélation de l'hebdomadaire « Der Spiegel »

Des patients est-allemands auraient servi de cobayes pour l'industrie pharmaceutique occidentale

Une enquête publiée dans la dernière livraison du magazine allemand *Der Spiegel* révèle qu'une entreprise d'Etat de l'ex-RDA, la Berliner Export und Import GmbH (BIEG), servait d'intermédiaire depuis 1983 entre des laboratoires pharmaceutiques occidentaux et des hôpitaux est-allemands pour l'expérimentation de nouveaux médicaments sur les humains.

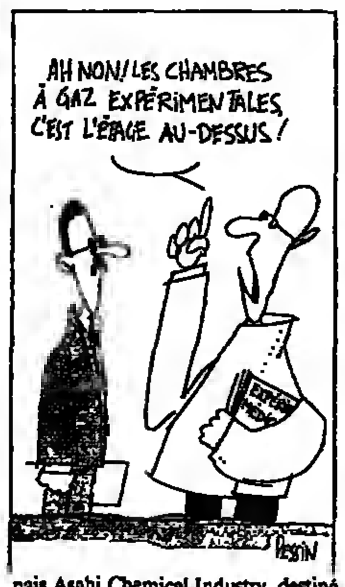
BONN

de notre correspondant

Pour la RDA, qui souffrait d'un manque chronique de devises fortes, il était tentant de proposer à des prix de dumping (en moyenne 30 % moins cher qu'en RFA) des sujets d'expérimentation plus dociles et moins exigeants que leurs homologues occidentaux. Pour M. Helmut Koch, de l'Institut pharmaceutique de RDA, il s'agissait là d'une véritable *« prostitution pharmaceutique »*, les clients potentiels étant légion, attendaient leur tour aux portes des hôpitaux est-allemands. La loi sur l'expérimentation médicamenteuse en RDA était en effet beaucoup moins stricte qu'en RFA. Ainsi, il n'était exigé qu'un accord oral du patient, qui n'était bien souvent qu'informé sommairement sur les risques qu'il courait. La plupart du temps, les contrats entre les laboratoires et la BIEG, qui touchait la moitié des bénéfices de ces opérations, excluaient tout recours en justice pour les patients qui auraient pu demander des dommages-intérêts.

Les laboratoires étaient particulièrement intéressés par les cliniques de RDA pour les phases 1 et 2 de l'expérimentation sur l'homme, qui succèdent immédiatement aux essais sur les animaux, et où l'on ne dispose pas de données très précises sur les posologies et les effets secondaires.

Ainsi pouvaient se réaliser des expérimentations de médicaments très agressifs comme le TNF (Tumor Necrosis Factor) du laboratoire japonais Asahi Chemical Industry, destiné à bloquer la prolifération de cellules cancéreuses.



Entre 1987 et 1989, trente-huit cancéreux de l'institut de recherche en cancérologie de Berlin-Est ont été soumis à des doses variées de TNF, ce qui a provoqué chez les patients, selon le protocole établi par le docteur Helgard Lenk, *« Des frissons, de la fièvre jusqu'à 40°, de l'angine de poitrine, une alternance d'excitation extrême et de léthargie, des maux de tête et des vomissements. »* Tout cela pour aboutir, selon les conclusions du docteur Lenk, *« à un effet anti-tumoral minimum »*.

Une autre expérimentation met en cause le géant pharmaceutique ouest-allemand Bayer, qui aurait fait absorber, sans qu'ils en soient informés, à des alcooliques commençant une cure de désintoxication de la Némopidine, un médicament destiné en théorie à rendre plus supportable le sevrage. Au contraire, celui-ci provoqua, selon le médecin-chef est-allemand Rainer Gold, des baisse de tension, des tremblements et des sueurs. *« Nous pouvons nous estimer heureux de ne pas avoir eu d'accidents plus graves »*, estime-t-il aujourd'hui.

LUC ROSENZWEIG

Une abbaye au plus offrant

L'une des plus anciennes abbayes de France est à vendre : Solignac, près de Limoges, fondée en l'an 651 par saint Eloi, le célèbre orfèvre ministre des finances du bon roi Dagobert. L'ordre des frères oblats de Sainte-Marie-Immaculée ne peut plus assurer l'entretien ni le fonctionnement de cet ensemble architectural dont il avait fait un centre de formation et d'accueil national.

LIMOGES

de notre correspondant

Autour d'une église abbatiale à multiples coupoles qui est l'un des joyaux de l'art roman limousin, le monastère de Solignac a subi, depuis la Révolution, plusieurs mésaventures. Vendu comme bien national, pensionnat de jeunes filles sous Napoléon Iᵉʳ, usine de porcelaine durant tout le dix-neuvième siècle, il est revenu au culte catholique au début du siècle. Après la seconde guerre mondiale, il devint grand séminaire et centre de culture religieuse. Dans les années 50, il comptait quelque cent cinquante religieux.

Face au déclin des vocations et des effectifs l'ordre des oblats avait assuré l'activité et l'entretien de l'abbaye en en faisant un centre de culture et de congrès de plus en plus laïc. Plus récemment, il avait accueilli le Secours catholique, le synode régional de l'Eglise en Limousin (3 000 participants), des colloques du CNRS, des stages de formation syndicaux (CFDT et CGT), des expositions d'art contemporain et de photographie.

La raison de la mise en vente est la baisse des effectifs de l'abbaye, ce qui ne permet plus d'assurer la logistique de cette vocation d'accueil : l'hébergement, la nourriture et, plus modestement, la plonge et le ménage. La moyenne d'âge des douze derniers occupants est supérieure à soixante-trois ans. Ils vont donc, ces occupants, se répartir dans diverses établissements de leur ordre. Sans amertume, disent-ils, dans la mesure où l'abbaye devrait, en principe, rester sous obédience chrétienne et fidèle à son rôle pédagogique : *« Depuis quarante ans, Solignac a reçu de nombreuses donations pour son rôle culturel ; ce serait une trahison que ce rôle ne soit pas maintenu. »* Parmi les repreneurs éventuels, il semble en effet que les mieux placés soient décidés à maintenir cette vocation.

Reste que la qualité des bâtiments et la beauté du site semblent intéresser d'éventuels acquéreurs dont la spiritualité et la vocation pédagogique ne sont pas les préoccupations premières.

GEORGES CHATAIN

Créé il y a vingt ans par Georges Pompidou

Le ministère de l'environnement n'a toujours pas atteint l'âge adulte

Le ministère de l'environnement a vingt ans. C'est en effet le 2 février 1971 que paraissait au *Journal officiel* le décret fixant les attributions du ministre de l'environnement, M. Robert Poujade, nommé le mois précédent par le gouvernement de M. Chaban-Delmas. Cette initiative représentait une telle révolution dans l'administration que le ministère de l'environnement, vingt ans plus tard, est toujours à la recherche de son assise.

C'est au lendemain des événements de mai 1968 que les esprits commencent à bouger en matière d'environnement. Les associations que l'on n'appelle pas encore «écolos» se regroupent, en 1969, sous la bannière commune de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), appelée aujourd'hui France-Nature-Environnement. Cette fédération trouve aussitôt un cheval de bataille : la défense du parc national de la Vanoise, qui fait l'objet d'une active campagne, finalement victorieuse en 1970. Les associations auront leur organe de presse dès l'année suivante, sous le titre *Combat nature*, revue trimestrielle créée à Périgueux par Alain De Swarte, qui en est toujours le directeur.

Côté officiel, rien n'existe encore. Un ancien ministre, le sénateur *Edouard Bonnefous, publie bien un* livre sur la nature, préfacé par Jean Rostand (1), mais il ne remue pas les foules. En coulisses cependant, certains commencent à agir. Louis Armand, ancien directeur général de la SNCF, et Serge Antoine, chargé des études à la DATAR, effectuent en 1969 une mission aux Etats-Unis, pour voir ce qui se fait en matière de gestion du patrimoine naturel et du «cadre de vie». Aucun pays au monde, à ce moment, ne dispose d'une administration de plein exercice chargée de l'environnement.

A leur retour, ils convainquent le ministre de l'équipement, André Bettencourt, et son directeur de cabinet, Roger Ginocchio, de lancer les «Cent mesures pour l'environnement», à l'exemple de la campagne des «Cent fleurs» en Chine. *«André Bettencourt peut être considéré comme le premier ministre français de l'environnement»*, affirme aujourd'hui Serge Antoine, qui termine sa carrière de grand commis de l'Etat au ministère qu'il a contribué à créer, il y a vingt ans.

A la fin de 1970, la décision est prise de créer un ministère entièrement nouveau pour administrer les affaires d'environnement. La France a été doublée par la Grande-Bretagne, qui, dès l'automne, a créé une administration *ad hoc*. Mais il s'agit d'un ministère géant où l'environnement est noyé au milieu d'autres attributions jugées plus importantes, comme ce sera le cas à plusieurs reprises en France. M. Chaban-Delmas profite d'un remaniement en janvier 1971 pour faire entrer dans son gouvernement un ministre de l'environnement, Robert Poujade, alors secrétaire général de l'UNR, le parti gaulliste au pouvoir.

Il ne s'agit pas, à l'époque, de donner des gages aux écologistes, puisque ceux-ci n'ont aucun poids politique. Le président de la République, Georges Pompidou, a cédé à l'amicale pression de ses conseillers, notamment Michel Jobert, en sa qualité de président de l'Office national des forêts, et Pierre Juillet, éleveur de moutons dans le Cantal et grand amateur de chasse.

Deux machines à écrire

Le choix de Robert Poujade marque l'importance accordée à la mission du nouveau ministre. Non seulement il est le chef du parti majoritaire, mais il est aussi normalien, comme le président. *«Nous avions une évidente complicité intellectuelle»*, souligne M. Poujade. Avec une petite équipe pilotée par Serge Antoine, nouveau chargé de mission, le ministre de l'environnement s'installe dans des locaux prêtés par la Marine nationale, place de la Concorde. Le cadre de vie est exquis, mais le fonctionnement de la nouvelle administration se heurte à des murs : les prérogatives jalousement gardées par les autres ministères. *«En fait,* explique Serge Antoine, *95 % de nos attributions étaient exercées par d'autres. Il nous fallait donc les arracher de force.»*

Au terme d'un laborieux *«charcutage administratif»* et de longs marchandages, le ministère de l'environnement s'empare de la chasse, de la pêche et des parcs nationaux. Mais il n'obtient pas les forêts, conservées par l'agriculture, ni le Muséum d'histoire naturelle, sous tutelle de l'éducation nationale, ni la météorologie, apanage de l'aviation civile, donc des transports. A la première réunion interministérielle sur l'eau, en 1972, quelques-uns s'étonnent : *«Mais que vient faire l'environnement dans cette affaire d'eau?»* C'est aujourd'hui l'une des grandes directions des services du ministère installé à Neuilly....

Malgré la force de conviction des pionniers de la première équipe et le poids politique de Robert Poujade, le ministère de l'environnement est tenu pour quantité négligeable. Lorsque ses services ont osé réclamer une troisième machine à écrire, le ministère des finances refuse en expliquant que deux machines représentent déjà beaucoup pour eux! Et la tour Montparnasse s'élève insolemment dans le ciel de Paris sans que le gouvernement soit consulté. *«Ni Chalandon* [équipement], *ni Giscard* [finances], *ni moi-même n'avons été consultés à l'époque»*, précise Robert Poujade.

C'est pourquoi, au bout de trois ans et demi d'exercice – le plus long règne d'un ministre de l'environnement en France, – Robert Poujade jugera sa mission impossible (2). Même si, après trois ans à la tête du même ministère (1983-1986), Huguette Bouchardeau estimera le contraire (3), il faut convenir que l'objectif n'est pas encore atteint. C'est pourquoi le ministre actuel, Brice Lalonde, après deux années passées à se heurter aux murs et à l'inertie administrative, a décidé de lancer son «plan national pour l'environnement», plus communément appelé «plan vert».

ROGER CANS

---

(1) *L'Homme ou la Nature* (Hachette, 1970).

(2) *Le Ministère de l'impossible* (Calman-Lévy, 1976).

(3) *Le Ministère du possible* (Alain Moreau, 1986).

Les silences de M. Poujade

L'homme qui a inauguré les fonctions de ministre de l'environnement en 1971 demeure une énigme. Alors que depuis deux ans la «fièvre verte» s'est emparée de la société française, y compris des hommes politiques, le maire de Dijon, toujours membre des instances dirigeantes du RPR, observe un silence pesant.

«Cette fièvre verte m'ennuie, explique t-il. *Je vois les écologistes se multiplier comme des criquets. Ce n'est pas sérieux. Pour moi, les vrais écologistes sont ceux qui ont à la fois la science et la conscience.»* Il ne faut pas non plus évoquer devant lui la montée en puissance du ministère de l'environnement. *«Quelle montée en puissance?* coupe-t-il. *En francs constants, sur vingt ans, la progression du ministère est tellement modeste qu'il vaut mieux ne pas insister. Si je suis resté trois ans et demi à la tête du nouveau ministère, j'ai eu sept successeurs en trois ans. C'est dire la marge d'action des tenants du titre! M. d'Ornano a eu beaucoup de pouvoir, mais il les tenait de l'équipement plus que de l'environnement. Quant à Mᵐᵉ Bouchardeau, elle s'est donnée à fond à ses fonctions, avec beaucoup d'intelligence et de gentillesse. Mais ses moyens étaient trop limités.»*

Le «plan vert» du gouvernement Rocard trouve-t-il grâce à ses yeux? *«C'est une démarche intellectuelle intéressante,* admet-il. *Mais les moyens ne sont pas au bout des mots.»* M. Poujade ne veut pas en dire plus. Il se contente de sa mairie de Dijon, de ses obligations de député – il est membre de la commission de la défense nationale, – de sa présidence de la commission nationale des secteurs sauvegardés et de sa fonction de président du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale.

Son «repli» en Bourgogne n'a rien à voir avec celui d'Alain Carignon, devenu ministre *«pour renforcer son implantation locale»*. Lui, aurait volontiers accepté le portefeuille de la culture sous Pompidou, mort trop tôt. *«J'étais très lié au général de Gaulle et à Malraux. Si je fais un nouveau livre, ce sera sur André Malraux que j'ai connu intimement. Mais je n'ai pas le temps d'écrire.»*

R. C.

JUSTICE

Aux assises de Meurthe-et-Moselle

La prison de Simone Weber

Faute de preuves, le procès de Simone Weber est essentiellement constitué, depuis le 17 janvier, par une accumulation de descriptions d'attitudes, de comportements ou de propos qui, s'ils rendent les crimes plausibles, n'apportent pas pour autant d'éléments déterminants. Après les témoignages de sa famille, de ses voisins et de ses relations, la Cour a entendu, lundi 4 février, les dépositions de ses codétenues qui ont surtout permis au jury de pénétrer un instant dans l'univers carcéral.

NANCY

de notre envoyé spécial

Dans certains pays, les jurés visitent des prisons afin de disposer d'un minimum d'informations sur ce monde très particulier où la loi leur donne le pouvoir d'envoyer vivre un homme ou une femme pendant de longues années. A Nancy, c'est lors de l'audience que les jurés de Meurthe-et-Moselle ont pu entrevoir la vie d'une prison de femmes. Les codétenues de Simone Weber sont venues parler d'elle avec leur langage : celui d'un milieu où tous les sentiments sont exacerbés, celui de femmes qui, même lorsqu'elles se détestent, n'oublient pas qu'elles sont unies par les liens de la *détention*.

Un portrait féroce ou aimable

Une jeune détenue de dix-neuf ans dit que la vie dans la cellule était *« infernale »*, que Mᵐᵉ Weber était *« autoritaire »*, parlait *« sans arrêt de son affaire et de l'inefficacité* de ses avocats ». Anne, vingt-cinq ans, affirme qu'elle était *« sensible »*, avant d'ajouter : *« Il y avait des gens qu'elle aimait bien. On sentait qu'elle avait du cœur. »* Mais on parle aussi de la promiscuité, dans une cellule de six femmes où il fait froid lorsque Mᵐᵉ Weber veut que la fenêtre reste ouverte quand tout le monde fume *« trois paquets par jour »*. On évoque également, en termes crus, la misère sexuelle, les fouilles, la peur du mitard et la violence latente.

Mais il faut se rapprocher du dossier concernant la disparition de Bernard Hettier, le dernier compagnon de Simone Weber qu'elle est accusée d'avoir tué. Une détenue affirme que Mᵐᵉ Weber *« soudoyait »* celles qui allaient être libérées pour qu'elles téléphonent aux journalistes. Elles devaient leur dire qu'elles avaient vu M. Hettier à la gare de Metz *« avec une femme »*. Une autre prétend qu'elle a entendu celle que l'on appelait en prison *« Miss Weber »* parler dans son sommeil pour dire : *« Ils ne sauront jamais rien. Je ne dirai jamais où j'ai mis la valise. »* S'agit-il de la valise où l'accusée est soupçonnée d'avoir placé le tronc de M. Hettier après avoir découpé les membres avec une meuleuse à béton? La détenue a été cartomancienne, mais elle ne précise pas.

D'autres dessinent de Simone Weber un portrait féroce ou aimable, construit à partir de bruits de couloirs ou de propos de promenades. L'une des codétenues se trouve même être l'amie d'une fille de Bernard Hettier. Elle a dénoncé Simone Weber qui tentait de soustraire une lettre à la censure. L'accusée écoute les propos de *« ces gens-là »* qu'elle accuse de vivre *« sur le trottoir »*. La défense s'insurge contre le juge d'instruction qui a entendu des prisonnières *« pour compenser les faiblesses d'un dossier »*. Mais c'est une ancienne détenue qui est venue dire aussi : *« En prison, ce n'est vraiment pas drôle. Je ne veux ni enfoncer ni défendre Simone Weber. Mais il ne faut pas trop tenir compte de ce qui est dit en prison. »*

MAURICE PEYROT

Aux assises de Paris

Une bataille de procédure au procès des policiers jugés pour vols à main armée

Au terme d'une première journée, lundi 4 février, marquée par une inextricable bataille procédurale, la cour d'assises de Paris présidée par M. Maurice Colomb a décidé de maintenir le procès de plusieurs policiers soupçonnés d'avoir participé à dix attaques à main armée dans la région parisienne entre janvier 1982 et juillet 1985. Ces quatre policiers, Dominique Loiseau, inspecteur à la BRI (brigade de recherche et d'intervention), Alain Rossi, inspecteur à la BSP (brigade des stupéfiants et du proxénétisme), Pascal Jumel, enquêteur à la BRB (brigade de répression du banditisme) et Jean-Louis Neud, gardien de la paix à Marseille-et quatre autres personnes ont comparu lundi devant la cour d'assises où les débats furent, pour l'essentiel consacrés à d'importantes difficultés de procédure que Me Xavier Hutin, défenseur d'Alain Rossi, n'a pas manqué d'exploiter pour tenter de faire renvoyer le procès de son client à une date ultérieure.

Me Hutin n'a pas réussi à convaincre la cour d'assises du risque d'irrégularité des débats si elle maintenait la comparution de son client aux côtés des autres accusés, comme il était parvenu à le faire le 5 novembre, lors d'une première tentative de procès (*Le Monde* du 7 novembre). Malgré la résistance de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, la Cour de cassation avait, en effet, décidé, en assemblée plénière le 23 août 1989, de casser une partie de l'arrêt de renvoi concernant Alain Rossi en reconnaissant la nullité de l'instruction portant sur deux attaques à main armée. La chambre d'accusation d'accusation s'était alors résignée à annuler les pièces du dossier concernant ces deux-holds up pour lesquels on ne pouvait plus poursuivre Alain Rossi. Mais elle les avait maintenues dans le dossier afin d'impliquer les autres accusés. La cour d'assises de Paris a fait valoir, lundi 4 février, que les faits concernant les deux holds-ups contestés seront finalement disjoints et jugés plus tard.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Trop de dettes.
pas assez de capitaux.
luttes de pouvoir...

TAPIE PEUT-IL
GARDER ADIDAS ?

DYNASTEURS
L'économie sans ménagement

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les élections professionnelles chez les surveillants de prison

M. Jacques Vialettes et FO désavoués au profit du syndicat autonome

Les élections professionnelles qui se sont déroulées, les 28 et 29 janvier, parmi les 15 000 surveillants de prison ont provoqué une petite révolution dans le monde des « matons ». Avec une importante participation (73 %), les personnels de surveillance ont largement sanctionné le syndicat qui était jusque-là fortement majoritaire – Force Ouvrière – et, à travers lui, la personne de son secrétaire général, M. Jacques Vialettes.

Compte non tenu des résultats des DOM-TOM, qui ne devraient pas entraîner de changement de tendance significatif, FO, qui, il y a trois ans, avait réuni près de 45 % des voix passe désormais en deuxième position avec 32,48 % derrière l'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire) qui prend la tête avec 35,35 % des suffrages et double son score précédent. Les autres syndicats sont en baisse de quelques points : la CGT (11,55 %), l'USP (Union des syndicats pénitentiaires, fusion récente de petites organisations) (10,80 %), ainsi que, avec des scores tournant autour de 2 %, la CFDT, le SNIPP (Syndicat national indépendant des personnels pénitentiaires) et des associations de gradés.

M. Jacques Vialettes, que l'on présentait comme le *« patron des matons »* et que ses détracteurs accusaient de faire la pluie et le beau temps dans l'administration pénitentiaire, régnant, par exemple, sur les attributions de postes, a très vite tiré les conséquences de son échec. Alors qu'il tentait, difficilement, à un an de sa retraite de se trouver un successeur, M. Vialettes a annoncé qu'il allait passer la main plus vite que prévu. Très secoué par ce résultat catastrophique, le secrétaire général de FO-pénitentiaire veut réunir très rapidement un bureau central et annoncer son départ, tirant tristement mais dignement les leçons d'un échec personnel.

FO n'a pas su « mordre » sur l'électorat des jeunes surveillants, massivement recrutés depuis deux ans pour les nouveaux établissements du programme de construction des 13 000 places ; le syndicat a mal *« digéré »* les conflits – trois en un an – gérés de façon hasardeuse et au cours desquels M. Vialettes avait, en fin de compte, préféré négocier pour éviter à ses troupes des sanctions qui pouvaient aller jusqu'à la révocation.

Accusé par l'UFAP de *« magouiller »*, M. Jacques Vialettes n'a pas su prendre le pouls d'une administration en plein bouleversement. L'UFAP et son secrétaire général, M. Gilles Sicard, en ont habilement tiré parti. Brocardant les *« ringards »*, les *« syndicalo-polichinelles »*, les *« pleurnichards »*, l'UFAP a eu beau jeu de se faire passer pour le représentant d'un syndicalisme offensif et même *« pur »*.

Jusque-là surtout représenté à Paris, Marseille et Lyon, ce syndicat a largement investi les autres régions à la faveur de la mise en service des nouveaux établissements pénitentiaires, où il a su accréditer l'idée que FO avait lâché ses troupes en appelant unilatéralement les surveillants en grève à *« reprendre les clefs »* au mois d'octobre 1989. *« Armada d'arrivistes et de carriéristes »*, selon M. Sicard, FO se serait révélée incapable de défendre véritablement les surveillants, et aurait préférer pactiser avec *« l'Etat-patron »*.

Pour excessifs qu'aient pu être les thèmes de la campagne électorale, ils ont fait mouche. On s'attendait, certes, à une poussée de l'UFAP, mais pas à ce raz-de-marée. Avec l'effondrement de FO et le départ de M. Jacques Vialettes, c'est tout un pan de l'histoire de la pénitentiaire qui disparaît. Désormais, le ministère de la justice devra s'habituer à l'UFAP, ce partenaire imprévisible qui est systématiquement apparu crispé sur des positions intransigeantes au cours des négociations de ces deux dernières années.

AGATHE LOGEART

Les attentats de 1986 et les révélations d'une « taupe » de la DST

Le PDG de TF 1 est inculpé de diffamation sur plainte de l'Etat iranien

M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, a été inculpé de « diffamation publique envers un particulier » par Mme Laurence Le Vert, juge d'instruction au tribunal de Paris, à la suite de la diffusion sur TF 1, le 31 janvier 1990, d'une interview d'un homme présenté comme un informateur de la DST, qui avait mis en cause l'Etat iranien dans les attentats commis en 1985 et 1986 à Paris.

L'action judiciaire a été engagée après qu'une plainte avec constitution de partie civile a été déposée au nom du ministre iranien des Pasdarans (gardiens de la révolution), M. Mohsen Rafighdoust, le 19 mars 1990, devant le doyen des juges d'instruction de Paris par Me William Caruchet, du barreau de Nice, avocat de la République islamique d'Iran et de l'ambassade iranienne à Paris. Le ministre iranien des Pasdarans se considère comme expressément visé par les propos qu'avait tenus, sur TF 1, la « taupe » de la DST, M. Lotfi Ben Khala.

Outre M. Le Lay, Mme Michèle Cotta, directrice de l'information à TF 1, et M. Jean-Pierre Berthet, journaliste, ont été inculpés de complicité de diffamation, a-t-on appris de source judiciaire, lundi 4 février à Paris. Ces trois inculpations, qui sont automatiques pour une plainte avec constitution de partie civile, remontent au 8 octobre 1990 pour Mme Cotta, au 10 octobre pour MM. Berthet et Le Lay.

CATASTROPHES

Le séisme a fait au moins 1 500 morts en Asie centrale

Le violent séisme qui a ébranlé les régions montagneuses du Pakistan et de l'Afghanistan, vendredi 1er février, a fait au moins 1 500 morts, selon les derniers bilans officiels. Parmi le millier de victimes afghanes, 200 personnes au moins ont péri noyées par les inondations, consécutives au tremblement de terre, qui ont touché les provinces frontalières de l'Iran (Nimroz, Farah et Helmand), traversées par le fleuve Helmand. Le gouvernement de Kaboul a demandé, lundi 4 février, l'aide des Nations unies dans le cadre du programme développement et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). – *(AFP.)*

EN BREF

□ **Explosion d'une bombe artisanale dans un lycée de Talence.** – Une lycéenne de seize ans, en classe de seconde, a été légèrement blessée par l'explosion d'une bombe artisanale, lundi 4 février, à 7 h 45, au lycée Victor-Louis de Talence (Gironde), dans la banlieue bordelaise. L'engin, qui n'a pas fait beaucoup de dégâts, était dissimulé dans les toilettes au premier étage de l'un des bâtiments du lycée. L'attentat n'a pas été revendiqué. Il n'y avait eu aucune alerte à la bombe avant l'explosion. Le recteur de l'académie de Bordeaux a précisé que cette explosion n'avait aucun lien avec les événements du Golfe et assuré que *« le dispositif de sécurité avait été scrupuleusement respecté »*. – *(Corresp.)*

□ **Retour vers la terre de la station soviétique Saliout-7.** – Après près de neuf ans dans l'espace, la station orbitale soviétique Saliout-7 devrait rentrer dans les couches denses de l'atmosphère, mercredi 6 février, entre 18 h 00 et 21 h 00 (heure française). Selon le Centre de contrôle spatial soviétique, ce train orbital de 40 tonnes, lancé le 19 avril 1982 et composé de la station proprement dite et du satellite Cosmos-1686, devrait pour l'essentiel se consumer en altitude, mais il n'est pas exclu que certaines parties retombent sur terre. – *(AFP.)*

□ **Ski nordique : le Français Pierrat suspendu deux ans pour dopage.** – Claude Pierrat, vingt-sept ans, membre de l'équipe de France de ski de fond, a été suspendu pour deux ans par la commission de discipline de la Fédération française de ski (FFS) après avoir subi un contrôle antidopage positif pendant un stage de la sélection. Cette sanction étant immédiatement exécutoire, il ne pourra pas participer aux championnats du monde de ski nordique, qui débutent jeudi 7 février à Val-di-Fiemme (Italie), ainsi qu'aux Jeux olympiques d'Albertville, en 1992.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la revue « Mordicus »

Après la publication dans le Monde *du 25 janvier d'un article consacré à l'interpellation par la police de plusieurs collaborateurs du mensuel* Mordicus, *les responsables de cette publication nous ont adressé la lettre suivante :*

Contrairement aux affirmations publiées dans *le Monde* du 25 janvier 1991, le mensuel *Mordicus*, en vente en kiosque, n'est en rien spécialisé dans le soutien aux détenus, ainsi que ses milliers de lecteurs ont pu le constater.

Aucun de ses collaborateurs n'a jamais partagé les points de vue ni la pratique d'Action directe ; il est donc aussi grotesque que diffamatoire de les assimiler à une soi-disant *« mouvance d'Action directe »*, vieil épouvantail médiatique particulièrement éculé.

Mensuel anti-politique, *Mordicus* n'est pas une *« revue d'extrême-gauche »*. Il ouvre ses colonnes à tous les réfractaires au consensus social, *« affûte les armes de la critique et excite les énergies de la colère »*.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5450

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III								■	
IV			■						■
V				■		■			
VI							■		
VII				■					
VIII								■	
IX		■			■				
X	■					■			■
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Spécialiste de la recherche. – II. Faire mal. Note. – III. Tomber à l'eau. – IV. Est « fait » pour deux. Nous ramène à la réalité. – V. La police des polices. Se fait prendre en main. – VI. Défenseur qui fut victime d'une perfide attaque. Ne fut pas toujours bête. – VII. Inspire le mal. Ne résiste pas toujours à certaines attaques. – VIII. Réussira à joindre les deux bouts. – IX. Masse liquide. Cours étranger. – X. Attendit de voir venir. Dans la gamme. – XI. Stoppera l'alarme.

VERTICALEMENT

1. Pille sans faire acte de violence. – 2. Bien fait. Reçoit des lignes. – 3. Le ton monte quand on y descend. Résultats d'une multiplication. – 4. Que l'on sent donc passer. Se déplacent sans bruit. – 5. Répond à la demande. Epinglé. – 6. Plan américain. Habilla de nombreuses femmes. – 7. Possible composant d'un bon repas. Panier que certains aiment voir plein. – 8. Resté en tête. Quelque chose de vache. Se fait prendre par tout le monde. – 9. C'est parfois le bon temps. Est en chacun de nous.

Solution du problème n° 5449

Horizontalement

I. Folichon. – II. Ipoméa. Ou. – III. Lé. Clés. – IV. Ergastule. – V. Tari. An. – VI. Tartrate. – VII. Fic. Etal. – VIII. Loi. Iae. – IX. Onéga. – X. Urubu. – XI. Saxe. Uélé.

Verticalement

1. Filet. Flots. – 2. Opération. – 3. Lô. Gracieux. – 4. Impair. Gré. – 5. Ce. Eau. – 6. Hectare. Bu. – 7. Lunetique. – 8. Noël. Tas. – 9. Usé. Elégie.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

– M. et Mme Michel Alexandre
et leurs enfants,
Le professeur Jean-Henri Alexandre,
M. et Mme Jean-Joseph Schwed
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges ALEXANDRE.

Les obsèques ont eu lieu à Colmar, le 1er février 1991, dans la plus stricte intimité.

50, rue La Fontaine,
75016 Paris.

– Le docteur et Mme Amine Arsan,
Et famille,
M. et Mme Adel Arsan,
Et famille,
M. et Mme Gebran Tarazi,
Et famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Ferdinand ARSAN,

survenu le 10 janvier 1991.

Ses obsèques ont été célébrées à Beyrouth (Liban), le 13 janvier.

Une messe sera dite à son intention, le vendredi 8 février, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5e.

10, rue Joseph-Bara,
75006 Paris.
155, avenue Gabriel-Péri,
chemin de la Borde,
78360 Montesson.
Ballouné,
Liban.

– Mme Amina Moretti,
née Bencheneb,
son époux et leurs enfants,
Mme Myriam Hache,
née Bencheneb,
son époux et leur fils,
font part du décès de leur père, beau-père et grand-père,

M. Rachid BENCHENEB,

survenu à Paris, le 29 janvier 1991.

– Mme Rose Fourcaut-Boudaille,
sa femme,
Ses filles, Catherine Malassenet
et Sylvie Johnson,
Ses petits-enfants, Cécile, Vincent, Thomas et Florian,
Et sa belle-fille Aurélia Fourcaut,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Georges BOUDAILLE,
chevalier de l'ordre national du Mérite
et des Arts et Lettres,
critique d'art,
journaliste,
ancien délégué général
de la Biennale de Paris,
expert en art contemporain,

survenu le 1er février 1991.

L'incinération aura lieu le mardi 12 février, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

– Les membres de l'Association internationale des critiques d'art (AICA),
Leur président, Jacques Leenhardt,
Les membres de la section française de l'AICA,
Leur président, Ramon Tio Bellido,
ont le vif regret de faire part du décès de leur confrère et ami

Georges BOUDAILLE,
ancien vice-président de l'AICA
et ancien président
de la section française.

L'AICA tout entière s'associe à la douleur de sa famille et de ses amis proches.

– Les Sœurs de Sainte-Ursule,
La famille Catimel,
font part de la mort accidentelle de

Sœur Marie-Luc CATIMEL,
supérieure générale de 1976 à 1988,

le 29 janvier 1991, au Zaïre.

Et vous remercient du soutien de votre prière.

32, rue de la Mésangerie,
37540 Saint-Cyr-sur-Loire.

– Mme Claudine Faurel
et ses enfants, François et Catherine,
M. et Mme Pierre Large
et leur fils,
Mme veuve Jean Faurel
et ses enfants,
Mme veuve Célestin Faurel
et ses enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louis FAUREL,

survenu, le 22 janvier 1991, à l'âge de soixante-quinze ans, en son domicile.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 23 janvier, à Saint-Médard.

46150 Saint-Médard.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 92 F
Abonnés et actionnaires .. 80 F
Communicat. diverses ..... 95 F

– La famille et les proches de

Jean GEOFFROY,
sénateur honoraire,
maire honoraire
de Saint-Saturnin-d'Apt,
notaire honoraire,
ancien déporté,
médaillé de la Résistance,
officier de la Légion d'honneur,

font part de son décès, le 3 février 1991.

Les obsèques auront lieu à Saint-Saturnin-d'Apt (Vaucluse), le 6 février 1991, à 14 h 30.

« Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille. »
Jean Jaurès.

Bourgane,
84490 Saint-Saturnin-d'Apt.

– Mme Roger Gouessan,
son épouse,
Annick et Bruno Boccon-Gibod,
ses enfants,
Julien et Vincent,
ses petits-fils,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Roger GOUESSAN,

survenu, à Boulogne, le 4 février 1991 dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 7 février, à 14 h 15, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

6, rue de la Belle-Feuille,
92100 Boulogne.
81, rue d'Amsterdam,
75008 Paris.

– Mme Christiane Jost,
son épouse,
Madeleine, Jean-Louis et Béatrice,
François Jost et Christine Lavergne,
ses enfants,
Barbara, Flavie, Julie, Sabine et Vincent,
ses petits-enfants,
Marc et André Jost,
ses frères et leurs épouses,
Mme veuve André Oguse,
sa belle-mère,
Francis, Jacques et Louise Oguse,
ses beaux-frères et belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Alfred JOST,

survenu à Paris, le dimanche 3 février 1991, dans sa soixante-quinzième année.

La levée du corps aura lieu le mercredi 6 février, à 9 h 30. Inhumation au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Monticelli,
75014 Paris.

(*Le Monde* du 5 février.)

– Le président, le vice-président et le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ont la profonde tristesse de faire part du décès brutal de leur confrère

Alfred JOST,
professeur au Collège de France,
titulaire de la chaire
de physiologie du développement,
secrétaire perpétuel
de l'Académie des sciences,
membre étranger
de la National Academy
of Sciences (USA),
de l'American Academy
of Arts and Sciences,
de l'Académie royale
des sciences de Suède,
commandeur de la Légion d'honneur.

L'inhumation aura lieu le mercredi 6 février, à 9 h 45, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

– Mme Robert Latham,
Mme André Courant,
Hubert et Jacqueline Latham,
Sybil Latham
et Philippe Poussière,
Lionel Latham,
Antoine et Marie Latham
et leur fille Camille,
Sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe LATHAM,

le 4 février 1991, à l'âge de trente-huit ans.

Un service religieux sera célébré le mercredi 6 février, à 14 h 30, au temple de l'Eglise réformée, 58, rue Madame, Paris-6e.

L'inhumation se fera dans l'intimité, à Saint-Jean-du-Gard.

Des dons peuvent être adressés à la recherche médicale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

12, rue Broca,
75005 Paris.
Cabriéroux,
30270 Saint-Jean-du-Gard.

– Lucien et Rose-Marie Marchand,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de leur fils, frère et oncle,

Paul MARCHAND,
agrégé de l'Université,

survenu à Paris, le 31 janvier 1991, dans sa quarante-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 7 février, à 16 heures, en l'église paroissiale de Sartène (Corse-du-Sud).

5, rue de Valence,
75005 Paris.
5, rue Croce,
20100 Sartène.
Via Seneca n° 37,
00136 Rome.

– La famille Mitsunaka,
La famille Fujieda,
Ses amis,
Ses élèves,
ont la tristesse de faire part du décès de

Shitatsu MITSUNAKA,

survenu le 1er février 1991, à Paris.

La levée de corps se fera le vendredi 8 février au funérarium de Montreuil (32, avenue Jean-Moulin, 93100 Montreuil), où l'on se réunira, à 10 h 45, suivie de l'incinération au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise.

6, cité Riverin,
75010 Paris.

Remerciements

– A la suite du décès, le 14 décembre 1990, de

Salem A. SHEMTOB,
dit Shentoub,

Mme Vica Shentoub,
son épouse,

remercie tous ceux qui, par leurs témoignages de sympathie, se sont associés à sa peine.

6-8, rue des Ursulines,
75005 Paris.

Anniversaires

– Il y a vingt ans disparaissait

Paul BOUCHON,
journaliste,
médaillé de la Résistance.

Une prière ou une pensée est demandée pour lui.

– Il y a quinze ans disparaissait

Cletta MAYER.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Communications diverses

– Cercle Bernard-Lazare. – « L'Allemagne après la réunification. Politiques intérieure et extérieure ». Luc Rosenzweig du *Monde* et Rudolph von Thadden, historien, université de Göttingen, procéderont à un échange de vues suivi d'un débat. Jeudi 7, à 20 h 30. CBL 10, rue Saint-Claude, 75003. Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

– Université Paris-IV, Sorbonne, le mercredi 6 février, à 15 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Vincent Troger : « Histoire des centres d'apprentissage, 1939-1949. Enjeux économiques, politiques et culturels de la scolarisation de la formation ouvrière ».

– Université Paris-V, le vendredi 8 février, à 9 heures, M. Franklin Rausky : « L'archipel de la transe : Faria et l'exploration psychologique de l'hypnose ».

– Université Paris-V, René-Descartes, sciences humaines Sorbonne, le lundi 11 février, à 9 heures, M. Rémy Rieffel : « Les intellectuels, la cité et l'espace public : modes d'intervention et formes de visibilité (1958-1981). »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 2 février :

DES DÉCRETS

– N° 91-122 du 28 janvier 1991 portant création de la réserve naturelle des Hauts de Villaroger (Savoie).

– N° 91-129 du 31 janvier 1991 portant statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 3 février :

DES ARRÊTÉS

– Du 3 janvier 1991 relatif aux substances et aux procédés mentionnés à l'article premier de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives.

– Du 22 janvier 1991 relatif aux substances et aux procédés mentionnés à l'article premier, paragraphe II, de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives.

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ◆ MEDECINE

Les urgences médicales de la presse

Polémiques autour d'un nouveau traitement des traumatismes médullaires. Le système de diffusion des informations médicales peut-il être noçif ?

LE 17 mai dernier, le *New England Journal of Medicine*, l'une des meilleures références internationales en matière de publications médicales, publiait un important article signé d'un groupe de dix-sept praticiens américains. Ce groupe dirigé par le docteur Michael B. Bracken (département d'épidémiologie et de santé publique, école de médecine de l'université de Yale) était réuni dans le cadre d'une étude nationale sur les traumatismes de la colonne vertébrale et de la moelle épinière (traumatismes médullaires). Cette pathologie trop fréquente est, dans la plupart des cas, due aux accidents de la circulation ou à certaines activités sportives et entraîne, selon le niveau de la lésion, une paraplégie ou une tétraplégie définitives. On recense ainsi chaque année en France plus de mille cinq cents de ces traumatismes qui sont à l'origine de situations personnelles et familiales particulièrement dramatiques (1).

Les signataires du *New England Journal of Medicine*, qui travaillent dans la plupart des grands centres américains spécialisés dans la prise en charge de cette pathologie, annonçaient des résultats de première importance. Ils démontraient notamment que l'utilisation de fortes doses de produits corticoïdes administrés aussi précocement que possible après l'accident était de nature à améliorer par la suite les capacités de récupération des fonctions motrices et sensitives des blessés. Cette amélioration n'est observée que si la première administration de corticoïdes (méthylprednisolone) est faite à forte dose dans les huit heures qui suivent le traumatisme.

Neuf mois d'attente

On ne dispose encore que d'hypothèses pour expliquer cet intéressant phénomène. « *Le traumatisme entraîne le plus souvent une lésion initiale assez limitée de la moelle épinière. Puis, dans les heures et les jours qui suivent, il y a émission de substances toxiques qui entraînent des lésions beaucoup plus importantes,* expliquent les spécialistes. *On pense que l'administration de fortes doses de corticoïdes permet de bloquer cette extension précoce de la lésion et, ainsi, de prévenir l'apparition d'une lésion complète.* »

Fallait-il, compte tenu de l'importance de ces conclusions, en accélérer la diffusion de manière à ce que ce nouveau protocole thérapeutique puisse être au plus vite mis en œuvre chez les futures victimes de traumatismes médullaires?

Comme le révèle aujourd'hui l'hebdomadaire *Time* (daté du 4 février), les résultats préliminaires furent en réalité établis dès le début du mois d'août 1989 par le groupe que dirige le docteur Bracken. En octobre de la même année, ils furent soumis pour publication à l'hebdomadaire américain qui, le 9 février 1990, le retourne aux auteurs pour qu'ils répondent à quelques questions complémentaires et procèdent à quelques modifications. Le 28 février, la nouvelle version était prête. Elle ne fut acceptée que le 28 mars et finalement publiée dans le numéro du 17 mai.

L'émotion toutefois était alors suffisamment grande et le sujet jugé suffisamment important pour que l'on cherche à accélérer la diffusion des résultats, court-circuitant du même coup cette revue célèbre pour l'importance qu'elle accorde à la primeur absolue des informations qu'elle accepte de publier. C'est ainsi que l'Institut national américain de la santé organisa, le 30 mars, une conférence de presse avant d'adresser un protocole à treize mille médecins spécialisés de manière à ce que cette thérapeutique puisse être administrée à la majorité des dix mille personnes victimes chaque année aux États-Unis d'un traumatisme médullaire.

« *Il s'agit là de résultats tout à fait marquants puisqu'ils démontrent que l'administration de corticoïdes à hautes doses permet de réduire les conséquences de lésions importantes de la moelle épinière,* explique le docteur Alain Privat, directeur de l'unité 336 de l'INSERM (Montpellier) qui dirige le plus important laboratoire français travaillant sur la restructuration médullaire (2). « *Il faut en effet savoir que l'on peut aujourd'hui rééduquer les personnes ayant été victimes d'une lésion partielle de la colonne vertébrale, alors qu'une paraplégie ou une tétraplégie totales ne se rééduquent pas.* »

En pratique, les résultats positifs (observés sur 162 patients, 171 autres recevant un placebo et 154 de la naloxone, substance qui s'est révélée ici inefficace) ont été obtenus avec l'injection de 30 milligrammes par kilo en quinze minutes suivis de l'administration de 5,4 miligrammes par kilo durant les vingt-quatre heures suivantes. Il s'agit là d'une procédure thérapeutique simple qui ne peut toutefois être mise en œuvre que par des équipes très spécialisées, compte tenu des risques (cardiovasculaires et infectieux, notamment) liés à l'utilisation de telles doses de corticoïdes. « *Nous avons eu connaissance des résultats américains six mois environ avant leur publication, mais il nous était fortement conseillé alors de ne pas en faire état en dehors de la communauté scientifique,* confie le docteur Privat. *Cette publication et la polémique à laquelle elle a donné lieu ont eu l'effet d'un coup de gong. On évoquait depuis un certain temps déjà, la possibilité d'un effet positif des corticoïdes à hautes doses, mais l'essai américain, par son ampleur et sa rigueur, a enfin permis de fournir dans ce domaine des preuves objectives.* »

Obstacle éthique

Il n'en reste pas moins que la polémique dans ce domaine est loin d'être close. On aurait en effet pu imaginer qu'à partir des observations américaines, l'ensemble des équipes françaises décident d'adopter un schéma thérapeutique identique, schéma qui, il faut le souligner, ne soulève aucune difficulté technique ou financière. « *D'un point de vue pragmatique, il est clair que l'on aurait dû, en France, adopter ce protocole,* estime le docteur Privat. *On aurait aussi pu imaginer, toujours d'un point de vue pragmatique, que les autorités sanitaires françaises prennent position de la même façon que leurs homologues américains... Mais en fait, cela n'était nullement concevable.* » Selon lui, en effet, les cliniciens français spécialisés souhaitent aujourd'hui reprendre, pour leur part, l'étude américaine de manière à confirmer les résultats obtenus outre-Atlantique en tenant compte des données spécifiquement françaises concernant la prise en charge en urgence, l'échantillonnage des malades, etc. Ce souci, qui peut être tenu pour légitime, se heurte toutefois à un obstacle éthique de taille, puisque l'étude envisagée à l'échelon national reproduisant la méthodologie américaine devrait voir la constitution de deux groupes de blessés, victimes de traumatismes médullaires graves, un groupe recevant le produit corticoïde à fortes doses dont l'efficacité vient d'être démontrée et l'autre, un produit placebo. En d'autres termes, les malades qui, par le fait du hasard, (les groupes sont constitués par tirage au sort) auraient la chance d'être dans le premier groupe disposeraient, à la différence des autres, de véritables chances de récupération ultérieure.

Les spécificités françaises sont-elles à ce point importantes qu'on doive imaginer que les résultats américains ne sont pas aujourd'hui extrapolables aux traumatismes médullaires survenant dans l'Hexagone ? Si, comme on peut l'imaginer, ce n'était pas le cas, et si le souci français de reproduire l'expérience américaine tenait en fait à d'autres motivations que scientifiques, l'affaire pourrait bien – compte tenu notamment du drame que constitue l'installation d'une paraplégie ou d'une tétraplégie irréversibles – prendre une dimension médico-légale, les victimes dûment informées pouvant en toute hypothèse se retourner contre leur équipe soignante, l'accusant de ne pas leur avoir prodigué les soins adéquats.

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 17

---

(1) On compte, en France, trente-cinq mille paraplégiques et tétraplégiques, dont 55 % ont moins de vingt-cinq ans.

(2) L'unité 336 de l'INSERM que dirige à Montpellier le docteur Alain Privat a été inaugurée, il y a quelques semaines, en présence de *M. Philippe Lazar, directeur général* de l'INSERM, et de M. Michel Gillibert, secrétaire d'État aux handicapés et aux accidentés de la vie. Le financement de ce laboratoire est en partie assuré grâce à l'Institut pour la recherche sur la moelle épinière, association loi 1901, qui, depuis cinq ans, s'est donné pour mission d'organiser et de financer les recherches dans ce domaine * IRME, 4, avenue Camoëns, 75116 Paris. (1) 45 25 48 15.

LAURENT SICHAUD

Plus de mille cinq cents traumatismes sont, chaque année en France, responsables de paraplégies

Conférence ou référence

La polémique autour de la nouvelle thérapeutique préventive des traumatismes médullaires n'est pas le seul exemple des effets pervers causés par le système actuel des publications médicales dans des revues prestigieuses. Il y a quelques années déjà, le docteur Vincent DeVita, alors directeur de l'Institut américain du cancer, décidait de ne pas attendre les délais habituels imposés par la publication pour rendre publics les résultats d'un essai comparatif entre deux thérapeutiques du cancer du sein.

De la même manière, il y a quelques semaines (*le Monde* du 19 janvier), les responsables d'une étude américaine, utilisant des immunoglobulines dans le traitement, chez l'enfant, des infections opportunistes du sida, choisirent le système de la conférence de presse et de la lettre adressée directement aux médecins pour faire connaître les résultats très positifs de leur travail.

Bien que relativement peu nombreux, de tels cas témoignent clairement des contradictions pouvant exister entre les règles de la publication et le souci de santé publique. Ces règles ont avant tout pour objet d'assurer la diffusion d'informations nouvelles, précises et vérifiées ainsi que de réduire au maximum celles de résultats prématurés, biaisés ou erronés.

En pratique, ce système impose un long délai entre la soumission d'un article et sa publication. Toutefois, la rivalité entre les quelques revues américaines ou britanniques de renom international, ou parfois la défense d'intérêts nationaux ou la protection de certaines écoles, font que la situation est beaucoup moins transparente qu'on pourrait le souhaiter, les rédactions en chef de ces revues disposant d'un pouvoir considérable sur l'institution médicale et scientifique.

La décision, comme dans le cas de la nouvelle thérapeutique préventive des conséquences des traumatismes médullaires, de court-circuiter ces revues, entamera-t-elle ces pouvoirs ? C'est peu vraisemblable dans la mesure où il ne pourra s'agir que de cas isolés, dans lesquels la diffusion des résultats obtenus à partir d'une méthodologie rigoureuse laisse espérer un bénéfice important pour les malades concernés. Rien, en d'autres termes, ne doit laisser penser que la « conférence de presse » pourra demain se substituer à la publication médicale, le triste précédent en 1985 de la réunion organisée en urgence à Paris pour vanter l'utilisation de la ciclosporine dans le traitement du sida ayant montré, s'il en était besoin, les limites – et en l'occurrence le ridicule – d'un tel procédé.

J.-Y. N.

Les dépendances de l'Est

La toxicomanie progresse dans les pays de l'Est, qui cherchent à développer la coopération avec l'Ouest

« NOUS *n'avons pas de drogués, nous n'avons que des alcooliques.* » Cette affirmation, à laquelle se sont heurtés, dans leurs premiers contacts, les organisateurs des rencontres Est-Ouest sur la toxicomanie (1) qui ont eu lieu récemment à Paris, masquait une inquiétude plus profonde. Les spécialistes des pays de l'Est, psychiatres, médecins narcologues, avocats, représentants des ministères de la santé, étaient venus témoigner de leurs difficultés à faire face au développement de la consommation et du trafic de drogue dans un contexte de mutation économique et politique.

Un des premiers obstacles réside dans le manque de données épidémiologiques pour évaluer l'ampleur et la nature du phénomène. Pour ce qui concerne l'URSS, par exemple, on passe de 130 000 à 1,5 million de toxicomanes selon que l'on considère les données officielles ou les estimations des professionnels. En Hongrie, l'Observatoire géopolitique des drogues et une organisation nationale de lutte contre la drogue, le Drogprogramm, ont mené une enquête auprès de 4 400 médecins de secteur pour disposer de données plus précises. On a pu estimer à au moins 12 624 le nombre de toxicomanes.

Trois groupes de produits sont particulièrement utilisés : les benzodiazépines, les barbituriques et les opiacés. Au cours de ces cinq dernières années, 1 587 personnes ont été admises, pour overdose, aux urgences de l'hôpital Koranyi de Budapest. Et entre 1980 et 1988, 550 personnes ont été déférées devant les tribunaux pour des délits liés, dans 85 % des cas, à la consommation de drogue. Une loi de 1987 stipule, en effet, que la consommation de drogue est un acte condamnable qui entraîne une obligation de soins. « *Mais faute de structures adéquates pour la faire appliquer, elle est jusqu'à présent restée lettre morte* », remarquent les auteurs du rapport.

Dans les pays de l'Est, deux types de toxicomanie se superposent. A une consommation de la drogue pour ainsi dire «traditionnelle» à partir du pavot, comme dans certaines Républiques soviétiques, s'ajoute un développement des polyintoxications chez les jeunes. « *Certains commencent à se droguer vers neuf, dix ans. Ils utilisent des dissolvants, de la colle ou des mélanges de tranquillisants, d'amphétamines ou d'analgésiques* », remarque M^{me} Maria Climelova, psychiatre, spécialiste de l'organisation des soins et de la prévention au ministère de la santé de la Slovaquie.

En Tchécoslovaquie, une enquête portant sur 450 polytoxicomanes traités au centre antidrogue de Prague a montré que 51 % d'entre eux abusaient d'analgésiques, 32 % de psychostimulants, 20 % d'anxiolytiques, 16 % d'anti-asthmatiques; 13 % inhalaient des produits chimiques industriels, 12 % abusaient d'anti-parkinsoniens, 12 % de barbituriques et 5 % de sirops antitussifs contenant de la codéine. En Pologne, la culture du pavot fournit la matière première à la préparation du «compott», une mixture préparée à la maison que les jeunes s'injectent par voie intraveineuse. Les chiffres en matière de diffusion du virus HIV parmi les toxicomanes sont particulièrement difficiles à cerner. Certains pays, comme la Hongrie, n'auraient pas encore dépisté de séropositifs parmi les toxicomanes, tandis que d'autres commencent à être frappés par l'infection. En Pologne, on compte déjà plusieurs centaines de sujets séropositifs parmi les drogués, et les autorités sanitaires se mobilisent pour lutter contre la propagation de l'épidémie.

Confrontés au développement de ces différentes pratiques, les pays de l'Est s'interrogent sur les stratégies de lutte et de prévention à développer. Plusieurs pays, comme l'URSS ou la Hongrie, ont instauré l'obligation de traitement des toxicomanes. Un principe à l'opposé du système de soins français. En Slovaquie, le «*traitement non volontaire*» peut être pris sur décision de la municipalité ou du tribunal. « *En URSS, une part importante des toxicomanes qui utilisent des stupéfiants illégaux sont envoyés en hôpital psychiatrique sur demande de la famille ou de la milice,* estime le docteur Olga Constantinova (URSS). *Et, comme nous ne disposons que de peu d'unités spécialisées, la plupart sont soignés avec les alcooliques ou les malades psychiatriques.* »

Aujourd'hui, les professionnels s'interrogent sur l'efficacité de telles mesures. Et certains plaident pour un assouplissement de la législation concernant la consommation de drogue. « *En Bulgarie, on pense que les toxicomanes existent, car les stupéfiants existent. J'estime que c'est l'inverse,* explique le professeur Philippe Lazarov (Académie médicale de Bulgarie). *L'interdiction de tout accès à la morphine a entraîné l'utilisation d'autres substances. Il faut que nous arrivions à convaincre les décideurs bulgares de mettre en place de nouvelles stratégies pour lutter contre la toxicomanie et prévenir le sida dans cette population.* »

Les pays d'Europe de l'Ouest, confrontés à ces questions depuis de nombreuses années, pourraient faire figure sinon de modèles, du moins de repères dans un combat qui ne connaît pas les frontières.

MARTINE LARONCHE

---

(1) Le colloque «Est-Ouest, toxicomanie», organisé par l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT), la Formation intervention, recherche, sida, toxicomanies (FIRST) et la Commission des Communautés européennes, a eu lieu le 31 janvier et le 1^{er} février au palais de l'UNESCO, à Paris.

Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les "questions vives" que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 12 février à 17h

"Le fou, la loi, la médecine et l'éthique"

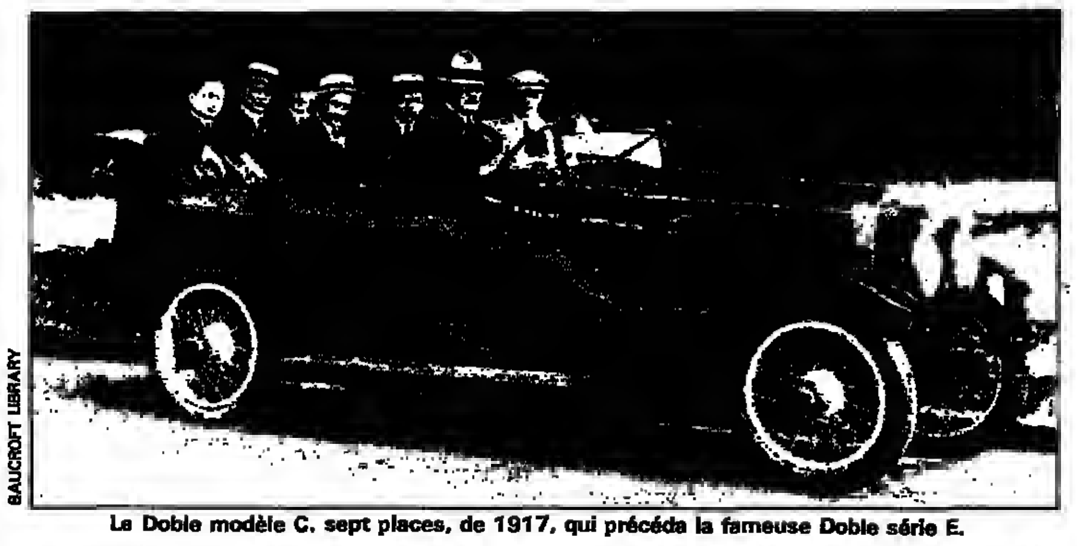
avec Dominique Lecourt, Président de la NED, Nathalie Robatel, sociologue, et les auteurs...

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 PARIS Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

Limousines à vapeur

Le moteur à vapeur aurait pu supplanter le moteur à explosion, mais les hasards de l'Histoire en ont décidé autrement



BAUCROFT LIBRARY

Le Doble modèle C, sept places, de 1917, qui précéda la fameuse Doble série E.

En 1923, de « belles américaines » fabriquées par un constructeur de génie, Abner Doble, laissaient sur place les automobiles les plus performantes de l'époque. La Doble série E, équipée d'un quatre cylindres de 3,5 litres, était capable d'emmener cinq passagers à 150 km/h, avec des accélérations foudroyantes : de 0 à 120 km/h en dix secondes ! Par comparaison, la vitesse de pointe de l'Hispano-Suiza H6B dotée d'un six cylindres de 6,6 litres ne dépassait pas 130 km/h (1). Détail d'importance : le moteur des Doble était ... une machine à vapeur !

Quarante-cinq ans plus tard, des chercheurs américains se sont souvenus des Doble et ont tenté de relancer la vapeur, qui, selon eux, pouvait constituer une solution élégante pour lutter à la fois contre la pollution et la crise pétrolière. Grâce aux technologies nouvelles, les machines à vapeur présenteraient, affirmaient-ils, des performances comparables à celles du moteur à explosion sous un volume équivalent, avec l'avantage d'accepter des carburants bon marché comme le fioul ou le kérosène, qu'elles brûleraient plus complètement, en rejetant des gaz d'échappement moins polluants.

Alléchés par ces perspectives, les financiers privés et publics payèrent « pour voir ». Entre 1968 et 1972, une douzaine de projets ont fleuri aux Etats-Unis. General Motors et Ford s'y intéressèrent, et l'on vit même les patrouilles autoroutières de la police de Californie utiliser un temps des voitures à vapeur.

Cet engouement, peu suivi en Europe, et qui semble aujourd'hui bien retombé, pourrait-il renaître face aux menaces de crise pétrolière dues à la guerre du Golfe, et alors que les préoccupations écologiques sont plus que jamais à l'ordre du jour ? L'idée pourrait paraître saugrenue : la vapeur est souvent associée à l'image des locomotives d'antan, chuintantes et crachotantes, grosses pourvoyeuses de fumée et d'escarbilles, et le fardier de Cugnot, énorme chaudron roulant, fumant et pataud, est plus célèbre que les belles Doble, connues seulement de quelques spécialistes. Pourtant, la vapeur n'est pas le passé : nos modernes centrales nucléaires ne sont, en fait, que de gigantesques machines à vapeur sur lesquelles l'uranium enrichi a remplacé le charbon. Et, si des voitures au moteur malodorant, plutôt que des GTI à vapeur puissantes et silencieuses, ont envahi nos villes et nos autoroutes, cela pourrait bien n'être dû qu'aux hasards de l'histoire des techniques.

La bataille contre le rail

Si l'on écarte l'épisode *« préhistorique »* du fardier de Cugnot en 1770, l'épopée de la voiture à vapeur n'a vraiment commencé qu'en 1800, avec l'Américain Oliver Evans et, surtout, les Britanniques Trevithick et Vivian, écrit M. Jacques Payen, responsable du centre de documentation d'histoire des techniques du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) (2).

Dans les années précédant 1830, les recherches concernant aussi bien les voitures à vapeur que les locomotives se multiplient. On hésite alors entre la route et le rail. Etant données les techniques de l'époque, le combat est inégal. Le développement des voitures se heurte, en effet, à un problème ardu : la mise au point d'une chaudière alliant légèreté et puissance. Les locomotives n'ont évidemment pas les mêmes contraintes de poids, et le triomphe de la *Rocket* de Stephenson, qui atteint les 56 km/h, en 1829, scelle pour longtemps la prééminence du rail.

La route aura du mal à s'en relever. Dans ces années-là, le Britannique Gurney a mis au point une chaudière à tubes d'eau assez compacte et performante, mais son invention tombe dans l'oubli jusqu'aux alentours de 1870. Au *coach* de Gurney, qui pouvait atteindre 48 km/h, succèdent de monstrueuses répliques routières de convois ferroviaires, dotées de chaudières à tubes de fumée analogues à celles des locomotives.

Le train routier de Dietz constitue sans doute l'exemple type des réalisations de cette époque. Composé d'un remorqueur, d'un tender et de deux diligences, il assure un service régulier entre Paris et Versailles vers 1840, à 12 km/h de moyenne (avec 42 personnes à bord des voitures), pour une consommation de 180 kg de coke à l'heure ! Vingt-cinq ans plus tard, en 1866, la « voiture a la plus performante est la « routière » de Lotz : huit tonnes pour une vitesse de croisière de 16 à 20 km/h.

Il faut attendre encore une dizaine d'années pour que *l'Obéissante* d'Amédée Bollée frôle les performances du *coach* de Gurney avec 40 km/h. Mais la vraie percée n'intervient qu'en 1887, quand Léon Serpollet imagine *« un nouveau mode de production instantané de la vapeur »*. Il s'agit d'un serpentin composé d'un tube très aplati *« de manière à former deux plaques séparées par un espace infiniment petit »*. L'eau à vaporiser y est introduite, au moyen d'une pompe, en fonction des besoins. Cette chaudière qui, pour la première fois, ne contient donc pas une goutte d'eau, mais uniquement de la vapeur, est évidemment très compacte. Mais, surtout, elle peut réagir très vite pour fournir de la pression à la demande.

L'essor de l'automobile à vapeur peut commencer. Elle perd du poids au point d'être baptisée « cycle » malgré ses trois ou quatre roues. Chauffée à l'alcool, elle détient le record de vitesse sur route dans les années 1890, le tricycle de De Dion-Bouton étant, par exemple, capable de pointes à 60 km/h.

Mais la victoire est trop tardive. Les voitures « à pétrole » de Peugeot et Panhard-Levassor ont fait leur apparition et, malgré des performances moindres, elles vont emporter l'adhésion du public, séduit par leur plus grande facilité d'emploi. *« Il ressort nettement que le moteur à vapeur est notoirement inférieur* ou *moteur à gazoline comme moyen de propulsion, ce dernier étant aisément maniable pour les voyageurs, et ne coûtant pas trop cher sur la route »*, écrit le magazine *la Nature*.

La vapeur ne sera pratiquement plus utilisée que pour la propulsion de camions : Purrey, Valentin et De Dion-Bouton en France, et une demi-douzaine de constructeurs britanniques dont l'un, Alley-Mc Lellan, n'arrêtera la production de son modèle Sentinel qu'en 1950.

Les derniers « aficionados » des voitures à vapeur ont, pourtant, bien failli réussir leur contre-attaque. Prenant le relais de ses compatriotes Rollin White, et, surtout, les frères Stanley, Abner Doble réussit, avec l'aide de son frère John, à éliminer pratiquement tous les handicaps qui faisaient la force du moteur à essence. En ne craignant pas de lui emprunter au besoin quelques idées comme la pulvérisation d'essence et l'allumage électrique pour les brûleurs de la chaudière qui comprenait plus de cinq cents tubes.

La fameuse Doble E, présentée en 1923 au Salon de San-Francisco, peut atteindre la pression de fonctionnement en moins de vingt-cinq secondes, alors que la mise en route des voitures à vapeur de la précédente génération exigeait une bonne vingtaine de minutes. Abner Doble a réalisé son rêve : construire une limousine *« plus souple et plus flexible que la Packard Twin-Six ou la Cadillac V-8, plus silencieuse que la Roll-Royce Silver Ghost, plus rapide et plus puissante que l'Hispano »*.

Une telle merveille est, évidemment, vendue aussi cher que ces reines de l'époque, ce qui n'empêche pas les commandes de connaisseurs fortunés d'affluer du monde entier. *« Je les connais toutes, mais je préfère la Doble »*, aurait lancé le milliardaire Howard Hughes. Victimes de spéculations boursières et du krach de 1929, les Doble doivent cependant cesser leurs activités en 1931, bien que leur moteur ait équipé pendant plusieurs années encore les camions britanniques Sentinel.

Des chaudières de formule 1

« Après une interruption de près de quarante ans de toute recherche dans ce domaine, les ingénieurs de General Motors commencèrent par « désosser » l'un des derniers exemplaires de Doble quand ils décidèrent de s'intéresser à nouveau à la vapeur », se souvient M. Jean-Jacques His, responsable du développement des moteurs de formule 1 chez Renault. D'autres groupes suivent leurs traces aux Etats-Unis : parmi les plus réputés, ceux de la société Thermo-Electron, qui s'associent avec Ford, ceux de la Kinetics Corporation, et l'équipe créée spécialement par William Powell Lear, propriétaire de la compagnie d'aviation Lear Jet, qui réunit des ingénieurs chevronnés de sa société, mais aussi d'autres compagnies aussi prestigieuses que la Douglas Aircraft, McCulloch, ou Vickers. En mars 1969, la Lear Motor Corporation sort un moteur à vapeur de six cylindres disposés deux par deux en triangle, alimenté par une vapeur à 550 degrés sous une pression de 160 atmosphères.

Ces belles réalisations seront pourtant sans lendemain. Et pas seulement pour des raisons techniques. *« Les moteurs à vapeur modernes atteignent facilement une puissance massique de cinq à six chevaux par kilo, soit l'équivalent d'un moteur de formule 1 actuel »*, explique M. Jacques Foiret, chargé de mission au Musée national des techniques. Il faut, évidemment, y ajouter le poids de la chaudière mais, en contrepartie, l'extrême souplesse et la puissance à très bas régime de ces machines peut rendre inutiles la boîte de vitesses et l'embrayage.

Comparé à son homologue à vapeur, le moteur à explosion est une aberration technique. Son fonctionnement se fait par à-coups, les pistons y encaissent les énormes chocs de l'explosion du mélange air-essence qui les projette violemment vers le bas. La vapeur, en revanche, exerce sur ces mêmes pistons une poussée continue et modulable facilement. Résultat : une puissance maximum au démarrage, au moment où elle est le plus utile, une douceur et un silence de fonctionnement incomparables. *« Le moteur à vapeur ne pétarade pas. Il froufroute »*, lance M. Foiret. En outre, la combustion du carburant (du kérozène, de l'alcool ou tout autre combustible liquide) dans le brûleur de la chaudière peut être réglée très finement pour qu'elle soit la plus complète possible et dégage ainsi beaucoup moins de gaz polluants qu'une explosion.

Il reste le nerf de la guerre : le rendement. Le petit nombre d'essais récents en vraie grandeur ne permet pas de se prononcer à coup sûr. Mais, d'après une étude menée par les ingénieurs de Ford, un modèle 1969 de leur gamme équipé d'un générateur à vapeur et d'un moteur de trois litres de cylindrée aurait sensiblement les mêmes performances que le même véhicule équipé en série d'un V-8 de cinq litres, malgré un poids supérieur de 75 kilos. En usage urbain, l'économie sur le carburant pourrait atteindre 39 %. En revanche, le moteur à explosion reprend l'avantage au-dessus de 90 km/h.

« Pourtant, reconnaît M. Jean-Jacques His, *les motoristes modernes ont une attitude très réservée vis-à-vis des moteurs à combustion externe* (la « famille » des moteurs à vapeur) *dont les avantages ne compensent pas forcément une complexité accrue. »* Les pressions énormes auxquelles ils fonctionnent posent, en effet, des problèmes de sécurité et de régulation, que les progrès de l'électronique devraient pourtant permettre de résoudre assez facilement. Mais la question est ailleurs. La vapeur pourrait sans doute, en théorie, présenter une alternative intéressante au moteur à explosion... A condition d'y consacrer des sommes d'ingéniosité et d'argent comparables à celles qui ont été dépensées depuis les débuts de l'automobile pour faire du moteur à explosion la merveille de technologie qu'il est aujourd'hui.

JEAN-PAUL DUFOUR

---

(1) Intervention de M. Jacques Foiret, chargé de mission au Musée national des techniques, lors du colloque sur « Le moteur à vapeur appliqué à la locomotion » organisé le 7 janvier dernier par le Musée national des techniques et le conservatoire national des arts et métiers.

(2) *L'Aventure scientifique et technique de la vapeur*, ouvrage collectif (Editions du CNRS).

POINT DE VUE

L'orientalisme condamné

par André Caquot

LES Les projets de réforme du Centre national de la recherche scientifique comportent un redécoupage des sections du Comité national qui menace, dans son existence même, l'orientalisme français voué à l'étude des grandes civilisations à tradition écrite qui ont modelé les trois quarts de l'humanité.

Ces projets, dans leur version actuelle (qui risque de devenir définitive d'ici la fin du mois), prévoient la disparition pure et simple de la commission des « Langues et civilisations orientales » par rattachement de ses compétences à une commission dite des « Cultures des mondes anciens et médiévaux » qui ne manquera point d'être dominée par les spécialistes des antiquités classiques et nationales, beaucoup plus nombreux et solidement installés dans les universités. La simple loi du nombre rendra aléatoires l'évaluation et le recrutement des chercheurs se vouant à l'orientalisme.

La France s'apprête-t-elle à mettre fin à une tradition savante qui depuis plus de deux siècles a tant contribué à l'approfondissement des sciences humaines ? Va-t-on vouer au dépérissement des instituts et des bibliothèques spécialisés dont certains comptent parmi les meilleurs au monde ? Va-t-on condamner un ensemble de disciplines qui veillent à conserver l'immense patrimoine des grandes civilisations nées en Asie, alors que celles-ci subissent les assauts destructeurs du monde moderne, et qui sont indispensables pour nous les faire mieux connaître ? Du « printemps de Pékin » aux crises du Proche-Orient, les événements nous rappellent que nous ne comprenons rien à ce qui se passe en Asie sans connaissance de son histoire et de ses cultures, sans connaissance des langues et des textes. Les spécialistes aptes à les aborder sont trop peu nombreux, car il faut un long temps et beaucoup d'efforts pour les former. Pour devenir sinologue, douze à quinze ans d'études sont nécessaires, et un cursus universitaire normal ne suffit pas à les assurer. Jusqu'ici le CNRS permettait au moins en partie de parachever la formation de ceux qu'il recrutait encore jeunes dans ses équipes et ses laboratoires et d'assurer la relève des spécialistes. Cela sera-t-il encore possible après le 31 janvier ?

► André Caquot est membre de l'Institut, professeur au Collège de France

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

Les menaces de guerre qui ont pesé en 1990 sur le Golfe ont mis en évidence la vulnérabilité des pays occidentaux tant sur le plan énergétique que sur le plan économique.

Menaces qui ont accentué le ralentissement de la croissance, dont les conséquences étaient prévisibles : réveil de l'inflation, augmentation du chômage, aggravation des déficits.

Le Bilan économique et social, *véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte politique et social.*

au sommaire :

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DOSSIER SPÉCIAL : L'EMPLOI
- CENT CINQUANTE PAYS A LA LOUPE

200 pages
47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

NOM : ______________ PRÉNOM : ______________

ADRESSE : ______________

CODE POSTAL : ☐☐☐☐☐ LOCALITÉ : ______________

PAYS : ______________

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : ____ × 52 F (port inclus) = ____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : ____ × 57 F (port inclus) = ____ F.

Bulletin et règlement à retourner à :
le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris cedex 15 - France.

LM1/4

هكذا من الأصل

Les sources de la vie

Les sorties hydrothermales, sur les grands fonds océaniques, jouent un rôle essentiel dans l'équilibre de la planète et pour la compréhension des origines de la vie

LE 28 janvier, M. Lucien Laubier, un biologiste spécialiste des faunes des grandes profondeurs marines, directeur à l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et correspondant de l'Académie des sciences, a présenté à ses confrères de l'illustre compagnie les colonies d'animaux bizarres vivant sous 2 000 et 2 700 mètres d'eau sur les fonds du Pacifique à l'ouest des îles Tonga et Fidji. Le 10 décembre, M. Henri Bougault, qui dirige le laboratoire de géochimie et de métallogénie de Brest de l'IFREMER, avait, lui aussi, parlé des fonds marins devant l'Académie des sciences. Mais son exposé était consacré aux phénomènes géologiques et physico-chimiques qui se produisent au fond de l'eau.

Depuis un peu plus de vingt ans que la théorie de la tectonique des plaques a été formulée, on sait que la dynamique de notre planète doit se chercher dans le fond des océans. La croûte océanique, en effet, se renouvelle constamment : d'une part, elle se crée par un volcanisme très important dans l'axe médian (le *rift*) des dorsales sub-océaniques, une chaîne de montagnes submergée longue de quelque 60 000 kilomètres qui serpente sous tous les océans; d'autre part, elle disparaît dans les fossés océaniques qui marquent la plongée (ou subduction) d'une plaque océanique sous sa voisine.

En 1976, un «poisson» doté, notamment, d'une caméra et télécommandé depuis la surface a découvert fortuitement, sur l'axe de la dorsale des Galapagos, à 2 600 mètres de profondeur, des sorties d'eau chaude (alors que la température du fond de tous les océans est de 1,5 ou 2 °C) habitées par une faune de bivalves de grandeur exceptionnelle dont la densité contrastait fort avec la rareté habituelle des animaux vivant sur les grands fonds marins. Trois ans plus tard, une expédition franco-américano-mexicaine faisait une découverte encore plus spectaculaire sur la portion de la dorsale du Pacifique oriental, située au large du Mexique : des fluides hydrothermaux jaillissant à très haute température (150 à 400 °C) de sortes de cheminées hautes de plusieurs mètres en panaches blancs ou noirs et entourées d'auréoles concentriques vivantes faites, en s'éloignant des cheminées, de vers de Pompéi et de crabes, puis de vers petits et grands, de poissons et de crabes, enfin de petits vers et de crabes. On a d'abord pensé que ces oasis de vie sous-marines étaient liées uniquement aux dorsales très actives, celles où le volcanisme est très important et la création de la croûte océanique très rapide (comme la dorsale du Pacifique oriental où elle est en tout de l'ordre de 15 ou 20 centimètres par an).

Un vrai chauffage central

Depuis lors, on a découvert que ces sorties hydrothermales existent sur toutes les dorsales, quel que soit le rythme de l'activité de ces dernières; qu'elles existent aussi dans les zones de subduction, dans les petites dorsales très particulières nées des contraintes d'extension auxquelles sont soumis les «bassins d'arrière-arc» (1); qu'elles existent même dans des zones – le golfe du Mexique, en particulier – dépourvues de dorsales et de subduction et, paraît-il, dans le fond du lac Baïkal (2).

Dans l'axe des dorsales sub-océaniques, avons-nous dit, l'activité volcanique est plus ou moins intense, mais elle est générale. Il s'agit d'une zone d'extension : dans la croûte océanique nouvelle s'ouvrent des failles et des fissures dans lesquelles l'eau de la mer se faufile. Le volcanisme naît d'une montée de matériau très chaud venu du manteau (la couche de l'intérieur de la Terre située entre la croûte et le noyau). Chauffée par en-dessous, l'eau de mer infiltrée froide se met donc à circuler dans le réseau de fissures pour la seule raison que l'eau froide est relativement lourde et l'eau chaude relativement légère. Comme dans un chauffage central. Et elle ressort à haute ou très haute température après s'être chargée, au contact des roches chaudes qu'elle a traversées, de sels métalliques qui précipitent dès qu'elle jaillit dans l'eau froide des fonds. D'où les panaches blancs ou noirs qui «visualisent» ces sorties.

Cette eau très chaude est aussi chargée en hydrogène sulfuré, en méthane, dans une moindre quantité en gaz carbonique et oxyde de carbone, ainsi qu'en infimes traces d'hélium 3. Cet isotope de l'hélium, venu de l'intérieur de la Terre, ne représente que quelques parties par milliards de l'eau de mer; il est pourtant un des «traceurs» utilisés pour les premiers repérages, depuis la surface, de l'existence sur le fond de sorties hydrothermales.

Dans les zones de subduction, les sorties sont plus discrètes. Ce ne sont que des suintements, qui passeraient facilement inaperçus des passagers des petits sous-marins d'exploration sans les colonies d'animaux marins (souvent des bivalves) qui y vivent. Là, en effet, ce n'est pas la chaleur qui fait circuler l'eau, mais la compression. La plaque plongeante et sa voisine (sous laquelle elle passe) portent des sédiments dont les plus superficiels sont gorgés d'eau. La plongée rebrousse et compresse ses sédiments, où l'eau est obligée de circuler avant d'en être expulsée. En outre, les débits de sortie sont si abondants qu'ils suggèrent l'existence d'une circulation d'eau de mer qui s'ajoute à celle de l'eau contenue au départ dans les sédiments.

D.R.

Au nord-ouest des îles Fidji, par 2 700 mètres de profondeur, un groupe d'escargots hirsutes *(Alviniconcha hessleri)* vit autour d'une sortie de fluide hydrothermal à 20 °C, translucide. Autour, d'autres escargots plus sombres (encore sans nom puisque leur étude n'est pas achevée).

Ces eaux-là sortent à une température très voisine de celle à laquelle elles sont entrées dans les sédiments et elles sont chargées en méthane. Ce méthane permet à des bactéries de libérer, à partir des sulfates de l'eau de mer, de l'hydrogène sulfuré qui sera utilisé par d'autres bactéries vivant en symbiose avec de grands bivalves. Différentes aussi sont les sorties hydrothermales découvertes dans les bassins d'arrière-arc. La plaque plongeante entraîne dans les profondeurs de la Terre une partie des sédiments chargés d'eau qu'elle portait. Or la température augmente avec la profondeur. Lorsque la plaque plongeante et ses sédiments sont parvenus à la profondeur suffisante (à partir d'une centaine de kilomètres probablement), ils fondent et, étant devenus relativement légers puisqu'ils sont chauds, ils remontent vers la surface, créant ainsi les arcs volcaniques (où le volcanisme est très particulier).

Des escargots hirsutes

C'est ce phénomène de plongée-fusion-remontée qui est à l'origine des guirlandes d'îles volcaniques dessinant, notamment, les festons (les Tonga et les Fidji, entre autres) caractérisant la bordure septentrionale et occidentale du Pacifique. En mai-juin 1989, l'expédition franco-allemande «Nautilau et Biolau», au large des Tonga, et, en juillet de la même année, la campagne franco-japonaise «Starmer», devant les Fidji, ont été parmi les premières à explorer des bassins d'arrière-arc par sous-marin (le *Nautile* français). M. Laubier participait à «Starmer». Il a pu ainsi voir qu'autour des sorties hydrothermales à quelque 275 °C, il y a d'abord des gastéropodes vraiment bizarres, faisant penser à des escargots très velus – hirsutes, diraient les dermatologues – jaune-gris, de 6 à 7 centimètres de diamètre, puis, un peu plus loin, d'autres gastéropodes, mais ceux-là glabres et noirs, d'une espèce encore inconnue.

Les sorties hydrothermales (pas toujours chaudes) et les oasis de vie sous-marines qui les accompagnent sont donc des manifestations très fréquentes que l'on trouve sur tous les types possibles de fonds marins. On sait maintenant que l'eau joue un rôle fondamental en circulant en abondance dans la couche la plus superficielle de notre globe. Elle contribue ainsi à la formation des gisements de matières premières minérales. Mais, surtout, cette circulation conditionne tout l'équilibre chimique de toute la masse de l'océan, et on commence à comprendre qu'elle peut aussi avoir des répercussions sur l'ensemble de la circulation océanique et donc sur les climats.

Nous l'avons dit plus haut, l'eau chaude est relativement plus légère que l'eau froide. L'eau chauffée dans le fond de la mer a donc forcément tendance à monter, tandis qu'elle est remplacée par une eau plus dense. Ainsi, de proche en proche, de la surface jusqu'au fond, tout l'océan est-il mis en mouvement.

Or l'activité volcanique des dorsales n'est pas permanente. Elle se manifeste ici pendant quelques décennies ou quelques siècles, reprend plus loin pour un moment, etc. Ce qui modifie les régimes et les localisations des sorties hydrothermales et donc les conditions des apports de chaleur dans les eaux marines profondes. Cette nouvelle idée a été jugée suffisamment intéressante pour que les Etats-Unis mettent sur pied depuis 1989 le grand programme d'études des dorsales «Ridge» (qui devrait bientôt devenir international sous le nom d' «Interridge»), qui s'insère dans «Global Change», l'énorme ensemble de projets destiné à faire avancer la connaissance sur les variations climatiques et leurs répercussions.

Pendant les premières années qui ont suivi leur découverte, les oasis de vie sous-marines ont été considérées comme des curiosités. Maintenant, on les regarde plutôt comme les laboratoires naturels grâce auxquels on comprendra – peut-être – les débuts de la vie. Tous les organismes vivants font partie d'une chaîne dont le premier maillon est l'énergie solaire. Tous, sauf les animaux des oasis hydrothermales . Pour eux, le premier maillon est l'hydrogène sulfuré. Celui-ci fait vivre des bactéries, qui, elles-mêmes, font vivre, selon divers modes de symbiose, les vers, les moules, les gastéropodes; toutes bestioles qui sont mangées par des prédateurs tels les crabes et les poissons.

Dans les grands fonds marins dépourvus de toute lumière solaire, il ne peut y avoir de photosynthèse comme point de départ d'un milieu vivant. Mais il y a la chimiosynthèse, qui était totalement inconnue il y a seulement vingt ans et à laquelle on doit quelques millièmes de la productivité de l'océan mondial.

YVONNE REBEYROL

---

(1) Les bassins d'arrière-arc sont situés sur le bord d'une plaque sous laquelle plonge une plaque océanique voisine. Les contraintes d'extension auxquelles ils sont parfois soumis sont dues probablement à des ajustements nécessités par les jeux constants des plaques.

(2) Le lac Baïkal, en plein milieu de la Sibérie, occupe un *rift* qui s'ouvre dans une croûte continentale. Sa région est sismiquement active.

La quadrature des sphères

La résolution d'un problème posé en 1611 continue de défier les mathématiciens

RÉSOUDRE un problème sur lequel ont séché des générations et des générations de savants, c'est le rêve de tous les mathématiciens. *A fortiori*, lorsque la question a été posée par un grand ancêtre. Pour Hsiang Wu Yi, le rêve a failli devenir réalité. Ce chercheur de l'université de Berkeley (Californie) annonce en effet depuis quelques mois avoir résolu la célèbre énigme de l'empilement des sphères, posée en 1611 par Johann Kepler, astronome et mathématicien impérial du Saint-Empire romain germanique. Mais les spécialistes restent sceptiques...

«Dans la construction solide la plus serrée, l'ordre triangulaire ne peut exister sans l'ordre carré et réciproquement. Il est donc évident que les pépins de grenade prennent, par compression, la forme d'un corps rhombique.» Ainsi Kepler posait-il le problème dans son livre *l'Etrenne ou la Neige sexangulaire* (1). De manière plus prosaïque, la question revient à considérer un empilement de boulets de canon, ou encore un étalage d'oranges au marché. Comment faut-il disposer celles-ci pour pouvoir en ranger le maximum dans un espace limité? Pour obtenir la densité maximale de remplissage avec des sphères de même volume, fruitiers et physiciens utilisent en fait une règle unique, dite d'«empilement cubique à faces centrées».

Schématiquement, la méthode consiste à poser trois sphères, à plat, de manière que leurs centres forment un triangle équilatéral, et à continuer ainsi afin que chaque élément soit en contact avec deux autres. Un deuxième niveau est ensuite créé en comblant chacun des vides subsistant entre trois sphères par une quatrième – et ainsi de suite. Mathématiquement, il fut en effet démontré dès le dix-neuvième siècle que, de tous les empilements réguliers, le cubique à faces centrées – que l'on retrouve dans les structures cristallines – possède la plus grande densité : 0,7404 («pi» divisé par 3, racine de 2).

Mais supposons maintenant que l'empilement des sphères ne soit plus régulier. Peut-on imaginer un agencement «aléatoire», par exemple comme celui des grains de sable de la plage, qui réaliserait une densité supérieure? Au plan strictement mathématique, rien ne peut contredire avec certitude cette hypothèse. Un problème d'autant plus irritant pour les spécialistes qu'il semble indiquer une connaissance imparfaite de notre espace habituel. Les physiciens, rompus aux milieux poreux, considèrent cependant pour la plupart la question comme résolue. D'où la sentence : *«Beaucoup de mathématiciens croient, et tous les physiciens savent que la densité d'un empilement de sphères ne peut pas dépasser 0,7404.»*

De tous les empilements, réguliers ou non, celui que l'on surnomme familièrement «en boulets de canon» serait-il vraiment le plus dense? Tel est précisément ce que cherche à démontrer, par des calculs fins de géométrie dans l'espace et sur la sphère, le professeur Hsiang Wu Yi. Non encore publiée, sa démonstration semble encore, de l'avis des multiples spécialistes qui suivent ces travaux, devoir être complétée avant d'être considérée comme correcte. Mais de nombreux mathématiciens travaillent désormais sur cette conjecture, qui pourrait bien, tel un fruit mûr, «tomber» prochainement.

Si tel est le cas, une question vieille de près de quatre siècles sera alors résolue. Avec d'éventuelles applications à la clé, puisqu'il existe, en dimension supérieure à 3, une étroite relation entre les empilements réguliers de grande densité et les codes correcteurs d'erreurs, indispensables dans la transmission numérique.

JEAN-MICHEL KANTOR

---

(1) Editions Vrin, Paris 1975.

Les urgences médicales de la presse

Suite de la page 15

Les autorités américaines ont déjà, pour leur part, tranché quant à l'utilité de la mise en œuvre de ce traitement. *«Il ne s'agit pas d'un miracle mais, indéniablement, d'un pas important franchi dans le traitement du traumatisme médullaire*, déclarait au *Journal international de médecine* le docteur Mary Jo Shepard, l'une des signataires du travail américain, lors de sa publication. *Si j'avais un accident de ce type, j'aimerais bénéficier de ce protocole.»* Pour sa part, le docteur Sidney Wolfe, directeur du département santé publique du National Institute of Health, déclarait que la décision de révéler, avant la publication du *New England Journal of Medicine*, les résultats de l'étude avait peut-être été prise trop tardivement.

Comment, dès lors, justifier *«l'immobilisme»* français ? *«Actuellement, les conduites thérapeutiques ne sont pas systématiques en France. Quelques-uns utilisent des corticoïdes sur la base de résultats personnels anciens*, explique le docteur Privat. *Le problème auquel nous sommes confrontés dans notre pays tient à l'extrême difficulté qu'il y a à agir de façon concertée. Chacun a tendance à faire à sa façon, dans son coin, à partir de ses résultats personnels. Nous essayons actuellement d'obtenir un peu plus de concertation de manière à ce que des résultats vraiment significatifs puissent être appliqués par tout le monde. Et ce n'est pas facile.»* La circulation accélérée de l'information permettra-t-elle d'améliorer et de coordonner les conduites thérapeutiques dans l'Hexagone?

La chose serait d'autant plus souhaitable que le réflexe d'une prise en charge médicamenteuse immédiate – qui n'exclut nullement une prise en charge chirurgicale (ostéosynthèse en urgence) – pourrait demain bénéficier de nouvelles molécules, actuellement en expérimentation animale, et qui pourraient être plus efficaces encore et d'une plus grande innocuité que les corticoïdes.

JEAN-YVES NAU

Le Monde
EDITIONS

Science et philosophie
pour quoi faire ?

Textes présentés par
Roger-Pol Droit

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
SA

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax 45-55-04-70 - Société filiale
du journal *le Monde* et Régie Presse SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez *LM*

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PP.Paris RP

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 02

DANSE

Duos contemporains à Rennes

Le Théâtre national de Bretagne a invité une dizaine de chorégraphes sur le même thème

RENNES

de notre envoyée spéciale

Le Grand Huit de Rennes n'est pas un vertigineux chemin de fer aérien de fête foraine, mais le Théâtre national de Bretagne. Ainsi nommé à cause de sa forme de cacahuète géante rappelant vaguement un huit. Surtout à cause de ses huit salles et lieux d'expositions. On y aime depuis longtemps la danse contemporaine. Naguère, on la présentait chaque saison sous la bannière « Jeunes loups de la danse ». On ne parle plus aujourd'hui de loups, mais on continue d'y inviter les chorégraphes les plus pointus, talents confirmés ou espoirs. Et d'y proposer des thèmes. Ainsi le premier week-end de février était-il consacré à une alléchante dizaine de duos.

Joëlle Bouvier et Régis Obadin ouvraient le feu avec *Welcome to Paradise*, déjà un « classique » qui tourne énormément en France et à l'étranger et dont nous avons dit (*le Monde* du 16 janvier 1990) la violente beauté. Le 2 février, ce fut un marathon, enchaînant six pièces dans deux salles combles, dont on sortait en pleine forme.

Décollage en douceur avec Viviane Serry, improvisant autour du piano de Pascal Lloret. Elle appartient depuis cinq ans à la tribu Gallotta, mais sa gestuelle n'a rien de gallottesque. Ses mouvements sont plus fluides, plus amples, et font penser, soyons franc, aux pionniers des années 60 plus qu'aux recherches actuelles. Une petite fille aux allumettes d'Andersen, ou Gelsomina. Une simplicité, une sincérité qui touchent.

JEAN-MARC NAUDIN

Mathilde Monnier

Il est des gens, c'est mystérieux, qui s'imposent avant d'avoir bougé un cil. Ainsi Hela Fattoumi et Éric Lamoureux, dont le duo *Husais*, a fait tilt dès sa création (premier prix des Rencontres de Bagnolet 1990, prix « première œuvre » de la SACD). Hela la brune est debout au fond, Éric le blond est assis un peu en avant, à droite : on retient son souffle. Ils coupent leur immobilité de déplacements foudroyants, de chutes de dos jamais vues, de sauts sur les fesses ; ils inventent d'étranges lignes brisées, des équilibres insolites, des petits gestes des doigts. Des leitmotive, comme cette position centripète, bras serrés, genoux et pieds en dedans. Parfois ils marchent simplement, têtes et yeux baissés, sans que faiblissent la rigueur et l'intensité qu'ils dégagent. Un couple à suivre, absolument. Dans une cage de tulle blanc, sur un perchoir doré, deux drôles d'oiseaux : Éric Larondo et Samuel Le Borgne – ils se sont connus chez Decouflé – présentent en création *O Pepill*. Costumes fantaisistes évoquant des croupiers de casino du Caire, musiques orientales, chansons, chacun à son micro, danses très hybrides empruntant au classique, comme au folklore tous azimuts. C'est d'une très mince substance chorégraphique mais c'est rigolo, bon enfant, et l'on peut voir un pas vers les plates-bandes du music-hall, dont la danse contemporaine se soucie généralement assez peu. On ne reviendra pas sur *Eden*, pièce d'anthologie de Maguy Marin. Les trois *Danses hongroises* (musique de Brahms) de Michèle-Anne de Mey, qu'elle danse elle-même avec Olga de Soto, sont un festival de sensualité et d'exubérance, de faux abandons coupés de frénésie, d'amples mouvements coulés et de tournoiements sur place, d'énergie et de générosité. Parfois l'éclat d'une cuisse nue aveugle, entre les bas et les jupes couleur terre. Les deux danseuses se complètent dans leur complicité joyeuse : l'une plus charmeuse (Michèle-Anne) l'autre plus fonceuse (Olga). Dix minutes, c'est trop court.

Mathilde Monnier, elle, ose les quarante minutes dans le *Duo* – c'est son titre tout simple – qu'elle présente avec le clarinettiste Louis Sclavis, mais on ne les voit pas passer. Monnier est l'une des plus belles danseuses contemporaines, belle de visage, de mains, de corps. Sa danse est nette, incisive, sans tricherie, sans pose, sans complaisances. Bien des ballerines classiques – qui se gaussent souvent du « manque de technique » des modernes – pourraient lui envier sa rigueur, le contrôle absolu qu'elle a de tous ses muscles, de tous ses nerfs. Dans ce *Duo*, où ses relations avec la musique sont fortes, presque palpables, elle déploie plus d'invention que dans ses récentes pièces, qui avaient un peu déçu. C'est ici une recherche grave, concentrée, superbe.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ *Welcome to Paradise* est donné à Cherbourg le 8 février, puis après une tournée au Canada en mars, sera à nouveau en France. Hela Fattoumi et Éric Lamoureux dansent au Théâtre de la Bastille le 12 février. Mathilde Monnier prépare une création à l'Opéra de Lille pour les 22 et 23 avril.

VARIÉTÉS

La paix des drôles

Beaucoup de police, beaucoup de beau monde. A l'entrée du gala unique donné le 4 février à l'Olympia par Guy Bedos, Smaïn et Michel Boujenah soudés par leur statut respectifs de pied-noir, beur et juif tunisien, personne n'échappait à la fouille. Pas plus Jack Lang qu'Harlem Désir, pas plus Marek Halter que Roger Hanin. Et toutes les armes, du magnétophone au canif suisse, étaient provisoirement confisquées. Ces contraintes renforçaient la complicité d'une salle comble, fraternelle. On était là pour quelque chose, pour rire utile, un peu plus et ça allait être dangereux.

L'idée de cette soirée du rire œcuménique lancée au printemps dernier par deux organisations antiracistes, Coup de Soleil et Dialogues, prenait évidemment au dix-neuvième jour de la guerre du Golfe une autre signification, des allures de manif, de congrès militant, ni anti-arabe ni anti-juif comme le dira plus tard Bedos, *« mais plutôt anti-cons »*.

Il attaque : *« C'est la guerre, je suis bien embêté, va falloir que je fasse rire avec ça »*, et tout de suite, à sa façon – fausse vacherie et vraie férocité, vrai boulot et feinte improvisation, – il fait rire : *« Je pense aux juifs russes, ils se tirent de Tchernobyl, arrivent en Israël,* qu'est-ce *qu'on leur donne, un masque à gaz... »*

Pendant trois heures, sans entracte, Bedos, Smaïn, Boujenah, vont mêler leur talents, leurs sketches, chacun pour soi, un peu ensemble, pas trop, c'est généreux mais périlleux parfois, les veines comiques ça ne se mélange pas sans résistance... Tout de même, comme dit Boujenah, *« si on fait pas le bœuf, on fait le mouton »*. Il est tout plein de soleil, Boujenah, de gentillesse véhéments, sentimental comme un sirop d'orgeat, très fort pour virer sérieux soudain, maman, papa, mon fils, tout ça, et le parfum perdu du citronnier. Smaïn est plus sec, souple, show biz, adroit comme tout et efficace aussi quand il fait visiter sa cité dortoir des Marronniers, pleines de gars comme lui *« de la deuxième couche »*, mais où subsiste aussi *« le type qui a fait l'Algérie et qui a encore les idées enveloppées dans des journaux de l'époque »*. Puis Bedos revient en scène, et on voit bien ce que les deux autres, *« les exotiques »* comme il il les appelle tendrement, lui doivent...

A la fin, les trois clowns de la paix entonnent en chœur *« Méditerranée, aux rives d'or ensoleillées »*, un succès d'opérette de Tino Rossi, et c'est très joli. Puis ils s'étreignent longuement tandis qu'on les ovationne. Comme des hommes du Sud, des amis longtemps séparés. Comme des frères... quand ils s'aiment.

DANIÈLE HEYMANN

PATRIMOINE

Pont du Gard : un projet minimaliste

Les aménageurs du site ont présenté leur projet, revu pour la troisième fois

Encore un effort et le pont du Gard, débarrassé de sa marée automobile et des ses innombrables visiteurs, enjambera, solitaire, le Gardon, qui coule entre ses arches. Ne rêvons pas : les touristes qui viennent de fort loin admirer l'un des monuments les plus visités d'Europe, ne disparaîtront pas par enchantement. Et le projet sur lequel planchent Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry depuis des années tend justement à résoudre cette contradiction : protéger l'aqueduc en organisant et en canalisant l'inévitable flot. Mais le premier remède proposé (voir *le Monde* du 5 juillet 1989) était pire que le mal qu'il voulait guérir. Les deux architectes ont dû revoir leur copie par deux fois, pour la rendre, à chaque fois, un peu plus minimaliste.

Si le principe reste le même, les moyens mis en œuvre sont considérablement allégés. La circulation reste interdite au pied du pont. Les bâtiments plus ou moins sauvages qui ont poussé à ses abords disparaissent. Seuls subsistent un ancien moulin aujourd'hui restaurant-hôtel et le corps central d'un vieux relais de poste. Les parkings sont rejetés aux extrémités de la zone protégée où seront concentrés boutiques et accueils. Les aménagement paysagers sont également plus légers : les architectes n'interviennent pratiquement plus sur le paysage. Les opposants les plus irréductibles, M. Claude Larnac et M. Compère-Rousset, admettent que leurs protestations ont porté leurs fruits puisque le projet est aujourd'hui plus « discret » – pas encore assez à leurs yeux.

Le principal litige portait sur l'expropriation, par le syndicat mixte (associant les trois communes concernées, Castillon, Remoulins, Vers-Pont-du-Gard et le conseil général), de 230 hectares destinée à geler les abords du site. Cette superficie a été ramenée à 160 hectares. Autre terrain à problème, la croupe de Balauzière, situé sur la rive nord du Gardon, à l'écosystème particulièrement fragile, sera classée en réserve naturelle et son accès réglementé. La liaison directe entre les deux parkings par une sorte de « petit train » devrait être abandonné, sous sa forme originale, en tout cas – le circuit devait franchir le Gardon grâce à un gué immergé – pour ne pas déranger les castors nombreux, paraît-il, au bord de l'eau.

Les ultimes réserves de la commission d'enquête devraient être levées et le préfet pourrait donner son feu vert à l'opération. Les travaux démarreraient alors au début de l'année prochaine. En attendant les fouilles archéologiques se poursuivent : on vient de découvrir un important bassin de régulation gallo-romain à proximité de l'aqueduc. Un raison supplémentaire de visiter le pont du Gard.

EMMANUEL DE ROUX

JAZZ

○ **Annulation du concert de Dizzy Gillespie.** – Le concert du trompettiste Dizzy Gillespie prévu mardi 5 février au TMP-Châtelet est annulé. En tournée en Europe, Gillespie a dû subir une intervention chirurgicale à l'œil, alors qu'il se trouvait à Berlin. Les organisateurs espèrent pouvoir reporter le spectacle prévu dans la salle parisienne à une date ultérieure.

MODE

Toujours plus

Avec trois mois de retard, Alaïa a présenté sa collection de prêt-à-porter printemps-été 1991

En marge du calendrier du prêt-à-porter féminin (mars pour l'hiver, octobre pour l'été), Azzedine Alaïa finit par atteindre son but : défiler en même temps que les couturiers (janvier et juillet) dans son superbe espace du Marais, un ancien entrepôt du BHV enfin totalement restauré. Ses vêtements ont beau être fabriqués industriellement, il coupe, coud, réalise ses essayages comme le ferait un véritable tailleur pour dames. Le style se nourrit de ses propres contradictions : des tarifs de prêt-à-porter de luxe pour une inspiration outrageusement « rue » qui a fait de lui le roi incontesté de la petite robe noire moulante, du caleçon en maille et des basiques des années 80 largement copiés par les fabricants du Sentier.

Et puis il y a Tati, le grand magasin de Belleville : comme son ami, le peintre Julian Schnabel, qui a réalisé ses derniers tableaux sur les célèbres toiles de stores roses et blanches (les *« Tati paintings »* récemment exposés chez Yvon Lambert), Alaïa s'inspire de cet imprimé. Il le reproduit ici sur du jean dont il a fait, cette saison, des tailleurs, des robes, des pantalons. C'est une saison en enfer encore plus chaude que d'habitude : dos ceinturés de brides, salopettes toutes cuisses dehors, boxer-shorts et balconnets inspirés des pin-up d'Antonio Vargas. *« La cambrure est toujours importante, mais, cette saison, j'ai insisté sur la poitrine ; tout est pigeonnant »*. De jeux de transparence (le deux-pièces culotte - soutien-gorge sous la robe-gaine en maille) en fentes suggestives, le corps, ainsi étiré, tendu, rebondi, devient l'unique objet d'un désir poussé à vif. Tour à tour érotique, orthopédique, le vêtement dévoile l'univers caché de la corsetterie : robes lingerie à fines bretelles d'or, jupes lacées par des cordons de guêpière, enfin, tuniques grecques néoclassiques coupées façon Mylène Demongeot dans *L'or des César*.

LAURENCE BENAIM

CINÉMA

○ **Cinémas parisiens à tarif réduit.** – Pour la troisième année consécutive se déroule à Paris l'opération « 18 heures/18 francs » qui entraîne une baisse de tarif dans toutes les salles de Paris *intra muros* lors de la dernière séance de l'après-midi. La différence avec le prix habituel est payée par la Ville. Cette opération, soutenue par un gros effort promotionnel (des extraits de *Itinéraire d'un enfant gâté*, *Tatie Danielle* et *Cyrano* détournés en guise de bande- annonce) avait permis en 1989 et 1990 une augmentation sensible de la fréquentation. Un coup de pouce bienvenu dans la conjoncture actuelle.

▶ **Du 6 au 12 février.**

Mort de Mario Valentino

Le styliste Mario Valentino est décédé à Naples le 31 janvier. Il était âgé de soixante-trois ans.

Né en 1927, Mario Valentino – qu'il ne faut pas confondre avec le couturier romain Valentino – était originaire de Naples. Il avait connu son premier succès à New-York, en 1954, grâce à une paire de sandales dessinées pour le fabricant américain Miller. Fort de ses apprentissages (son père, Vincenzo Valentino, créait des souliers depuis 1908), Mario Valentino ouvrait sa première maison à Rome en 1960. Parmi les clientes les plus célèbres, Ava Gardner, Sophia Loren. De retour à Naples, cinq ans plus tard, il commença une véritable carrière d'homme d'affaires en misant sur l'expansion et la diversification. Considéré par la profession comme « le roi du cuir », il fit travailler, dès 1973, des créateurs tels que Gianni Versace, Georgio Armani, Claude Montana et, surtout, Karl Lagerfeld, qui créa pour Valentino toute une ligne d'accessoires fabriqués dans les usines de Pozzuoli, près de Naples.

LAURENCE BENAÏM

ARTS

L'hyperbole espagnole

Ignacio Zuloaga inventa vers 1900 un nouveau style pictural : l'ultra-espagnolisme. Singulier

« Ignacio Zuloaga, peintre espagnol », écrivent les dictionnaires. C'est trop peu dire. Zuloaga se voulut, et fut pendant un demi-siècle, l'ultra-espagnol par excellence, porte-drapeau de son pays et dépositaire de la tradition du siècle d'or, un peintre nationaliste, autrement dit. Or le nationalisme en art finit mal d'ordinaire, et Zuloaga illustre la règle jusqu'à la caricature.

Il commença cependant par venir à Paris à vingt ans, en 1890, pour s'inscrire dans l'atelier de Gervex, académique mondain. Il rencontre Toulouse-Lautrec, Signac, Degas, Gauguin et ses disciples de Pont-Aven. En peu de temps, il s'agrège à leur groupe et exécute quelques toiles dans la manière des Nabis, découpages de formes synthétiques, aplats fortement contrastés, chromatisme chamarré. Il est alors le premier des gauguiniens espagnols. Ses portraits de Valentine Dethomas, qui l'épousa, et de Charles Morice, qui le célébra dans le *Mercure de France*, témoignent de son savoir-faire d'avant-gardiste bien doué.

Mais Zuloaga est aussi inconstant qu'habile : en 1892, il voyage en Andalousie pour y trouver des sujets pittoresques. Il ne les trouve que trop. A partir du milieu des années 90, et jusqu'à sa mort en 1945, les toreros, les nains, les gitans et les séminaristes, qui font comme l'on sait l'essentiel de la population espagnole, se sont partagé l'honneur d'être peints par lui. A cette réforme du sujet, il adjoint celle de son style. Greco, Velasquez et Goya chassent les Modernes français de son panthéon. Plus question d'aplats ni de japonisme : le dessin se fait minutieux ; le noir, le brun et le bistre l'emportent, rehaussés d'un peu de rouge Zurbaran. Les toiles se nomment *la Veille de la corrida*, *la Naine dona Mercedes* et *le Maire de Torquemada*.

Autant l'espagnolisme de Manet était léger et se méfiait du pathétique, autant celui de Zuloaga est dur et redondant. Il ne peint pas l'Espagne mais ses stéréotypes les plus usés. Les faces sont généralement bronzées et émaciées, les regards inévitablement féroces, les paysages forcément rocailleux et gris. Ni surprise ni nouveauté là dedans. Aussi Zuloaga remporte-t-il, à partir des années 10, triomphe après triomphe, des médailles aux Expositions universelles et le Grand Prix Mussolini à la Biennale de Venise de 1938. Barcelone le fête, Paris l'appelle, le Chili et l'Argentine le réclament, New-York et Buffalo l'idolâtrent. Il compte, parmi ses fervents admirateurs, Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, Alphonse XIII, roi d'Espagne et même, ivresse suprême, Raymond Poincaré.

Cette carrière officielle culmine comme il se doit dans une suite de portraits, la part la plus spectaculaire de l'exposition. On y voit Maurice Barrès exhiber un profit de perroquet sur fond de Tolède et Manuel de Falla attendre patiemment, les mains serrées sur les genoux, l'œil mélancolique et le crâne luisant, que le peintre ait achevé son tableau. Les effigies de Miguel de Unamuno, qui ressemblait un peu à Claudel, d'Anna de Noailles en odalisque empâtée et de quelques dames du monde, mondaines et demi-mondaines, ne manquent pas non plus de pittoresque. Seule incertitude : leur auteur était-il un satiriste masqué ou le pire des conformistes, peignait-il par dérision ou avec sérieux ces grands hommes momifiés et ces élégantes de luxe ? On aimerait être sûr de son ironie, mais ses autoportraits, à l'inverse de ceux de Chirico, ne trahissent que componction et solennité. C'est inquiétant.

PHILIPPE DAGEN

▶ **Pavillon des Arts, Forum des Halles, tél. : 42-33-82-50 ; jusqu'au 28 avril.**

Alvaro Mutis à la Fnac

A l'occasion de la parution de son dernier roman *Un bel morir*, aux éditions Grasset, la Fnac, *Le Monde* et la revue *Gulliver* vous invitent à une rencontre avec l'écrivain colombien Alvaro Mutis, Prix Médicis Étranger 1989.

Mardi 5 février à 17 h, Fnac Montparnasse avec la participation de Geneviève Brisac, Hector Bianciotti et Dominique Fernandez.
Mercredi 6 février à 17 h 30, Fnac Lyon.
Jeudi 7 février à 17 h 30, Fnac Bordeaux.
Entrée libre.

fnac Le Monde avec la revue Gulliver

PETIT MONTPARNASSE
CENTENAIRE
ARTHUR RIMBAUD
CE VOYOU GÉNIAL
TEXTES D'ARTHUR RIMBAUD
SPECTACLE CONÇU ET INTERPRÉTÉ PAR ALAIN CARRÉ
MUSIQUE POUR PERCUSSIONS DE ET PAR JACQUI DETRAZ
Location 43.22.77.74
AU FOYER DÈS 19 H ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

هكذا من الأصل

CULTURE

THÉATRE

Un mouroir fascinant

« Le Réformateur », de Thomas Bernhard, mis en scène par André Engel à Bobigny, est un hymne joyeux à la mort

« L'œuf mollet/la sauce douce/douce la sauce » sont les trois premières lignes du *Réformateur*. *« Mes nouilles/maintenant je veux les manger les nouilles »* sont les deux dernières. Début et fin d'une non-conversation entre un homme déjà vieux et sa non-compagne, quintessence d'une certitude de leur auteur : *« Je pars du principe que toute conversation entre inconnus est impossible. Que des gens qui se voient constamment puissent échanger des propos, je veux bien l'admettre. Disons un mari et une femme, pour se passer une recette de cuisine. Mais toute autre forme de conversation a pour moi un caractère emphatique ou crispé (...). Enfin, lorsqu'on est en mesure de se comprendre, la conversation devient de nouveau inutile. »*

En peu de mots, Thomas Bernhard, dans un entretien (*le Monde* du 7 janvier 1983), donnait les clés de son *Réformateur*, deuxième pièce d'un triptyque écrit à l'intention de l'acteur allemand Bernhard Minetti, qui prend place, en 1979, entre *Minetti* et *Simplement compliqué*. Elle n'avait jamais été traduite. C'est maintenant chose faite, et très bien faite, par un familier de l'œuvre de l'écrivain autrichien, Michel Nebenzahl (1).

Sous le toit d'une maison cossue, l'auteur d'un seul ouvrage, *Traité de la réforme du monde – « traduit en trente-huit langues, même en hébreu »*, – s'éveille aux petites heures d'un matin d'automne. Inconfortablement installé dans un fauteuil doré légèrement surélevé, emberlificoté dans ses draps douteux – depuis combien de temps n'a-t-il pas dormi ? – il réclame un petit-déjeuner qu'il ne pourra pas avaler, un massage qui ne rétablira pas sa circulation sanguine, son livre qu'il trouvera une nouvelle fois mauvais, son cornet acoustique qui ne lui permettra pas d'entendre la présence de sa femme qu'il n'épousera pas.

Nouvel exercice nihiliste qui se moque de tout, y compris du nihilisme, *le Réformateur* permet à Thomas Bernhard de passer en revue le geste, le mot, l'émotion, le sentiment en quelques vers libres qui font mal. Comme à son habitude, Thomas Bernhard réfléchit en premier lieu à son rôle d'auteur, entre une baliverne drolatique sur le génie (*« La Frankfurter Allgemeine Zeitung a écrit je marque l'époque/marque l'époque tu entends/marque l'époque/Naturellement cela ne veut rien dire du tout »*) et un jeu de mot savoureux sur l'écriture (*« C'est une délicatesse/Le drame/de ne le qualifier que de dramolet/Nous écrivons tous/Tout le monde écrit »*).

Il s'en prend également à l'autre et fait du *dehors* l'objet de sa haine et de sa répulsion, sans pourtant cesser de démolir ce qui vient du *dedans*, unissant en un perpétuel va-et-vient le cloaque qui l'entoure à celui qui le ronge. Et pourtant il se doit à son œuvre et donc à celui qui la recevra, justifiant en cela toute une vie à la table de travail : *« C'est répugnant de devoir se produire, mais nous avons besoin de l'écho, sinon nous mourons de faim. »* Entre deux sentences, quelquefois, le doute s'insinue, vieil objet rassurant de philosophie, qu'il jaillisse d'un trait d'humour ou d'un « éclat de douceur ». Car la douceur surgit bien chez Thomas Bernhard comme la violence ailleurs, tant elle est rare, inattendue, dissimulée.

A toutes ces questions, ces enjeux, ces doutes, le metteur en scène André Engel n'a cessé de réfléchir, lui-aussi. L'univers de Bernhard et le sien ont tant de correspondances que c'en est troublant. Disons pour être bref qu'ils ont tous les deux la même attitude paradoxale vis-à-vis de leur travail, une hésitation déchirée entre la passion et la haine de ce qu'ils font, cette envie de s'en prendre sans merci à l'idée qu'ils viennent d'entrevoir, à l'art qu'ils servent, à l'idée même de l'art. Mais défaire l'art, c'est encore le faire. Et le spectacle de Bobigny est le plus bel hommage qu'on puisse rendre au théâtre.

Il y a la lourdeur aérienne, germanique, étudiée, du décor de Nicky Rieti, et surtout un plafond alambiqué qui figure autant de circonvolutions d'un cerveau à l'ouvrage. Il y a les costumes cauchemardesques, qui renouvellent la convention bourgeoise, de Pierre Yves Gayraud. Il y a les lumières d'André Diot, qui font du « cloaque » du monde et des hommes le plus fascinant des mouroirs.

Il y a la mise en scène d'Engel, attentive au mot, au geste, à l'intonation, d'une belle élégance dans sa noirceur joyeuse. Il réalise quelques morceaux d'anthologie comme cette bastonnade qui s'interrompt quand le regard du bastonneur est capté par son reflet dans un miroir, ou encore une scène finale en forme de « coup de théâtre » comme on ne les ose plus. Engel fait théâtre de toute réplique, toute situation, toute humeur, n'hésite pas à se caler dans l'humour autant que l'auteur le lui permet, et nous donne de son *Réformateur* un vieillard paranoïaque, tantôt Argan, tantôt Lear, qui s'en va rejoindre les plus grands personnages du répertoire.

Cela n'aurait pas été possible sans l'interprétation de Serge Merlin. Serge Merlin a en commun avec Thomas Bernhard une seule nostalgie, celle de l'enfance. Elle donne à son jeu poésie, fragilité, beauté, naïveté perverse, violence têtue, cette singularité assiégée qui fait les êtres d'exception. Michèle Féruse, quasi muette, lui donne la réplique avec beaucoup de justesse. Trois acteurs surgissent à la cinquième scène pour un moment de pur burlesque où la boulimie souriante de Mama Chriss, le bégaiement de Georges Mavros et le zézaiement de Pierre Gavary achèvent de nous faire aimer ce spectacle passionnant.

OLIVIER SCHMITT

---

(1) *Le Réformateur*, Éditions de l'Arche, 112 pages, 75 F.

▶ Maison de la culture de Bobigny. Jusqu'au 24 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée le dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

OPÉRA DE PARIS BASTILLE Mercredi 6 Jeudi 7 février 20 heures Places : 50 à 220 F Tél. loc. 40-01-16-16 (p.a. Valmalete) O. et C.	**ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS** Dir. : Myung-Whun **CHUNG** BIZET-BERLIOZ BRAHMS
MUSÉE D'ORSAY Auditorium Jeudi 7 février 20 h 30 Loc. tél. 40-49-49-78 (p.a. Valmalete)	**TRIO TCHAIKOVSKY** DVORAK SMETANA BRAHMS
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. Iéna 75116 Paris Jeudi 7 février 20 h 45 Rens. Tél. : 47-20-86-84 (p.a. Valmalete)	**TRIO DA VINCI** Max RABINOVITSJ Violon Donald MACCALL Violoncelle Elisabeth ALLEN Piano SCHUBERT JOLY BRAGA SANTOS MENDELSSOHN
CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Vendredi 8 Lundi 11 Mercredi 13 février 12 h 45 (p.a. Valmalete Mondi Musique)	**LES MIDIS MUSICAUX** Le 8 : Robert **HOLL** Baryton SCHUMANN le 11 : BRODSKY Quartet BEETHOVEN le 13 : Quatuor **MANFRED-BOURGOGNE** LIGETI, PROKOFIEV
THÉATRE CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 9 février 20 h 30 (Valmalete)	**Maria Joao** **PIRES** BEETHOVEN MOZART SCHUMANN Les places achetées pour le Récital du 18 décembre restent valables le 9 fév.
Salle PLEYEL Samedi 9 février 21 heures (p.a. Valmalete Musicoglotz)	**ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS** Dir. : Laurent **PETITGIRARD** Sol. Jean-Philippe **COLLARD** ROUSSEL, SANCAN RAVEL RAVEL - Marius CONSTANT 1re Mondiale pour orchestre de GASPARD DE LA NUIT

CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 10 février 16 h (p.a. Valmalete O. et C.)	**Solistes de l'E.I.C.** Brigitte **FASSBAENDER** Mezzo Sop. WOLPE, GERHARD SCHŒNBERG
AUDITORIUM CHATELET Lundi 11 février 19 h (p.a. Valmalete)	**GROUPE VOCAL DE FRANCE** Dir. : John ALLDIS DEBUSSY MILHAUD BERLIOZ
GAVEAU Lundi 11 février 20 h 30 (Kiesgen)	FOURNIER PRODUCTIONS La Pianiste Florence **DELAAGE** Beethoven-Schumann Chopin-Wagner-Liszt
AUDITORIUM CHATELET Mardi 12 février à 19 h (p.a. Valmalete)	Olivier **CHARLIER** Régis **PASQUIER** Violons Gérard **CAUSSÉ** Alto Roland **PIDOUX** Violoncelle Christian **IVALDI** Piano FAURÉ, DEBUSSY
THÉATRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 12 février 20 h 30 Rens. Tél. : 48-04-54-13 Loc. Tél. : 47-20-36-37 FNAC VIRGIN Agences 40 F à 250 F (p.a. Valmalete)	**ProQuartet** Production RÉCITAL UNIQUE **Valéry** **AFANASSIEV** Piano **BEETHOVEN** Les 3 Dernières Sonates op. 109, 110, 111
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD 73, r. Mouffetard PARIS-5e 43-31-11-99 Mardi 12 février 20 h 30 (p.a. Valmalete)	**QUATUOR ATHEANEUM ENESCO** BEETHOVEN Quatuor op. 95 HAYDN Quatuor op. 76 nº 1 BRAHMS Quatuor op. 51 nº 1
OPÉRA-COMIQUE Mercredi 13 février 20 h Loc. Tél. : 42-96-12-20 (p.a. Valmalete)	**PRO MUSICIS** A la découverte des grands talents de la jeune génération **Doreen** **DeFeis** Soprano Olivier MAUTIUS Piano SCARLATTI MOZART, BRAHMS STRAUSS, FAURÉ...

THEATRE OUVERT
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49
Les ... D'ENCRE
NAMIAND · WENZEL
AVEC
FRANÇOISE BETTE, MARIEF GUITTIER
ET THOMAS AUFORT

BRIGITTE ENGERER
piano
VEN. 8 FEV. 18H30 - 65 F
2 pianos
avec Oleg Maisenberg
TCHAIKOVSKI
RACHMANINOV

DIM. 10 FEV. 20H30 - 75 F
avec
O. Maisenberg, Quatuor Keller
et
Quatuor vocal
BRAHMS

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

NOUVEAU RÉCITAL : "LE POIDS DES ROSES"

JACQUES BERTIN

AU CASINO DE PARIS

SAMEDI 9 FÉVRIER à 20 H 30
DIMANCHE 10 FÉVRIER à 16 H 30

· Réservations : 49 95 99 99

avec l'adami

DISTRIBUTION SCALEN

Église Saint-Louis-en-l'Ile
samedi 9 février, à 20 h 30,
dimanche 10 février, à 17 h

Concert de l'académie de l'Ile-Saint-Louis, direction Bertrand de Billy.

BACH : 3e et 6e Brandebourgeois, concerto pour violon et hautbois en ré mineur ; suite en si mineur. Avec Isabelle Lequien et Vinciane Beranger, alto ; Sylvie Dussau, violon ; Michel Benet, hautbois et Marine Perez, flûte.

Rens. et réserv. : 40-30-10-13
Prix des places : 120 F et 90 F (tarif réduit).

SALLE GAVEAU - Mardi 12 Février 20h30
UNIQUE CONCERT
TRIO QUANTZ
Haydn - Beethoven - Mozart - Barboteu - Auric
Places 90 à 160 F
LOC. 49.53.05.07

d'A
D'ARCHITECTURES
LE MAGAZINE DE LA CRÉATION ARCHITECTURALE
UN JOUR AVEC BRUNET - SAUNIER
RUEIL 2000, LA PANNE
LE CENTRE UNIVERSITAIRE DE RIPAULT
BEYROUTH INÉDITE
MUSÉES VERSION ISOZAKI
Nº 12 JANVIER-FÉVRIER 1991
28 F

ÉDITE PAR SEA : 7, RUE DE CHAILLOT - 75116 PARIS - TÉL. : 49.52.03.62

FÉVRIER 91
AMERICA
Festival de musique américaine
Théâtre des Champs-Élysées / Radio France
du 21 février au 2 mars 1991
Dix concerts
orchestre, musique de chambre, orgue, piano
Dépliant gratuit au 42 30 26 33
ou aux caisses de Radio France
Radio france

EIC ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
IRCAM

Stefan Wolpe
Musik zu Hamlet
Roberto Gerhard
Gemini
Franz Schreker
Der Wind
Arnold Schoenberg
Le livre des jardins suspendus
SOLISTES DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Brigitte Fassbaender, mezzo-soprano
Dimanche 10 février
Châtelet 16 h
40 28 28 40
Coproduction
Théâtre du Châtelet

Anders Eliasson
Concerto pour basson et cordes
Magnus Lindberg
Joy, *création*
György Ligeti
Concerto pour violoncelle
Igor Stravinsky
Concerto en mib
"Dumbarton Oaks"
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Direction
JUKKA-PEKKA SARASTE
Pascal Gallois, basson
Pierre Strauch, violoncelle
Technique IRCAM
Lundi 11, mercredi 13 février
Centre Pompidou 20 h 30
42 60 94 27

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

AGENDA

Programmes du mercredi 6 au mardi 12 février

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.
Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

Années 30 : le théâtre de boulevard à l'écran : Bichon (1935), de Fernand Rivers, 16 h ; Koulechov et les siens : le Serment de Timour (1942, v.o.), de Lev Koulechov, 19 h ; les Archives du film présentent : Saut mortel (1931), de E.-A. Dupont, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

MERCREDI

Zavattini : Ali Baba et les 40 voleurs (1954), de Jacques Becker, 14 h 30 ; la Freccia nel fianco (1845, v.o. traduction simultanée), d'Alberto Lattuada, 17 h 30 ; la Fille sans homme (1953, v.o. traduction simultanée), de Giuseppe De Santis, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

MERCREDI

Les Folles Années 1920-1940 : Jeune public : le Voleur de paratonnerres (1945) de Grimault, Garou Garou le passe-muraille (1951) de Jean Boyer, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 18 h 30 ; Carte blanche : : Henri de Turenne : Actualités allemandes 1939, la Fureur de vivre des années vingt (1963) de Jean-Marie Drot, Entr'acte (1624) de René Clair, 16 h 30 ; les Femmes et le Droit de vote à travers Gaumont (1935-1938), Stavisky (1974) d'Alain Resnais, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-86).

L'AMOUR DANS DE BEAUX DRAPS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-26-69-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-69-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-76-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-63-93) ; UGC Opéra, 9e (46-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-87) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-86-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latins, 4e (42-78-47-88) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (46-32-91-66).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE BRASIER (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 8e (43-25-59-63) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-58-82-82) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-58-31) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-56) ; Fauvette, 13e (43-31-56-66) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-78-79) ; Gaumont Convention, 15e (46-26-42-27) ; Pathé Clichy, 16e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-98).

CABAL (*) (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-63-93) ; UGC Gobelins, 13e (45-81-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (Esp., v.o.) : Latins, 4e (42-78-47-88).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-62) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-68-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA CONTRE-ALLÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-06-57-57) ; George V, 8e (45-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-84).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-28) ; Cinoches, 8e (46-33-10-82).

DESPERATE HOURS (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-62-38) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-78-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-46-60) ; Fauvette, 13e (43-31-56-66) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (46-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (45-33-10-82).

DOC'S KINGDOM (Fr.-Por., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

L'ECHELLE DE JACOB (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (46-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

L'EXORCISTE, LA SUITE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (46-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 8e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-06-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-56-62-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-18-18) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-64) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-56) ; UGC Gobelins, 13e (46-61-94-95) ; Mistral, 14e (46-36-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LA FEMME DU MARCHAND DE PÉTROLE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-26-80).

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 8e (43-25-59-63) ; UGC Rotonde, 8e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-85) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-56-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 8e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-64-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 16e (46-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-84-64) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-66-31).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-67-47).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-62) ; Panthéon, 5e (43-54-16-04) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-08).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6e (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 6e (45-74-65-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : Racine Odéon, 8e (43-28-16-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

JU DOU (Chin.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LACENAIRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-62) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.) : George V, 8e (45-52-41-48) ; v.f. : Rex, 2e (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 8e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-82-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-68) ; Fauvette, 13e (43-31-56-66) ; Pathé Wepler II, 16e (45-22-47-64).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : George V, 6e (45-62-41-46).

MAUVAISE FILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 6e (45-62-41-46).

MEMPHIS BELLE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-87) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

METROPOLITAN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MILENA (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MIMA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-28) ; Pathé Hautefeuille, 8e (46-33-79-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

MONSIEUR QUIGLEY L'AUSTRALIEN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 5e (42-22-72-80) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-88-00-18) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

NETCHAIEV EST DE RETOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-82-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-66).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-64-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-69-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE NOUVEAU MONDE (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

OUTREMER (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-82-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-83-50) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-84-85) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Mistral, 14e (45-36-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-81-68).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-83-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-55-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA PROVOCATION (Fr.-Youg., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

REI DOM OU LA LÉGENDE DES KREULS (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ROUTE ONE (USA Club, 9e (47-70-81-47).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-28-58-00).

THE TEMPEST (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

TILAI (burkinabé, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-62-35) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-38-07) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-18-09) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; George V, 6e (45-62-41-48) ; Saint-Lambert, 16e (45-32-91-68).

TRANSIT (Fr.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-67-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

URANUS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-67) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-62) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 6e (46-82-20-40) ; Fauvette, 13e (43-31-58-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-62-37) ; Gaumont Convention, 15e (46-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-86).

LE VENT DE LA TOUSSAINT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8e (46-33-67-77).

LES FILMS NOUVEAUX

ALICE. Film américain de Woody Allen, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-16) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (46-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-26-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 16e (45-75-79-76) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

HIGHLANDER, LE RETOUR. Film américain de Russell Mulcahy, v.o. : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-83-18-15) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-08-50-50) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-06-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-38-63-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-64-94) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-78-23) ; Paramount Opéra, 6e (47-42-58-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-81-94-96) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 16e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (48-36-10-96).

L'OPÉRATION CORNED-BEEF. Film français de Jean-Marie Poiré : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-38-83-63) ; Bretagne, 8e (42-22-57-87) ; UGC Montparnasse, 8e (45-74-84-84) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-06) ; UGC Biarritz, 6e (46-82-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-85) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-18) ; Pathé Wepler, 16e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SARABA, ADIEU MA TERRE NATALE. Film japonais de Mitsuo Yanagimachi, v.o. : Utopia Champollion, 6e (43-28-84-65).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-66) 19 h.

LA BAIE DES ANGES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 14 h.

BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-66) 21 h.

DAMES GALANTES (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 13 h.

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-28-58-00) 15 h 50, 22 h.

LE DERNIER NASAB (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-28-19-09) 22 h.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-88) 21 h.

LA DOLCE VITA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 16e (45-32-91-68) 18 h.

ENTRE CIEL ET TERRE (Eg.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 10 h, 21 h.

LA FEMME FLAMBÉE (**) (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (46-64-46-86) 18 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (48-33-97-77) 12 h.

MACBETH (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 15 h 30.

1884 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Action Christine, 8e (43-28-11-30) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

NÉS DES ÉTOILES (Jap.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 40.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h 15.

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (46-05-51-33) 16 h 20.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 10.

PUMP UP THE VOLUME (A., v.o.) : Studio 28, 16e (45-06-36-07) 19 h, 21 h.

LE SIXIÈME DOIGT (Fr.-ivoirien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-06) 16 h.

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 13 h.

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

TO SLEEP WITH ANGER (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 13 h 30.

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.). Grand Pavois, 16e (45-54-46-85) 20 h 30.

TRASH (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LES TRIBULATIONS DE BALTHASAR KOBER (Pol.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-48-85) 16 h 45.

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LA VILLE DORÉE (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h.

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

THÉATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-36-74-62). Avez-vous payé votre place? et Adoptez-le : 22 h 15.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 21 h.

ATELIER (46-06-49-24). Le Maître de go : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Une femme : 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Richard II : 19 h.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Les Nouvelles Confessions : 19 h. Le Long Retour Pièces de la mer : 20 h 30. Lo To Folo ou les Fêlés d'amour : 22 h.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). La Tempête : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). La Facture : 20 h 45.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Sous l'olivier : 20 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Catherine de Heilbronn : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h.

CAVEAU DU VIEUX CHÊNE (43-37-71-61). ,s : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Oncle Vania : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-36-69). La Galerie. L'Ecole des maris : 14 h 30 et 20 h 30. La Resserre. La Saül du roi : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter! : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. La Malade imaginaire : 20 h 30.

DAUNOU (42-81-89-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-38-00-02). Cinq pas dans la tendresse : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-28). L'Humour en coin : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-28-47-47). La Dernière Nuit d'Otto Weininger : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Bébés-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-65). Le Jeu de l'amour et du hasard : 16 h 45. La Mouette : 20 h 45.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (40-76-67-91). Zistoir Rosette : 20 h 30.

FONTAINE (46-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-16). Coiffure pour dames : 20 h 45.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 16. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 30. Le Rotichon baigneur : 20 h 30. La Farce du roi Force : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-48-78-79). Francis Lalanne : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-98). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre, les Muses mutines : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Couple ouvert à deux battants : 21 h.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-86-83). Zoo Story : 20 h 30.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona chérie : 16 h 45.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabelais : 20 h. Huis clos : 21 h 30. Théâtre rouge. Mignonne, allons voir... : 20 h. Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Cerisaie : 21 h.

MARAIS (42-78-03-63). Grasse Matinée : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Euphoric Poubelle : 20 h 30. Le Vert Paradis : 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). La Dame de chez Maxim's : 20 h 30.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h.

MATHURINS (42-85-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Gustave et Louise : 18 h.

MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Une histoire de la magie : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Le Gros N'avion : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Amadeus : 20 h 45.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Ce voyou génial : 21 h.

MUSÉE COGNACQ-JAY (40-27-07-21). Deux actrices de bonne foi : 15 h 30.

MUSÉE D'ART MODERNE (47-23-81-27). Littérature de Flandre et des Pays-Bas : 20 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). L'Art de la comédie : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les Jumeaux : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Autant en emportent les vamps : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timsit : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-87-59-81). L'Humour 1990 : 14 h 30. Rumeurs : 20 h 45.

POCHE-MONTPARNASSE (45-46-82-97). Salle I. Le Fiancé : 21 h. Salle II. Chambre 108 : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Le Crépuscule des lâches : 20 h 30.

POTINIÈRE (42-81-44-18). Archibald : 20 h 45.

RANELAGH (42-88-84-44). Les Clowns de Leningrad l'année de tous les clowns : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Salle des fêtes : 18 h. La Cuisse du steward : 20 h 30.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Jacques le Fataliste : 18 h 30. A ce moment précis : 21 h.

SAINT-GEORGES (46-78-63-47). A croquer ou l'ivre de cuisine : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Docteur Bud : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). La Métromanie : 20 h 45.

THÉATRE HÉBERTOT (43-87-23-23). La Contrebasse : 21 h.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 6 FÉVRIER

« La sculpture au Musée d'Orsay, de Daumier à Maillol », 13 h 30, sur l'esplanade, sous l'éléphant (C. Merle).

« Versailles : les collections du Musée Lambinet », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (Office du tourisme).

« Exposition : Nadar, caricatures et photographies », 14 h 30, 47, rue Raynouard (Maison de Balzac).

« De Saint-Roch aux hôtels de la rue Saint-Honoré », 14 h 30, métro Tuileries (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel de Bourienne », 15 heures, 58, rue d'Hautefeuille.

« La collection Cognacq-Jay à l'hôtel Donon » (par ordre d'arrivée), entrée du musée, 8, rue Elzévir (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 16 heures : « L'empreinte de l'Égypte dans l'art occidental : cinq siècles d'égyptomanie », par J.-M. Humbert (Espace Kronenbourg Aventure).

Sorbonne (amphi Descartes), 17, rue de la Sorbonne, 18 h 30 : « Le big-bang : crédibilité de la théorie en février 91 », par H. Reeves (Mouvement de la responsabilité scientifique).

17, avenue d'Iéna, 19 heures : « Le mouvement ouvrier allemand aux dix-neuvième et vingtième siècles », avec G. Badia, J. Droz, I. Petit, A. Ruiz et C. Weill (Centre culturel allemand).

6, rue Albert-de-Lapparent, 20 h 30 : « L'amour amoureux », par Y. Diénel (Psychiatrie Psychanalytique).

Cité universitaire, maison internationale, 18, boulevard Jourdan, 21 heures : « Les psychoses », par A. Georgieff (Séminaires psychanalytiques de Paris. Tél. : 46-33-32-93).

هكذا من الأصل

C'est pas de votre faute
si Georges
couche sous les ponts
depuis 6 mois.
Mais si cet hiver
il fait tous les soirs
un bon repas bien chaud,
ce sera grâce à vous.

LES RESTAURANTS DU COEUR

ON COMPTE SUR VOUS

Coluche

Les Restos du Cœur sont ouverts depuis le 13 décembre. 275.000 repas par jour ! Tous les dons, petits ou grands, sont les bienvenus. Avec 4 F vous assurez un repas. Avec 400 F, ils seront deux à manger pendant 50 jours. Il faut tenir jusqu'au 21 Mars. Nous avons besoin de vous.

Restaurants du cœur - 75515 Paris cedex 15

BRED

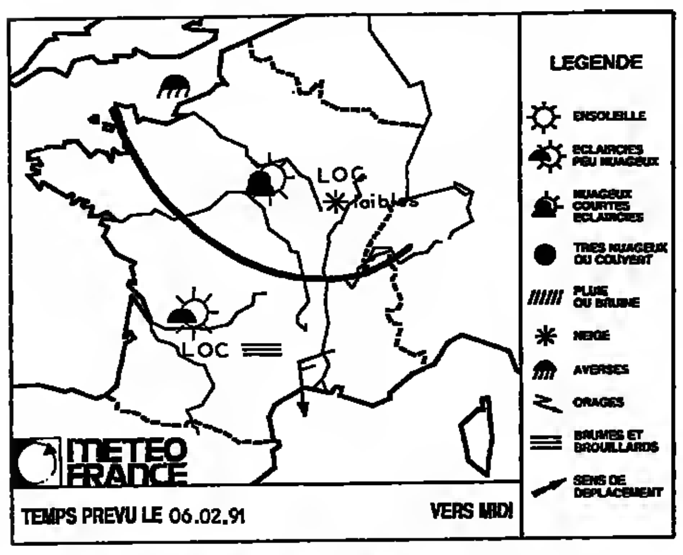
Cette annonce
est publiée
grâce au concours
de la BRED.

Conception offerte par l'Agence Grey et média planning par Horizons Média.

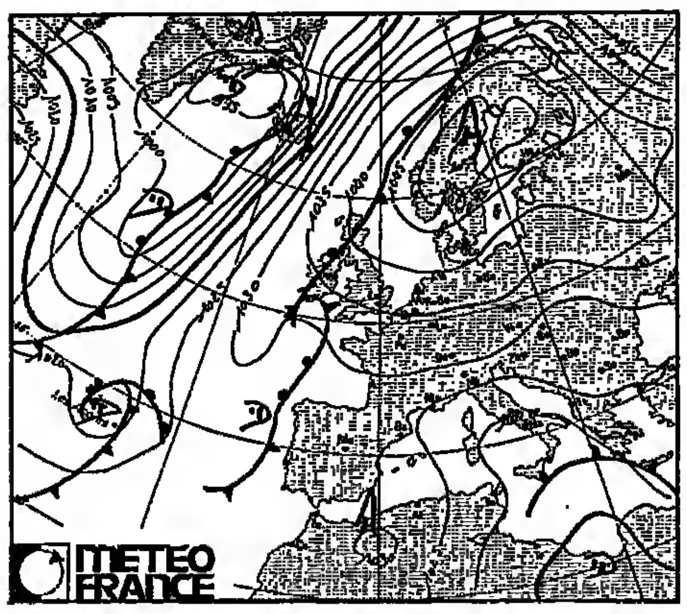
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 6 février
Eclaircies sur l'ensemble du pays et neige sur le Nord



SITUATION LE 5 FÉVRIER 1991 A 0 HEURE TU



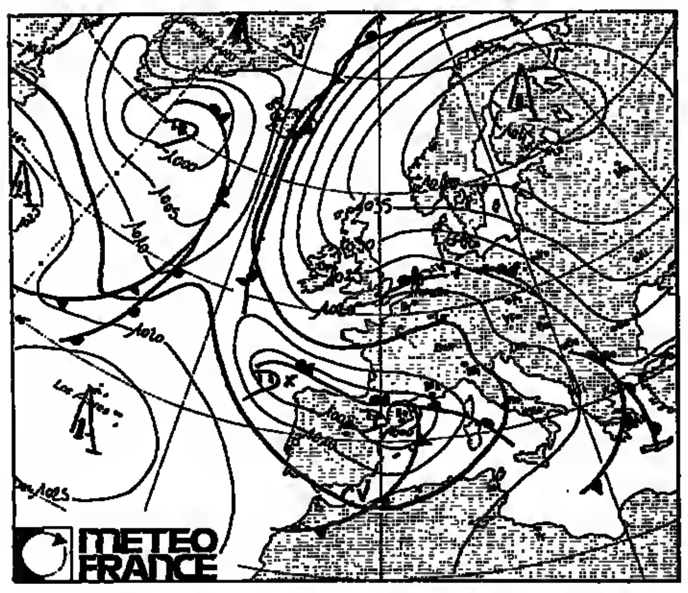
Mercredi 7 février : un temps très hivernal. – Il fera très froid jeudi matin sur presque toute la France. Sur le Nord-Est, les températures pourront être inférieures à – 10 degrés. Sur les autres régions elles seront comprises entre – 9 degrés et – 4 degrés, à l'exception des régions les plus méridionales, où elles atteindront 3 degrés.

Dans l'après-midi il fera froid, mais, malgré de belles apparitions du soleil sur une grande moitié nord, le thermomètre dépassera rarement le zéro.

Sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, le matin le ciel sera plus nuageux. Ces nuages pourront apporter quelques chutes de neige jusqu'en plaine. L'après-midi sera plus ensoleillé, les nuages s'étant alors éloignés vers les régions méditerranéennes. Ils circuleront sur Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur, la Corse, le sud du Massif central et la région Rhône-Alpes. Là aussi, ils amèneront des pluies et même des chutes de neige jusqu'à des altitudes assez basses. Sur toutes ces régions les températures de l'après-midi seront moins froides, mais resteront inférieures aux températures de saison.

Le ciel se couvrira également sur Nord-Picardie et les Ardennes et il neigera faiblement.

PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 04-02-1991 à 6 heures TU et le 05-02-1991 à 6 heures TU — le 05-02-1991

FRANCE			
AJACCIO	9	– 1	D
BIARRITZ	10	1	–
BORDEAUX	11	0	C
BOURGES	– 1	– 7	–
BREST	5	– 1	C
CAEN	– 2	– 5	–
CHERBOURG	2	– 2	–
CLERMONT-FER	2	– 4	–
DIJON	0	– 6	D
GRENOBLE SMH	6	– 2	–
LILLE	– 3	– 6	D
LIMOGES	5	– 5	B
LYON	0	– 2	–
MARSEILLE-MAR	1	– 4	D
NANCY	1	– 6	D
NANTES	2	– 3	C
NICE	10	3	D
PARIS-MONTS	– 1	– 4	–
PAU	10	0	–
PERPIGNAN	12	6	C
RENNES	1	– 2	N
ST-ETIENNE	2	– 4	–
STRASBOURG	1	– 7	D
TOURS	– 3	– 5	C
TOULOUSE	8	2	N
POINTE-A-PITRE	30	19	D
ÉTRANGER			
ALGER	14	9	P
AMSTERDAM	– 3	– 3	D
ATHÈNES	9	6	N
BANGKOK	32	21	D
BARCELONE	12	8	N
BELGRADE	– 2	– 8	C
BERLIN	– 2	– 6	D
BRUXELLES	– 5	– 6	D
LE CAIRE	14	8	D
COPENHAGUE	1	0	*
DAKAR	22	20	D
DELHI	–	–	–
DJERBA	14	11	A
GENÈVE	0	– 1	C
HONGKONG	20	15	C
ISTANBUL	2	1	D
JÉRUSALEM	–	–	–
LISBONNE	12	8	D
LONDRES	2	– 1	N
LOS ANGELES	18	11	N
LUXEMBOURG	0	– 6	D
MADRID	8	2	D
MARRAKECH	12	8	D
MEXICO	19	10	N
MILAN	6	– 6	D
MONTRÉAL	8	3	C
MOSCOU	–12	–14	*
NAIROBI	26	14	D
NEW-YORK	–	–	–
OSLO	– 6	–12	D
PALMA-DE-MAJ.	13	3	D
PÉKIN	2	– 4	D
RIO-DE-JANEIRO	28	24	D
ROME	9	4	C
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	1	– 3	N
SYDNEY	37	28	D
TOKYO	11	2	D
TUNIS	13	9	P
VARSOVIE	– 6	–10	C
VENISE	4	– 3	D
VIENNE	– 3	– 6	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 5 février

TF 1

21.00 **Cinéma :**
Docteur Popaul. ■■
Film français de Claude Chabrol (1972). Avec Jean-Paul Belmondo, Mia Farrow, Laura Antonelli.
22.45 **Magazine : Ciel, mon mardi !**
0.35 **Journal, Météo et Bourse.**
1.10 **Au trot**

A 2

20.45 **Les dossiers de l'écran :**
La femme flic. ■
Film français d'Yves Boisset (1979). Avec Miou-Miou, Jean-Marc Thibault, Leny Escudero.
22.30 ▶ **Débat : Une autre conquête des femmes, la police.**
Animé par Gilbert Kahn. Invités : François Roussely, directeur général de la police nationale, Mireille Lombard, inspecteur, Catherine Leclerq, officier, Bernadette François, Martine Le Cardinal, gardiens, Catherine Faura, commissaire, Nicole Rivot, inspecteur principal, Blanche-Eugénie Damal, commissaire principal, Elisabeth Rumi, commissaire.
23.30 **Journal et Météo.**
23.50 **Musique : Jazz à Antibes.**
Dizzy Gillespie.

FR 3

20.40 **Téléfilm : La lady et les malfrats.**
22.10 **Journal.**
22.30 **Télévision régionale.**
23.25 **Variétés : Eurotop Metropolys.**
0.15 **Magazine : Espace francophone.**
0.45 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma :**
Gorilles dans la brume. ■
Film américain de Michael Apted (1988).
22.35 **Flash d'informations.**
22.40 **Cinéma :**
Mort à l'arrivée. ■■
Film américain de Rocky Morton et Annabel Jankel (1688) (v.o.).
0.15 **Cinéma :**
Le Mahabharata ■■
Film franco-britannique de Peter Brook (1988). Avec Robert Langdon Lloyd, Vittorio Mezzogiorno, Andrzej Seweryn (v.o.).

LA 5

20.45 **Cinéma :**
Adieu poulet. ■■
Film français de Pierre Granier-Deferre (1975). Avec Lino Ventura, Patrick Dewaere, Victor Lanoux.
22.20 **Spécial Golfe.**
22.50 **Cinéma :**
Tendres cousines. □
Film français de David Hamilton (1980).
0.25 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 **Téléfilm :**
A la recherche de l'oncle Jack.
22.15 **Série : Brigade de nuit.**
23.05 **Magazine : Vénus.**
23.35 **Six minutes d'informations.**
23.40 **Magazine : Dazibao.**
23.45 **Musique : Boulevard rock'and hard.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

21.00 **Magazine : Mégamix.**
22.00 **Magazine : Dynamo**
(Spécial excentriques).
22.30 **Téléfilm : Carl Langa.**
23.45 **Court métrage : La mort d'une vache.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel médecine.** L'aspirine.
21.30 **Grand angle.** L'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police (rediff.).
22.40 **Les nuits magnétiques.** Autour du ring.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Manfred Eicher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du Grand Auditorium) : Quatuor à cordes nº 4 en mi mineur op. 44 nº 2, de Mendelssohn ; Quatuor à cordes de Cerha ; Quatuor à cordes nº 6 en fa majeur op. 80, de Mendelssohn, par le Quatuor Cherubini.
23.07 **Poussières d'étoiles.** Plein ciel – studio 116 ; Tract 1974 USA, par Ilhan Mimaroglu.

Mercredi 6 février

TF 1

13.35 **Série : Alerte à Malibu.**
14.30 **Club Dorothée.**
17.25 **Série : Starsky et Hutch.**
18.20 **Jeu : Une famille en or.**
18.50 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.45 **Divertissement :**
Pas folles, les bêtes !
19.50 **Tirage du Loto.**
20.00 **Journal, Tapis vert, Météo et Loto.**
20.50 **Variétés : Sacrée soirée.**
22.45 **Magazine : Perdu de vue.**
Présenté par Jacques Pradel.
23.50 **Au trot.**
23.55 **Journal, Météo et Bourse.**
0.15 **Série : Mésaventures.**

A 2

13.43 **Feuilleton : Générations.**
14.25 **Eric et toi et moi.**
18.45 **Eve raconte.**
L'impératrice Tseu-Hi (3ᵉ partie).
17.05 **Série : Les craquantes.**
17.30 **Jeu : Des chiffres et des lettres junior.**
17.55 **Magazine : Giga.**
18.55 **INC.**
19.00 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Téléfilm : Aéroport - Issue de secours.**
Un « enfant non accompagné » disparaît.
22.10 ▶ **Documentaire :**
Tant qu'il y aura des bébés.
De Bertrand Cramer, Eliane Comtini et Paule Zajdermann. 1. Une cuillère pour papa, une cuillère pour maman.
23.10 **Journal et Météo.**
23.30 **Magazine : Prolongations.**
Ski alpin : championnats du monde à Saalbach.

FR 3

13.40 **Série : Chers détectives.**
14.30 **Magazine : Montagne** (rediff.).
15.05 **Feuilleton : L'aventure de Christophe Colomb** (dernier épisode).
18.10 **Jeu : L'œuf de Colomb.**
17.05 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
17.30 **Amuse 3.**
18.15 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **La 19-20 de l'information.**
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 **Jeux : La classe.**
20.40 **Magazine :**
La marche du siècle.
Présenté par Jean-Marie Cavada.
L'effet Serres.
Hommage au philosophe.
22.20 **Journal.**
22.40 **Magazine : Faut pas rêver.**
Suisse : L'express le plus lent du monde ; Inde : Un village du Karnata ; France : Les pierres de Reims.
23.35 **Magazine : Alice.**
0.20 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm : Scoop.**
15.25 **Les Nuls... l'émission** (rediff.).
16.20 **Sport : Volley-ball.**
Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe : Fréjus-Knack Roeselare (Belgique), en différé.
18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 21.00

18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.50 **Top albums.**
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Cinéma dans les salles.**
21.00 **Cinéma : Au fil de la vie.** ■■
Film américain de Gary Marshall (1988). Avec Bette Midler, Barbara Hershey, John Heard.
22.55 **Flash d'informations.**
23.05 **Cinéma : Cocktail.** □
Film américain de Roger Donaldson (1988). Avec Tom Cruise, Bryan Brown, Elisabeth Shue (v.o.).
0.45 **Cinéma : Possessions !**
Film français, classé X.

LA 5

13.35 **Série : Matlock.**
14.30 **Série : Le renard.**
15.35 **Série : Bergerac.**
16.35 **Dessins animés.**
18.30 **Série : K 2000.**
19.30 **Série : Tel père, tel fils.**
20.00 **Journal.**
20.35 **Drôles d'histoires.**
20.45 **Histoires vraies.**
Conspiration nucléaire.
Un journaliste enquête sur une affaire de déchets toxiques.
22.20 **Débat :**
Faut-il avoir peur du nucléaire ?
Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg.
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Série : Les globe-trotters.**

M 6

13.25 **Série :**
Madame est servie (rediff.).
13.55 **Série : FTV.**
15.40 **Jeu : Quizz cœur.**
16.15 **Série : Vegas.**
17.05 **Hit hit hit hourra !**
18.05 **Série : Supercopter.**
19.00 **Série : La petite maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : Prison de femmes.**
La drogue, l'homosexualité, les clans...
22.20 **Série : Equalizer.**
23.15 **Documentaire : 60 minutes.**
Confession d'un tueur de la Mafia, de Greg Foad et Peter Beemish.
0.05 **Six minutes d'informations.**
0.10 **Magazine : Dazibao.**
0.15 **Musique : Boulevard des clips.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

16.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
16.55 **Magazine : Mégamix.**
18.00 **Documentaire : I do not know what it is I am like**
De Bill Viola.
19.10 **Court métrage : Jour de congé.**
19.30 **Chronique : Le dessous des cartes.**
19.35 **Journal de FR 3.**
20.00 **Documentaire :**
Jazz français à New-York.
21.00 **Documentaire : Le dossard.**
D'Alain Marcoen.
22.00 **Cinéma d'animation : Images.**
22.30 **Cinéma : De Witte Van Sichen (Le petit garçon aux cheveux blancs).** ■■
Film belge de Robbe de Hert (1979).

FRANCE-CULTURE

20.30 **Antipodes.**
Mémoire en exil.
21.30 **Correspondances.**
Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Les nuits magnétiques.**
Autour du ring.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**
Manfred Eicher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné les 16 et 17 septembre 1990 lors du Festival de Berlin) : Les béatitudes, oratorio pour solistes, chœur et orchestre, de Franck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, le Chœur de la Philharmonie de Berlin, le Chœur Ernst Senff, dir. Vladimir Ashkenazi ; sol. : Julia Varady, soprano, Brigitte Balleys, mezzo-soprano, Christine Cairns, alto, Vinson Cole, ténor, David Kuebler, ténor, Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Nikita Storojev, Friedrich Molsberger, Gidon Saks, basses.
23.07 **Poussières d'étoiles.** Jazz-club en direct du Petit Journal-Montparnasse à Paris : le trio de l'organiste Wild Bill Davis, avec Harold Ashby, saxophone, et Vinnie Johnson, batterie.

THÉOLOGIE HISTORIQUE 81

CHRISTIANISME
ET RELIGIONS
PAÏENNES

DANS LE *CONTRE CELSE*
D'ORIGÈNE

par

MICHEL FÉDOU

AU CŒUR
DES DÉBATS ACTUELS
SUR LES RELIGIONS

255 FF — 672 pages

Audience TV du 4 février 1991

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	59,0	Santa Barbara 21,0	Mac Gyver 9,1	Journ. région 21,2	Présentation 2,2	K 2000 3,5	La pet. mais. 2,5
19 h 45	62,3	La roue fort. 26,9	Mac Gyver 12,5	19-20 14,5	Plateau 3,4	Tel père tel fils 1,2	La pet. mais. 4,0
20 h 16	75,3	Journal 32,3	Edition 18,7	La classe 9,1	J. Bonaldi 4,3	Journal 6,0	Mme est servie 5,1
20 h 55	73,6	Stars 90 23,6	Cl. François 13,7	Le guignolo 17,0	Cord. et disc. 1,6	Pub 8,8	Mission 10,5
22 h 9	68,4	Stars 90 19,0	Cl. François 14,7	Le guignolo 19,5	Froid ds le dos 0,6	Un crl.pr.par. 9,4	Mission 7,7
22 h 44	40,7	Santé à la Une 14,1	Les ann. 90 5,5	Soir 3 5,1	Froid ds le dos 0,8	Edition 7,2	Mission 7,7

هكذا من الأصل

BILLET

Ouverture à l'allemande...

L'industrie allemande est-elle inaccessible ? La bataille en cours autour du fabricant germanique de pneumatiques Continental amène une fois de plus à poser la question. La solidarité industrialo-financière s'organise, outre-Rhin, pour empêcher la prise de contrôle d'une entreprise par un étranger, un Européen pourtant, en l'occurrence un Italien.

Le groupe Pirelli, le cinquième plus grand manufacturier de pneumatiques, arrivera-t-il à mettre la main sur Continental, l'unique producteur allemand et quatrième au classement mondial ? Pour parvenir à ses fins, Pirelli emploie une stratégie analogue à celle du groupe Gardini lorsqu'il a tenté de prendre le contrôle d'Enimont. Après avoir acquis en direct 5 % du capital du groupe allemand, la firme s'est assuré le soutien de nombreux actionnaires. Elle devrait ainsi détenir le contrôle théorique de l'affaire.

Fort de ses droits, Pirelli réclame le mariage à cor et à cri. Pour l'italien, il s'agit d'une opération de survie. L'industrie du pneu ne s'est jamais vraiment remise du premier choc pétrolier. Depuis, les rapprochements se sont multipliés. Les plus célèbres sont les rachats de Firestone (EU) par le japonais Bridgestone, de Dunlop (GB) par l'autre firme nippone Sumitomo et de l'américain Uniroyal-Goodrich par Michelin, devenu numéro un toutes catégories. Selon les experts, il ne restera plus en 2000 que cinq grands manufacturiers sur la dizaine encore en vie.

Pirelli veut en faire partie, d'où son intérêt pour Continental. Le futur conjoint ne veut rien entendre. Mieux ! Un véritable front commun s'est constitué en Allemagne. Daimler-Benz vient de confirmer son entrée dans le capital de Continental, quelques jours après que Volkswagen eut fait de même. BMW annonce qu'il est prêt à soutenir le groupe. Quelle sera l'attitude de la Deutsche Bank, également actionnaire à 5 % de Continental ? Pirelli prétend que M. Ulrich Weiss, membre du directoire de la banque mais aussi président du conseil de surveillance du pneumaticien, joue un double jeu. L'intéressé dément catégoriquement.

Même si les méthodes de Pirelli peuvent être discutées, l'objectif visé, la quatrième place mondiale, mais avec une part de marché, non plus de 8 % mais de 16 %, apparaît sans doute comme l'unique solution pour passer le cap du vingt et unième siècle. Les actionnaires de Continental donneront leur réponse le 13 mars prochain en assemblée. Aura-t-on là une nouvelle occasion de mesurer les limites du libéralisme allemand ?

A. D.

PÉTROLE =

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	4 fév.	Variation par rapport à la veille
● WTI (West Texas Intermediate), à New-York à la clôture	21,14	– 0,20
	5 fév.	
● Brent à Londres à l'ouverture	20	+ 0,23

(Source : Arbitrages pétroliers France)

« Le marché est mort, il attend des nouvelles solides pour réagir », notait un boursier mardi matin, estimant toutefois que le calme étonnant des opérateurs pourrait ne pas durer. A Londres, comme à New-York la veille, les transactions restaient très faibles. Les cours du gasoil pour livraison immédiate continuent néanmoins à flamber en raison du froid, atteignant 242 dollars par tonne (contre 220 la semaine dernière).

En nommant M. Mestrallet à la place de M. de Carmoy

Suez reprend en main la Société générale de Belgique

M. Hervé de Carmoy a remis sa démission d'administrateur délégué de la Société générale de Belgique (SGB) à la fin du mois de décembre 1990. Il sera remplacé à ce poste par M. Gérard Mestrallet, directeur général adjoint de la Compagnie de Suez. Un conseil d'administration, qui s'est tenu mardi 5 février à Bruxelles au siège de la Société générale de Belgique, a entériné ce changement d'hommes. Par ailleurs, des négociations continuent entre Cerus et Suez pour accélérer le désengagement du holding de M. De Benedetti du capital de la SGB.

L'attelage entre M. Etienne Davignon, président de la Société générale de Belgique et M. Hervé de Carmoy, administrateur délégué, a fini par craquer. Les deux hommes à qui Suez avait confié la mission, en juin 1988, de restructurer le plus grand conglomérat de Belgique et de le « réveiller », ont fini par ne plus pouvoir travailler ensemble. L'un des deux s'en va.

Pour M. Hervé de Carmoy qui répugne à régler des comptes, sa démission est le résultat logique d'une *« cogestion, c'est-à-dire d'un système de pilotage où il y avait ambiguïté sur les responsabilités »*. La *« dyarchie »*, terme employé par M. de Carmoy, est en effet un exercice délicat. *« Peu à peu, à l'expérience, ce système s'est révélé peu efficient, moins orienté sur l'action. »* Il a donc pris la décision de mettre fin à l'expérience.

M. Gérard Worms, président de la Compagnie de Suez, l'actionnaire majoritaire de la SGB, a proposé la nomination au poste libéré par M. de Carmoy, de M. Gérard Mestrallet, l'un de ses plus proches collaborateurs. Bien que rien n'ait filtré sur un éventuel redécoupage des fonctions entre le président de la SGB et son administrateur délégué, M. Mestrallet devrait avoir les coudées plus franches. Asseoir sa légitimité opérationnelle ne devrait cependant pas être une tâche de tout repos.

Le comité de direction du groupe devrait subir des modifications. A la SGB, M. Etienne Davignon se refuse au moindre commentaire. Dans son entourage, on estime néanmoins que l'arrivée de M. Mestrallet changera bien des choses dans la mesure où il sort du sérail de Suez, alors que le banquier de Carmoy était passé directement à la Générale, en 88, sans avoir avec M. Gérard Worms les mêmes attaches que son successeur. Certains estiment également que M. Etienne Davignon devrait s'accommoder de la nouvelle situation, puisqu'il *« a bon caractère »*.

Trois actions menées en profondeur

Le départ de M. de Carmoy se produit à un moment où la Société générale de Belgique sort d'une cure de rajeunissement. En deux ans et demi, trois actions en profondeur ont été menées : une clarification du portefeuille de participations, une définition des métiers principaux du groupe et une dynamisation des ressources humaines. Fin 1988, la SGB collectionnait les entreprises en déficit et les participations minoritaires prestigieuses. Pour dégager des liquidités, les parts de la SGB dans le Club Méditerranée, Alcatel-Belgatel, CGE... ont été vendues. Quant aux entreprises en déficit, celles qui ont pu être cédées immédiatement, l'ont été. Un conglomérat comme Gechem qui faisait à la fois de la chimie, du négoce, des armements... a été recapitalisé (200 millions de dollars) mais aussi redécoupé. L'activité polyuréthane seule a été conservée et grâce au rachat de Fomex (Etats-Unis), Gechem est devenu le leader mondial de ce produit chimique.

Tous les holdings intermédiaires ont également été supprimés. Dans le secteur minier, les ACEC ont ainsi fusionné avec l'Union minière. Les sociétés qui se concurrençaient à l'intérieur du groupe, comme Overpelt et Vieille Montagne, ont également été fusionnées. Au total, près de 2,5 milliards de dollars ont été investis tandis que la rationalisation n'en rapportait que 1,5 milliard.

Ce n'est pas une stratégie globale qui a été définie pour ce groupe très complexe, mais une stratégie par métiers. A chaque fois, n'ont été conservés que les métiers (huit à l'Union minière, cinq ou six à Tractebel...) où la SGB avait vocation à se positionner parmi les leaders au plan européen ou mondial.

Parallèlement, une direction financière a été créée pour gérer les finances du groupe et rendre l'encadrement sensible aux risques de changes ou de variations de cours des matières premières. Pour la première fois également, un contrôle de gestion a été instauré. Côté ressources humaines, des profils de carrière au sein du groupe ont commencé à être offerts aux dirigeants de haut niveau. Jusqu'à présent, chaque filiale embauchait ses cadres dirigeants et les gardait jusqu'à ce qu'ils quittent d'eux-mêmes l'entreprise ou partent en retraite. Désormais, les prémices d'une gestion des carrières au sein du groupe semblent avoir été mise en place.

Il est sans doute trop tôt pour juger aujourd'hui de l'action du tandem de Carmoy-Davignon. Dans l'industrie, les restructurations mettent plusieurs années à donner leurs résultats. Il sera en revanche intéressant de savoir si M. Mestrallet s'inscrira dans la continuité ou dans la rupture.

YVES MAMOU

La crise de l'industrie automobile outre-Atlantique

General Motors va réduire ses effectifs de 15 %

Confronté à la contraction brutale de son marché intérieur et impuissant à enrayer la progression régulière de ses concurrents japonais, l'américain General Motors (GM), premier constructeur automobile mondial, a déclenché, lundi 4 février un véritable dispositif d'urgence. Le géant de Detroit a annoncé qu'il allait supprimer 15 000 emplois, soit 15 % de ses effectifs en deux ans, dont 6 000 sur la seule année 1991. Une réduction des dividendes versés, la troisième dans l'histoire du groupe, est également planifiée.

Les statistiques guère encourageantes des ventes automobiles sur le marché américain pour ce début 1991 (chute générale de 28,2 % du 1er au 10 janvier par rapport à la même période de l'année précédente) ont visiblement incité le premier des constructeurs américains à renouer avec la pratique du *lay off*. Dans le but d'améliorer une productivité qui, en dépit d'efforts constants, demeure médiocre, le géant de Detroit a décidé de supprimer 15 000 emplois en deux ans.

Capacités d'autofinancement

Pour spectaculaire qu'elle soit, cette mesure, qui touche 15 % des effectifs salariés de General Motors, reste en deçà des dégraissages massifs du début des années 80. Entre 1980 et 1982, le premier constructeur automobile mondial n'avait pas hésité à licencier 172 000 de ses ouvriers sur 24 mois.

Soucieux de préserver ses capacités d'autofinancement, General Motors a également annoncé qu'il allait réduire de 75 à 40 cents le dividende trimestriel versé à ses actionnaires. La crise du Golfe et la récession américaine ont été bien sûr invoquées par le président de GM, M. Roger Stempel, pour justifier des mesures qui touchent non seulement le plus gros employeur de l'industrie automobile aux Etats-Unis, mais également le constructeur américain dont le capital est le plus largement réparti dans le public.

Il est *« impératif de reconnaître désormais l'impact économique des événements du Moyen-Orient et de la récession aux Etats-Unis sur la confiance des consommateurs, ainsi que sur le marché hautement concurrentiel de l'automobile »*, précisait immédiatement, dans un communiqué, M. Stempel.

Plus généralement, ces mesures drastiques reflètent le désarroi actuel des constructeurs américains incapables de défendre leurs positions sur le marché intérieur face à des japonais dont la part de marché ne cesse de progresser (elle dépasse aujourd'hui les 30 %), grâce notamment à leur présence industrielle aux Etats-Unis *via* les célèbres « implants ».

Dépendant davantage du marché intérieur que son compatriote Ford (il y réalise 75 % de son chiffre d'affaires), General Motors est par ailleurs plus vulnérable aux à-coups brutaux de ce marché et à la poussée effrénée de la concurrence. Cette fragilité devrait d'ailleurs apparaître clairement dans les comptes 1990 du groupe, dont la publication est prévue pour la semaine prochaine.

GM est d'autant plus vulnérable qu'il ne semble pas encore avoir touché les fruits de ses gigantesques efforts de modernisation. Les résultats du très ambitieux programme Saturn – destiné à combattre la suprématie nipponne sur les petits modèles et pour lequel pas moins de 5 millions de dollars ont été engagés – n'ont pas convaincu. Seul motif de satisfaction pour General Motors : lancé dans une vaste offensive sur le marché européen pour rééquilibrer la répartition géographique de ses activités, il vient d'y dépasser son grand rival, Ford.

CAROLINE MONNOT

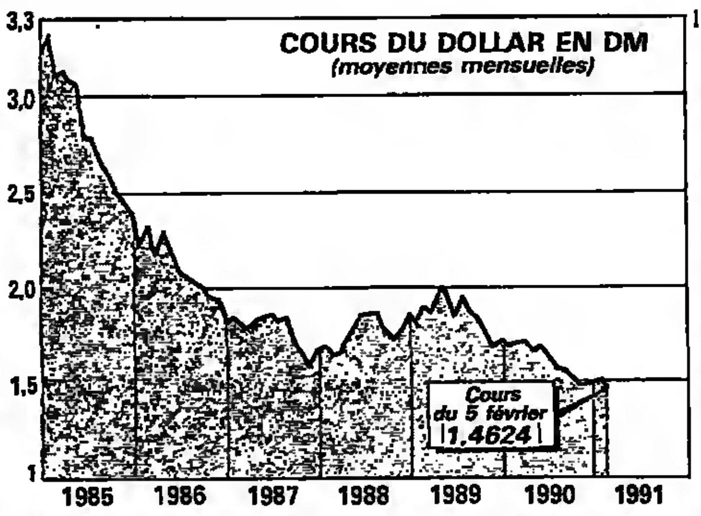
Alors que les mouvements contradictoires sur les taux d'intérêt font plonger le dollar

La crise du système bancaire américain pourrait prolonger la récession aux Etats-Unis

En réaction au double mouvement des taux d'intérêt – baisse aux Etats-Unis, hausse en Allemagne – intervenu la semaine dernière, le dollar est tombé à un nouveau plus bas cours historique contre le mark lundi 4 février, à 1,4555 deutschemark. Contre le franc, il s'échangeait à 4,9615 francs. Une intervention massive et concertée des banques centrales a permis une légère remontée de la monnaie américaine. Cependant, le dollar restait faible mardi 5 février, cotant en Europe 1,4624 DM et 4,795 francs.

Les opérateurs réagissent à la forte baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, d'autant plus que, lundi, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, a déclaré qu'il existait encore une large marge de manœuvre pour un assouplissement du crédit.

Actuellement, le cours du dollar est donc inférieur à celui de la fin de 1987, lorsque le groupe des Sept s'était réuni pour enrayer la décrue de la monnaie américaine. On est loin du record de 3,47 DM et 10,61 francs atteint en février 1985.



Trois quarts d'heure tout juste après l'annonce, vendredi 1er février, de chiffres désastreux pour l'emploi aux Etats-Unis, la Réserve fédérale, banque centrale du pays, réduisait d'un demi-point son taux d'escompte pour la seconde fois depuis la fin de 1990 (*le Monde* du 2 février). Objectif : abaisser le coût du crédit distribué par les banques pour relancer l'économie et mettre un terme rapide à la récession en cours, dont les experts de la Maison Blanche, pleins d'optimisme, estiment qu'elle devrait prendre fin dès l'été prochain.

Pour eux, il s'agit de faire cesser le *credit crunch*, cette contraction des concours bancaires qui, en limitant les initiatives des entreprises, est la cause de tout le mal. La baisse des taux d'intérêt serait donc le remède miracle qui faciliterait la délivrance de crédits et relancerait la machine.

Le seul ennui c'est que, dans la conjoncture actuelle, ce remède, si puissant dans le passé, risque d'être inopérant pour une raison bien simple : les banques américaines, à moitié ruinées par la crise de l'immobilier qui a gonflé les créances douteuses et fortement amputé la valeur des biens qui garantissent ces créances, sont dans un état de délabrement tel que leur unique préoccupation est de reconstituer à tout prix leurs marges. A cet effet, elles sélectionnent sans pitié leurs clients, ne prêtent plus qu'aux bonnes signatures et n'abaissent qu'à regret et avec retard le coût de leur crédit. De leur côté, les entreprises sont rendues prudentes par la multiplication des faillites qui affaiblissent au surplus les fournisseurs et les sous-traitants. Conclusion : on ne peut faire boire un âne qui n'a pas soif.

En même temps, les autorités fédérales, épouvantées à l'idée de voir le système bancaire américain victime de dix années de déréglementation et de laxisme caractérisé se diriger vers le même gouffre que les Caisses d'épargne presque totalement ruinées, obligent ces mêmes banques à reconstituer leurs fonds propres et leur imposent une surcotisation destinée à renflouer le Fonds de garantie d'établissement (FDIC) complètement à sec.

Entrée dans des eaux inconnues

En termes économiques, ce phénomène se traduit par le ralentissement très sensible des masses monétaires américaines dans sa définition restreinte M 2, dont le rythme est tombé bien en-dessous des objectifs fixés, avec même une diminution de cette même masse dans sa définition plus large M 3.

Les deux principales contreparties de la masse monétaire sont, on le sait, les dépenses de l'Etat et les crédits à l'économie. Or, si le déficit budgétaire américain reste très élevé, les crédits à l'économie stagnent, comme on l'a vu. C'est ce qui autorise Lester Thurow, l'un des économistes les plus réputés du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT) à déclarer la semaine dernière, au Forum de Davos : *« On peut assurer que l'économie américaine ne redémarrera pas avec vigueur au second semestre 1991 »*. Pour lui, la Réserve fédérale peut, certes, agir sur les taux d'intérêt mais n'est plus en mesure de stimuler l'économie comme au cours des décennies précédentes.

C'est dire que la récession en cours aux Etats-Unis risque d'être tout à fait atypique, c'est-à-dire imprévisible et plus longue, comme l'a été la période de prospérité qui a duré exceptionnellement huit ans, de 1982 à 1990, en contradiction avec toutes les références antérieures. Bien des économistes avouent aujourd'hui qu'ils sont entrés dans des eaux inconnues.

FRANÇOIS RENARD

Au forum de Davos

M. Pöhl se prononce pour un élargissement rapide de la CEE

Réitérant une idée déjà exprimée par des dirigeants allemands, le président de la Bundesbank M. Karl Otto Pöhl, s'est prononcé lundi 4 février, au forum économique de Davos, en faveur d'un élargissement rapide de la Communauté économique européenne.

Cet élargissement au profit des pays d'Europe du Nord, d'Europe centrale, et peut-être de la Turquie signifie, selon M. Pöhl, que l'union monétaire européenne aurait une vitesse variable, seuls les Etats ayant déjà atteint un certain degré de convergence économique s'y joignant tout d'abord.

« Il est vital pour l'Allemagne et pour le système monétaire européen que la monnaie allemande demeure l'ancre de ce mécanisme. Si le mark perdait sa stabilité et ce rôle d'étalon, cela conduirait à l'écroulement du SME », a déclaré M. Pöhl.

Filiale de la Générale des eaux

Montenay renforce son implantation à l'étranger

Le groupe Montenay (chauffage, climatisation, maintenance technique des immeubles, hygiène, incinération des ordures ménagères), filiale de la Générale des eaux, renforce son implantation à l'étranger. Il vient de prendre pied en Corée du Sud en concluant un joint-venture (dont il détiendra 51 %) avec Kolon Engineering (100 millions de dollars de chiffre d'affaires, soit 500 millions de francs), filiale du conglomérat Kolon (au chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars), pour construire et gérer des usines d'incinération d'ordures ménagères.

Cet accord marque le premier pas en Extrême-Orient de Montenay, qui réalise déjà 35 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, en Europe occidentale et surtout en Amérique du Nord : le groupe devrait prochainement signer un contrat pour la construction et la gestion d'une usine en Malaisie. En Europe aussi, Montenay vient de prendre pied sur un nouveau terrain, la Roumanie, où il étudie la gestion d'un réseau de chaleur desservant 500 000 habitants et de services d'hygiène à Bucarest.

Mais Montenay s'est renforcé aussi en 1990 en Amérique du Nord, où il a réalisé un chiffre d'affaires de 190 millions de dollars contre 167 millions en 1989. Aux Etats-Unis, principal marché, il a signé un nouveau contrat de vingt ans pour le développement et la gestion d'une usine en Floride, après celle de Montgomery (Pennsylvanie), contrats qui ne se répercuteront sur les comptes qu'après 1992.

En 1990, Montenay a réalisé un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs, soit une augmentation de 14,2 % à périmètre constant, avec une progression très forte dans des secteurs comme le froid et l'hygiène. Le résultat net devrait approcher 100 millions de francs, sans les plus-values exceptionnelles de 1989 (dues à la cession d'activités de négoce de combustibles).

G. H.

ÉCONOMIE

M. André Laignel fixe le cadre de la négociation sur la formation professionnelle

Amorcée depuis un an, la négociation sur la réforme de la formation professionnelle, entre les partenaires sociaux, est entrée le 5 février dans sa dernière phase. Les travaux devraient s'achever par un texte qui pourrait être repris dans un projet de loi que M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, entend soumettre au Parlement pour remplacer la loi Delors de 1971.

Au cours des réunions préparatoires, les syndicats ont avancé l'idée d'une plus grande concertation lors de la définition des objectifs de la formation, dans les branches professionnelles et les entreprises. Ils souhaitent introduire une obligation pluri-annuelle de négociation, qui trouverait sa traduction dans l'élaboration des plans de formation. Le patronat, lui, insiste sur la nécessité d'un *« co-investissement »*, l'effort financier supplémentaire des employeurs étant accompagné du sacrifice, par les salariés, d'une partie de leur temps de loisir pour se former.

Dans un communiqué, publié le 4 février, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a pris parti dans la discussion. En fixant le contenu idéal d'un éventuel accord, il prend toutefois le risque d'irriter des partenaires soucieux du respect du paritarisme. Parmi les *« avancées »* possibles, M. Laignel cite *« la participation accrue des entreprises ou financement (...) »*, *« l'institution d'un mode de contribution »* pour les entreprises de moins de dix salariés, et *« le renforcement des procédures de concertation et de négociation dans les branches et les entreprises »*.

Se déclarant favorable au *« renforcement du contrôle social sur les aides de l'Etat aux entreprises »*, le secrétaire d'Etat, qui souligne la *« nécessaire complémentarité »* entre la politique contractuelle et le travail législatif, entend aussi *« associer à ce dialogue les secteurs d'activité non représentés dans la négociation qui s'ouvre, tels que l'économie sociale, l'agriculture et l'artisanat »*.

A. Le.

Ayant presque doublé en un an

Le déficit de la Sécurité sociale devrait atteindre 16,7 milliards de francs en 1991

Le déficit du régime général de la Sécurité sociale, qui regroupe les salariés du secteur privé, a atteint 8,9 milliards de francs en 1990 et devrait représenter 16,7 milliards de francs en 1991, selon le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale rendu public mardi 5 février. Confronté au ralentissement perceptible de l'économie française, le gouvernement espère pourtant ne pas avoir à prendre dès cette année de nouvelles mesures de financement.

Les économies de 10 milliards de francs prévues pour équilibrer l'assurance-maladie se concrétiseront-elles assez rapidement pour permettre à la «Sécu» de passer le cap du dernier *trimestre* 1991 *sans* financement supplémentaire ? Dans son dernier rapport, la Commission des comptes paraît fortement en douter. La course contre la montre entre dépenses et recettes est plutôt mal engagée : l'addition des déficits aboutirait à un découvert de trésorerie de 29 milliards de francs à la mi-décembre prochain alors que les avances consenties par la Caisse des dépôts et Consignations ne peuvent excéder 11,7 milliards de francs.

En tout état de cause, une revalorisation de la contribution sociale généralisée (CSG) paraît inévitable à terme, ne serait-ce que pour affronter les échéances électorales de 1993 avec une sécurité sociale équilibrée. Le gouvernement qui souhaiterait attendre 1992 pour procéder à un tel ajustement risque, à moins de réagir très rapidement, de devoir renoncer à son calendrier.

Dans l'immédiat, seuls 4 à 6 milliards de francs d'économies sont acquis sur l'assurance-maladie (réduction du prix de certains médicaments, introduction de tarifications forfaitaires pour certaines professions et pour les cliniques privées...). Néanmoins, les pouvoirs publics qui sont engagés dans un double pari – amener les professions de santé à limiter la progression de leur activité et faire accepter une réforme des systèmes de retraite – n'ont pas encore abattu toutes leurs cartes. Pendant quelques mois encore, ils peuvent maintenir la pression sur leurs interlocuteurs, en espérant au passage que la croissance réservera quelques bonnes surprises.

Equilibré en 1989, le solde des opérations courantes du régime général aura été négatif de 7,5 milliards en 1990 alors que la variation du fonds de roulement accuse un déficit de 8,9 milliards. Pour cette année, le déséquilibre du solde des opérations courantes atteint 15,1 milliards et la variation du fonds de roulement est négative à hauteur de 16,7 milliards de francs. Les prévisions pour 1990 confirment les dernières évaluations de juin dernier. En revanche, la révision des hypothèses macro-économiques a conduit à alourdir de 4 milliards le solde négatif envisagé pour 1991.

La pharmacie à la hausse

Alors que les encaissements de cotisations augmentaient encore à un rythme annuel de 7,8 % fin décembre dernier, ils ne devraient progresser que de 6,4 % cette année. Outre le ralentissement prévu de l'activité, l'essoufflement de l'emploi (+ 1,2 % en 1991 après + 2,6 % en 1990) a notamment conduit la Commission à prévoir des rentrées de cotisations inférieures de 23 milliards de francs (sur un total de 837 milliards) à ce qui était prévu. Et ce n'est pas du côté de l'Etat, qui est loin d'honorer tous ses engagements et finance via la Sécurité sociale une part des mesures de soutien à l'emploi, que viendra le salut. Enfin, l'instauration de la CSG aura finalement privé le régime général de 1,2 milliard de recettes puisqu'elle sera perçue en février et non en janvier.

Au chapitre des dépenses, deux clignotants sont résolument au rouge. Le premier concerne l'assurance-maladie avec un déficit des opérations courantes de 10,3 milliards de francs en 1990 et de 7,8 milliards cette année. Hors hospitalisation, les prestations (353 milliards de francs) progressent de 7,6 % puis de 6,1 % en 1991. On remarque au passage que, si les honoraires privés se modèrent (+ 8,1 % puis + 5,4 %), la pharmacie (+ 5,9 % puis + 12,6 %) repart vivement à la hausse de même que les dépenses de biologie, de nouveau sur une pente ascendante (+ 12,7 % cette année pour les analyses). *« Le secteur de la santé ne saurait échapper à l'effort de rigueur qui est demandé à tous les acteurs économiques »*, a prévenu mardi M. Claude Evin, ministre de la solidarité, devant la Commission des comptes. Les dépenses d'hospitalisation sont plus modérées mais le secteur public (+ 4,3 % en 1991) est plus *« sage »* que le privé (+ 10,5 %).

La Commission, qui remarque que ces prévisions sont fondées sur un gel des honoraires et sur une réalisation intégrale des objectifs d'économies (4,1 milliards en année pleine) figurant dans la dernière convention médicale, considère en toute logique que *« l'objectif d'équilibre des comptes de l'assurance-maladie en 1991 requiert (...) beaucoup d'imagination, de savoir-faire et de détermination (...) »*. Cependant, les économies déjà réalisées sur la santé n'ont pas été intégrées.

Inquiétudes pour la branche vieillesse

Le deuxième clignotant est allumé depuis longtemps : sans atteindre le niveau record de 1988 (17,1 milliards), le solde négatif des opérations courantes de la branche vieillesse s'établit à 16,8 milliards en 1991 après 6,9 milliards en 1990. Les dépenses, qui devraient s'accroître de 7,5 % cette année, sont régulièrement alourdies par l'arrivée à la retraite de salariés ayant réalisé une carrière pleine. Ainsi, entre 1985 et 1989, le niveau de la pension moyenne des nouveaux entrants est toujours supérieur à la pension moyenne de l'ensemble des retraités. Néanmoins, cet écart s'atténue : 218 F par mois en 1989 contre 311 F en 1985.

Quant aux prestations familiales, elles dégagent des excédents croissants (5,2 milliards en 1990 et 6,3 milliards en 1991) alors que la branche des accidents du travail voit son surplus réduit à 2,3 milliards de francs cette année en raison de la baisse du taux brut de cotisation. Comme toujours, ces deux branches excédentaires font office d'amortisseur des autres déficits, au mépris des règles traditionnelles d'autonomie financière des caisses.

Enfin, les transferts versés au titre de la compensation par le régime général à d'autres régimes auront représenté respectivement 66 milliards et 69 milliards de francs en 1990 et 1991. Soit quelque 7 % du total des dépenses.

JEAN-MICHEL NORMAND

ÉTRANGER

Mettant en œuvre son second plan de rigueur

Le gouvernement brésilien bloque les prix et les salaires

La lente mais régulière montée de l'inflation – qui dépassera sans doute 20 % par mois en janvier – a contraint le gouvernement à décider, à la fin de la semaine dernière, la mise en place d'un blocage des prix et des salaires. Des mesures plus structurelles, comme celles concernant la fiscalité, la suppression de l'indexation et des fonds de placement à court terme, ont aussi été annoncées.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Ce nouveau plan économique, le second depuis l'arrivée au pouvoir du président Fernando Collor de Mello, au mois de mars dernier, ne s'est cependant pas traduit par un changement de l'équipe économique toujours, conduite par Mme Zelia Cardoso de Melo. Il sera soumis au Parlement cette semaine.

Avant même que la décision du blocage ait été annoncée, de nombreux prix avaient déjà été relevés par des industriels et des commerçants qui redoutaient une telle mesure. Les tarifs publics ont eux-mêmes subi des hausses parfois considérables : de 46 % pour l'essence, de 60 % pour le gaz et l'électricité par exemple. Il paraît donc peu probable dans ce contexte que le gouvernement maintienne sa proposition de réajustement des salaires à 25 % d'augmentation avant le blocage décidé pour une durée indéterminée.

Les autorités ont, pour l'instant, simplement publié la *tablita* des prix maximum possibles pour une centaine de produits de base. Dans tous les cas, les prix pratiqués au 30 janvier serviront de valeur de référence. Des peines de prison et des amendes pouvant atteindre 25 millions de cruzeiros (environ 600 000 francs) sont prévues en cas de fraude.

Même si le gouvernement a fait appel à plusieurs catégories de fonctionnaires (police fédérale, agents fiscaux ou contractuels) pour effectuer des contrôles rigoureux et réguliers, il aura du mal à faire respecter partout une telle mesure dans un pays grand comme quinze fois la France avec seulement quelques centaines d'agents. Après la fermeture des banques pendant trois jours, le marché boursier a connu, lui, une des plus fortes hausses de son histoire : + 32 % à Rio-de-Janeiro et + 36 % à Sao-Paulo pour la seule journée de lundi. La presse brésilienne a, elle, été beaucoup moins enthousiaste dans ses commentaires. L'hebdomadaire *Veja* se gausse ainsi d'*« un président qui voulait en finir avec le tigre de l'inflation en une seule fois »*. Pour le prédécesseur de l'actuel ministre de l'économie, M. Mailson da Nobrega, ce plan représente *« une soviétisation du système financier sous les avantages de la perestroïka »*.

Apparemment beaucoup plus séduit, le journal financier *Gazeta Mercantil* estime que ce plan de stabilisation est en fait très différent de ceux qui l'ont précédé et qui ont tous été voués à l'échec. Dans son éditorial, le journal affirme que *« ce gouvernement mérite que sa politique économique réussisse »* et loue l'appel fait à *« la participation de tous les Brésiliens pour son succès »*. Pour l'heure, à quelques jours du Carnaval qui commence officiellement samedi, les esprits se tournent surtout vers... la samba.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉMISSION FÉVRIER 1991
2,2 MILLIARDS DE FRANCS MINIMUM
EN 2 EMPRUNTS, OBLIGATIONS DE 5.000 F

EMPRUNT 10,40 % EN DEUX TRANCHES AU CHOIX DU SOUSCRIPTEUR.

Montant : 700 millions de francs.

Tranche A : emprunt assimilable le 20 février 1991 à l'emprunt 10,40 % novembre 1990 (Code SICOVAM 11 857)

Prix de souscription : 105,46 %, dont 103,465 % de prix d'émission et 1,995 % de coupon couru, soit 5.273 F par obligation.

Jouissance : 10 décembre 1990.

Règlement : 18 février 1991.

Intérêt annuel : 10,40 %, soit 520 F, payable en totalité le 10 décembre de chaque année.

Tranche B : emprunt assimilable le *10 décembre 1991* à l'emprunt 10,40 % novembre 1990 (Code SICOVAM 11 857)

Prix d'émission : le pair soit 5.000 F par obligation.

Jouissance et règlement : 18 février 1991.

Intérêt annuel : 10,40 %, soit 520 F, payable en totalité le 10 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier terme d'intérêt payable le 10 décembre 1991 sera fixé forfaitairement à 225 F soit 4,50 %.

Dispositions communes aux deux tranches de l'emprunt 10,40 % :

Taux de rendement actuariel : au 18 février 1991 : 9,85 %.

Amortissement normal : en totalité au pair le 10 décembre 2001.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

Durée : 10 ans et 295 jours à compter du 18 février 1991.

EMPRUNT 9,80 % ASSIMILABLE le 20 février 1991 à l'emprunt 9,80 % février 1990 (Code SICOVAM 11 657)

Montant : 1,5 milliard de francs minimum.

Durée : 11 ans et 1 jour à compter du 18 février 1991.

Prix d'émission : 99,66 %, soit 4.983 F par obligation.

Jouissance : 19 février 1991.

Règlement : 18 février 1991.

Intérêt annuel : 9,80 %, soit 490 F, payable en totalité le 19 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 18 février 1991 : 9,85 %.

Amortissement normal : en totalité au pair le 19 février 2002.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

NOTATION : L'émission de ces deux emprunts fait partie du programme de financement à long terme qui a reçu, de l'Agence Standard and Poors-ADEF, la notation AAA reconnue sur le plan domestique et international.

Une fiche d'information (visa COB n° 91-028 en date du 31 janvier 1991) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Balo du 4 février 1991.

Souscription auprès de vos intermédiaires financiers habituels.

SNCF, DIRECTION FINANCIÈRE - 17, RUE DE LONDRES - 75009 PARIS

SNCF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNA

CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Emprunts Février 1991

Emprunt à taux fixe de 1,2 milliard de Francs minimum
soit 240 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4987 F
Taux nominal : 9,80 %
Taux de rendement actuariel brut : 9,84 %
Montant du 1er coupon : 490 F payable le 18 Février 1992
Durée : 10 ans
Date de jouissance : le 18 Février 1991
Amortissement : In fine

Emprunt à taux fixe de 500 millions de Francs
soit 100 000 obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable à l'emprunt 10 % Mars 1998 le 5 Mars 1991
Prix d'émission : 5053 F
Taux nominal : 10 %
Taux de rendement actuariel brut : 9,71 %
Montant du 1er coupon : 500 F payable le 5 Mars 1992
Durée : 7 ans et 15 jours
Date de jouissance : le 5 Mars 1991
Amortissement : in fine

Modalités communes aux deux emprunts :

Date de règlement : 18 Février 1991

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Epargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (visa C.O.B. N° 91-027 du 30/01/1991) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07 et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

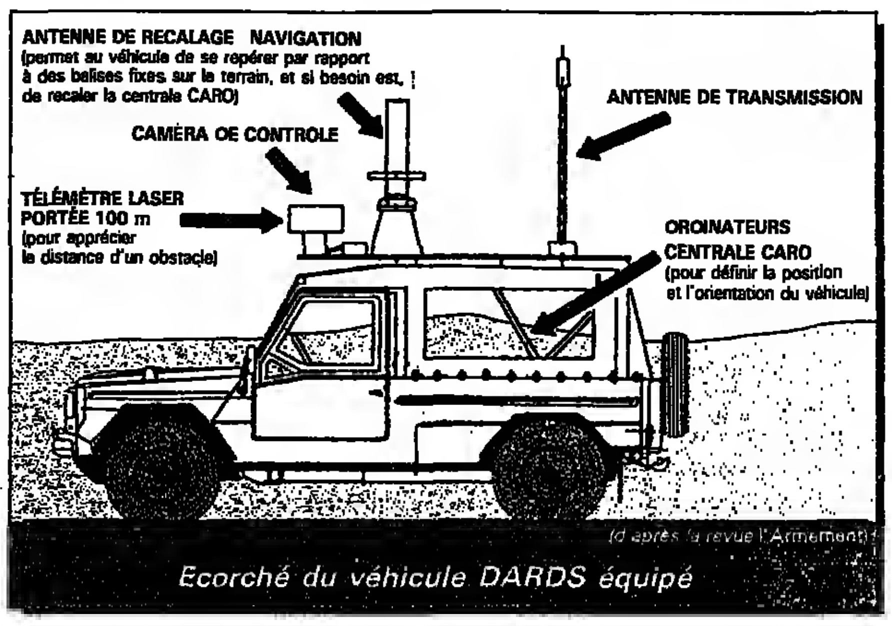
هكذا من الأصل

TECHNOLOGIES

Disponibles dans quelques années seulement

Les robots des champs de bataille

On ne les verra sans doute pas à l'œuvre dans le Golfe. Les chers robots capables de se déplacer seuls n'existent encore qu'à l'état de prototypes. Avec des caméras pour voir et des cerveaux électronique pour se repérer et agir.


ANTENNE DE RECALAGE NAVIGATION (permet au véhicule de se repérer par rapport à des balises fixes sur le terrain, et si besoin est, de recaler la centrale CARO)
CAMÉRA DE CONTROLE
ANTENNE DE TRANSMISSION
TÉLÉMÈTRE LASER PORTÉE 100 m (pour apprécier la distance d'un obstacle)
ORDINATEURS
CENTRALE CARO (pour définir la position et l'orientation du véhicule)

(d'après la revue l'Armement)

Ecorché du véhicule DARDS équipé

Dans les airs, les missiles de croisière atteignent leur cible sans pilote. Bientôt, on verra aussi, sur terre, des chars se diriger seuls sans mettre en péril la vie du moindre soldat. Si ce type d'engins n'est pas utilisé dans la guerre du Golfe, il ne relève néanmoins plus de la science-fiction. Et plusieurs prototypes de véhicules-robots existent déjà ou sont sur le point d'être réalisés aux Etats-Unis et en Europe.

Vus de loin, il ressemblent en tout point à un véhicule ordinaire. De plus près, quelques appareillages en modifient la silhouette. Ils ont des caméras en guise d'yeux, des programmes d'intelligence artificielle et des mémoires électroniques en place de cerveau, des émetteurs-récepteurs hertziens pour entendre les humains cachés à plus ou moins grande distance et communiquer avec eux, quand ils ne traînent pas derrière eux un câble en fibre optique.

Les avantages de ce type de matériel sont nombreux. Avantages humains certes, mais aussi financiers : selon certaines études de l'armée américaine, la présence d'un homme sur un char coûte aussi cher que la moitié du prix de l'engin. Or il fallait jusqu'à présent quatre hommes pour en manœuvrer un (nombre ramené à trois sur un char Leclerc). Enfin, les performances peuvent s'en trouver améliorées : un char robot ne craint pas les attaques chimiques ou bactériologiques; il peut travailler nuit et jour sans problème de vigilance et intégrer plus rapidement la masse d'informations disponible. Plus performant, plus rapide, il peut réagir plus vite dans des situations répétitives.

Pourtant les systèmes des armées de terre actuellement à l'étude semblent bien patauds comparés aux performances des missiles. Plusieurs raisons expliquent ce décalage. Des raisons techniques : pour se déplacer seul, un véhicule doit être à même de percevoir ce qui l'entoure. Or l'environnement d'un missile aérien est infiniment plus simple que celui d'un équipement terrestre qui doit faire face à des changements brutaux de terrain, des obstacles imprévus, etc. Et, en outre, *« il est courant que les technologies soient d'abord testées par l'armée de l'air »*, explique l'un des responsables de la division systèmes numériques de Dassault-Electronique; *« pour des raisons quantitatives : il est moins coûteux d'équiper des centaines d'avions que des milliers de chars; et pour des raisons plus qualitatives dues à la moindre technicité des opérateurs de l'armée de terre »*.

Problème de prestige aussi : *« On m'a fait remarquer récemment que l'invention du char n'était guère postérieure à celles du sous-marin et de l'avion, mais que le char est celui des trois qui a le moins évolué »*, déclarait, en 1987, M. Défourneaux, inspecteur général de l'armement et conseiller scientifique auprès du groupement industriel des armements terrestres, à la revue *l'Armement*. *« C'est vrai, mais c'est aussi celui des trois qui a bénéficié des plus faibles crédits de recherche et développement. »*

Moins bien dotés financièrement, de nombreux programmes de recherche se déroulent néanmoins en parallèle. L'armée américaine a lancé depuis une dizaine d'années des programmes d'études sur les véhicules robotisés. Plutôt que de tenter de réaliser des systèmes totalement autonomes, elle a mis au point des chars téléopérés. Le premier d'entre eux, le Prowler, testé il y a sept ans environ, était doté de trois caméras. L'une d'entre elles, située sur le toit du véhicule, était placée au bout d'un tube télescopique capable de s'élever à 10 mètres de hauteur. Idéal pour aller voir ce qui se passe de l'autre côté d'une dune.

Un véhicule français autonome

Depuis son poste de contrôle, doté d'un microordinateur avec écran tactile, un même opérateur pouvait contrôler à distance les caméras, la vitesse, le maniement des armes de plusieurs tanks. Jugé trop gadget par les états-majors, cet engin fut mis au placard. Les développements continuèrent néanmoins. Selon le *Wall Street Journal*, un robot canon, le Fire Ant, développé par le Sandia National Laboratory, un centre de recherche nucléaire situé dans le Nouveau-Mexique, fait feu automatiquement sur tout char en vue. Mais il présenterait un inconvénient majeur : il explose après avoir tiré.

Autre véhicule en développement, le Robo-Spy n'est pas armé, car destiné essentiellement à des tâches d'observation. Selon le quotidien financier américain, les marines, qui en posséderaient déjà quelques unités, en auraient commandé quatorze de plus à la société Robotic Systems Technology, une filiale de F et M Machine Corp. pour un montant total de 5 millions de dollars (25 millions de francs environ). Un véhicule tout terrain Polaris Big Boss en constitue l'ossature.

Partis avec cinq ans de retard sur les Américains, les chercheurs français ont pour ambition de réaliser un véhicule non téléopéré mais complètement autonome. Une solution qui présente de nombreux avantages et ne serait pas forcément plus complexe à réaliser, estime Catherine Fargeon, chef de la division automatique et robotique à la direction de recherches études et techniques (DRET) de la direction générale de l'armement (DGA). *« Les interfaces entre l'homme et la machine sont plus complexes dans le cas d'un système supervisé; et les transmissions qui doivent être assurées en permanence posent des problèmes spécifiques : le robot doit savoir éviter de passer dans des zones de masquage. En outre les systèmes téléopérés imposent aux militaires qui suivent un essaim de robots une charge de travail importante. Globalement, les avantages et inconvénients des deux solutions s'équilibrent »*, explique-t-elle.

Les problèmes d'ergonomie des chars téléopérés sont en effet particulièrement complexes à résoudre. Immobiles, mais chargés de piloter un engin en mouvement, les opérateurs souffrent du mal de mer, et perdent le sens de l'orientation. Les images en deux dimensions que leur transmettent les caméras ne leur permettent pas d'apprécier les distances.

Le programme de recherche DARDS (démonstrateur autonome à rapidité de déplacement pour la surveillance) a donc pour objectif de réaliser un véhicule robot autonome capable de se déplacer à 80 km/h sur un parcours sans obstacles et 40 km/h sur un parcours avec obstacles. Il servira de banc d'essai technique mais aussi de plate-forme de démonstration pour les militaires qui pourront alors mieux définir leurs besoins pour ce type de matériels : comme de savoir s'ils doivent être utilisés pour des tâches offensives ou pour des activités d'observation. Les premiers tests seront effectués fin 1991, mais les premiers véhicules réellement opérationnels ne seront sans doute pas disponibles avant une quinzaine d'années.

Le coût global du projet est évalué à 40 millions de francs environ et sera financé aux trois quarts par l'Etat (1). Les véhicules sont construits sur des véhicules tout terrain Mercedes 230 GE avec système de freinage ABS et boîte automatique. Une version téléopérée est également à l'étude à la demande de la SEFT (section d'études de fabrication des télécommunications) de la DGA; une station de téléopération sera réalisée dans un camion Mercedes. Les transmissions seront effectuées par liaison hertzienne. Dassault- Electronique réalise l'intégration du système. Sagem fournit le système de navigation, qui permettra au véhicule de se repérer, et ITMI, société d'ingénierie informatique grenobloise, filiale de Cap Sogeti, les équipements de vision et de traitement d'images.

Toutes ces entreprises comptent sur des retombées civiles de leur recherche en robotique mobile pour amortir une partie de leur investissement. *« Un marché émergeant*, selon Roland Pesty, directeur du département technologie, transfert et développement d'ITMI, *qui devrait être de l'ordre de 100 à 200 millions de dollars en 1993. »* ITMI élabore ainsi un robot de surveillance d'une usine pétrochimique, Mithra, dans le cadre d'un projet Eurêka. Dassault- Electronique met au point un robot d'intervention en milieu hostile (usine en feu par exemple) à l'aide d'un contrat avec le ministère de la recherche. La SAGEM automatise un véhicule pour le transport d'arbres dans les forêts pour un programme de recherche européen Esprit.

Si les contrats européens se généralisent dans le civil, il n'en est pas encore de même dans le militaire où chaque pays (l'Allemagne et la Grande-Bretagne essentiellement) procède actuellement à ses propres développements. Un regroupement des forces, souhaité actuellement par certains industriels, Dassault en particulier, serait peut-être la seule façon de rassembler les moyens nécessaires à la réalisation plus rapide de chars robots... et de sauver ainsi des vies humaines.

ANNIE KAHN

---

(1) Une description précise de ce projet, par Gérard Turbé, sera publiée dans l'*International Defense Review* de janvier 1991.

Les technologies au service de la culture

M. Jack Lang entend accroître l'effort du ministère de la culture en matière de nouvelles technologies. Parmi ses projets : la création d'un réseau de laboratoires et de centres de formation, et un plan de développement pour les jeux vidéo.

En 1991, le ministère de la culture consacrera 290 millions de francs à la recherche et au développement des nouvelles technologies, soit 3 % de son budget.

Un réseau d'établissements se consacrant à l'utilisation des technologies au service de la culture pourrait être mis en place. Une sorte de Medialab, le fameux groupe de laboratoires créé aux Etats-Unis dans le cadre du MIT (Massachusetts Institute of Technology) à Cambridge, près de Boston. Premier maillon : une école pour les arts électroniques, l'Ecole du Fresnoy, à Tourcoing, accueillera des étudiants de niveau bac + 3 à partir de 1993. Des laboratoires, un centre de création chargé de commander les œuvres, des lieux d'exposition compléteront le dispositif.

« Le cinéma de demain »

Autre axe de développement : les jeux vidéo et informatiques de loisir. Pour M. Alain le Diberder, conseiller de M. Lang pour la communication, *« les jeux vidéo sont le cinéma du futur »*. Son ambition est de faire de la France le premier pays européen en matière de création de logiciels de jeux. Un système d'avance sur recette pourrait être proposé aux auteurs. Des consoles de jeux seraient installées dans les cafés-rocks (40 en France actuellement).

(Publicité)

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1re ou 2e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A visé par l'État.

Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme International de 3e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maîtrise.

Date des épreuves :
– 1re année (1 session) : 8 et 9 Juillet 1991
Inscription avant le : 28 Juin
– 2e année (2 sessions) : 11 et 12 Mars 1991
24 et 25 Septembre 1991
Inscription avant le : 1er Mars (1re session)
15 Septembre (2e session)

Renseignement - Inscription
E.S.L.S.C.A.
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59.
Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949
Diplôme visé par l'État.

DROIT DES SOCIETES, L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe un recueil à feuillets mobiles, le "Droit des Sociétés dans les pays de la CEE", dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

Pays par pays, il présente en 7 volumes les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, régulièrement actualisés.

Le "Droit des Sociétés Jupiter" : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 28 février 1991, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à :
LGDJ - 26, rue Vercingétorix 75014

Le droit des affaires dans les pays de la CEE

"Droit des Sociétés Jupiter"
Maîtriser les Droits nationaux
pour conquérir l'Europe

LGDJ
26, rue Vercingétorix
75014 Paris

CE SIMPLE NUMÉRO

Composez ce numéro sur votre minitel :
36.29.11.11
et appuyez sur "Connexion Fin"
INFOGREFFE

VOUS PERMET DE CONNAITRE LE BILAN DE VOS CLIENTS, LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RÉSULTAT NET DE VOS CONCURRENTS.

AGENCE 7

36 29 11 11
LE RÉFLEXE INDISPENSABLE

Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :
- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements.

Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE
La Source de l'Information sur les Entreprises
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

MARCHÉS FINANCIERS

INDUSTRIE

Les difficultés du secteur des maisons individuelles

Quatre filiales de Bruno Petit déposent leur bilan

La société Bruno Petit, l'un des plus importants constructeurs de maisons individuelles en France avec un chiffre d'affaires de 450 millions de francs en 1989, vient de déposer le bilan de certaines de ses filiales, mais continue son activité en attendant une prochaine solution de reprise *« par des groupes financièrement solides »*, selon son PDG, M. Ivan Bruno Petit.

Les quatre sociétés concernées sont Pavillon Moderne dans le Centre (250 salariés), Maison Cévenole-Provence-Côte d'Azur à Marseille et à Toulon (70 salariés), Maison Cévenole TM à Toulouse et Montpellier (50 salariés), et RGIF en région parisienne (150 salariés). Ne sont pas concernées les sociétés qui portent la marque Bruno Petit et qui sont la propriété des salariés qui y sont actionnaires majoritaires.

Le secteur de la maison individuelle n'a cessé de décliner depuis l'année record de 1979 (281 000 maisons mises en chantier). En 1990, ce chiffre est tombé à 161 000 logements. Parmi les éventuels repreneurs, la Compagnie immobilière Phénix (groupe de la Générale des eaux) est la plus souvent citée.

Shell va construire une raffinerie et une usine pétrochimique en Chine

AMSTERDAM

de notre correspondant

La multinationale néerlando-britannique Shell a rendu public, vendredi 1er février, un projet de construction, en Chine, d'une raffinerie et d'une usine pétrochimique intégrée. Cinq millions de tonnes de pétrole brut pourraient être traitées chaque année dans ce complexe qui représente un investissement de 2,5 milliards de dollars (environ 14 milliards de francs).

Shell est associée pour l'occasion à un ensemble de sociétés chinoises au sein d'une *joint venture* à 50-50. Un accord de principe avait été signé dans ce sens début 1989. Depuis, le dossier était à l'examen à Pékin, qui vient de donner son feu vert à la réalisation d'une étude de faisabilité du projet.

Ch. Ch.

□ **Conflit Peugeot : les subventions des municipalités étaient illégales.** – Le tribunal administratif de Besançon a annulé, le 31 janvier, les délibérations des trois communes d'Audincourt, de Bethencourt et de Grand-Charmont qui avaient voté des subventions à un *« fonds de solidarité intersyndical »* pendant le conflit de l'automne 1989 à l'usine Peugeot de Sochaux. Il a, en revanche, rejeté la même requête visant le conseil général du Territoire de Belfort, qui avait accordé une subvention aux grévistes domiciliés dans le département, versée par l'intermédiaire de son service social. La direction de Automobiles Peugeot avait assigné ces quatre collectivités en s'appuyant sur la jurisprudence du Conseil d'Etat, selon laquelle *« les collectivités locales ne doivent pas utiliser les fonds publics aux fins de prendre partie pour l'un des protagonistes d'un conflit »*.

Le Monde
EDITIONS
VILLES D'EXIL
ET AUTRES NOUVELLES
Prix du Jeune Écrivain 1990

Air France supprime 6 % de son offre de transport

La France a décidé de réduire, au premier trimestre 1991, de 6 % son offre de transport calculée en sièges, afin de s'adapter à la chute brutale du nombre des passagers depuis le début de la guerre du Golfe. Les statistiques disponibles font apparaître que le trafic passagers réalisé par la compagnie nationale au cours de la dernière semaine du mois de janvier 1991 a chuté de 22 % par rapport au trafic de la semaine correspondante de 1990. Le fret, lui-même, aurait reculé de 15 % sur l'ensemble du mois de janvier.

Les pertes de trafic les plus spectaculaires concernent le Moyen-Orient (– 82 %), l'Afrique du Nord (– 44 %) et l'Europe (-23 %). Même l'Amérique du Nord a reculé de 1,8 %. Seules les Antilles ont progressé de 5,5 %.

Air France qui a adapté, au jour le jour, ses vols et annulé certains départs trop peu remplis, publiera prochainement un nouveau programme officiel pour que sa clientèle ne soit plus prise au dépourvu par les changements d'horaires ou d'appareils.

□ **Le tramway de Reims est définitivement abandonné.** – Après la ville de Reims, le district de cette agglomération a voté, le 4 février, l'abandon définitif du projet de tramway, pourtant adopté à l'unanimité, le 13 novembre 1990 (*le Monde* du 22 janvier). Bien qu'un sondage IPSOS, réalisé les 25 et 26 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 600 personnes, ait fait apparaître que 74 % des Rémois interrogés sont favorables à la ligne de 7,4 kilomètres prévue, M. Jean Falala, maire RPR de Reims, a fait volte-face devant l'opposition des commerçants et des habitants de certains quartiers de la ville.

□ **Eastern Airlines vendue aux enchères.** – Pour la première fois, les actifs d'une compagnie aérienne américaine, Eastern Airlines, ont été mis aux enchères, le 4 février, dans un hôtel new-yorkais, par le juge chargé de la liquidation décidée le mois dernier. Les actifs vendus pour payer les créanciers sont les droits de trafic et les comptoirs détenus par Eastern dans les aéroports. Les acheteurs sont les concurrents de celle-ci, qui souhaitent agrandir leurs capacités, notamment American, United, Delta, US Air et Northwest Airlines.

NEW-YORK, 4 février ↑

Reprise sensible

Après la légère baisse de vendredi en clôture (– 5,6 points) et malgré un départ hésitant, Wall Street s'est enregistré une nette reprise lundi, reflétant la confiance des investisseurs dans l'issue de la guerre au Moyen-Orient, ainsi que leur optimisme face à la nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance à 2 772,27, en hausse de 41,58 points, soit un gain de 1,52 %. L'activité a une nouvelle fois été très soutenue avec quelque 249 millions d'actions échangées. Le nombre des titres en hausse a largement dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de près de quatre contre un

Selon des experts, le déroulement de la guerre continue à recevoir un accueil favorable à Wall Street, où les investisseurs ont également l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt américains après celle de la semaine dernière.

Des banques américaines, dont Chase Manhattan et Manufacturers Hanover, ont annoncé à leur tour une baisse de leur taux de base « prime rate » de 9,5 à 9 %. Le mouvement avait été amorcé vendredi après la diminution de son taux d'escompte par la Réserve fédérale américaine.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, ont continué à tomber lundi, s'établissant en moyenne à 8,04 % en fin d'après-midi au lieu de 8,09 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 1er février	Cours du 4 février
Alcoa	65 1/4	66 5/8
ATT	31 3/4	32 3/8
Boeing	48 3/4	51 5/8
Chase Manhattan Bank	12 5/8	14
Du Pont de Nemours	35 1/4	34 7/8
Eastman Kodak	43 1/4	45 3/8
Exxon	90 1/2	61 1/4
Ford	29 3/8	28 7/8
General Electric	64	65 1/4
General Motors	36 1/8	37 1/4
Goodyear	20 1/2	21 1/8
IBM	128 7/8	127 1/2
ITT	52 3/4	53
Mobil Oil	56 1/2	57 1/8
Pfizer	89 7/8	90 5/8
Schlumberger	58 3/8	59
Texaco	58 1/2	58 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	128 1/2	132
Union Carbide	18 1/2	18 5/8
USX	29 1/4	29
Westinghouse	28 3/8	28 5/8
Xerox Corp.	48 3/4	50 5/8

LONDRES, 4 février ↑

Légère hausse

Les valeurs ont terminé la séance de lundi en légère hausse, au Stock Exchange de Londres. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est apprécié de 6,7 points à 2 172,4, soit un gain de 0,3 %. Le volume des échanges a atteint 346 millions de livres contre 540 millions vendredi.

Après une ouverture en nette hausse, dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt britanniques, les valeurs ont réduit fortement leurs gains en dépit de la fermeté de Wall Street. Les valeurs refuges, telles les compagnies d'électricité et d'eau, ont gagné du terrain. Les banques, les titres de la distribution et le secteur automobile ont suivi la tendance.

PARIS, 5 février ↑

Poursuite du redressement

Le redressement amorcé la veille à la Bourse de Paris s'est poursuivi mardi. En hausse sensible de 1,31 % dès les premiers échanges, les valeurs françaises ont conservé leur avance initiale au fil des transactions. En début d'après-midi, leur progression moyenne avoisinait 1,3 %. Plus tard dans la journée, peu avant le début de séance à la Bourse de New-York, l'indice CAC 40 affichait des gains supérieurs à 1,2 %.

La bonne orientation des places extra-européennes et l'ouverture en nette hausse du Stock Exchange de Londres et de la Bourse de Francfort ont contribué à l'embellie.

La crainte des professionnels de voir des perturbations sur les taux français après le relèvement des taux allemands et la baisse du prime rate américain s'est momentanément éloignée. Les mouvements opposés décidés par l'institut d'émission allemand et par la Réserve fédérale américaine n'ont pas eu d'influence particulière et, selon eux, ont été bien absorbés.

Cet optimisme ne faisait pas l'unanimité, les taux à court terme, à Paris, restant malgré tout au-dessus de 10 %. Notons, pour cette séance, le retour à des règles normales des variations de cours tolérées. En effet, depuis le 21 janvier dernier, la Société des Bourses françaises (SBF) avait annoncé l'élargissement de la fourchette tolérée, à plus ou moins 4 % à l'ouverture et 5 % à 13 heures, de façon à pouvoir coter le plus de valeurs possible et d'améliorer ainsi la liquidité du marché au comptant au moment où la guerre était déclarée dans le Golfe. Depuis aujourd'hui, la règle ordinaire est redevenue effective ; les valeurs dont les variations de cours à la baisse ou à la hausse dépassent 3 % à l'ouverture ne pourront qu'être cotées qu'à 13 heures, l'écart de variation toléré étant alors de 4 %.

TOKYO, 5 février ↑

Vive progression

La reprise, amorcée la veille, a continué mardi à la Bourse de Tokyo. L'ensemble des compartiments ont terminé la séance en hausse. L'indice Nikkei s'est apprécié de 534,21 points à 23 821,57, soit un gain de 2,29 %. Le volume de transactions s'est considérablement étoffé, passant de 240 millions, lundi, à 520 millions d'actions.

La nette progression de 1,52 % de Wall Street en clôture, la fermeté du yen et la hausse du marché obligataire ont contribué à la bonne tenue du marché nippon. La guerre du Golfe et les médiocres résultats de l'économie japonaise sont passés au second plan.

VALEURS	Cours du 4 février	Cours du 5 février
Akai	547	609
Bridgestone	986	985
Canon	1 280	1 340
Fuji Bank	2 600	2 580
Honda Motors	1 160	1 180
Matsushita Electric	1 620	1 680
Mitsubishi Heavy	715	750
Sony Corp.	6 310	6 600
Toyota Motors	1 710	1 720

FAITS ET RÉSULTATS

□ **BASF : 19 % d'investissements en plus pour 1991.** – Optimiste sur le long terme, BASF, le géant allemand de la chimie, a décidé d'augmenter de 19 % ses investissements pour 1991, dont le montant atteindra 5,1 milliards de deutschemarks (17,34 milliards de francs). La progression avait déjà été de 9 % pour l'année écoulée. A Ludwigshafen, au siège du groupe, le directoire porte de grands espoirs sur le grand marché européen de 1993, les besoins de rattrapage des nouveaux Laender allemands et des pays de l'Europe de l'Est, l'expansion en Asie, toujours supérieure à la moyenne. Près de la moitié de l'argent investi sera dépensé à augmenter les capacités de production. Le reste sera consacré au développement des nouveaux produits, à l'environnement ainsi qu'à des mesures de rénovation et de rationalisation. Au total, 48 % des investissements sont affectés à l'Allemagne, 27 % au reste de l'Europe, principalement au site de BASF à Anvers, où 4 milliards de DM (13,6 milliards de francs) seront dépensés durant les cinq prochaines années. Enfin, 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs) iront à la filiale américaine BASF Corp.

□ **Roussel-Uclaf acquiert les activités cortico-stéroïdes de Gist Brocades.** – Le groupe pharmaceutique français Roussel-Uclaf (groupe Hoechst) vient de racheter l'ensemble des activités « cortico-stéroïdes en vrac » de la société néerlandaise Royal Gist Brocades. La transaction, dont le montant n'a pas été précisé, n'est *« pas très importante en termes de volume et de chiffre d'affaires »*, indique-t-on chez Roussel-Uclaf. Le groupe français ne reprend *« ni usine ni personnel, mais des procédés, un know-how et un portefeuille de clientèle »*, qui lui permettront de se renforcer dans un domaine jugé *« stratégique »*. A Delft, le porte-parole de Gist Brocades, M. Wilhelm de Witte, a souligné que ce désinvestissement s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie de recentrage du groupe sur ses points forts. Gist Brocades, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de florins (6 milliards de francs), a déjà vendu à la fin de l'année dernière son activité pharmaceutique au Japonais Yamanouchi. Les *cortico-stéroïdes (la cortisone et ses dérivés)* sont utilisés en pharmacie pour leurs propriétés anti-chocs et anti-allergiques.

□ **Valeo cherche à racheter les « embrayages » de Renak.** – L'équipementier automobile français Valeo annonce, dans un communiqué, qu'il a signé un *« protocole d'accord »* avec la firme anciennement est-allemande Renak pour l'acquisition de son activité embrayages, *« en vue de la constitution d'une unité moderne de fabrication en Allemagne orientale »*. L'agence ADN avait rapporté que Valeo et Renak devaient construire une usine de boîtes de vitesses en Allemagne orientale. Selon le communiqué de Valeo, *« les productions seraient principalement destinées aux marchés allemand et est-européen »*. Le projet reste soumis à l'autorisation de la Treuhandanstalt, l'organisme chargé des privatisations dans l'ex-Allemagne de l'Est, et aux résultats des expertises en cours.

□ ***Dassault Electronique* : chiffre d'affaires en baisse, commandes en hausse.** – Dassault Electronique a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs, en baisse de 2,6 % par rapport à 1989 (4,1 milliards de francs), selon les chiffres présentés jeudi 24 janvier au conseil d'administration de la société. Cette baisse du chiffre d'affaires est compensée par la progression de 2,8 % du carnet des commandes prises en 1990 à 4,11 milliards de francs, mais surtout par un volume global de commandes au 31 décembre 1990 d'un montant de 7,8 milliards de francs contre 7,4 lors de la période précédente. Ce volume assure à l'entreprise une visibilité supérieure à 23 mois de chiffre d'affaires.

□ **Bank of Boston : lourde perte au 4e trimestre.** – Bank of Boston, première banque de Nouvelle-Angleterre, a enregistré une perte nette de 186,7 millions de dollars (970 millions de francs) au quatrième trimestre 1990 en raison notamment de la crise de l'immobilier affectant cette région du nord-est des Etats-Unis. Bank of Boston, qui avait dégagé un bénéfice net de 8,6 millions de dollars au dernier trimestre 1989, a indiqué qu'elle allait supprimer un millier d'emplois supplémentaires cette année. Cette banque emploie actuellement 17 400 salariés contre 20 200 il y a trois ans. Pour l'ensemble de 1990, Bank of Boston a accusé une perte nette de 394,5 millions de dollars (2,05 milliards) contre un bénéfice net de 70,4 millions en 1989.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	2940	2975
Arnault Associés	221	....
Asystel	105	....
B.A.C.	150	150
B.I.C.M.	840	....
Boiron (Ly)	389	385
Boisset (Lyon)	177	195 20 d
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	976	1015
Calberson	385	387
Cardif	485	490
C.E.G.E.P.	175	180
C.F.P.I.	285	284
C.N.I.M.	800	....
Codetour	276	280
Comarag	264 60	271 50
Conforama	785	786
Creeks	201	204 90
Dauphin	354	384
Delmas	643	643
Demachy Worms Cie	385	....
Desquenne et Giral	222 50	221
Devanlay	850	870
Deville	362	364
Dollsos	171 50	154 70
Editions Belfond	240	....
Europ. Propulsion	319 80	315
Finacor	123	128
Frankoparis	158 90	155
GFF (group.fon.f.)	283	285
Grand Livre	374	355 30 o
Gravograph	178	183
Groupe Origny	495	501
Guintoli	924	959
I.C.C.	238 50	235
IDIA	271 10	280
Idianova	120	120
I.P.B.M.	115 90	115
Loca investis.	288	275
Locamic.	84	84 50
Matra Comm.	127 90	126
Molex	125 10	130
Olivetti Logabax	590	599
Presbourg	75	...
Publ.Filipacchi	347 50	338
Razel	481	500
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	303	303
St-H. Matignon	180	183
Select Invest (Ly)	95	95
Serbo	401	407
S.M.T. Goupil	167 50	174
Sopra	180	185
Thermador R. (Ly)	220	222
Unilog	157	161
Vial et Cie	89	89 50
Y. St-Laurent Groupe	580	558

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 4 février 1991
Nombre de contrats : 48 036.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	103,18	103,48	103,62
Précédent	103,12	103,52	103,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
103	0,64	1,72	0,56	1,22

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 2 821.

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 594	1 617	1 630
Précédent	1 595	1 605	1 608

CHANGES

Dollar : 4,9795 F ↓

Le dollar s'échangeait mardi 5 février sensiblement au même niveau que la veille dans les cotations officielles européennes. L'intervention concertée des banques centrales a réussi à contenir la baisse de la monnaie américaine. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,9795 F contre 4,9820 F lundi au fixing et 4,9615 F au plus bas à New-York. Le mark reculait, à 3,4024 F contre 3,4075 F la veille.

FRANCFORT	4 février	5 février
Dollar (en DM)	1,4639	1,4624

TOKYO	4 février	5 février
Dollar (en yens)	131,28	130,85

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (5 février) .... 10 - 10 1/8 %
New-York (4 février) .... 5 3/4 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 28-12-90*)

	1er février	4 février
Valeurs françaises	104,50	104,80
Valeurs étrangères	98,40	98,80
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	416,20	418,78
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 578,08	1 581,73

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	1er février	4 février
Industrielles	2 730,69	2 772,28

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	1er février	4 février
100 valeurs	2 165,70	2 172,40
30 valeurs	1 694	1 700,60
Mines d'or	136,60	134,90
Fonds d'Etat	84,51	84,55

FRANCFORT

	1er février	4 février
Dax	1 426,51	1 435,03

TOKYO

	4 février	5 février
Nikkei Dow Jones	23 287,36	23 821,57
Indice général	1 715,52	1 750,57

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	*4,9790*	*4,9810*	*+ 132*	*+ 142*	*+ 282*	*+ 305*	*+ 850*	*+ 910*
$ can.	4,2948	4,3003	– 42	– 15	– 50	– 8	+ 65	+ 160
Yen (100)	3,8285	3,8330	+ 54	+ 72	+ 119	+ 146	+ 421	+ 482
DM	3,4021	3,4058	+ 20	+ 39	+ 55	+ 80	+ 142	+ 205
Florin	3,0185	3,0215	+ 14	+ 29	+ 43	+ 67	+ 120	+ 176
FB (100)	16,5223	16,5399	– 55	+ 87	+ 14	+ 188	+ 132	+ 624
FS	3,9880	3,9928	+ 45	+ 63	+ 110	+ 139	+ 375	+ 448
L (1 000)	4,5243	4,5302	– 136	– 66	– 232	– 133	– 538	– 388
£	9,8684	9,8773	– 293	– 248	– 582	– 523	– 1389	– 1229

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	6 1/8	6 3/8	6 3/8	6 1/2	6 9/16	6 11/16	6 1/2	6 5/8
Yen	7 5/8	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16	7 13/16	7 15/16
DM	8 5/8	8 7/8	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16	9 1/8	9 1/4
Florin	9	9 1/4	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 3/16	9 5/16
FB(100)	9 1/2	9 3/4	9 3/4	10	9 3/4	10	9 11/16	9 15/16
FS	8 1/4	8 1/2	8 3/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8	8 1/8
L(1 000)	13	14	12 3/4	13 1/4	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4
£	13 7/8	14 1/8	13 7/8	14	13 7/8	14	13 1/4	13 3/8
Franc	9 15/16	10 3/16	10	10 1/8	10 1/16	10 3/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS —

Crédit Mutuel
une banque à qui parler.

ÉPARGNE QUATRE

SICAV DE LA CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

Fusion par absorption du fonds commun de placement (FCP) QUATRE FOIS L'AN.

Soucieux d'apporter à leur clientèle une gamme plus rationnelle d'OPCVM (SICAV et FCP) ayant les mêmes objectifs de gestion, les conseils d'administration de la SICAV ÉPARGNE QUATRE et de la SOCIÉTÉ DE GESTION DU CRÉDIT MUTUEL ont décidé l'absorption du FCP QUATRE FOIS L'AN par la SICAV ÉPARGNE QUATRE sous réserve de l'agrément préalable de la Commission des opérations de Bourse et de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire d'ÉPARGNE QUATRE qui se tiendra le 28 février 1991 et, à défaut de quorum, le 15 mars 1991.

La date de l'opération est fixée au 18 mars 1991.

Les porteurs de parts du FCP cité ci-dessus seront informés personnellement des modalités de cette opération.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mardi 5 février
M. Guy Royon,
président des Constructions navales du littoral.
« Le Monde Initiatives »
du 6 février publie un dossier sur les reconversions.

Mercredi 6 février
Pascal Houssin,
PDG de Sopelin.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 FEVRIER

Cours relevés à 14 h 28

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3720	C.N.E 3%	3743	3745	3765	+0 32
925	B.N.P. T.P.	937	930	930	-0 75
935	Cr.Lyon. T.P.	958	956	956	....
1220	Renault T.P.	1210	1219	1220	+0 08
1440	Rhone Poul. T.P.	1455	1455	1450	-0 34
1100	Saint Gobain T.P.	1102	1102	1120	+1 63
905	Thomson T.P.	929	929	930	+0 11
850	ACCOR	645	658	659	+2 17
635	Air Liquide	648	654	652	+0 62
505	Alcatel-Alsthom	538	544	541	+0 37
1400	Als.Superm.	1463	1479	1479	+1 09
340	A.L.S.P.I.	356	382	365	+2 82
1550	Arjom. Prioux	1631	1636	1703	+4 41
435	AGF Sté Centrale	482	485	493	+2 20
1040	Ass. Europ.	1110	1104	1093	-1 53
171	Avenir H. Média	181	182	188 82	+4 14
975	Axa (ex Cie Midi)	1058	1080	1079	+1 98
235	Axa Midi Ass.	262 20	270	268 50	+2 44
188	Bafip	197	198	182 10	-3 50
109	Bail-Equipem.	120	119	121 50	+1 25
800	Bail Investiss.	825	832	825	....
465	Bancaire	520	530	528	+1 54
600	Bazar H.-V.	615	630	635	+3 25
550	Béghin-Say	615	620	630	+2 44
1160	Berger (M)	1140	1141	1141	+0 08
370	Bertrand Faure	375	385	385	+2 67
520	Bic	550	550	560	+1 82
785	B.I.P.	786	800	800	+1 51
285	BIS	292	299	304	+4 11
230	B.N.P. (CI)	262 90	265	260	-1 10
820	Bolloré Tech.	835	835	840	+0 60
2330	Bongrain	2300	2314	2230	+1 30
650	Bon-Marché	608	615	613	+1 10
465	Bouygues	500	512	509	+1 82
90	BP France	95 82	96 90	97 30	+1 87
735	B.S.N.	775	780	786	+1 20
835	Canal Plus	864	876	883	+2 20
345	Cap Gem.S.	368	371	375	+1 90
3330	Carrefour	3398	3470	3465	+2 04
127	Casino	132 10	134 20	138 10	+0 30
82	Casino ADP	96 80	95 20	100	+2 21
900	Castorama D.I.	909	925	939	+3 30
160	C.C.F.	151	164 80	154	+1 99
68	CCMC Ly.	60	60	65	....
275	C.D.M.E.	274	273 80	282	+2 92
295	C.E.G.I.D.	307	310	310	+0 98
225	Cerinex (Ny)	224 50	217 10	217 10	-3 30
410	C.E.P. Comm.	410	413	428	+4 20
110	Cerus	113 82	116	117 30	+3 26
615	Cetelem	528	524	538	+2 47
335	CF Int.	349	349	345	-1 15
340	CGI Info.	336	345	341 80	+1 73
850	C.G.I.P.	908	930	940	+3 82
500	CGP.	480	479	480	....
700	Chargeurs S.A.	705	710	719	+1 99
515	C.I.C.A. (M)	499	499	499	....
950	Ciments franç.	975	978	990	+1 54
395	Club Méditer.	414	420	431	+4 11
95	CMB Packa.	107 50	110	110 60	+2 88
95	Codetel	97	98	97 20	+0 21
445	Cofas	525	527	527	+0 38

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
220	Cpt. Entrep.	218	218	221	+1 38
1080	Compt. Mod.	1135	1140	1145	+0 88
140	Concept S.A.	144	147 90	143	-0 69
240	CPR (Paris Réé.)	267 80	268 10	270	+0 78
875	Créd. Foncier	922	930	948	+2 80
800	Cr. Lyon.(CI)	677	680	681	+0 62
995	Crédit Nat.	1092	1119	1117	+2 20
155	CSEE	159 90	160	160	+0 13
1750	Damart	1699	1714	1730	+1 82
440	Dassault Aviation	479 90	478	470	-2 08
158	Dassault Electr.	178 82	175 82	178	-1 62
1440	De Dietrich	1392	1395	1398	+1 10
199	Dév. R.N.-C.(L)	197	197	196	-0 51
240	Dév.R.Sud-Est.	240	240	245	+2 08
280	D.M.C.	299	280	280	+0 36
3700	Docks France	3830	3840	3815	-0 39
2230	Eaux (Gle)	2338	2365	2363	+1 07
900	E.B.F.	889	864	865	-2 70
800	Ecco	345	348	357	+3 48
280	Elf Aquitaine	275	278	274	-0 36
205	Emp-Elf (Certif.)	206	210	205	-0 49
305	Essilor	315	320	332	+5 40
149	Essil.Int.(DP)	150	151	153 50	+2 33
635	Esso	678	678	675	-0 44
1370	Eurafrance	1479	1498	1495	+1 08
805	Eurocom	634	640	660	+4 10
82	Eurodisneyland	102 80	104 82	104 90	+7 85
3090	Euromarché	3110	3080	3038	-2 38
1080	Europe 1	1060	1085	1098	+3 60
48	Eurotunnel	47 70	48 82	48 80	+2 31
1080	Exor	1155	1160	1160	+0 43
1330	Facom	1275	1278	1280	+0 39
133	Finextel	140 80	142	141 20	+0 21
180	Fives Lille	157	162	160 80	+2 48
1840	Fromageries Bel	1850	1875	1800	-2 70
1430	Gal.Lafayette	1435	1449	1450	+1 05
1700	G.A.N.	1790	1800	1800	+0 58
395	Gascogne (B)	301 50	300	305	+0 97
1080	Gaz et Eaux	1160	1170	1180	+1 72
550	Géophysique	502	510	502	....
405	Gerland Ly.	400	400 10	408	+2 00
610	Groupe Cité	615	601	610	-0 01
320	GTM-Entrep.	354 80	355	352	-0 82
1070	Guyenne-Gasc.	1095	1098	1064	+1 84
161	Hachette	172 40	178 82	182 90	+8 36
400	Havas	407	414 80	416 50	+2 33
440	Hénin (La)	438	452	440	+0 23
976	Hutchinson	1045	1050	1061	+0 57
215	Imétal	234 80	238	235 82	+0 30
131	Immob. Phénix	131	130 20	129 10	-1 45
87	Ingénico	64	64 10	67	+4 69
3290	Inst. Mérieux	3350	3360	3360	....
405	Interbail	436 82	431	428	-1 85
1050	Intertechnique	1100	....	....	....
660	J. Lefebvre	740	745	791	+1 49
656	Klepierre	700	705	702	+0 29
740	Labinal	775	777	777	+0 26
2400	Lab. Bellon	2375	2385	2381	+0 25

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
320	Lafarge	340 50	345	343	+0 73
325	Lebon	315	330 90	215	.
3380	Legrand	3475	3480	3481	+0 17
1720	Legrand (DP)	1640	1680	1680	+2 44
425	Legris Industries	459	480	474 82	+3 46
405	Locafrance	430	430	430	....
850	Locindus	870	863	865	-0 76
3400	L.V.M.H.	3213	3230	3257	+1 37
505	Lyon.Eaux/Dumez	521	543	540	+1 68
132	Majorette Ly.	131 50	138 40	138	+4 94
270	Mar. Wendel	280	285	280	+3 57
280	Matra	268	278	273	+1 49
465	Merlin-Gerin	488	495	500	+2 46
68	Métaleurop	68	70 82	70	+1 45
75	Métrologie In.	78 82	20 50	77	+0 86
69	Michelin	75 05	77 80	79 20	+4 20
78	Midl. Ste Sa*	20 65	82	90	+1 85
285	Min. Salsig (Ny)	252	251	245	-2 78
82	MMB	99 10	100	105	+5 95
79	Moulinex	90 40	92 20	90 82	+3 43
1220	Navig. Mixte	1308	1305	1300	..
108	Nord-Est	115	119 20	121 50	+5 85
260	Norton (Ny)	286	288 10	289 70	+1 20
800	Nouv Galeries	790	798	800	+1 27
610	Occid. (Gle)	687	687	680	-1 02
1300	Omn. F. Paris	1435	1448	1448	+0 91
250	Olipar	270	272 10	272 80	+1 04
600	Oréal	473	478	477 82	+1 04
425	Paribas	422	425	426 50	+1 14
1190	Pechelbronn	1198	1208	1170	-2 42
129	Pechiney Int.	137 60	142 80	140	+1 74
280	Pechiney (CIP)	276 40	278 80	280	+1 30
475	Penhoet	451 10	459	459	+1 75
930	Pernod Ricard	1012	1029	1030	+1 78
460	Peugeot	430 10	434 80	436	+1 37
300	Pinault	294 82	300	310 10	+5 42
290	Plastic-Omn.	292	294 82	299	+2 40
405	Poliet	420	425	436 80	+2 76
865	Primagaz	865	678	878	+1 95
500	Printemps	519	535	532	+2 50
1930	Promodès	2035	2040	2060	+0 74
275	Radiotechn.	307	317	320 82	+4 40
3220	Redoute (La)	3430	3420	3400	-0 87
205	Rémy et Associés	210	211	211	+0 48
255	R. Poulenc CI	245 40	248	255	+2 91
310	[illegible]	310 80	309 90	308 82	-0 20
64	Rochette (La)	88 70	90 95	60 95	+3 82
1800	Roussel Uclaf	1675	1711	1720	+2 69
2750	R. Impér.Ly*	3740	2740	2850	+4 01
188	Sade (Ny)	180 10	195	186	+3 20
1420	Sagem	1465	1485	1485	...
350	Saint Gobain	385 82	388 82	388 70	+0 75
1200	Saint Louis	1216	1220	1260	+2 82
1080	Salomon Ly.	1128	1136	7136	+0 89
330	Salvepar (Ny)	336	320 10	335	..
785	Sanofi	839	840	833	-0 72
1650	S.A.T.	1681	1701	1701	+1 19
225	Saul. Chât.	235	235	235	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1300	Saupiquet (Ny)	1457	1468	1465	-0 14
845	Schneider	840	658	663	+3 59
13 50	SCOA	13 50	13 55	13 75	+1 85
1200	S.E.B.	1148	1180	1186	+3 31
420	Sefimeg	410 82	413	417	-0 87
495	Sextant A.	470 10	475	470 50	+0 08
930	S.F.I.M.	999	998	985	-1 40
170	S.G.E.	198 82	200 82	198	-0 95
540	Simco	539	550	534	-0 93
710	Sk. Rossignol	655	655	655	..
810	Sligos	900	910	900	:
270	Société Géné.	386	393	391 10	+1 32
116	Sodecco (B)	116 60	118 50	116 50	
159	Sodero (Ny)	184	162	182	-1 22
480	Sodexho	552	550	555	+0 54
72	Sogenal (Ny)	72	74	73	+1 39
365	Sogerap	356	356	356	.
1180	Sommer-Allib.	1182	1200	1225	+2 94
1140	Source Perrier	1208	1218	1224	+1 32
530	Sovac	558	556	567	+1 81
370	SPEP	277	386	392	+3 98
450	Spie-Batignol.	476	480	483 90	+1 87
970	Strafor	949	960	975	+2 74
270	Suez	283	289	284	+0 35
805	Synthélabo	584	584	584	
120	Thomson CSF	134	134 90	133 50	-0 37
675	Total	571	575	572	+0 18
106	- (certif.)	105	105	105	...
210	Trailins Fin.	200	200	197	-1 50
510	U.A.P.	548	553	549	+0 56
205	U.F.O.Locab.	210	217 82	217	+2 33
730	U.I.C.	760	770	780	+2 63
580	U.I.F.	590	560	548	-0 36
700	U.I.S.	675	680	680	+0 74
700	Unibail	730	735	723	-0 95
150	U.C.B.	149	149 82	149	...
355	Valéo	341	343 50	347	+1 76
220	Vallourec	207	212 82	212 80	+3 20
355	Via Banque	370 10	370	370	-0 03
1200	Zodiac	1170	1175	1178	+0 68
1330	Elf Gabon	1165	1105	1100	-5 58
108	Amax	115	117 60	117 60	+2 43
104	Amer. Express	113 82	116	116	+2 20
159	A.T.T.	159 82	162	162	+1 39
131	Anglo Amer. C.	121 82	134 20	134 30	+1 82
320	Amgold	302	302	302	...
230	Banco Santander	252 50	260	260	+2 97
675	B.A.S.F.	727	725	726	-0 14
760	Bayer	611	612	612	+0 12
63	Buffelsfont.	62	61	61	-1 61
56	Chase Manh.	67 82	70 10	70 10	+3 85
94	De Beers	97 30	100	100	+2 77
2000	Deutsche Bank	2094	2099	2099	+0 24
1100	Dresdner Bank	1165	1179	1179	+1 20
55	Driefontein	52 82	52 45	52 40	-0 95
179	Du Pont-Nem.	120	175	175	-1 59
200	Eastman Kodak	218	225 82	225 82	+3 44
22	East Rand	21 30	20 50	20 50	-3 76

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
43	Echo Bay	38 82	38 50	38 50	-0 77
166	Electrolux	168	165	165 80	-1 31
166	Ericsson	181 50	180	180	-0 83
255	Exxon Corp.	252 50	254 40	254 40	+0 75
135	Ford Motor	149 50	150 50	150 50	+0 67
42	Freegold	36 10	35 60	35 20	-2 49
13 50	Gencor	14 65	15 50	15 50	+5 30
280	Gén. Elect.	321 50	325 40	325 40	+1 21
167	Gen. Motors	160 30	179	176 50	-1 00
315	Gén. Belgique	314	322	325	+3 50
65	Gd. Métropol.	65 70	66 50	66 50	+1 37
75	Guinness	74 45	75 20	75 50	+1 41
19 50	Hanson PLC	20 50	20 55	20 55	+0 24
38	Harmony Gold	35 30	35 05	35	-0 85
179	Hewlett Packard	190 50	186 70	186 70	-1 95
42	Hitachi	42 95	44 05	44 05	+2 56
690	Hoechst	755	765	765	+1 32
88	Homestake	78	74 30	74	-5 13
87	Imp. Chemical	93 05	92	92	-1 13
600	I.B.M.	637	641	641	+0 63
250	I.T.T.	263	263 50	263 20	+0 08
138	Ito Yokado	139 50	141	141 10	+1 15
82	Matsushita	62 10	65	65	+4 67
14	Maxwell	15 10	15 30	15 32	+1 32
145	Mc Donald's	143	144 60	145	+1 40
445	Merck	462	470 50	470 50	+1 84
430	Minnesota M.	410	418	419	
285	Mobil corp.	296	297	297	+0 35
215	Morgan J.P.	227	240	240	+5 73
29300	Nestlé	30010	30390	30350	+1 13
141	Norsk Hydro	145 20	145 50	145 50	+0 21
100	OFSI	87 50	86	86	-1 71
1590	Petrofina	1621	1644	1644	+1 42
265	Philip Morris	285	287 90	287 90	+1 02
63	Philips	72 80	73 30	73 50	+0 95
73	Placer Dome	67 40	66	65	-3 56
260	Quilmès	275	273	273	-0 73
20	Randfontein	18 80	18 05	18 05	-2 22
375	Royal Dutch	373	373 30	373 30	+0 08
40	R.T.Z.	46 65	46 50	45 50	-0 32
2 25	Saat.& Saatchi	2 27	2 33	2 31	+1 76
42	St Helena	38 90	36	36	-2 31
270	Schlumberger	293	292 80	292 90	-0 07
42	Shell transp.	42 10	42 10	42 10	
1850	Siemens	2053	2057	2057	+0 10
940	Siemens Nixdorf	972	977	977	+0 51
225	Sony	242 82	254 50	253 70	+4 45
77	Sumitomo Bank	77 50	79	79 50	+2 58
168	T.D.K.	175 70	184 82	184 80	+5 18
45	Telefonica	47 70	48 30	48 30	+1 26
27	Toshiba	27 20	28 30	27 95	+2 76
440	Unilever	431	429 50	429 50	-0 35
220	Unit Techn.	239 90	240	240	+0 04
300	Vaal Reefs	272	271	271	-0 37
200	Volvo	217	210	210	-3 23
182	West. Deep.	125	123	123	-1 60
210	Xerox Corp.	241 50	249 50	249 50	+3 31
103	Yamanouchi	102	105 10	105 10	+3 04
1 65	Zambia Cop.	1 63	1 70	1 70	+4 29

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	120 20	8 22
Emp.Etat 9,8%78	98 50	5 58
10,80% 79/94	100 80	4 55
Emp Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 85
Emp Etat 14,6% 83	100 22	13 99
Emp.Etat 13,4%83	....	1 68
Emp.Etat 12,2% 84	103 28	4 01
Emp.Etat 11% 86	....	10 51
10,26% mars 86	....	9 27
OAT 10% 5/2000	...	0 86
OAT 9,9% 12/1997	....	1 46
OAT 0,8% 1/1996	....	0 16
PTT 11,2% 85	103 10	1 96
CFF 10,30% 86	99	0 40
CNB Bques 5000F	99 16	0 98
CNB Paribas 5000F	99 60	0 98
CNB Suez 5000F	99 60	0 98
CNE 11,5% 85	101 99	7
CNI 1/82 5000F	99 16	0 98
CNT 8 % 86	92 80	6 74
CRH 10,90% déc.85	104 25	0 98
CHARB FCE 3% 100	128	....
CNCA	980	....
Corus	....	....
CGE 6 janv. 89/99	831	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	776	800
Applications Hydr.	1349	1336
Arbel	600	583
Bains C.Monaco	934	940
B.Hypoth.Europ.	342 80	....
B.N.P. Intercont.	230	241 50d
Beghin-Say (C I)	658	....
Bénédictine	3875	3800
Blanzy Ouest	3237	3299
B T P	68	69 10
Cambodge	860	870
Carbone Lorraine	650	650
Case Poclain	17 10	18 90
C.E.G.F. (Frigor.)	395	392
Centenaire Blanzy	478 40	470
Cerabati	97	97 50
Champex Ny	121	....
CIC (CIP)	181	....
C.I.M.	775	785
C.I.T.R.A.M. (B)	2605	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofimeg	256	....
Cogifi	378	378
Comiphos	490	500
Cie Industrielle	3900	3900.
Cpt Lyon Alemand	371 10	370
Concorde	805	816
Constr.Métal.Prov.	30 50	31
Crédit Gén.Ind.	319 20	350
Cr Universel (Cie)	495	....
Créditel	116	170
Darblay	640	642
Degremont	1295	1289
Delalande	1595	1630
Delmas Vieljeux	4100	4020
Didot Bottin	1200	1164
Eaux Bassin Vichy	2320	....
Eaux Vittel	945	940
Ecia	175	180
Electro-Financ.	774	....
Electro-Banque	338	326
Enelli Bretagne	476	475
Ent.Mag. Paris	4000	4000
Europ.(ex Eternit)	1390	1385
Finalens	247	....
F.I.P.P.	123	....
F.N.A.C.	1450	1480
Foncière (Cie)	608	605
Fonc.Lyonnaise	750	772
Foncina	480 10	482
Fougerolle	718	698
France I.A.R.D.	834	810
France SA (Ld)	1579	1601
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	865	857
Genefim	302	304
Gévelot	545	548
G.F.C.	395 10	400
G.F.I.I.	270	285
Gds Moulins Paris	1350	....
Groupe Victoire	1047	1007
G.T.I (Transport)	480	....
Immobail	370	....
Immobanque	830	....
Im.Marseillaise	5290	5330
Imm. Plaine-Monceau	270	360
Immofice	444	444
Invest.(Sté Cle.)	3196	....
Jaeger	725	125
Lambert Frères	281	....
Lille Bonnières	1600	1600
Loca-Expansion	294	285 80
Locafinancière	484 90	481 70
Locatel	180	....
Louis Vuitton	560	530
Louvre	3178	3140
Lucia	1540	1550
Machines Bull	31	30 30
Mag.Uniprix	149	144
Magnant	610	608

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métal Déployé	590	597
Mors	118 90	115
Navigation (Nle)	218 90	218 90
Optorg	270	270
Oriel (Cl)	235	240
Origny-Desvroise	930	930
Palais Nouveauté	870	870
Paluel Marmont	615	....
Parfinance	207 30	200
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	210	208
Paris Orléans	240	240
Partfinans Invest.	280	281
Pathé Cinéma	604	....
Piper Heidsieck	2000	....
P.L.M.	299 90	299
Porcher	740	717
Promodès (CI)	1040	....
Publicis	597	598
Rochefortaise	111 80	112
Rosario	190	208
Rougier	481	450
S.A.C.E.R.	298	290
S.A.F.A.A.	270	....
S.A.F.I.C Alcan	177	182 40o
SAFT	952	960
Saga	235	240
Saint Dominique (F.J.)	130	130
Salins du Midi	593	600
Savoisienne (M)	160	....
S.C.A.C.	760	770
Sevelle Maubeuge	350	353
S.Eaud.Part. (M)	158	....
Silic	633	635
Siminc	277 10	273
S.I.P.H.	320	320
S.M.C.I.	360	360
Sofal	488	488
Soffo	441	432
Sofical	1180	1165
Sollitam (ex Setem)	99	88 50
Sofragi	1270	1270
Sophia-Bail	399	400
Sopagi	160	158
Soudure Autogène	780	750
Sovabail	445	....
Stemi	705	705
Suez (CIP)	230 10	326 10
Taittinger	2950	2985
Télémécanique Elect.	3400	4500
Testut-Aequitas	810	....
Tour Eiffel	265	257 10
Ufiner	1001	1090
U.T.A.	1313	1381 d
Vicat	319	331 80
Viniprix	1620	1657
Vitex	755	745
Maroc Sté Brasserie	356	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	730	827 o
Akzo Nv Sico	230	249 20
Alcan Aluminium	100	97
American Brands	200	208
Arbed	460	506
Asturienne Mines	146 10	145
Banco Popular Espa.	490	501
B.Reglements Int.	24000	24000
Can.Pacifique	82	85
Chrysler Corp.	57 60	58 20
C.I.R.	10	10
Commerzbank	805	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	248	252
G.B. (Brux Lamb.)	522	532
Gevaert	830	....
Glaxo Holdings Ltd	85	86
Goodyear Tire	107	105 10
Grace and Co (WR)	138	138 50
GTE Corp.	154 90	....
Honeywell Inc.	230	....
Johannesburg	48 50	....
Kubota	25 50	25 60
Latonia	310	310
Midland Bank	10	17 60
Noranda Mines	87	72
Olivetti priv.	10	....
Pakhoed hold.	507	500
Pfizer Inc.	445	445
Procter Gamble	400	388 50
Rhone Poulenc Rorer	356	357 10
Ricoh	23 60	....
Robeco	263	268
Rodamco NV	165 50	163 90
Rolinco	243 20	246 60
Saipem	5	4 90
Sears Group	43	42 40
SKF Aktiebolaget	80	81
Tenneco Inc.	231	....
Thorn Electrical	62 90	63 90
Toray Ind.	27 90	22 60
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	980	1007
West Rand Cons.	13	12 60

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	231	....
Bussel	815	....
Calciphos	182	155
C.G.H Cogedhor	58	55 10
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	975	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	581	581
Drouot Assurances	387	....
Elf Antargaz	1400	....
Europ. Accum.	64	....
Europ Soudure Ind.	17 80	....
Gachot S.A.	70	70
Groupe Expansion	07	74 80o
Guy Degrenne	445	460
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
IN2	300	....
Lecteurs du Monde	308	309
Nicolas	840	....
Patenôtre RD	1510	....
Particip. Perrier	386	366
Quadral	240	....
Rorento N.V.	164 20	187 60
St-Gobain-Emballage	3200	2915
Serra Metra	248	226 o
S.E.P.R.	1640	1522
S.P.R. act. B	350	324 d
Ufinex	380	....
Waterman	1600	1300 o

SICAV (sélection) 4/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	947 76	924 84
Actilion	194 32	189 12
Agepargne	707 81	677 33
Agéplacement	7283 26	7283 26
Agépremière	112 19	111 85
AGF Actions ex CP	992 37	988 17
A.G.F. 5000	567 27	553 43
AGF ECU	1041 83	1031 51
AGF Foncier	109 27	106 80
AGF Invest Sicav	101 22	98 75
AGF Interfonds	410 68	409 44
AGF Oblig	1108 15	1100 65
AGF Sécurité Sicav	71257 24	71257 24
A.G.F.I.M.O.	603 15	588 44
AMERI-GAN	5973 65	5743 89
Amplitude	583 22	566 23
Arbitrages Court.T.	8380 92	8368 17
Associc	1059 44	1059 44
Azur Futur	333 71	325 57
Aurecic	1028 13	998 18
Avenir Alizes	1673 36	1642 50
Avenir CIC	100 11	97 10
Axa Capital	149 01	142 59
Axa Europe	121 98	110 73
Axa Investissements	108 77	104 09
Axa NPI	86 79	82 82
Axa Valeurs PER	113 78	108 88
Capimonétaire	5823 01	5817 99
Capioblig	5738 28	5651 51
Capiacic	1165 20	1138 13
Capital-Monde	321 73	313 89
Cardan Pierre	28 52	27 82
Cosmic	1170 33	1141 79
Comptavalor	6230 60	6221 33
Convertamm	367 20	343 45
Credister	438 55	425 79
Credit Mutuel Capital	1142 72	1120 31
Dieso	7143 55	7715 66
Drouot France	755 11	722 59
Drouot Investiss.	878 90	841 05
Drouot Sécurité	236 40	226 22
Drouot Sélection	144 28	138 06
Ecocic	1052 42	1036 87•
Ecuper	124 30	118 95
Ecureuil Capitalisation	2282 26	2238 85
Ecureuil Invest.	367 09	356 40
Ecureuil Monépremière	59277 36	59277 36
Ecureuil Monétaire	34948 94	34948 84
Ecureuil Trésorerie	2165 51	2168 01
Ecureuil Trimestr.	1997 10	1977 42
Elicash	488145 79	488145 79
Energie	253 59	242 09
Eparcic	3186 97	3185 97
Epacourt-Sicav	4431 79	4420 73
Epargne Associat.	25785 01	25747 29
Epargne Capital	9408 64	9310 48
Epargne Court Terme	800 67	800 67
Epargne Croissance	1515 54	1474 98
Epargne Industrie	83 82	81 58
Epargne J.	01957 28	01957 28
Epargne Long Terme	182 19	177 21
Epargne Monde	1124 22	1094 13
Epargne Oblig.	195 55	190 61
Epargne Première	12922 01	12825 82
Epargne Quatre	1093 33	1084 07
Epargne-Unie	1222 10	1192 37
Epargne Valeurs	421 52	410 24
Epsilon	1187	1175 25
Euflnvest	587 21	570 71•
Eurocic Leaders	938 13	910 01
Eurodyn	1070 74	1044 82
Euro Gan	6080 66	5845 79
Euroseal	28 89	26 49
Fonsicav	12717 39	12717 39
FRANCE-GAN	8375 99	8053 84
France Garantie	271 28	270 74
France Index Sicav	94 36	91 60
France Investiss.	438 69	428 97•
France Oblig.	470 32	465 85
Francic	396 92	386 36
Francic Pierre	103 26	100 24
Francic-Régions	1101 74	1068 65
Fructi-Association	31 60	31 60

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Capi	37 29	36 74
Fructi Court	126046 42	126046 42
Fructidor	236	232 51
Fructi-Epargne	29 83	29 10
Fructifrance	760 57	742 02
Fructimmo	27 42	26 75
Fructi-Première	10970 98	10808 85
Fructivar	4827 92	4815 88
Fuxoblig	7249 37	1210 90
Gestilion	13047 47	12982 56
Gest.Association	149 87	146 57
Horizon	1090 57	1059 19
Interépargne	104315 98	101277 63
Interoblig	12125 52	11659 15
Intersélection Fce	468 09	454 43
Japacic	140 29	136 20
Jeunepargne	254 18	250 42
Laffitte Amérique	188 33	180 55
Laffitte Europe	233 98	224 42
Laffitte Expan.	231 53	222 09
Laffitte France	298 30	288 14
Laffitte Immobil.	223 91	214 79
Laffitte Japon	378 57	361 22
Laffitte Oblig.	136 50	130 94
Laffitte Rendement	180 56	172 20
Laffitte Tokyo	312 57	299 83
Latitude	2005 52	2003 01
Lourni C.T.	11207 20	11207 20
Lourni L.T.	6075 23	5898 28
Lion Association	10835 22	10835 22
Lion Institution	25862 51	25798 01
Lionplus	859 80	842 94
Lion Trésor	2179 18	2157 60
Lion 20 000	23470 79	23470 79
Livret Bourse Inv.	491 32	477 01
Livret Portefeuil.	632 68	614 12
Méditerranée	172 39	164 97
Mensuel CIC	10089 68	9868 98
Mondial Investissem.	385 58	368 10
Monecic	5533 10	5533 16
Monesfon	60010 60	60018 90
Mone.J	94705 21	94705 21
Monévalor	72755 94	72755 94
Mutualité dépôts	11981 57	11957 75
Mutuelle Unie Sel.	137 86	131 01
Natio Court Terme	291544 00	291544
Natio-Epargne	15689 06	15513 82
Natio-Ep. Ret.	110 80	113 97
Natio Epargne Trésor	6944 82	6931 04
Natio-Imm.	1118 40	1086 47
Natio-Inter	1211 27	1178 85
Natio-Monétaire	22831 06	22831 06
Natio Obligations	487 79	474 73
Natio-Patrimoine	1293 07	1259 34
Natio-Placements	97489 82	82489 07
Natio-Revenu	1020 10	1010 09
Natio Sécurité	11648 78	11648 78
Natio-Valeurs	789 31	748 72
Nippon-Gan	5342 30	5136 83
Nord Sud Dévelop.	1320 16	1317 52•
Obli-Associations	133 03	131 71
Oblicic-Mondial	2356 45	2321 63
Oblicic-Régions	1048 54	1031 07
Oblig. ttes cat.	158 33	156 99
Oblifion	1165 41	1153 87
Oblisécurité	11420 73	11420 73
Optimal	32185 58	31248 15
Oracion	859 06	838 11
Orvalor	5446 01	5249 17
Paribas Capitalisation	1296 27	1277 11
Paribas Epargne	18409 62	18372 87
Paribas Opportunités	111 90	107 34
Paribas Patrimoine	515 04	494 04•
Paribas Revenus	91 48	90 57
Patrimoine Retraite	196 91	193 05
Parvalor	614 33	596 44
Phenix Placement	294 76	286 17
Phénix Sécurité	10414 48	10414 48
Pierre Investissements	988 29	881 28
Placement A.	1785 65	1182 60•
Placement J.	6407 04	6384 25•
Placement M.	58940 41	58822 76•
Placement Nord	875 43	858 25•

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Planintar	985 23	941 69
Plénitude	118 14	114 98
Poste Gestion	58149 82	58149 82
Première Oblig.	11118 92	11107 81
Prév. Ecureuil	109 45	109 37
Privassociation	26129 43	26129 43
Proficius	1033 24	1008 04
Quartz	117 69	114 82
Réalvalor	793 85	770 73
Rentacic	155 80	153 50
Revenus Trimestr.	5331 80	5279 01
Revenu-Vert	1124 61	1107 99
St Honoré Bio-Alim.	845 23	806 90
St Honoré Global	229 08	210 69
St Honoré Invest.	687 51	656 33
St Honoré Mat Plac.	180 85	172 85
St Honoré Pacifique	530 45	506 41
St Honoré PME	475 77	454 20
St Honoré Real	13306 62	13253 01
St Honoré Services	468 40	440 77
Sécuric	1559 08	1559 08
Sécuri-Gan	12342 70	12100 69
Sécuritaux	1238 93	1238 93
Sicaden	704 73	694 32
Sicav Associations	1648 90	1646 43
S.F.I. fr. et etr.	608 70	591 94
Sicav 5.000	381 07	370 87
S.I. Est	1283 75	1228 47
Slivafrance	592 55	576 69
Slivam	390 05	379 01
Slivarente	211 10	207 05
Slivinter	397 54	386 90
S.N.I.	1033 90	1003 40
Sogépargne	313 81	302 47
Sogénor	53941 13	52370 00
Sogevar	982 42	937 87•
Sogister	1173 14	1110 94
Soleil Investissements	490 31	471 45
Solsaice	2083 51	2078 21
Stratégie Action	782 80	752 69
Stratégie Rendement	1258 42	1218 81
Technocic	984 20	955 53
Techno-Gan	5510 82	5299
Thesora	578 70	572 07
Transplus	139 07	133 08
Trésor Avenir	108 13	107 06
Trésor Plus	1140 85	1129 55
Trésor Réel	12752 83	12752 83
Trésoricic	114611 05	114611 05
Trilion	5113 21	5062 58
U.A.P. Investiss.	405 23	390 58
U.A.P. Act. F.	522 57	503 68
U.A.P. Act. Sél.	574 88	554 10
U.A.P. Aedifi.	600 01	578 22
U.A.P. Aliaf.	206 76	199 29
U.A.P. Alto	199 45	183 33
UAP Moyen Terme	122 57	118 14
UAP Prem. Catég.	10760 82	10723 92
Uni-Associations	119 85	110 85
Uni-Foncier	1272 29	1241 26
Unifrance	520 02	507 34
Uni-Garantie	1273 82	1251 39
Uni Régions	1284 42	1253 09
Uniscra	2502 56	2441 52
Univer	212 34	212 34
Univers Actions	1174 82	1146 17
Univers-Obligation	1629 55	1589 80
Valorg	1941 97	1840 13
Valrel	47391 69	47368 01
Vauban	25601 10	25575 50

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/2	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	4 982	4 979	4 800	5 300
Ecu	6 993	6 997	....	....
Allemagne (100 dm)	340 750	340 240	328	348
Belgique (100 F)	16 549	16 527	15 950	17
Pays-Bas (100 fl)	302 250	301 830	289	309
Italie (1000 lires)	4 526	4 528	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	88 370	88 350	83	92
Gde.Bretagne (1 L)	9 863	9 876	9 500	10 300
Grèce (100 drachmes)	3 783	3 191	4 050	4 050
Suisse (100 f)	398 520	398 480	387	407
Suède (100 krs)	90 790	90 830	87	95
Norvège (100 k)	88 990	88 930	83	91
Autriche (100 sch)	48 439	48 358	46 700	49 700
Espagne (100 pes)	5 407	5 417	5 150	5 700
Portugal (100 esc)	3 850	3 853	9 400	4 200
Canada (1 $ can)	4 286	4 294	4 150	4 300
Japon (100 yens)	9 809	3 824	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/2
Or fin (kilo en barre)	59000	59000
Or fin (en lingot)	59500	59050
Napoléon (20f)	404	403
Pièce Fr (10 f)	370	.....
Pièce Suisse (20 f)	428	424
Pièce Latine (20 f)	358	355
Souverain	482	458
Pièce 20 dollars	2340	2280
Pièce 10 dollars	1380	1375
Pièce 5 dollars	750	.....
Pièce 50 pesos	2315	2320
Pièce 10 florins	379	387

Le Monde

A l'occasion de la première réunion ministérielle sur l'union politique

La France et l'Allemagne relancent le projet de politique étrangère et de défense européennes communes

La France et l'Allemagne militent activement en faveur d'une défense européenne commune, qu'elles placent au premier rang des objectifs de l'union politique en cours de gestation. L'UEO (Union de l'Europe occidentale), définie comme *« partie intégrante du processus d'unification européenne »*, se verrait attribuer un rôle opérationnel majeur durant la phase d'élaboration de la politique de défense commune, en attendant son intégration pure et simple à l'union politique.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères français et allemand, MM. Roland Dumas et Hans Dietrich Genscher, ont transmis une contribution à leurs partenaires, lundi 4 février, lors de la première réunion au niveau ministériel de la conférence intergouvernementale sur l'union politique, dans laquelle ils font des questions de défense et de sécurité une priorité.

Ce projet franco-allemand a été favorablement accueilli par la majorité des délégations. Cependant, les Néerlandais et surtout les Britanniques, tout en participant de manière constructive aux débats, demeurent réservés vis-à-vis d'une politique étrangère commune et a *fortiori* d'une défense commune. Pour M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, il importe que dans ces domaines les décisions continuent à être prises à l'unanimité.

L'attitude de la Commission européenne a été qualifiée de *« frileuse »* par le porte-parole de la présidence luxembourgeoise. Tout en plaidant pour une politique étrangère et de sécurité commune, M. Jacques Delors redoute en effet que cet élargissement du champ d'action des Douze ne remette en cause l'équilibre institutionnel en vigueur depuis le traité de Rome et favorise le retour à des procédures intergouvernementales. Une crainte partagée par plusieurs pays membres, dont la Belgique.

Un rôle majeur pour l'UEO

« Durant la crise du Golfe, ce qui nous a manqué, c'est une capacité d'ation en matière de sécurité et de défense. C'est une démonstration du fait que la sécurité et la défense sont nécessaires pour l'union politique », a déclaré le chef de la diplomatie allemande, M. Genscher. L'infléchissement par rapport à l'initiative prise en avril 1989 par MM. Kohl et Mitterrand, initiative qui est à l'origine des débats actuels, est impressionnant, même si ces domaines n'avaient pas été oubliés à l'époque. Une fois l'idée de base proclamée – la nécessité d'une défense commune *« sans laquelle la construction de l'union européenne resterait inachevée »*, – le document développe trois idées principales :

– La mise en place d'une telle politique n'est d'aucune manière conçue pour affaiblir ou limiter le rôle de l'alliance atlantique. *« L'alliance atlantique notamment la présence militaire permanente des Etats-Unis en Europe, reste indispensable à la sécurité et à la stabilité européenne (...). L'alliance atlantique en tant que telle sera renforcée par un accroissement du rôle et des responsabilités des Européens en matière de politique de sécurité et de défense. Dans cette perspective, une identité européenne de sécurité et de défense devra être reflétée dans le développement d'un pilier européen au sein de l'alliance »*, lit-on dans le document franco-allemand.

– *« L'UEO*, a souligné M. Roland Dumas, *doit devenir un organe de l'union politique agissant pour le compte de celle-ci dans le domaine de la sécurité et de la défense, et élaborant pour les institutions de l'union des propositions d'action dans ces domaines. » A priori*, les Français et les Allemands souhaitent que l'UEO, aujourd'hui simple organe de coordination, devienne une alliance européenne plus efficace.

– Le contrôle de l'UEO par l'union politique sera assuré (et par là même l'unité des Douze préservée, le Danemark, la Grèce et l'Irlande n'appartenant pas à l'organisation) dans la mesure où il reviendra au conseil européen de décider quels domaines de politique de sécurité devront faire l'objet d'une politique commune. C'est également le conseil européen qui définira les orientations de la politique étrangère et de sécurité commune, et donnera donc le ton – ce qui ne plaît ni aux Pays-Bas ni à la Commission. Parmi les thèmes dont il est acquis aux yeux des Allemands et des Français qu'ils devront être couverts par la politique commune, le document cite *« le désarmement et le contrôle des armements en Europe, les questions de sécurité – y compris les mesures de maintien de la paix dans le cadre des Nations unies – et la non-prolifération nucléaire »*.

« Le processus visant à aboutir à une union politique a été relancé avec plus de force qu'on ne s'y attendait. Je suis convaincue qu'il peut y avoir un nouveau traité signé avant l'été. Les Anglais ne vont pas résister à la pression générale. Ils sont déjà en retrait », commentait à l'issue de la réunion Mme Anne-Marie Lizin, secrétaire d'Etat belge à l'Europe 92.

PHILIPPE LEMAITRE

ÉTATS-UNIS

Un ancien agent du FBI condamné à vingt ans de prison pour espionnage

Un ancien agent du FBI, M. Richard Miller, accusé d'avoir livré des secrets à l'Union soviétique, a été condamné lundi 4 février à vingt ans de prison par un tribunal de Los Angeles (Californie). C'est le premier agent du FBI jamais condamné pour espionnage.

M. Miller, cinquante quatre ans, avait été arrêté en 1984 et accusé de fournir des secrets à l'Union soviétique. Il entretenait une liaison avec une émigrée soviétique, Svetlana Ogorodnikov, à laquelle il aurait fourni des informations sur les objectifs du contre-espionnage américain en échange d'une somme de 65 000 dollars. La jeune femme purge actuellement une peine d'emprisonnement de dix huit ans.

Ce verdict intervient à la suite de deux procès. Les délibérations du jury avaient avorté lors du premier. Le second avait abouti à une condamnation à vie, et Richard Miller avait fait appel. Ayant déjà purgé cinq ans, il pourrait obtenir une liberté conditionnelle dans deux ans. – *(AFP.)*

M. Edward Madigan succédera à M. Clayton Yeutter au poste de secrétaire à l'agriculture

Le secrétaire américain à l'agriculture M. Clayton Yeutter, désigné par le président George Bush pour présider le Parti républicain, quittera officiellement ses fonctions le 1er mars prochain, ont annoncé lundi 4 février, ses services.

Le représentant Edward Madigan (élu républicain de l'Illinois), nommé par M. Bush nouveau secrétaire à l'agriculture et dont la confirmation par le Sénat paraît acquise, lui succédera immédiatement, a précisé le département de l'agriculture. M. Yeutter avait présenté sa lettre de démission au président Bush le 25 janvier dernier. – *(AFP.)*

SUR LE VIF CLAUDE SARRAUTE

Recettes

VOUS perdez votre temps et vous n'arrêtez pas de courir après ? Faites *comme moi, apprenez à le gérer* en suivant les conseils de *Budgets famille*.

1. Au-delà de votre réussite professionnelle, avez-vous d'autres ambitions, politiques, littéraires, artistiques ? Dressez-en la liste. J'ai inscrit : Me faire un *nom dans la haute couture*, remplacer mon Mimi à l'Elysée, gagner *la* Course du rhum, être jouée à l'Opéra-Bastille. *Si* certains objectifs vous paraissent incompatibles avec d'autres, rayez-les : tant pis pour le Rhum.

2. Pendant une semaine notez *quart d'heure par quart d'heure* comment vous occupez votre journée de travail. Soulignez au marqueur vos différentes activités. Moi, mon agenda était entièrement badigeonné au jaune citron : repérer les pots offerts par les différents services de la maison. Et au rouge fluo : manœuvrer pour m'y faire inviter. Verdict du magazine : Vous vous *dispersez trop*. Allez à *l'essentiel*. Je vais planquer une bouteille de whisky dans le tiroir de mon bureau et la boire au goulot.

3. Ecourtez vos conversations téléphoniques. Attendez pour appeler que votre interlocuteur soit ou très occupé *ou très* pressé de s'en aller et fixez à l'avance la *durée* de la *communication* : Allô, docteur ? Vous êtes en pleine consultation ? Parfait. *J'ai mal* au cœur, mal au ventre, mal au dos, j'ai des lourdeurs dans les jambes, je voudrais un diagnostic *et une ordonnance*. Vous avez quatre-vingt-dix secondes chrono.

4. Organisez votre lieu de travail. Tiens, à propos du téléphone, où il a encore bien pu passer, le mien ? En tirant sur le fil pour le retrouver, j'ai été ensevelie sous une avalanche de paperasses et de vieux journaux. J'en suis sortie en rampant, un papillon adhésif *collé sur le* front : Si vous êtes gaucher et si vous désirez prendre des notes, pensez à placer l'appareil à votre droite.

5. Adoptez une stratégie de défense contre les empêcheurs de bosser en rond. A commencer *par votre chef*. Faites-la patienter sous prétexte de terminer un rapport urgent. Lui : C'est pour aujourd'hui ou pour demain, ta crotte ? Moi : Pour demain. Là, je suis en train de rédiger un mémo à l'intention du dirlo pour lui signaler ton niveau d'incompétence.

Canal J négocie toujours les conditions de sa diffusion

M. Jean-Marc Chabert, jusqu'à présent directeur financier de la chaîne pour enfants Canal J, en devient directeur général en remplacement de M. Pierre-Henri Chaoveau. C'est donc M. Chabert qui devra poursuivre avec le CSA les discussions préalables au lancement de Canal J sur un réseau hertzien terrestre et sur les satellites TDF 1-TDF 2, initialement prévu à la fin 1990 (*le Monde* du 15 janvier). Celui-ci avait été repoussé *sine die* à la suite d'un désaccord entre la chaîne payante pour enfants et Télédiffusion de France sur les sommes à payer pour utiliser satellite et réseau hertzien terrestre.

Ce désaccord commercial est en voie de règlement, *et* le lancement de la chaîne semble aujourd'hui dépendre du fonctionnement du satellite TDF 2 pendant les prochaines semaines. A la mi-février commence en effet une période d'éclipses solaires qui durera un mois et oblige à interrompre, à chaque éclipse, le fonctionnement des tubes d'émission du satellite alimentés par l'énergie solaire. Or c'est lors de ce type d'opérations que certains des tubes ont brutalement cessé de fonctionner.

Le CSA attend ce test pour arrêter sa politique. Si le satellite ne connaît *pas* de nouvelles pannes, le Conseil pourrait accéder aux demandes de Canal J pour des *émetteurs plus* puissants et des aménagements du réseau terrestre. Mais l'amélioration du réseau terrestre serait *lié* à un engagement de diffuser à long terme sur TDF 1-TDF 2.

Un éditeur thaïlandais candidat au rachat de l'agence UPI

Un éditeur thaïlandais, M. Sonthi Limthongkun, a indiqué qu'il était prêt à racheter à concurrence de 100 millions de dollars (500 millions de francs) la deuxième agence de presse américaine, United Press International (UPI). Actuellement propriété de la société Infotechnology, l'agence créée en *1907* est en déficit depuis trente ans et a changé trois fois de propriétaire ces dix dernières années.

Directeur général du groupe Manager Publishing Group, qui publie quatre revues financières en langue thaï et une en anglais, *Manager*, et actionnaire de sociétés d'informatique et d'ingénierie, M. Sonthi a précisé que ses activités représentaient un chiffre d'affaires de 400 millions de dollars. Il prévoit de racheter UPI avec trois associés de Hongkong, dont il n'a pas fourni l'identité, et de détenir en son nom propre 55 % du capital de l'agence. M. Sonthi doit rencontrer la direction de UPI cette semaine.

D'autres acquéreurs de l'agence se seraient manifestés, parmi lesquels des investisseurs américains, japonais et... saoudiens.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

La guerre du Golfe : « L'Occident fourvoyé », par Moncef Marzouki ; « Ici, là-bas », par Charlotte Held ; « La voix des syndicats », par Antonio Lettieri ; « Le monstre », par Albert Memmi 2

ÉTRANGER

La guerre du Golfe...... 3 à 9

Le projet de budget américain
La relance de certains projets d'armement 10

POLITIQUE

Les cas d'inéligibilité
Le Conseil d'Etat durcit la jurisprudence 12

Les critiques de M. Barre
L'ancien premier ministre dénonce la *« grisaille »* du gouvernement 12

SOCIÉTÉ

Un bilan du ministère de l'environnement
Vingt ans après.................... 13

Tremblement de terre au Pakistan
1 500 morts au moins 14

SCIENCES ◆ MÉDECINE

• Les urgences médicales de la presse • Conférence ou référence • Les dépendances de l'Est • Limousines à vapeur • Les sources de la vie • La quadrature des sphères

pages 15 à 17

Duos contemporains à Rennes
Dix chorégraphes au Grand Huit 18

« Le Réformateur » à Bobigny
La dernière pièce de Thomas Bernhard mise en scène par André Engel........................ 19

ÉCONOMIE

La crise de l'automobile
General Motors va réduire ses effectifs de 15 % en deux ans 23

Le déficit de la Sécurité sociale
16,7 milliards en 1991 ? 24

Services

Abonnements.................. 17
Carnet 14
Marchés financiers 26-27
Météorologie 22
Mots croisés.................... 14
Radio-Télévision.............. 22
Spectacles........................ 20

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 février 1990 a été tiré à 619 397 exemplaires.

CHINE

Nouvelles arrestations de catholiques « clandestins »

Au moins vingt-trois évêques, prêtres et laïcs catholiques « clandestins » ont été arrêtés en Chine au mois de décembre dernier, a indiqué, lundi 4 février, l'agence catholique Asia News de l'Institut pontifical pour les missions étrangères. Par ailleurs, selon Eglises d'Asie, l'agence d'information des Missions étrangères de Paris, trois évêques « clandestins » de la province du Hebeï (nord de la Chine) figurent parmi ces catholiques qui refusent de se soumettre à l'autorité de l'Association patriotique de catholiques chinois : Mgr Pierre Cheng Jianzhang, évêque de Baoding et son auxiliaire, Mgr Paul Shi Zhunjie, ainsi que Mgr Paul Liu Shuhe, évêque de Yixan. Les autorités chinoises les auraient arrêtés pour les empêcher de célébrer les fêtes de Noël dans des lieux non contrôlés par l'association officielle.

URSS

Assassinat d'un prêtre orthodoxe russe à Moscou

Un prêtre orthodoxe russe a été assassiné dans son appartement moscovite, qui a été pillé, a rapporté lundi 4 février l'agence Tass. Selon l'agence, qui ne précise pas la date du crime, un poste de radio, un magnétoscope et de l'argent ont été dérobés au domicile du prêtre, S. Slytsov, de l'église de la Sainte-Vierge à Moscou.

Le 2 janvier, l'agence non officielle Interfax avait annoncé qu'un proche collaborateur du métropolite de Moscou Juvénal, le prieur Lazar, avait été assassiné une semaine auparavant à son domicile moscovite. La victime était membre de la commission chargée par le patriarcat d'enquêter sur l'assassinat du Père Alexandre Menn, un théologien progressiste d'origine juive tué à coups de hache en septembre dernier près de Moscou. La police avait affirmé que l'assassinat du prieur Lazar était lié à un cambriolage. – *(AFP.)*

Mort du peintre britannique Jan Le Witt

Le peintre britannique Jan Le Witt est décédé le 21 janvier dernier à Cambridge. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Né en Pologne en 1907, graphiste de formation et de métier, la rencontre de Paul Klee au Bauhaus et la découverte de Cézanne et du cubisme précipitent son évolution artistique. Emigré à Londres en 1937, il y poursuit à la fois son travail de graphiste et son évolution de peintre. Elle le conduit dans l'après-guerre vers une abstraction volontiers symbolique où se reconnaissent les influences croisées du surréalisme et de l'expressionnisme abstrait américain. A ce titre, son œuvre témoigne de la diffusion en Grande-Bretagne de ce que l'on pourrait nommer le style années 50, entre calligraphie et gestualité.

Ph. D.

EN BREF

□ **CHINE : Amnesty international réclame la « libération immédiate » des dissidents.** – Les récents procès de dissidents chinois ne présentaient aucune des garanties prévues par le droit international, et les personnes condamnées lors de ces procès doivent être *« immédiatement libérées »*, a affirmé Amnesty International dans un rapport publié mardi 5 février. *« Le verdict est souvent décidé avant même l'ouverture du procès, les plus récents procès étaient interdits aux journalistes étrangers et aux observateurs indépendants, et les accusés n'ont souvent pas le droit de choisir un avocat »*, précise l'organisation de défense des droits de l'Homme basée à Londres.

□ **RWANDA : nouvelles attaques dans le nord.** – Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont lancé, samedi 2 février, de nouvelles attaques dans les régions de Rubengeri et de Giseny (nord-ouest), ont affirmé, lundi, à Kigali, des sources officielles. En Ouganda, le journal progouvernemental *New Vision* a indiqué que des combats violents avaient éclaté entre le FPR et l'armée rwandaise sur la colline de Kangnma, à la frontière ougandaise. Selon *New Vision*, citant les rebelles, 18 soldats gouvernementaux auraient été tués et 22 faits prisonniers. – *(AFP.)*

□ **Raid israélien au Liban sud : au moins cinq morts.** – Cinq combattants palestiniens ont été tués et vingt blessés mardi dans un raid massif de l'aviation israélienne sur des positions palestiniennes, au Liban sud, selon un bilan partiel. Vingt chasseurs-bombardiers israéliens ont attaqué simultanément cinq bases du Fatab, principale composante de l'OLP, situées à quelques kilomètres à l'est de Saïda, où la centrale palestinienne a son commandement militaire au Liban. Ce raid est le troisième depuis le début de l'année contre des formations anti-israéliennes au Liban. – *(AFP.)*

□ ***La Lettre de l'Expansion*** **retire ses accusations contre l'Aérospatiale, la SEP et Thomson.** – *La Lettre de l'Expansion* a reconnu, lundi 4 février, avoir publié dans son numéro précédent (celui du 28 janvier) des informations non prouvées et non démontrées mettant en cause les sociétés françaises SEP (Société européenne de propulsion), Aérospatiale et Thomson, qui, selon la lettre hebdomadaire du groupe L'Expansion, auraient contribué à l'amélioration des performances des missiles Scud irakiens. Ces sociétés avaient demandé à leurs avocats d'engager des actions contre la lettre confidentielle.

□ **Un mort au cours d'un hold-up à Marseille.** – Un vigile a été tué et un malfaiteur grièvement blessé, mardi matin 5 février, lors d'une fusillade qui a suivi une attaque à main armée visant une bijouterie du centre de Marseille (Bouches-du-Rhône). Un des malfaiteurs ayant *participé* à cette *tentative* de hold-up a été retrouvé grièvement blessé dans une voiture à bord de laquelle ceux-ci avaient pris la fuite avant de l'abandonner.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Nouvelles Collections
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 490 F
PANTALONS 830 F VESTONS 1 880 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

هكذا من الأصل

Le Monde

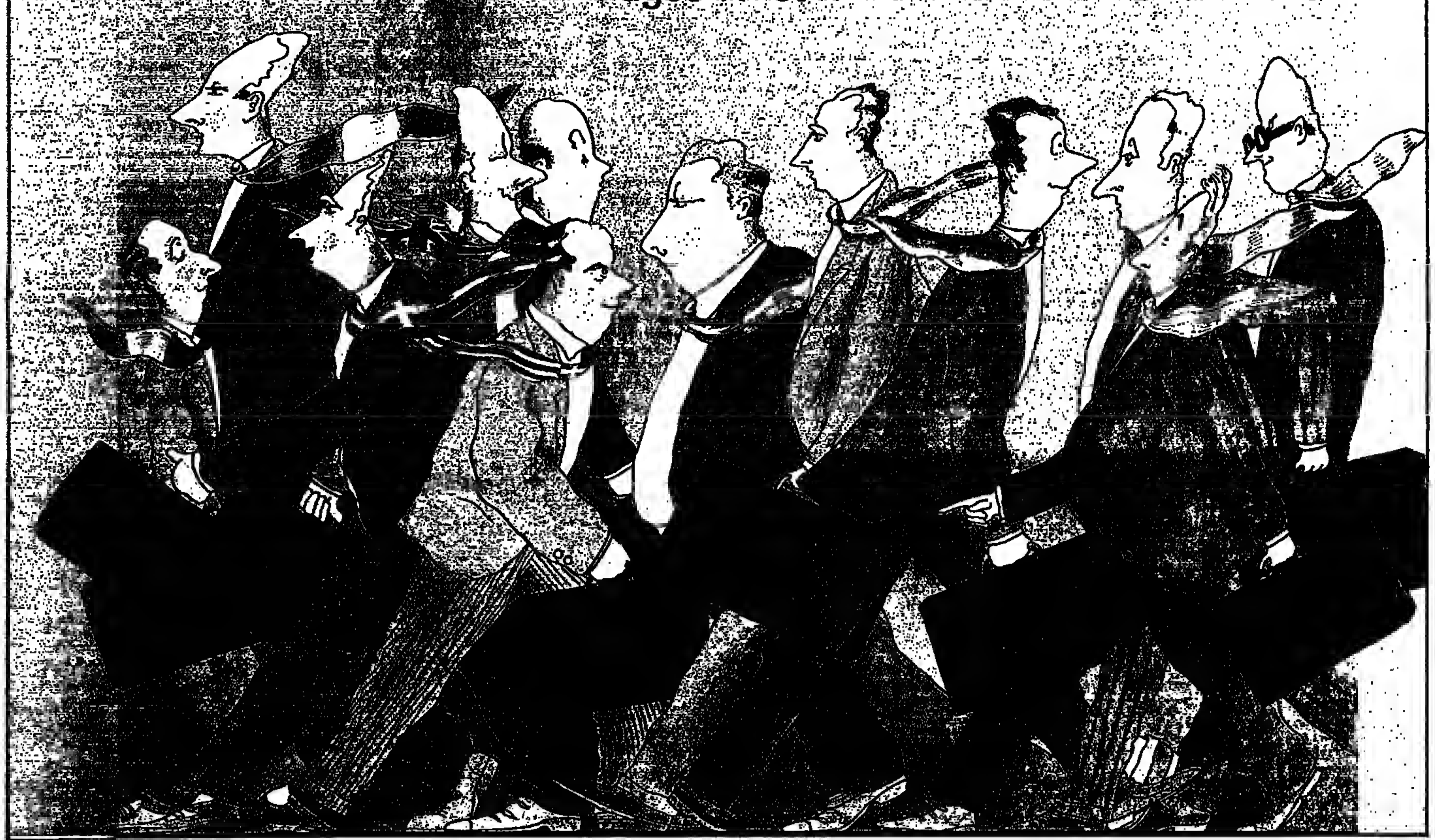
INITIATIVES

CAMPUS ◆ EMPLOI

LES CADRES SE DESSINENT UN « PROFIL EUROPÉEN »

Un colloque organisé par l'ESC Nantes et « le Monde » étudiera les relations entre les performances des entreprises et le « profil européen » des cadres. Et les conséquences à envisager pour la formation des managers

Pages IV et V



DESSIN/NICOLAS GUILBERT

SOMMAIRE

Les entreprises alsaciennes et la recherche

La recherche est apparemment peu développée dans les entreprises alsaciennes. Une rencontre organisée à Strasbourg a examiné les moyens d'améliorer la situation III

Les reconversions toujours recommencées

Avec les échos de la récession, amplifiés par la guerre du Golfe, le spectre des restructurations resurgit. Bull, Thomson, Philips et même IBM annoncent des réductions d'effectifs. Mais les outils de reconversion des grandes vagues précédentes sont inutilisables. Les nouvelles méthodes sont plus sophistiquées.......................... VI

Jacques Chérèque récuse tout traitement uniforme

Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, Jacques Chérèque estime qu'il n'y a pas de « traitement uniforme » pour ces opérations. Pour l'ancien syndicaliste, il n'y a pas de « reconversion heureuse »............ VI

STAGES EN ENTREPRISE III

21 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI
DATÉ MARDI
Section C Economie
Le Monde Dirigeants
Le Monde Juristes
Le Monde Gestion

MARDI
DATÉ MERCREDI
Le Monde INITIATIVES
Le Monde Fonction Commerciale
Le Monde Cadres
Le Monde Informatique
Le Monde Secteurs Pointe

MERCREDI
DATÉ JEUDI
Section D Economie
Carrières Européennes en Entreprises
Le Monde International

Mercredi 6 février 1991. – Supplément au n° 14317. – Ne peut être vendu séparément.

ECHOS

Un répertoire des diplômes européens

■ *Les diplômes en Europe*, de Marie-Christine Morard, présente, de façon succincte et claire, les systèmes d'enseignement dans quinze pays d'Europe (les Douze plus l'Autriche, la Suisse et l'ex-RDA), avec une liste alphabétique des diplômes de l'enseignement supérieur et des tableaux comparatifs des formations par discipline. On y trouve aussi une présentation des programmes communautaires, une liste des établissements d'enseignement supérieur et des institutions d'études supérieures européennes.

▶ ***Les diplômes en Europe. Les différents systèmes éducatifs, tous les diplômes et leurs correspondances.*** **Marie-Christine Morard. Solar, 218 p., 198 F.**

Onze élèves européens à Polytechnique

■ Onze élèves européens (quatre Allemands, un Suédois, un Hongrois, un Roumain, un Belge, un Grec et deux Bulgares), *« sélectionnés pour l'excellence de leurs résultats »*, sont intégrés, depuis le 1er janvier, parmi les élèves de deuxième année de Polytechnique, pour un semestre. Chacun d'eux suit un enseignement de « majeure » en fonction de sa spécialité et effectue un projet de recherche dans les laboratoires de l'école. Ils sont logés sur le site et participent à toutes les activités des élèves.. La Fondation de l'Ecole polytechnique, qui est à l'initiative de ce programme, souhaite porter le nombre d'élèves accueillis à trente ou quarante.

Les annales des concours d'entrée des ESC

■ Sup de Co Montpellier et Espaces Prépas viennent d'*éditer les premières annales* ESC. Elles comprennent les sujets et les corrigés des concours d'entrée de quatre grandes écoles de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESC Lyon) en mathématiques, culture générale, histoire géographie et langues.

▶ **293 p., 90 F. Contact : Pascale Vitalis ou Anne Hubert, service de communication Sup de Co Montpellier, tél : 67-40-42-43.**

Une bourse sur « Le sport et la ville »

Des bourses d'exploration sont attribuées chaque année par la ville de Clermont-Ferrand à cinq étudiants ou groupe d'étudiants partis réaliser une étude dans une ville étrangère de leur choix. En 1990, le sujet portait sur « Ville et communication ». En 1991, les lauréats devront plancher sur la politique sportive des villes. Les dossiers d'inscription peuvent être retirés dans les grandes écoles et universités ou à l'hôtel de ville de Clermont-Ferrand. Ils devront être remis avant le 31 mars.

▶ **Hôtel de ville de Clermont-Ferrand, Corinne Serange, tél. : 73-42-63-67.**

Une nouvelle formule du magazine « Options » pour les cadres

Le bimensuel de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT), *Options*, vient de faire peau neuve en lançant une nouvelle formule, avec une maquette plus moderne. Dirigé par Maïté Demons, le magazine présente, à travers sa rubrique « Prismes » de nombreuses *informations économiques et* sociales, et il entend s'ouvrir davantage aux débats. Il consacre aussi des dossiers et des enquêtes à la vie dans les entreprises, à des expériences syndicales et aux mutations du travail, notamment pour les cadres, les ingénieurs et les techniciens.

▶ **263, rue de Paris, case 431, 93514 Montreuil Cedex.**

TRIBUNE

DU BON USAGE DE L'INFORMATIQUE A L'ÉCOLE

par Jacques Baudé

LE développement de l'informatique dans le système éducatif s'inscrit dans le contexte général d'une évolution technologique de l'ensemble de la société.

Or la France dispose d'un grand service public de l'éducation et de la formation permanente qui a engagé, depuis plus de vingt ans, des actions originales d'introduction de l'informatique dans tous les ordres d'enseignement. Des milliers d'enseignants, de toutes disciplines et de tous niveaux, utilisent l'ordinateur pour améliorer leur enseignement.

Le moment est venu d'identifier les problèmes posés au système éducatif susceptibles d'être, en partie, résolus par le recours de l'informatique. Quels sont les besoins exprimés par les enseignants, les élèves et par la société, et comment l'informatique peut-elle contribuer à les satisfaire ?

Compte tenu du déploiement de l'informatique, et des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans un nombre toujours croissant d'activités humaines, compte tenu des apports de l'informatique pédagogique aux élèves (motivation, prise d'initiatives, valorisation, meilleure compréhension dans de nombreux domaines...), il convient de réexaminer les contenus comme les méthodes d'enseignement.

Dès l'école élémentaire, il faut donner à l'informatique pédagogique un rôle moteur dans les apprentissages fondamentaux lecture, écriture, calcul. Mais une certaine maîtrise des nouvelles technologies doit faire également partie des apprentissages fondamentaux. C'est par l'utilisation précoce et mesurée des outils informatiques dans les différentes activités scolaires qu'on donnera aux nouvelles générations une réelle familiarité avec ces derniers.

Au collège comme au lycée d'enseignement général, l'utilisation de l'outil informatique doit être prévue explicitement dans les programmes et dans les recommandations pédagogiques. Facultative dans un premier temps, elle s'imposera graduellement, en même temps que les enseignants seront mieux formés. Un certain nombre de pistes ont été reconnues, les équipements se mettent progressivement en place, grâce notamment aux efforts des collectivités locales. Certains logiciels et didacticiels ont prouvé leur intérêt – même si beaucoup reste à faire. Dans l'intérêt des élèves, il n'est plus possible de temporiser encore, sous prétexte que rien n'est stable dans ce domaine, que toutes les conditions ne sont pas remplies. Le seront-elles d'ailleurs jamais ?

Savoir recueillir l'information, la traiter, communiquer, apprendre par soi-même dans des activités de recherche individuelles et collectives en manipulant des matériels récents, autant de compétences qui devront être acquises au cours de la scolarité. Dans l'enseignement technologique et professionnel, il faut poursuivre l'introduction des nouvelles technologies dans tous les enseignements, en collaboration avec les milieux universitaires et professionnels compétents.

Les universités doivent davantage intégrer l'informatique dans l'ensemble des enseignements scientifiques et littéraires et se lancer résolument dans l'utilisation des moyens modernes de traitement et de diffusion de l'information. L'effort de recherche doit être amplifié. L'ordinateur permet de nouvelles approches, de nouveaux contenus, de nouvelles situations d'apprentissage qu'il convient de recenser par une recherche permanente proche du terrain.

Il faut rechercher les apports de l'informatique dans tous les domaines : modernisation et diversification des approches dans toutes les disciplines, présentation des concepts difficiles, mise en situation de recherche de l'élève, individualisation du travail, mais aussi travail en groupe autour d'un projet commun, soutien, développement de capacités transversales en termes de savoir et de savoir-faire...

Pour un Atelier national logiciel

L'informatique permet de moderniser les contenus, de créer des situations pédagogiques nouvelles, donc de diversifier les approches, encore faut-il que les enseignants puissent élaborer ou acquérir matériels, logiciels et produits multimédias répondant à leurs besoins et à ceux de leurs élèves.

La création d'un Atelier national logiciel nous semble prioritaire. Ce serait un service public, au service du public. Il devrait être le volant logiciel d'un projet informatique global et volontariste. Il serait chargé de l'édition et de la diffusion de logiciels dont les élèves et les enseignants ont besoin.

Cet atelier ne doit pas être en situation de monopole (le monopole d'édition privée qui existe actuellement ne nous semble pas non plus souhaitable). La collaboration entre les secteurs public et privé nous semble être le mode normal de fonctionnement : coéditions possibles, sous-traitance, collaborations techniques... dès l'instant que sont satisfaits les besoins du système éducatif.

Pour les matériels, il convient de créer une commission nationale permanente de réflexion et de veille technologique, qui aurait à proposer une politique cohérente d'équipement et serait l'interlocutrice privilégiée des responsables académiques. La finalité première des matériels étant leur utilisation pédagogique, cette commission devra comporter des représentants des enseignants utilisateurs et être particulièrement attentive aux résultats des expérimentations menées sur le terrain. Cette commission devra informer les responsables suffisamment à l'avance des tendances de nature à influencer les politiques de recherche pédagogique, de conception de logiciels et de formation des enseignants.

Tout enseignant en exercice devrait pouvoir obtenir des conditions très favorables (participation de l'Etat, réduction sur le prix d'achat, réduction d'impôt...) pour l'achat d'un ordinateur et de périphériques destinés à la préparation de son travail professionnel et chaque étudiant devrait se voir prêter, pour la durée de ses études dans un IUFM (institut universitaire de formation des maîtres), un ordinateur portable, ainsi que les principaux logiciels de base.

Une priorité absolue doit être donnée à la formation initiale des futurs enseignants. A l'université, ils auront à connaître l'impact de l'informatique sur les disciplines et à acquérire des connaissances d'informatique générale. Les IUFM devant fournir des compléments, notamment dans les domaines spécifiques liés à l'enseignement. Dans ces IUFM, l'informatique devra être un outil largement utilisé pour la formation des futurs maîtres.

Il faut amplifier les efforts pour la formation des personnels en activité. L'informatique offre des possibilités nouvelles. Elles doivent être connues de l'ensemble des enseignants. A cette fin, l'apport de l'enseignement à distance devrait être développé.

Le ministère de l'éducation nationale doit veiller à ce que les enseignants ne risquent pas d'être dépassés, dans le domaine de l'informatique, par leurs élèves ou leurs étudiants. Revaloriser le métier d'enseignant, c'est tout faire pour que son image soit celle de la compétence dans la modernité.

L'association Enseignement public et informatique demande, depuis longtemps, une mission permanente placée directement sous la responsabilité du ministre d'Etat, rassemblant des compétences réelles et qui aurait à faire des propositions pour le moyen et le long terme. Il est temps que soit définie une politique globale (matériels, recherche, logiciels, programmes d'enseignement...) se développant dans la cohérence, la continuité et la durée. L'image positive de l'informatique dans l'opinion publique permet une telle politique.

▶ ***Secrétaire général de l'association Enseignement public et informatique (EPI).***

LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

L'Urbanisme

par Jean-François Tribillon

Synthèse en format de poche sur une « science » qui a beaucoup fait parler d'elle ces derniers temps. Enseignant à l'Ecole d'architecture Paris-La Villette, l'auteur résume les pratiques actuelles de l'urbanisme et des urbanistes ; l'insertion de l'urbanisme dans le système institutionnel français (droit et administration de l'urbanisme) ; les formes et modèles de l'urbanisme contemporain ; l'évolution doctrinale des tentations de repli sur soi ; la nouvelle conception stratégique des projets urbains.

▶ **La Découverte, collection « Repères », 123 p.**

La science telle qu'elle se fait-Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise

sous la direction de Michel Callon et Bruno Latour

Les sept textes réunis ici ont été écrits dans les années 70 et au début des années 80 par des sociologues ou historiens britanniques pour la plupart, et publiés par l'association Pandore. Témoignant de ce mouvement de la sociologie des connaissances scientiques, né dans le sillage des travaux de Thomas Kun, ils s'intéressent à la science en train de se faire, à travers de grandes controverses : débat sur la génération spontanée entre Pasteur et Pouchet, querelle phrénologique au dix-neuvième siècle à Edimbourg... Avec une solide introduction de Michel Callon et Bruno Latour, complétée par une bibliographie de base.

▶ **Edition La Découverte, collection « Textes à l'appui », série anthropologique des sciences et des techniques 390 p., 180 F.**

Le connu, l'inconnu et l'incompréhensible. La science à l'aube du XXIe siècle

par Denis Flanagan

Journaliste scientifique, cofondateur et rédacteur en chef à trente-sept ans de la revue *Scientific American*, Denis Flanagan est évidemment convaincu que *« les réalisations de la science moderne peuvent être décrites en termes intelligibles à tous »*. C'est ce qui fait de ce livre un témoignage très détendu à propos de quatre sciences *« révolutionnées »* au vingtième siècle : la physique, l'astronomie, la géologie et la biologie. Deux chapitres sont également consacrés aux thèmes de la technique et de l'irrationnel,

▶ **Dunod 215 p., 130 F.**

A quoi pense la littérature ?

par Pierre Mocherey

Exercices de philosophie littéraire : l'auteur suggère non pas une, mais des lectures philosophiques singulières et différenciées, dont une appartenant au domaine de la littérature. Le corpus se compose de neuf livres : *Pierrot mon ami*, de Queneau, *la Tentation de saint Antoine*, de Flaubert, *les Misérables*, de Hugo, *les 120 Journées de Sodome*, de Sade... regroupés en trois thèmes : « Les chemins de l'Histoire », « Au fond des choses », « Tout doit disparaître ».

Chez le même éditeur, dans la collection « Le texte rêve » vient également de paraître *Tristan et le sang de l'écriture*, de Jean-Jacques Huchet ; une belle interprétation de l'histoire de Tristan et Iseult.

▶ **Presses universitaires de France, collection « Pratiques théoriques », 252 p., 148 F.**

Trahir le temps

par Daniel S. Milo

Jugeant que *« les historiens négligent leur contrat d'étudier le temps »*, l'auteur propose ici une série d'études érudites sur l'invention des instruments permettant de découper le temps, de créer une chronologie de l'Histoire.

La première partie s'intéresse à l'*idéaltype* du siècle, à son émergence au moment de la Révolution de 1789, et à celle, soudaine et massive, du mythe de l'an mil, diffusé par les *Histoires* de Raoul Glaber après 1830. Une étude esquisse également l'histoire de l'« ère chrétienne », dont l'invention est attribuée au théologien Bède le Vénérable (673-735) et qui s'imposera lentement face à l'*« indifférence chronologique »* de l'époque.

Parce qu'il considère le siècle comme une *« expérimentation historique »*, Daniel Milo étudie, aussi, d'autres perspectives expérimentales, de la *Périodisation par métaphores*, de Michel Foucault, au calendrier républicain.

▶ **Les Belles Lettres, collection « Histoire », 267 p., 130 F.**

MARIANNE ROUGÉ

ECHOS

Management de l'édition

■ L'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP) ouvrira, en septembre, un mastère spécialisé en management de l'édition, en *collaboration avec onze grands* éditeurs (dépots des dossiers d'inscription avant le 15 mai). Le mastère, dont le coût d'inscription est de 55 000 francs, est ouvert aux diplômés des grandes écoles scientifiques ou de gestion, aux titulaires d'un DEA, d'un DESS ou d'un diplôme équivalent. L'ESCP a institué, d'autre part, un « déjeuner littéraire », qui aura lieu chaque mois au célèbre café littéraire parisien Le Procope. Il réunira deux écrivains, leurs éditeurs, deux journalistes et cinq étudiants de l'ESCP, afin de « sensibiliser » ces derniers au monde de la littérature et de l'édition. L'Ecole de commerce fête, à cette occasion, le 30e anniversaire du prix Hermès-ESCP, destiné à récompenser le premier roman en langue française d'un auteur.

▶ **Contacts : Marc Blangy et Stéphane Vincent-Lancrin, tél : (1)-48-06-40-23.**

La France et la guerre d'Algérie

■ Le Musée d'histoire contemporaine (BDIC, Université de Paris) organise, en mars 1992, une exposition sur « La France en guerre d'Algérie », sous la responsabilité de Laurent Gervereau, Jean-Pierre Rioux et Benjamin Stora. Il cherche à cet effet, pour prêts ou dons, des photos, affiches, peintures, dessins, films, cartes postales, carnets, lettres, pochettes de disques, objets divers... sur la France et l'Algérie de 1954 à 1962. Les personnes intéressées sont priées de prendre contact, avant le 1er juillet 1991, avec Laurent Gervereau, Musée d'histoire contemporaine, BDIC, Hôtel national des Invalides. 75007 Paris.

PRÉCISIONS

Trans-Manche

Dans l'article sur l'amorce de reclassement pour le tunnel trans-Manche, publié dans le *Monde-Initiatives* du 30 janvier, deux coquilles ont déformé des propos tenus par des personnes interrogées. A la fin de la citation de Claude de La Roche Saint-André, directeur des ressources humaines, il fallait lire : *« Il nous paraît normal d'orienter* (et non d'embaucher) *maintenant le personnel à la recherche d'un emploi »*. Par ailleurs, Katia Vidal indiquait : *« Nous recevons tous les jours des offres d'emplois à la* (et non de la) *Cellor »*.

Sumitomo et... Sumitomo

Dans l'article intitulé « Les banquiers japonais se méfient de leurs salariés occidentaux » publié dans *le Monde-Initiatives* du mercredi 28 novembre 1990, une regrettable confusion a été faite entre deux entreprises japonaises. C'est la Sumitomo Corporation de New-York qui est l'objet de poursuites juridiques pour *« discrimination raciale »* envers ses salariés non japonais et non pas la Sumitomo Bank of New-York, comme cela avait été indiqué par erreur dans l'article. Les deux compagnies appartenaient au même groupe jusqu'en 1945, mais elles n'ont plus de liens spécifiques depuis lors. Nous prions le Sumitomo Bank d'excuser cette malheureuse confusion.

BEAUCHESNE
SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE
Bulletin sur demande
72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

هكذا من الأصل

Les entreprises alsaciennes misent sur la recherche

Une rencontre à Strasbourg a étudié les moyens de développer la recherche dans les PMI alsaciennes

STRASBOURG
de notre correspondant

LA recherche industrielle a-t-elle été le parent pauvre de l'économie alsacienne ? Cette question a été au cœur d'une rencontre « Recherche-Industrie », organisée récemment à Strasbourg, par l'université Louis-Pasteur, la région, la direction régionale de l'industrie et de la recherche et les deux sociétés de développement régional, la SADE pour l'Alsace et LORDEX pour la Lorraine.

« La situation de la recherche en Alsace est paradoxale, estime le professeur Patrick Cohendet, de l'université Louis-Pasteur. *La région a* une *réputation de dynamisme ; elle exporte beaucoup ; ses entreprises* ont *un haut degré d'autonomie, et elle est le siège d'une grande université scientifique. Pourtant les effectifs de chercheurs dans les entreprises alsaciennes sont proportionnellement plus faibles qu'ailleurs. »*

D'après le ministère de la recherche, 614 personnes étaient employées à plein temps dans cette fonction, dans les entreprises alsaciennes en 1986, soit 1,4 % des effectifs français, alors que l'Alsace emploie 4 % des salariés de l'industrie.

NICOLAS GUILBERT

La comparaison avec les Länder allemands proches est cruelle : l'effort de recherche industrielle y serait quatre fois supérieur. Le déficit alsacien serait surtout le fait de la recherche privée : 278 entreprises, calcule Patrick Cohendet, ont une activité de recherche, soit 2,8 % du total, qui représentent plus de 48 % des effectifs industriels. Pourtant 1 % seulement de leurs effectifs peuvent être considérés comme du personnel de recherche. Les secteurs des biens d'équipement, des biens intermédiaires et de l'agroalimentaire sont les plus concernés.

LE ROLE DU PATRON. Cette étude, publiée au début de l'été 1990 (1), a provoqué une enquête du conseil régional pour mieux cerner l'éventuelle faiblesse de l'Alsace dans ce domaine. La région a ainsi interrogé 120 entreprises impliquées dans la recherche, et en tire des conclusions beaucoup plus nuancées. *« Dans les entreprises, tout le monde fait de la recherche-développement, du stagiaire au PDG »*, estime ainsi Jean Lachmann, chargé de mission à la région. Si 60 % des entreprises de l'échantillon ont des chercheurs à plein temps, et parfois jusqu'à vingt personnes, elles estiment toutes que les dirigeants et les cadres de haut niveau participent activement à la fonction. A la question : *« Qui fait de la recherche-développement ? »*, beaucoup d'entreprises ont répondu en citant leur numéro un (13 %) ou leur directeur technique (19 %). Sans écarter la marge d'erreur – il est plutôt valorisant pour un dirigeant de PME de s'intituler chercheur, – cela suggère quand même qu'un calcul uniquement fonctionnel sous-estime *« le savoir-faire spécifique des entreprises »*, notamment dans les plus petites.

Autre correctif apporté par cette étude : les passerelles entre les entreprises et les organismes publics, semi-publics ou privés de recherche seraient très nombreuses. Les entreprises qui font de la recherche ont consulté en moyenne au moins deux organismes (laboratoires universitaires, écoles d'ingénieurs, laboratoires privés, centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie, lycées ou IUT). Les plus grosses privilégient les universités et les laboratoires privés, tandis que les plus petites, sauf dans le secteur spécifique de la haute technologie, préfèrent les lycées et les IUT.

« Il y a deux sortes d'entreprises, conclut Jean Lachmann : *celles qui investissent largement dans la recherche, en discutent avec les organismes extérieurs, demandent et obtiennent des aides ; mais aussi des entreprises plus timides, plus repliées sur elles-mêmes. Il nous faut accompagner les premières et convaincre les secondes. »*

Pour cela, les différents acteurs de la recherche en Alsace n'ont pas lésiné. Quatre dirigeants d'entreprise, triés sur le volet, ont témoigné de leur bonheur dans ce secteur devant les participants de la rencontre. C'est le cas, par exemple, du Moulin Meckert-Diemer de Krautwiller (Bas-Rhin), ravi d'avoir pu embaucher un jeune technicien supérieur dans le cadre d'une convention et qui envisage de revaloriser l'ancêtre du blé, l'épeautre. C'est aussi le cas de Fondis à Thann (Haut-Rhin), qui fabrique des équipements pour acheminer des poêles à bois et des cuves à vin : depuis trois ans, cette entreprise de 27 personnes collabore avec l'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse pour réduire les rejets de combustion et consommer moins.

« Quand on a démarré, on *ne savait pas combien cela nous coûterait en temps et en argent*, avouait un dirigeant. *Et, finalement,* on a *doublé ce qui était prévu. »* Sans regret ni états d'âme, Fondis vient de recruter l'un des chercheurs du laboratoire universitaire et a déposé un brevet innovant sur la réduction des imbrûlés.

JACQUES FORTIER

---

(1) Etude du Bureau d'économie théorique et appliquée de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, « Réalités industrielles », *Annales des mines*, juin 1990.

Une nouvelle revue mensuelle « Sciences humaines »

Sciences humaines est une nouvelle revue mensuelle, dont le premier numéro est paru au mois de novembre 1990. Elle se définit comme *« la première revue interdisciplinaire de synthèse de vulgarisation et de formation en sciences sociales et humaines »*.

Ce nouveau titre – dont le siège est à Auxerre – n'est pas issu d'une université, d'une école, d'un laboratoire de recherche ou d'une maison d'édition, mais d'une jeune équipe de huit personnes, réunie autour de Jean-François Dortier, trente-quatre ans, rédacteur en chef, qui a enseigné la sociologie au Conservatoire des arts et métiers, et Jean-Claude Ruano-Borbalan, directeur de la publication, trente-quatre ans également, docteur en histoire sociale et auparavant responsable d'organismes professionnels.

L'entreprise, dont le but est de promouvoir les sciences humaines, a modestement démarré en 1989, avec une première version très artisanale, diffusée à petite échelle. Mais le projet s'avère viable, les échos sont bons et les lecteurs augmentent au fil des neuf numéros. Le soutien financier de la Caisse chirurgicale mutuelle de l'Yonne, et d'autres partenaires « hétéroclites » intéressés par une initiative originale dans le milieu auxerrois, permet de créer la société Sciences humaines et communication, et de lancer une formule plus professionnelle, diffusée au plan national.

Au troisième numéro, la revue annonce un tirage de 35 000 exemplaires et une vente de 10 000 numéros environ. *« Mais c'est encore un pari »*, insiste Jean-François Dortier, qui situe le seuil de rentabilité autour de 15 000 exemplaires vendus.

Soucieuse de clarté et de synthèse, *Sciences humaines* a pour modèle des magazines d'information et de vulgarisation du savoir tels que *la Recherche*, *l'Histoire* ou *le Magazine littéraire*. Elle est plus modeste dans la forme (50 pages seulement, pas de quadrichromie), mais espère bien progresser. Pluridisciplinaire, laissant une large place aux pratiques des sciences sociales, elle vise aussi bien les étudiants que les formateurs, les enseignants, les professions sociales et médicales ou les gestionnaires...

Chaque numéro contient un panorama de deux pages sur un auteur ou une école (les Annales, Alfred Sauvy, Noam Chomski...), un entretien avec un spécialiste (Alain Touraine, André Comte-Sponville...), un dossier complet sur une discipline, un thème ou un auteur (les minorités, la psychologie du bébé), le point sur un grand débat d'actualité (la crise du Moyen-Orient ou Sida), une rubrique sur les pratiques (analyses transactionnelles, conseils en management public...), la visite d'un centre de recherche ou d'un laboratoire, des fiches de lectures, des échos sur la recherche, les colloques... L'équipe a ses propres rédacteurs, mais fait appel, notamment pour les dossiers, à des spécialistes universitaires et des chercheurs français.

Au sommaire des prochains numéros : Gaston Bachelard, Jean Malaurie, la condition religieuse ou le management moderne. Dans l'éditorial de celui de janvier, à l'intention des lecteurs : *« Nous avons plus que jamais besoin de votre aide... » Sciences humaines* est en vente dans tous les kiosques le 15 du mois.

M. R.

▶ *Sciences humaines*, 3, avenue de la Fontaine-Sainte-Marguerite, 89000 Auxerre, 50 p., 28 F.

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 14P F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de téléphoner directement au (1) 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Paris. Date : immédiat, mi-temps. Durée : 2 mois. Gestion, comptabilité. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3. Mission : établir imprimés fiscaux sous direction d'un fiscaliste. 11688.

Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : 6 mois et plus. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : assistant de gestion pour le lancement d'une nouvelle division dans la société. 11687.

Personnel

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 6 500 F. Profil : bac + 5. Gestion des ressources humaines. Mission : rédiger une étude comparative de quatre progiciels de paie. 13606.

Marketing

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : 1er février. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : SMIC premier mois, puis évolution. Profil : bac, marketing, action commerciale si possible. Mission : 1.– démonstration dans l'entreprise sur copieurs couleur dernière génération ; 2.– étude dans l'entreprise, préalable à l'exploitation de nouveaux matériels de reprographie. 14942.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F brut. Profil : bac + 4, tableur de type EXCEL (Macintosh). Mission : analyse pluriannuelle des résultats de chiffres d'affaires produits/ marchés/clients. 14941.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois min. Ind. : commission de 20 % sur contrats obtenus + prime. Profil : bac + 2 ou + 3. Mission : commercial, tests qualité de service, management d'opération. 14939.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier selon profil : 3 000 P à 6 000 F. Profil : bac + 2. Mission : contacts libraires, papetiers, gestion formation continue, actions de motivation/information, collecte des taxes de financement. 14933.

Commerce

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois, possibilité d'embauche. Ind. : 6 800 F brut. Profil : bac, TTX. Mission : correspondant commercial sédentaire, contacts téléphoniques avec clientèle, traitement des commandes. 15699.

Lieu : Trappes. Date : février. Durée : 5 semaines, avec possibilité d'embauche. Ind. : 4 000 F à 5 000 F. Profil : bac + 1. Véhicule souhaité. Mission : acquérir formation de commercial. 15698.

Vente

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : à déterminer, avec possibilité d'embauche. Ind. : à convenir. Profil : bac + 3 ou 4, enseignement vente. Mission : mettre en œuvre le programme de formation pour les collaborateurs d'agence. 16791.

Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : 5 mois ou +. Ind. : 5 000 F brut. Profil : bac + 2 BTS action co, connaissance Macintosh. Mission : suivi et prospection commerciale de grands comptes clients. 16788.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, avec embauche possible. Ind. : à définir + commission. Profil : bac, commerce, vente. Mission : attaché commercial pour commercialisation de produits bureautiques. 16766.

Lieu : Villiers St-Frédéric. Date : immédiat. Durée : 6 mois et +, avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : chef de rayon bazar, crèmerie, textile. 16784.

Informatique

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, possibilité d'embauche. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, connaissance de l'anglais, Unix, Dos, Réseaux. Mission : ingénieur d'un émulateur pour une autre entreprise. 17888.

Lieu : Puteaux. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : Bac + 2, info et gestion. Mission : analyse de la gestion informatique interne. 17886

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 500 F. Profil : Bac + 1 ou 2. Mission : cartographie, recherche opérationnelle sur informatique, saisie. 17870.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois, temps partiel. Ind. : 5 000 F à 8 000 F. Profil : bac, connaissances en comptabilité et fiscalité. Mission : programmeur turbo pascal. 17890.

Lieu : Paris. Date : à déterminer. Durée : 3 mois mini. Ind : 3 500 F. Profil : bac + 2 à 5. Mission : développement en réseau local avec SQL sous MS/DOS ou OS/2, développement en langage C sous Unix. 17889.

Lieu : Vitry-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : indéterminée, avec possibilité d'embauche. Ind : 8 000 F + intéressement. Profil : bac + 2. Mission : comptabilité et gestion informatique. 17882.

Communication

Lieu : Paris. Date : février. Durée ; 2 mois. Ind : 2 500 F + prime fin de stage. Profil : bac, anglais correct indispensable. Mission : gestion des programmes sur Minitel, envoi compléments d'information et modifications de programme à la presse. 18830.

Électronique

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois et + avec possibilité d'embauche. Ind : à définir + intéressement. Profil : bac + 2 BTS électrotechnique. Mission : technico-commercial sédentaire. 20662.

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind : 8 000 F brut. Profil : bac + 5. Mission : électronique de puissance, mise au point alimentations, découpage. 20661.

Secrétariat

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : indéterminée, avec possibilité d'embauche. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2 BTS secrétariat. Mission : secrétaire de direction. 24779.

Lieu : Paris la Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec possibilité d'embauche. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2. Mission : 30 % assistant de direction du département, 70 % assistant aux responsables basés à Paris. 24769.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind : à définir. Profil : bac. Mission : réception d'appels téléphoniques sur informatique. 24766.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 1 ou 2 Macintosh, TTX Word 4, Point 0. Mission : secrétariat classique concernant les programmes de formation, les relations avec entreprises, la publicité, mise à jour et vérification du fichier et programme Minitel. 24780.

Autres

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 2 anglais. Mission : travail de secrétariat, téléphone, contacts médias. 25789.

**Et de nombreux autres stages sur le 3615 LEMONDE ou le 3615 JOBSTAGE.
Pour tous renseignements, contacter le CDTE au 47-35-43-43.**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS
ESCP

MASTERE SPECIALISE
MANAGEMENT DE L'EDITION

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet éditorial :
conception, mise en œuvre, contrôle et élaboration d'une politique éditoriale,
sur le plan national et international.
Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DESS, grandes écoles de gestion ou équivalent.
Dossier de candidature et renseignements auprès de Brigitte GAUVAIN.

GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERES SPECIALISES
79, avenue de la République · 75543 Paris Cedex 11 · Tél. : 49.23.21.45

LES CADRES SE DESSINENT

Les firmes s'ouvrent, de plus en plus, à l'international et demandent à leurs responsables d'avoir une dimension européenne. Pourtant cette évolution est encore loin de toucher toutes les fonctions de l'entreprise

LE marché unique européen devrait modifier profondément le fonctionnement des entreprises, et notamment l'organisation du recrutement et des carrières des cadres. Mais comment les entreprises et les spécialistes du recrutement voient-ils ces évolutions ? Quel seront le rythme et l'ampleur de ces dernières ? Quelles conséquences auront-elles sur la formation des futurs cadres ? En quoi l'européanisation des cadres contribuera-t-elle à améliorer les performances des entreprises ? Ces questions, les établissements d'enseignement se les posent avec de plus en plus d'acuité. De leurs réponses dépendent en effet les stratégies qu'ils ont à mettre en œuvre dès à présent.

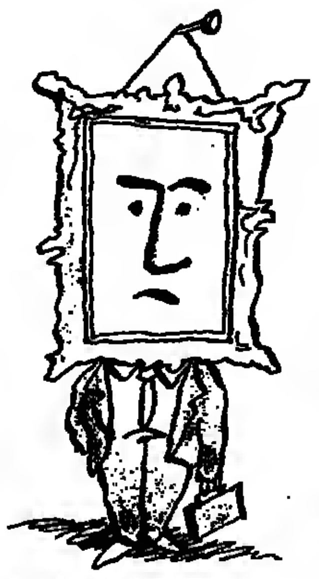
C'est pourquoi l'Ecole supérieure de commerce de Nantes organise, le 7 février, avec *le Monde*, un colloque sur le profil des futurs cadres européens. Cette journée d'étude s'appuiera sur les résultats d'une enquête réalisée par le centre de recherche et d'études appliquées (CREA) du Groupe ESC Nantes (1) auprès d'une centaine de grosses entreprises françaises et d'une soixantaine de cabinets de recrutement.

Premier constat : l'européanisation du personnel des entreprises est encore faible. La grande majorité d'entre elles ne comptent que très peu de cadres européens (moins de 15 %). 11 % seulement en ont plus d'un tiers dans leurs effectifs. La recherche de cadres européens reste marginale dans l'activité des cabinets de recrutement : elle représente moins de 15 % de leurs opérations. Cause ou conséquence de ce phénomène ? Les cabinets paraissent, dans l'ensemble, peu tournés vers cette activité. Le plus souvent de petite taille, ils ne comptent eux-mêmes que peu d'Européens dans leurs rangs. Quant aux plus gros d'entre eux, ils sont plus mondiaux qu'européens, ce qui explique la part relativement importante des recrutements effectués pour des pays autres qu'européens. Résultat de cette situation : il n'est pas rare que les entreprises citent parmi les raisons qui limitent le recrutement de cadres européens... l'absence de cabinets spécialisés dans ce domaine.

FAIBLE MOBILITÉ. A entendre les entreprises, cette faible internationalisation tient d'abord... à la mentalité des cadres eux-mêmes, qui refusent de bouger – ce que semblent confirmer les cabinets de recrutement, qui mettent en tête de leurs difficultés l'étroitesse de l'offre. D'autres raisons sont évidemment plus structurelles et tiennent à la mauvaise organisation des entreprises dans ce domaine, à leur implantation géographique (le manque d'attrait de la vie locale joue un rôle non négligeable) ou aux conditions de rémunération.

L'européanisation des entreprises ne se fait pas – et ne se fera pas – de façon homogène. Elle intéresse essentiellement deux secteurs : les fonctions commerciale (vente, marketing) et scientifique (recherche et développement). Pour la première, il s'agit de disposer de personnels ayant une expérience directe des marchés étrangers et des cultures des pays vers lesquels on veut exporter. Pour la seconde, de faire appel aux meilleurs spécialistes, quelle que soit leur nationalité. L'internationalisation est encore relativement faible dans les fonctions qui détiennent le pouvoir (cadres dirigeants et financiers) et dans les lieux de décision (siège des sociétés). Chacun s'attend toutefois à ce que les choses évoluent rapidement dans ce domaine, du fait, vraisemblablement, de la multiplication des concentrations d'entreprises pour ce qui est des postes de direction et de la perspective de l'union monétaire pour la fonction financière.

En revanche, la production et les ressources humaines semblent devoir rester longtemps à l'écart de ce mouvement, les facteurs culturels nationaux demeurant déterminants dans ces activités. Les établissements, en France et à l'étranger, demeurent très majoritairement dirigés par des nationaux, et on pense qu'il en sera longtemps ainsi. Personne, en particulier, n'imagine que la gestion du personnel puisse être assurée autrement que par du personnel national. L'Europe sociale n'est pas pour demain...



NICOLAS GUILBERT

Le recrutement de ces différentes catégories de professionnels n'obéit pas aux mêmes procédures. Les entreprises recrutent directement leurs cadres européens dans les domaines scientifiques et techniques. En revanche, elles font volontiers appel aux cabinets de recrutement pour la direction générale et le marketing. Ces différences expliquent que les préoccupations des unes et des autres face au recrutement ne soient pas tout à fait identiques. Quand elles recrutent un étranger, les entreprises ont surtout des objectifs techniques (transfert de compétences, recherche de spécialistes pointus), alors que les cabinets se posent d'abord des problèmes d'ordre culturel (maîtrise des langues, adaptabilité). Les critères de choix ne sont pas les mêmes, selon que l'on cherche un ingénieur très spécialisé ou un responsable pour une filiale, un chercheur ou un directeur du marketing...

Ces positionnements différents sur le marché expliquent sans doute les différences de jugement concernant les formations. Les entreprises ont une meilleure appréciation que les cabinets de recrutement des écoles d'ingénieurs – sans doute parce qu'elles les fréquentent davantage – et elles sont très attachées au modèle français de la grande école, qui, grâce à son très haut niveau d'exigence scientifique et de sélectivité, permet de recruter des collaborateurs immédiatement opérationnels. Dans la formation du manager européen, elles mettent surtout l'accent sur les disciplines économiques, juridiques et managériales.

MODÈLE AMÉRICAIN. Les cabinets de recrutement, en revanche, ne semblent connaître que les écoles de commerce. Intervenant surtout pour les fonctions de direction générale et de management, et ayant une vision plus mondiale qu'européenne, elles sont plus proches du modèle américain, type MBA, qui fait alterner la formation académique et l'expérience professionnelle. Pour améliorer le cursus des futurs managers européens, ils mettent surtout l'accent sur les langues étrangères, l'expérience concrète et les séjours à l'étranger.

On notera l'absence quasi totale des formations universitaires sur ce marché. Manifestement, l'effort des universités pour professionnaliser leurs formations n'a pas encore un niveau de visibilité suffisant, en particulier auprès des cabinets de recrutement... On relèvera, malgré tout, la présence (faible mais significative) des IUT.

D'une façon générale, les écoles de commerce ont lieu de se réjouir : leurs efforts pour donner une dimension européenne à leurs formations – et pour le faire savoir... – semblent parfaitement reconnus par leurs principaux interlocuteurs.

Si l'Europe des entreprises est en marche, ce mouvement est loin d'être triomphal. Moins de la moitié des entreprises estiment que le fait d'avoir des cadres « à profil européen » améliorera leurs performances. Les bénéfices qu'elles en attendent sont essentiellement d'ordre commercial : conquête de nouveaux marchés, amélioration des ventes à l'exportation. Rares sont celles qui perçoivent cette évolution en termes de développement : capacités nouvelles d'évolution interne, implantation de filiales en Europe, coopération avec des entreprises étrangères...

De ce point de vue, la place relativement secondaire qu'elles accordent aux langues vivantes et aux séjours à l'étranger dans la formation des futurs managers est significative : ils apprécient l'avenir d'après la situation présente où les contacts européens concernent essentiellement les dirigeants, les vendeurs et les chercheurs...

Pour la majorité des entreprises françaises, l'Europe apparaît essentiellement comme un cadre politique et décisionnel et un marché élargi pour leurs produits. Non comme un nouvel espace vital. S'il est vrai que l'on demandera de plus en plus aux managers une sensibilité internationale, l'univers culturel de l'entreprise sera, longtemps encore, hexagonal.

Frédéric Gaussen

---

(1) CREA, 8, route de la Jonelière, 44003 Nantes.

EXPO LANGUES
8-11 FÉVRIER 91
PARIS · PORTE DE VERSAILLES
Journée professionnelle jeudi 7 février
Tous les jours : 10h-19h • Nocturne vendredi 8 : 10h-21h

Jouez avec EXPOLANGUES
Le Nouvel Observateur RTL Le Monde
et gagnez
des séjours linguistiques avec :
en Irlande et en Grande Bretagne
à New York
en Irlande et en Allemagne
et de nombreux autres lots

JEU CONCOURS
Л N מ ڪ Δ
Ces caractères sont empruntés à cinq alphabets.
Cherchez la lettre qui suit dans chaque alphabet,
☐ ☐ ☐ ☐ ☐
et inscrivez ci-dessous le mot français qui se cache derrière ces cinq caractères :
____

M, Mme, Mlle ____________________
Prénom ____________ Age ______
Adresse ____________________
Ville ____________ Code postal ______

Déposez votre bulletin de participation dans les urnes du salon.
3 tirages au sort se dérouleront du 8 au 11 février

UNE FAIBLE INTERNATIONALISATION

- **AUX DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)**

Quel est le pourcentage de cadres européens dans votre entreprise ?

– De 0 à 15 %	61
– De 16 à 30 %	26
– De 31 à 45 %	7
– De 46 à 60 %	5
– Sans réponse	2

Quel est le pourcentage de cadres français employés dans vos filiales à l'étranger ?

– De 0 à 15 %	63
– De 16 à 30 %	15
– De 31 à 45 %	14
– De 46 à 60 %	5
– De 61 à 75 %	3

- **AUX CABINETS DE RECRUTEMENT**

Employez-vous des cadres européens dans votre cabinet ?

– Oui	45
– Non	41
– En cas de besoin	12
– Sans réponse	2

Quel est le nombre de cadres européens employés dans votre cabinet ?

– De 1 à 3	61
– De 4 à 10	9
– 11 et plus	13
– Sans réponse	17

Quel est le pourcentage de cadres européens dans les opérations de recrutement auxquelles vous participez ?

– De 1 à 15 %	73
– De 16 à 30 %	23
– De 31 à 45 %	2
– De 46 à 60 %	2

Le pourcentage de cadres européens dans les entreprises françaises est relativement faible : ils représentent moins de 15 % des effectifs pour 61 % des entreprises. Seulement 11 % d'entre elles emploient plus d'un tiers de cadres européens. Cette faible internationalisation est confirmée par l'activité des cabinets de recrutement : pour près des trois quarts d'entre eux, la recherche des cadres européens représente moins de 15 % de leurs opérations. Seuls les très gros cabinets de recrutement dépassent la barre des 30 %. Il est vrai que les cabinets sont eux-mêmes très hexagonaux : si près de la moitié d'entre eux disent employer des cadres non français, il s'agit de très petits effectifs : moins de trois personnes dans 61 % des cas. 13 % seulement ont plus de dix cadres européens... et un seul cabinet en emploie plus de cent. Le nombre de cadres européens étant évidemment proportionnel à l'effectif global, ces chiffres s'expliquent par la petite taille de la plupart des cabinets français de recrutement.

L'EUROPE DU NORD EN TÊTE

- **AUX DRH**

De quel pays sont originaires vos cadres européens ?

Cités en premier :

– Allemagne	36
– Royaume-Uni	21
– Benelux	16
– Espagne	11
– Italie	8
– Portugal	4
– Irlande	3
– Grèce	2
– Danemark	2

- **AUX CABINETS DE RECRUTEMENT**

Quelle est la part de chaque pays européen dans le nombre de cadres européens que vous recrutez ?

	0 à 15 %	16 à 30 %	31 à 45 %
Royaume-Uni	47	24	10
Allemagne	55	16	8
Benelux	63	8	4
Italie	53	4	6
Espagne	33	10	2
Portugal	37	4	–
Danemark	35	2	2
Irlande	37	–	–
Grèce	33	–	–

L'Allemagne arrive nettement en tête dans les pays d'origine des cadres européens travaillant dans les entreprises françaises, et elle est presque à égalité avec le Royaume-Uni dans le volume des opérations réalisées par les cabinets de recrutement. Si l'on ajoute la troisième position du Benelux, on constate que l'Europe du Nord est nettement plus présente dans les entreprises françaises que l'Europe du Sud. L'Italie paraît occuper, entre les deux, une position intermédiaire, à en juger par l'activité des cabinets de recrutement.

DANS LES FILIALES

- **AUX DRH**

Dans quels secteurs sont affectés vos cadres européens ?

Cités en premiers

– Filiales en Europe	53
– Siège	24
– Etablissement en France	21

- **AUX CABINETS DE RECRUTEMENT**

Lorsque des entreprises s'adressent à vous pour trouver des cadres européens, est-ce pour pourvoir des postes :

– En France	41
– Dans les filiales en Europe	41
– Dans les filiales hors Europe	18

Les entreprises emploient surtout des cadres européens dans leurs filiales en Europe. En France, ils sont plutôt au siège que dans les établissements. Les actions de recrutement de cadres étrangers conduites par les cabinets concernent d'abord les pays de la Communauté. Mais le fait que les gros cabinets sont « mondiaux » explique la part relativement importante de recrutement pour des filiales hors d'Europe.

DANS LE COMMERCE ET LA RECHERCHE

- **AUX DRH**

A quels postes sont affectés vos cadres européens ?

Cités en premiers

– Cadres commerciaux	30
– Scientifiques	18
– Ingénieurs	16
– Cadres dirigeants	11
– Cadres financiers	10

Quel est le pourcentage de cadres européens à des postes de direction, dans votre entreprise ?

– De 1 à 15 %	86
– De 16 à 30 %	6
– De 31 à 45 %	3
– De 46 à 60 %	2
– Sans réponse	3

Dans quels secteurs les cadres européens de votre entreprise travaillent-ils ?

– Marketing-communication	37
– Méthodes, recherche et développement	29
– Direction générale	11
– Finance	11
– Production	3
– Gestion des ressources humaines	2

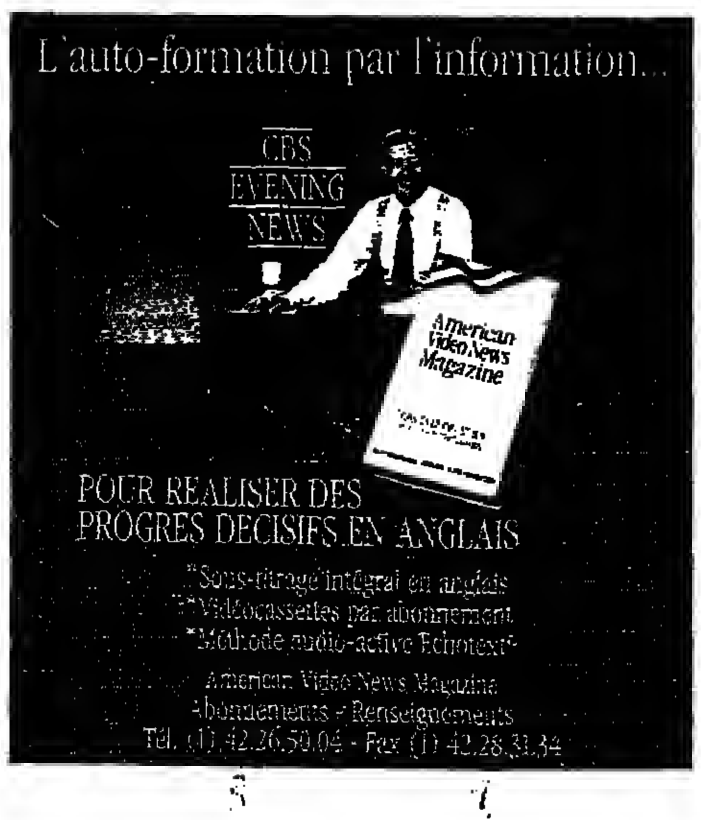
- **AUX CABINETS DE RECRUTEMENT**

Quels sont les secteurs pour lesquels vous recrutez le plus de cadres européens :

Cités en premiers

– Direction générale	47
– Marketing, communication	28
– Méthode. Recherche et développement	6
– Direction financière	6
– Gestion personnel	6
– Direction production	2

Les cadres européens sont essentiellement présents dans les fonctions commerciales et scientifiques. On les trouve peu dans la production et la gestion des res...



L'auto-formation par l'information...
POUR REALISER DES PROGRES DECISIFS EN ANGLAIS
*Sous-titrage intégral en anglais
*Vidéocassettes par abonnement
Méthode audio-active Echotext
American Video News Magazine
Abonnements - Renseignements
Tél. (1) 42.26.50.04 - Fax (1) 42.28.31.34

هكذا من الأصل

UN « PROFIL EUROPÉEN »

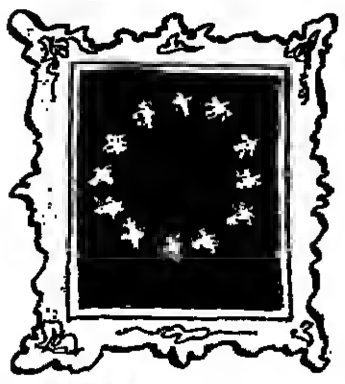
sources humaines. Ils sont encore relativement peu nombreux dans la direction, mais c'est pour ce type de postes que l'no lait surtnut appel aux cabinets de recrutement.

LA TECHNIQUE OU LA CULTURE

● **AUX DRH (1) ET AUX CABINETS DE RECRUTEMENT (2)**

Qu'est-ce qui vous conduit à recruter des cadres européens ?

Cités en premier	(1)	(2)
– Transfert de compétences	37	18
– Recherche de spécialités pointues	20	4
– Maîtrise des langues	10	39
– Adaptation au contexte culturel	10	22
– Contraintes de la filialisation	8	12
– Pénurie de jeunes diplômés internationaux	2	2



NICOLAS GUILBERT

Les motivations avancées pour le recrutement de cadres européens ne sont pas les mêmes chez les entreprises et les cabinets de recrutement. Tandis que les premières mettent surtout en avant des raisons d'ordre scientifique et technique (transfert de compétences, recherche de spécialités pointues), les seconds évoquent plutôt des préoccupations culturelles (maîtrise des langues, adaptation au milieu). Les contraintes de la filialisatioo sont plus souvent évoquées par les cabinets que par les eotreprises. Enfin, ni les uns ni les autres ne mettent en avant la péourie de diplômés nationaux pour justifier le recours à des cadres étrangers.

D'ABORD DES CADRES CONFIRMÉS

● **AUX DRH**

Recrutez-vous prioritairement :

– Des cadres européens confirmés	50
– Des jeunes diplômés européens	26
– Sans réponse	24

Si la part des recrutements de jeunes diplômés n'est pas négligeable, les entreprises recherchent plutôt des cadres confirmés. En effet, les entreprises font appel aux cadres européens surtout pour leur expérieoce internationale et leur connaissance du contexte culturel local. L'ouverture du marché de l'Europe du Sud constitue aussi un motif non négligeable.

DIRECTEMENT PAR L'ENTREPRISE

● **AUX DRH**

Comment recrutez-vous vos cadres européens ?

– Par votre direction de l'encadrement nu le DRH	55
– Par un cabinet français de recrutement	26
– Par un cabinet européen	8
– Par un cabinet français implanté en Europe	7
– Par cooptation	1
– Autres	3

Les cadres européens de vos filiales à l'étranger sont-ils recrutés ?

– Par les filiales elles-mêmes	77
– Par les services du siège	15
– Sans réponse	8

La majorité des entreprises recrutent directement leurs cadres européens par leur direction du personnel. Le quart seulement font appel à des cabinets français et très peu à des cabinets européens. A l'étranger, ce sont les filiales elles-mêmes qui se chargent, le plus souvent, du recrutement.

UNE FAIBLE MOBILITÉ

● **AUX DRH**

Rencontrez-vous des difficultés de recrutement au plan européen ?

– Oui	26
– Non	52
– Sans réponse	22

Quelles sont les raisons de ces difficultés ?

	Cités en premier	Cités en deuxième
– Refus de mobilité des cadres	56	19
– Etat de vos structures de recrutement	13	6
– Absence de cabinet spécialisé dans le recrutement européen	6	25
– Domaine de compétences de votre entreprise	6	13
– Conditions de rémunération de votre entreprise	6	6
– Conditions de vie locales	6	–
– Implantation géographique de votre entreprise	–	25

● **AUX CABINETS DE RECRUTEMENT**

Avez-vous des difficultés de recrutement au plan européen ?

– Oui	49
– Non	47
– Sans réponse	4

A quoi ces difficultés tiennent-elles ?

– L'étroitesse de l'offre de cadres européens	38
– Domaines de compétences concernés	26
– Manière dont s'exprime la demande des entreprises	20
– Organisation interne du cabinet	16

Le recrutement des cadres européens se heurte à des difficultés réelles. Les principales sont d'ordre humain et tiennent à la faible mobilité des cadres. D'autres sont liées à la nature des entreprises : organisatino, localisation, spécialisations, rémunérations... D'autres, enfin, sont à rechercher dans le lonctionoement des cabinets de recrutement, une part non négligeable d'entreprises regrettent le manque de cabinets spécialisés dans le recrutement européen.

LES ÉCOLES DE COMMERCE SONT PRETES

● **AUX DRH (1) ET AUX CABINETS DE RECRUTEMENT (2)**

Quelles sont les formations françaises les mieux adaptées à la dimension européenne ?

Cités en premier	(1)	(2)
– Ecoles de commerce	52	73
– Ecoles d'ingénieurs	36	18
– I.U.T.	6	4
– Universités	2	–

Les écoles de commerce sont considérées comme les mieux préparées à l'échéance européenne. Les écoles d'ingénieurs sont mieux appréciées des entreprises que des cabinets de recrutement, ce qui s'explique sans doute par une meilleure connaissance de la part des premières. Le recrutement dans la fonction scientifique et technique passe davantage, on l'a vu, par les entreprises que par les cabinets. On nntera enfin l'abseoce totale des universités sur ce marché, alors que les I.U.T. font l'objet d'une (très légère) reconnaissance.

LE MANAGEMENT ET LES LANGUES

● **AUX DRH (1) ET AUX CABINETS DE RECRUTEMENT (2)**

Quels seraient les domaines à privilégier dans un cursus de manager européen ?

Cités en premier	(1)	(2)
– Marketing, management, économie, droit	48	26
– Langues européennes	27	37
– Séjours à l'étranger	8	10
– Expériences pratiques de projets concrets	3	10
– Développement de qualités humaines et personnelles	8	6
– Travail en équipe	–	–
– Connaissances scientifiques	–	–
– Culture technologique	–	–

Les entreprises mettent en premier l'accent sur la culture économique et managériale, les cabinets de recrutement sur les langues étrangères. Le développement des séjours à l'étranger est souvent cité. Les cabinets insistent plus que les entreprises sur l'aspect concret de la formation. Ni les unes ni les autres ne font référence à la dimension scientifique et technique de la formatinn, estimant sans doute qu'elle est satisfaisante.

GRANDES ÉCOLES OU MBA?

● **AUX DRH (1) ET AUX CABINETS DE RECRUTEMENT (2)**

Il existe deux grands modèles de formation de cadres européens. D'après vous, quel est celui qui a le plus de probabilité de s'imposer en Europe à l'avenir ?

	(1)	(2)
– Une formation initiale complétée par une formation continue (type MBA américaine)	15	53
– Une formation initiale de haut niveau (type grande école française ou université allemande)	69	31
– Sans réponse	16	16

Entreprises et cabinets de recrutement ne voient pas l'avenir de la même façon sur ce point. Les premiers restent fidèles au modèle français classique, type grande école ; tandis que les seconds se sentent plus proches du modèle américain, type MBA.

PRIORITÉ A L'EXPORTATION

● **AUX DRH**

Le profil de cadre européen améliorera-t-il les performances de l'entreprise ?

– Oui	48
– Non	27
– Sans réponse	24

Si oui dans quels secteurs ?

– Conquête de marchés nouveaux	37
– Marketing, commercialisation des produits	33
– Evolution interne de l'entreprise	13
– Implantation de filiales en Europe	7
– Management des ressources humaines	7
– Coopération avec des entreprises étrangères	3

L'européanisation des cadres est loin d'être considérée comme une panacée par les entreprises : moins de la moitié en attendent une amélioration de leurs performances. Les bénéfices escomptés snnt essentiellement d'ordre commercial : conquête de nouveaux marchés, meilleurs résultats à l'exportatinn. En revanche, peu d'entreprises mettent en avant des projets de développement : créatinn de filiales, coopératioo avec des entreprises étrangères.

L'ACCÉLÉRATION DU MARCHÉ UNIQUE

Pour chacune des fonctions suivantes, indiquez si la mise en place du marché unique va accélérer la politique européenne du recrutement des jeunes diplômés :

● **AUX DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES**

	ÉVOLUTION				
	TRÈS RAPIDE	RAPIDE	LENTE	NULLE	SANS RÉPONSE
Recherche et développement	35	35	14	2	13
Direction générale	23	37	18	6	16
Finance	6	69	11	2	11
Ventes + Marketing	21	56	11	0	11
Production	2	18	63	3	14
Ressources humaines	0	5	35	47	13

● **AUX CABINETS DE RECRUTEMENT**

	TRÈS RAPIDE	RAPIDE	LENTE	NULLE	SANS RÉPONSE
Recherche et développement	25	37	16	8	14
Direction générale	25	35	22	2	16
Finance	6	57	22	2	14
Ventes	12	35	27	16	10
Production	8	27	47	2	16
Ressource humaine	4	18	49	14	16

Les entreprises et les cabinets sont d'accord : le marché unique va accélérer très rapidement l'européanisation des fonctions scientifiques (recherche et développement) et commerciales (vente, marketing), ainsi que dans la direction générale. Les répercussions, en revanche, seront faibles dans le secteur de la production et des ressources humaines, où les facteurs culturels nationaux demeurent déterminants. La fonction financière semble occuper une position intermédiaire.

Cette enquête a été réalisée d'octobre à décembre 1990, à partir de questionnaires envoyés aux directions des ressources humaines des 200 premières entreprises françaises appartenant à tous les secteurs d'activité (agroalimentaire, automobile, chimie, banques...), et à 100 cabinets de recrutement réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions de francs et employant plus de 5 personnes. 102 entreprises ont retourné le questionnaire. Parmi elles, 62 ont répondu aux questions, 20 ont expliqué qu'elles n'étaient pas concernées par le recrutement européen et 20 ont considéré l'information comme confidentielle.

Parmi les cabinets de recrutement, 51 ont répondu aux questions, 26 ont indiqué qu'ils n'étaient pas concernés par le recrutement européen et 23 n'ont pas répondu. Tous les grands cabinets (+ de 80 millions de francs de chiffre d'affaires et d'au moins 50 salariés) ont répondu.

PUBLICITE

ETUDIANTS DIPLOMES
DES MASTERES SPECIALISES DU GROUPE ESCP
PROMOTION 1990

MS AUDIT INTERNATIONAL
ATHLAN Olivier, AUDISIO Philippe, BENOIST Thierry, BHAT Axel, BOUGNOUX Paul, CHARBONNIER Philippe, COLLOT-Denis, de la LANCE Amaury, FLEURY Nicolas, FOURNON Pierre, HEITZ Sébastien, MUNKEL Eric, SANTA MARIA Pierre, SIRET Pierre, VAN DE WALLE Christophe, VITAUD Bernard

MS MANAGEMENT DU TOURISME
BENCHEKROUN Karim, DENIAU Françoise, LUCIEN Emmanuelle, MICHAUX Anne-Marie, PASQUIER Philippe, RENARD Marc-Henri, ROUGIER Magali, VENTURINI Jean-Dominique

MS MANAGEMENT MEDICAL
ANDRE Jean-Marie, BLANCHARD Frédéric, BLANCHARD Hervé, BOUAZIZ Catherine, CARTRAUD Alain, COLAS Gabriel, OESCHAMPS Valérie, DEVAUX Bertrand, DDSTERT Sophie, DU FAYET DE LA TOUR Géraud, DUBOS Jean-Pierre, DUCASSE SAINT GERMES Fabrice, DUSEHU Etienne, FISCHER Marie-Annick, FONTAINE Olivier, GILLET Frédérique, LAIRY Gérard, LALOYE Didier, LE BORGNE Jean-Marie, LE GUEN Jean-Michel, LE MARCHAND Caroline, LETAILLEUR Mady, METTEIL Véronique, NEDELEC-MARCHAND Florence, PATIN Pierre-Henri, PICHOT Laurence, PROTHEAU Valérie, RAMON Philippe, STE CLAIRE DEVILLE Geoffroy, TRIPIER Florence

MS MANAGEMENT DE LA TRESORERIE
ALBOU Laurent, ALFONSI Joseph, BESSE Michel, BIR Frédéric, BONNOT François, CLAIREFONO Eric, DUBRULLE Marie-Odile, FOSSET Patrick, HAMON Christophe, LABRUNE Hélène, LAUDREN Christophe, LE GOUIS Henri, LEBEDEL Luc, NADLER Anne, OUVRARD Christophe, PFEIFFER Jean-Michel, PIQUEMAL-BALUARD Jean-Michel, SORBA Jérôme

MS MANAGEMENT
DES PROJETS INTERNATIONAUX
BORDONI Bruno, CAGNAT Fabrice, CATRY Muriel, D'HOMMEE Pierre, DEPRAT Jean-François, ERATH Jérôme, ETHEIMER Gilles, FERBOS Vincent, GALLOU Jacques, ISSARTIER Jean-Christophe, JEANNON Thierry, LAINE Thierry, LIENHARD Christophe, LONCLE Antoine, LORENZO Bruno, PETERLE Joseph, REBIFFE Eric, ROLLAND Thierry, TCHIBOUKDJIAN Jérôme, THIRY Françoise, THROMAS Sylvie, TROTIGNON Emmanuel

MS PUBLICITE ET COMMUNICATION
ATLAN Jean-Marc, CLEMENT Nathalie, COHEN Thierry, OESBORDES Guillemette, DROT Olivier, ESNOS Cyril, GENIESSE Luc, GRUNBERG Olivier, JUBIN Vincent, KAPPS Valérie, LABESSE Olivier, LARNAUDIE Vincent, LAYOTTE Bénédicte, LEFOL Annic, LEGAY Stéphanie, MELANIE Florence, PLOUVIEZ Alain, RICHARD Séverine, ROGERS Marc, SIMON Marie-Christine

MS MANAGEMENT
DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS
ANGLADE Michel, ASSAYAG Chem, BARANGER Jacques, BARBIER Christophe, BARRUYER Sandrine, CARNEVALE Jean-Pierre, de SALVE de BRUNETON Anne-Sophie, OUPUIS Jérôme, GRABAR Michel, LAURENT Natacha, LE LAY Laurent-Eric, MAUBOULES Florence, MAUDUIT Béatrice, MAURIAC Nicolas, ROUAN Thomas, SALY Lilian, SCHMUTZ Bruno, VIEILLEVIGNE Stéphanie

MS MANAGEMENT
SOCIAL DES ORGANISATIONS
BLANDIN Marie-Chantal, BOURJEA Hervé, BUSSY Jean-Maurice, GARCONNAT Pierre, LAULHE Hervé, LEICARRAGUE Sylvie, LEVIVIER Christian, MARIE Florence, NITOT Tristan, PAUX Marianne, PRIETO Isabelle, RAISON Isabelle, RIBEROLLES Anne, RIDNDET Sandrine, ROUXEL Philippe, SIMONNEAU Muriel

MS JURISTE D'AFFAIRES
INTERNATIONALES
ALBOU Valérie, ALLAIN Bertrand, GHENASSIA Christophe, ORVAIN Guillaume, PAVLIK Bertrand, SLARKO-VIALLE Laurence, VICTOR-GRANZER Brigitte

MS MANAGEMENT DE LA QUALITE
AIT LARBI Mouloud, ALBESSARD Olivier, BACHELIER Frédéric, BANNERY Olivia, BERRADA Alain, BESSIERE Patrick, CAILLEAU Stéphane, CLOZIER Jean-Christophe, DAOUD-PILLET Carole, DEBAVELAERE Stéphane, OREYFUS Laurence, DUMONT Virginie, GAULT Olivier, JAPY Alexandre, PONTON André, SAINT-MARTIN Philippe, WATIEZ Jean-Charles

MS MANAGEMENT
DES SYSTEMES D'INFORMATION
BOUSKILA Sylvie, CORBIER-LABASSE Alban, DONNARUMMA Francis, GOURDIN Philippe, GUERREAU Jacques, PARENTI Francesco

ECOLE D'INGENIEURS

FILIERE PROMOTIONNELLE
POUR LES TECHNICIENS SUPERIEURS
DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVES

Conditions de candidature :
titulaire d'un BTS ou d'un DUT avec 2 ans et demi d'expérience professionnelle
Sélection : sur dossier, test de Maths et entretien
Formation : 4 ans :
. 2 ans par correspondance
. 2 ans à temps plein à l'INT
Diplôme : Ingénieurs de l'INT Reconnu par la Commission des Titres

Date de limite d'inscription : 15 mars 1991

INSTITUT NATIONAL
DES TELECOMMUNICATIONS
Ecole d'Ingénieurs – Pièce DIR 111 – FM
9 rue Charles Fourier – 91011 EVRY CEDEX
Tél : (1) 60 76 42 26 / 42 15

- Enseignement dispensé en anglais
- Bachelor in Business Administration
  2 ans en France et 1 an sur le campus de l'Université de Hartford ou 3 ans en France.
- Master in Business Administration
  4ème année : Paris ou USA.
- Admission
  1ère année : Bac, ou équivalent.
  2ème année : BTS, DEUG, DUT...
  3ème année : Licence ou équivalent.
- Préparation intégrée TOEFL & GMAT

AN AMERICAN M.B.A IN 4 YEARS FRANCE/U.S.A

ABS American Business School
Enseignement supérieur privé en liaison avec
UNIVERSITY OF HARTFORD

PARIS 75116 15, avenue de la Grande Armée Tél: 45.01.96.01
LYON 69009 24, avenue Joannès-Masset - Bât.5 Tél: 78.64.15.31

JOURNEE PORTES OUVERTES LE 6 FEVRIER DE 10h à 18h

LES RECONVERSIONS TOUJOURS RECOMMENCÉES

RENAULT et Peugeot ont recours au chômage technique. Michelin supprime des emplois à Clermont-Ferrand. Célébrées il y a peu encore comme les entreprises de l'avenir, Bull, Thomson, Philips et même IBM annoncent des réductions d'effectifs. Avec les échos de la récession, amplifiés par la guerre du Golfe, le spectre des restructurations resurgit.

Fort heureusement, les temps ont changé. A l'exception de Saint-Nazaire et d'un chantier «moyen», au Havre, il ne reste plus rien de la construction navale. Les 12 000 derniers salariés sont partis, sauf à La Ciotat. La sidérurgie, qui a perdu 100 000 emplois en quinze années, prend maintenant moins de risques pour ramener ses effectifs de 60 000 à 50 000 d'ici à l'an 2000. Usinor-Sacilor signe des accords de gestion prévisionnelle qui pourront être respectés. En gros, tous les secteurs de l'industrie lourde, désormais allégés, savent faire face à un ralentissement avec de simples ajustements.

Cela vaut mieux. Après quinze ans d'usage, les outils de la reconversion sont passablement abîmés, voire inutilisables et, pour la plupart, discrédités. On sait ce qu'il en a coûté, budgétairement et humainement. A coups de milliards et de CGPS (convention générale de protection sociale), depuis 1984, les sidérurgistes ont basculé dans l'inactivité indemnisée à 50 ans. A leur désœuvrement a répondu le déséquilibre des âges, dans les entreprises, qu'il faut maintenant reconstituer. Même chose pour les salariés de la navale disparue, partis à 53 ans en «congé de fin de carrière», puis dans le dernier carré à 50 ans. Ils ont eux aussi bénéficié, s'ils étaient plus jeunes, de l'impressionnant dispositif des «congés de conversion» et, plus tard, du fameux chèque de 200 000 francs accordé par Alain Madelin. La facture totale se serait élevée à 2 milliards de francs et il y aurait encore 1 200 chômeurs parmi ceux qui ont épuisé leur capital de départ.

ARRÊTER L'HÉMORRAGIE. Instruit par l'expérience, on ne pourrait plus relancer des opérations de l'ampleur de celle des préretraites. Quand il y a eu jusqu'à 684 000 personnes placées *«en cessation anticipée d'activité»*, en 1984, toutes formules confondues et en stock annuel, contre 394 000 en 1989, l'efficacité s'expliquait par le fait que la préretraite s'appliquait brusquement sur une tranche d'âge de dix ans. Avec la retraite à 60 ans et le flux, certes ralenti, des départs en FNE à 56 ans et deux mois, ou à 50 ans, elle n'aurait pas le même effet aujourd'hui.

Economiquement, la démonstration a aussi été vite faite, puisque les dépenses de préretraite ont été multipliées par deux entre 1980 et 1982. Par le décret de novembre 1982, Pierre Bérégovoy a dû arrêter l'hémorragie dont on voit encore actuellement les conséquences dans les besoins de financement de l'ASF (Association pour la structure financière), à l'origine chargée de supporter une partie des préretraites, et dans la lancinante question de l'équilibre des régimes de retraite.

Depuis, enfin, chacun a pris conscience des dégâts causés, même si l'on estime à la moitié des bénéficiaires le nombre des chômeurs ainsi évités. Brutalement, les entreprises ont été désorganisées et plus encore privées du savoir-faire de leur main d'œuvre la plus expérimentée. Elles regrettent d'autant plus ces décisions hâtives qu'elles sont, depuis, confrontées à une pénurie de personnel qualifié. Laquelle ne se résorbera pas de sitôt, démographie aidant.

MÉTHODES SOPHISTIQUÉES. A l'évidence, les reconversions à venir s'inspireront peu de ce modèle. On le constate à la réticence que manifestent les pouvoirs publics à accorder de nouveaux plans FNE (fonds national de l'emploi), et dont il est régulièrement rappelé qu'ils coûtent 1 million de francs par préretraité à l'Etat. En revanche, il devient clair que les techniques de «dégraissage» emprunteront beaucoup aux méthodes sophistiquées qu'utilisent déjà, mais discrètement, bien des entreprises réputées, et particulièrement celles du tertiaire. Les banques, les assurances, sont passées maîtres dans la manière douce. A un moment où l'image, y compris sociale, des sociétés constitue un moyen d'améliorer les performances économiques, il ne fait pas bon se faire remarquer par des fausses manœuvres.

Les groupes aujourd'hui placés sur le devant de la scène vont chercher les moyens d'éviter les tensions et la contre-publicité avec par rapport aux plans antérieurs quelques avantages notables. Ainsi, ils n'ont pas forcément les mêmes contraintes dues à un personnel vieillissant. Ils vont donc élaborer des plans sociaux qui s'interdiront les «licenciements secs» en jouant de toute la palette disponible de la formation, des aides à la reconversion et de soutien à la recherche d'un emploi, sans oublier les mesures d'âge particulières. Ils vont favoriser la création d'entreprises par les salariés, pratiquer l'essaimage d'une partie de leurs activités non stratégiques, transférer des fonctions chez des sous-traitants.

A leur tour, ils vont faire appel à des spécialistes privés de ces opérations indolores, les cabinets d'*outplacement*, qui savent maintenant traiter des situations collectives et, par exemple, «recaser» tout le personnel d'un site condamné. Mais ce scénario ne vaut que dans l'hypothèse d'un simple coup de froid et suppose que nous ne sommes pas entrés dans le cycle d'une nouvelle crise. Sinon, gare.

Alain Lebaube

«Il n'y a pas de traitement uniforme»

Pour Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, la reconversion heureuse est un mythe

MINISTRE délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, Jacques Chérèque, ancien préfet délégué en Lorraine et ancien syndicaliste, connaît particulièrement bien le dossier des reconversions.

«Estimez-vous que l'on puisse considérer comme tournée la page des grandes reconversions industrielles des années 1975 à 1985?

– Non, car les mutations changent aujourd'hui de nature. Lors des grands incendies, avec menaces d'explosions sociales, qui ont embrasé la sidérurgie, le textile, les charbonnages, la construction navale, il a fallu barrer le court terme. Aujourd'hui, les mutations importantes ne sont pas achevées. De manière diffuse et moins voyante, elles touchent maintenant le secteur tertiaire – banque et assurance – et le champ immense des PME et des PMI qui font la souplesse de l'ensemble mais dans lesquelles les relations sociales sont faibles, voire inexistantes. De même, elles touchent les grands bassins d'emploi du tertiaire urbain. La perspective du marché unique, la mondialisation de l'économie font qu'il nous faut rester vigilants même si l'hémorragie des effectifs est moins forte que par le passé.

– L'expérience des reconversions d'hier peut-elle apporter des solutions aux mutations d'aujourd'hui?

– Oui, car après l'incendie nous avons appris à reboiser. Cela en tirant régulièrement le bilan des actions qui ont été engagées, en sachant aujourd'hui qu'il est capital, en période de mutations, de s'adapter vite et surtout de ne pas prendre de retard. Certaines actions se sont avérées néfastes, telles que les primes de départ dites «primes à la valise». Nous savons aujourd'hui que, dans la plupart des cas, ces «capitalisants» sont venus alourdir le noyau dur des chômeurs de longue durée. D'autres dispositifs, tels que les zones d'entreprises, se sont révélés de bonnes réponses structurelles. Mais il faut savoir qu'il n'y a pas de reconversion heureuse. Tout changement est un déchirement. D'où la nécessité d'informer, d'offrir et de crédibiliser des alternatives de redéveloppement. La modernisation négociée doit prévaloir.

«SUR MESURE». – *Quels sont, selon vous, les outils nécessaires à une reconversion réussie?*

– Il y a indiscutablement une évolution positive dans la manière d'appréhender les mutations. La gestion des ressources humaines, mieux, leur prévision, sont de bons outils, bien qu'il y ait une limite de l'adaptabilité des salariés au changement.

» Les bons outils ne suffisent pas. Encore faut-il qu'ils soient adaptés. Or il y a de grandes difficultés de synchronisation. Les mutations ne se font pas au même moment aux mêmes endroits, ne concernent pas les mêmes populations qui peuvent être de culture et de traditions différentes. Il n'y a pas de traitement uniforme de situations de reconversion. Il n'y a pas de modèle. L'Etat ne s'imposant pas comme partenaire unique, il faut adapter les démarches à la configuration des bassins concernés. Et le faire en partenariat avec les acteurs concernés – élus, chefs d'entreprise, partenaires sociaux, organisations professionnelles – mettant en œuvre des méthodes de formation appropriées à chaque plan. Les problèmes étant variés et diffus, les partenaires nombreux, il faut donc faire de la reconversion sur mesure.

– Estimez-vous que les grands groupes ont correctement joué le jeu des reconversions?

– Je te dis à nouveau, il ne peut y avoir de reconversion heureuse. Elle ne s'applique pas qu'à la seule protection sociale des salariés. Les reconversions sont la gestion globale des mutations. Le risque est que, estimant la crise derrière nous, l'effort ne se relâche. Aujourd'hui, il est à poursuivre dans l'automobile qui passe de Taylor au robot, ainsi que dans le textile. Il ne faudrait pas non plus que, dans d'autres secteurs industriels, des groupes abandonnent les sociétés de conversion mises en place pendant la crise. Ils ont toujours un devoir de solidarité à respecter.

» J'ajouterai que la reconversion des hommes doit être accompagnée par une réhabilitation de l'environnement des zones industriellement sinistrées. La reconversion du cadre de vie et souvent de l'habitat est un élément indispensable d'une modification psychologique des bassins d'emploi marqués par des mono-industries traditionnelles.

» Enfin, redémarrer une dynamique passe, dans tous les cas, par une politique adéquate de l'aménagement du territoire, car il faut, comme pour les hommes, rééquilibrer les territoires, c'est-à-dire leur donner les moyens de se redévelopper.»

Propos recueillis par
Jean Menanteau

Thomson et Bull donnent l'exemple

Les nouveaux plans sociaux des grands groupes misent principalement sur le panachage

CRISE de l'électronique, recentrage des activités en période de ralentissement de la croissance, tour de vis après une politique d'acquisitions tous azimuts, les compressions d'effectifs occupent à nouveau le devant de la scène dans l'actualité des grandes entreprises. A nouveau, de vastes plans d'adaptation sont mis en œuvre.

Ces plans, à la différence notable des dégraissages massifs de la première moitié des années 80, visent moins à rétablir une situation déjà lourdement compromise qu'à agir de façon préventive. Par ailleurs, ces dispositifs ont gagné en sophistication. Les entreprises ont acquis un certain savoir-faire en la matière. Les outils de reconversion expérimentés à chaud lors des années noires de l'emploi industriel en France, sur la période 1982-1984, ont été testés.

Thomson et Bull, qui vont présenter des plans de réduction d'effectifs en comité central d'entreprise dans les jours à venir, illustrent cette attitude plus précautionneuse. Les mesures d'âge, les incitations au départ volontaire, tant utilisées au début des années 80, ne sont plus de mise. Le recours à ces mesures, coûteuses, ne se justifie plus que dans des situations d'extrême urgence. Elles sont aujourd'hui très critiquées en raison de leurs effets pervers. Les primes au départ volontaire encouragent souvent les éléments les plus dynamiques à sauter le pas.

RECLASSEMENT. Ces entreprises, qui continuent parallèlement à embaucher, se doivent d'éviter les licenciements secs. Pour des raisons d'image évidentes d'une part, par obligation vis-à-vis des bassins d'emploi où leurs sites sont implantés d'autre part. Les plans de restructuration new look sont donc axés sur des mesures de reclassement, en interne comme en externe.

Le groupe Thomson (actuellement 110 000 salariés dont 50 000 en France) a ainsi prévu de supprimer 2 997 emplois sur trois ans dans ses activités électronique de défense (Thomson CSF). Motifs invoqués : la baisse des plans de charge, notamment dans le domaine militaire, et une volonté de rationaliser son implantation géographique. *«On a une dizaine d'ateliers de mécanique. Il va falloir choisir les plus productifs»*, explique Jean-Claude Cros, le directeur des relations du travail chez Thomson CSF. De son côté, Bull (22 000 salariés dans l'Hexagone) devrait supprimer 1 200 emplois en 1991, après les 1 550 suppressions nettes de postes intervenues en France l'année dernière.

Assez proches dans leurs modalités, les deux plans diffèrent dans leur démarche. A la différence du constructeur informatique, dont les suppressions de postes interviennent au coup par coup, le groupe Thomson a étalé son plan sur trois ans. Il l'a inscrit dans le cadre contractuel d'un accord sur la gestion préventive des difficultés de l'emploi, conclu avec les partenaires sociaux en février 1989. Aux termes de cet accord, qui doit être renégocié le mois prochain, Thomson-CSF s'est engagé à proposer une à deux offres d'emploi à durée indéterminée par salarié à reclasser, à qualification égale et avec une durée de trajet limitée.

Les responsables des missions de reconversion des deux groupes sont désormais convaincus que le panachage paie. *«Nous utilisons toute la batterie de mesures à notre disposition»*, explique-t-on chez Thomson. Même constat chez Bull : *«La gamme d'outils de reconversion est bien plus étendue aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Aucun d'entre eux ne doit être négligé.»*

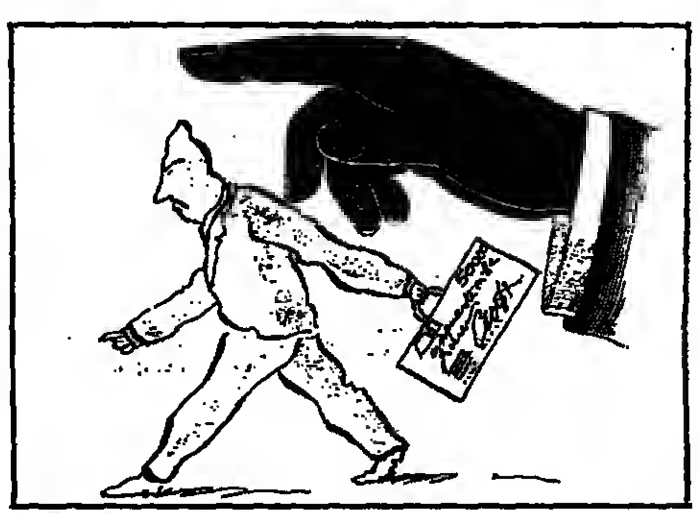
Bull, qui mène depuis 1987 un vaste programme de formation, a pu saisir la perche de la mobilité interne pour recaser en 1990 plus de la moitié des salariés dont l'emploi était supprimé. Depuis quatre ans déjà, une bourse des emplois fonctionne au sein du groupe. Pouvant être consultée à n'importe quel moment par les salariés, elle recense tous les postes vacants à l'intérieur du groupe et enregistre en moyenne 3 500 appels par mois. Les reconversions «en interne» ont été complétées en 1990 par les mécanismes désormais classiques d'essaimage, d'aide à la création d'entreprises et le recours à des cabinets d'*outplacement*. Par ailleurs, en 1990, 400 salariés de Bull ont été mis en retraite anticipée.

Le dispositif que Thomson s'apprête à mettre en œuvre est très semblable. Les congés de conversion (préparation à la mobilité interne et externe), la création d'entreprise (aide en capital et assistance technique du groupe sur deux ans), l'essaimage et l'aide aux projets individuels (sorte de prime au départ volontaire rebaptisée) constitueront l'armature du plan social 1991 dont les détails seront connus mi-février.

Caroline Monnot

Les mirages du «chèque-valise»

La prime au départ peut être la meilleure mais aussi la pire des solutions



NICOLAS GUILBERT

DEPUIS une dizaine d'années, les entreprises intègrent fréquemment dans leurs plans sociaux des primes au départ volontaire qui s'ajoutent aux traditionnelles indemnités de licenciement. La mesure semble relever du bon sens : lorsque des suppressions de postes sont nécessaires, pourquoi licencier leurs titulaires s'il y a dans l'entreprise d'autres salariés, exerçant des fonctions semblables, qui, eux, accepteraient volontiers de partir pour peu qu'on les y incite financièrement?

Il se peut également que la prime n'ait pas pour but d'opérer une substitution mais tout simplement d'acheter la paix sociale. L'exemple le plus célèbre reste les 200 000 francs qu'Alain Madelin décida d'octroyer en juillet 1986 aux salariés de la Normed qui acceptaient de quitter l'entreprise sans bénéficier d'aucune aide à la reconversion. *«Le but était d'éviter d'avoir des barrages sur les routes des vacances, tout en indiquant clairement que la fermeture des chantiers était inévitable»*, reconnaît-on aujourd'hui dans les ministères.

Le montant des primes est parfois un bon indicateur du pouvoir syndical dans l'entreprise. Chez Gillette, où la CFDT obtint, grâce à une forte pression médiatique, que la direction ne ferme pas l'usine d'Annecy, en 1988, un plan social offrait, début 1990, pas moins de vingt-sept mois de salaire aux deux cents volontaires au départ, pour peu qu'ils se manifestent dans les deux mois. Résultat : le quota fut atteint en trois semaines!

PROJET PERSONNEL. En revanche, chez Valeo, où l'on ne compte plus les plans sociaux, celui établi par le secteur électronique l'été dernier stipule – dans un style qui en dit long sur le management de l'entreprise – qu'il n'y pas de primes au départ volontaire, sauf, éventuellement, pour les salariés *«qui se considèrent en difficulté dans la réalisation de leurs objectifs* ou *qui ne possèdent pas les ressources de motivation suffisantes pour se situer dans une démarche de plus en plus exigeante»*.

Entre ces deux extrêmes, Citroën vient de proposer, à Reims, 25 000 francs à ses salariés sans enfants, Renault et Michelin proposent 50 000 francs et Rhône-Poulenc offre 60 000 francs plus trois mois de salaire.

Fait marquant, ces sommes semblent actuellement plafonner, et les entreprises prennent conscience qu'elles se déculpabilisent un peu trop facilement. Désormais, certaines préfèrent accompagner un projet personnel ou aider une autre entreprise à embaucher leurs salariés. L'Etat a d'ailleurs montré l'exemple lors du dépôt de bilan de Creusot-Loire en accordant des primes supérieures aux salariés qui prouvaient qu'ils recherchaient réellement un emploi.

Car il est maintenant établi qu'un salarié nanti d'une prime mais dépourvu de projet finit à l'ANPE. Sur les 4 492 salariés de la Normed qui ont opté pour la «prime Madelin», 3 000 sont allés s'inscrire à l'ANPE dans les six mois et 1 000 y sont encore aujourd'hui. Comme l'analyse Guy Royon dans son livre, *«une politique de l'emploi qui se veut efficace et attractive doit bannir la possibilité d'une capitalisation financièrement attractive et maintenir une capitalisation qui favorise les initiatives en matière de reclassement»*. En revanche, contrairement à une idée reçue, les capitalisants n'ont pas dilapidé leur argent : plus du tiers ont placé en épargne la quasi-totalité de leur capital, et un autre tiers en a placé entre 25 % et 50 %.

Une étude réalisée dix-huit mois après la fermeture de l'aciérie de Pompey n'est guère plus optimiste : 35 % des capitalisants étaient au chômage, alors que la moyenne parmi les anciens sidérurgistes de cette usine était de 20 %. Si elles ne veulent pas jouer les Ponce Pilate, les entreprises doivent donc avertir les salariés que la prime peut être la meilleure mais également la pire des solutions.

Frédéric Lemaître

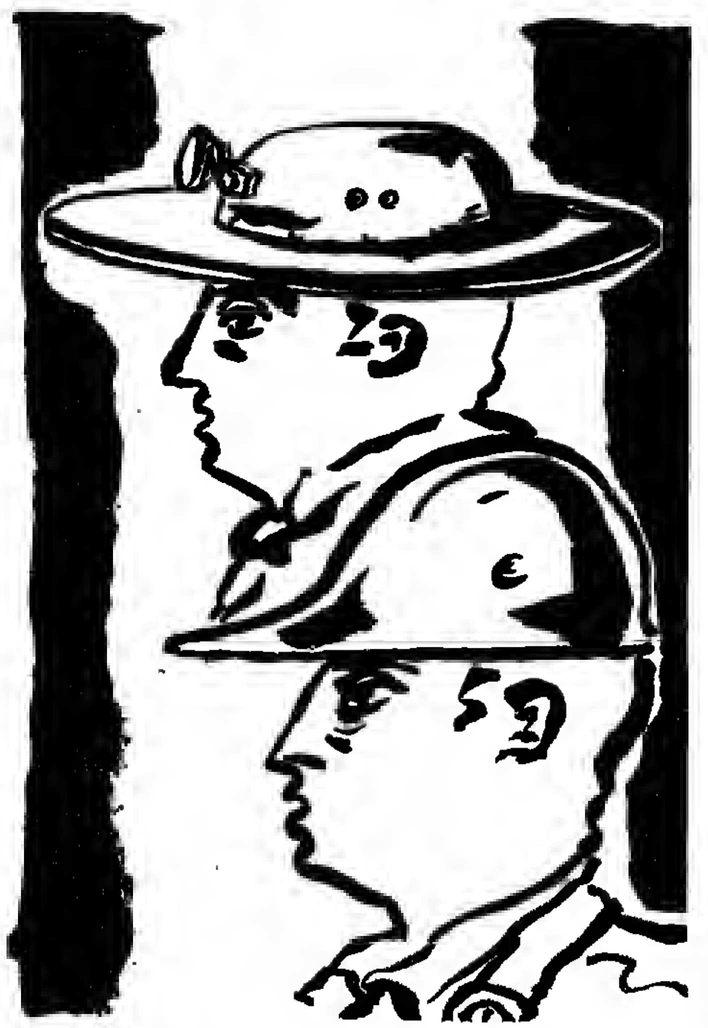
Du charb

L'essaimage, un

هكذا من الأصل

Du charbon au béton

Transport, gardiennage, plomberie... les destinations sont diverses. Mais c'est surtout le BTP qui a accueilli les mineurs du Nord reconvertis



NICOLAS GUILBERT

DEPUIS six ans que la fermeture des derniers puits était annoncée, c'est surtout par les *« mesures d'âge »* (retraites, départs anticipés, etc.) que les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont réduit leurs effectifs et « évacué » leurs derniers salariés. Mais cela n'a pas suffi. Il fallait aussi reconvertir les plus jeunes ou ceux qui n'avaient pas l'ancienneté nécessaire (en gros quarante ans d'âge et vingt ans au moins d'ancienneté) pour bénéficier de ces solutions, même avec une « rallonge » d'activité. Avec la promesse de retrouver à tous un travail : les Charbonnages ne pouvaient pratiquer les *« licenciements économiques »*.

En six ans, ce sont plus de deux mille salariés qui ont ainsi été recasés. D'abord, ceux du *« jour »* et les techniciens du *« fond »* (électriciens, par exemple), qui perdaient les avantages sociaux attachés à la mine, mais possédaient une qualification utilisable ailleurs. Puis, et cela devenait plus difficile, les vrais « mineurs », ceux qui creusaient les galeries ou « abattaient » le charbon. Pour ceux-là, les Houillères ont engagé depuis 1987 une véritable course de vitesse.

« On a d'abord cherché toutes les entreprises qui avaient affronté des problèmes comparables pour voir comment elles avaient fait », raconte Bernard Legrand, chargé de la *« mission reconversion »* à la direction générale. Ensuite des équipes ont été constituées dans chaque puits avec des agents de maîtrise volontaires, connaissant bien les mineurs et désireux de réussir, afin de recevoir chacun des ouvriers concernés, d'établir leurs profils et leurs besoins de formation éventuels. Surtout, il a fallu trouver des emplois, en prospectant auprès des syndicats professionnels, des chambres de commerce, des chambres de métiers, des entreprises, dans la région, mais souvent bien au-delà : plus de 40 % des mineurs ont été reclassés dans le Nord-Pas-de-Calais, 35 % environ dans la région parisienne, 20 % dans la région Rhône-Alpes.

TRAVAIL DE FOURMI. Un travail de fourmi, même si quelques grands chantiers ont apporté des contingents plus substantiels, comme les Jeux olympiques d'hiver en Savoie ou le tunnel sous la Manche : une des sociétés du GIE Transmanche Link a embauché 80 mineurs marocains pour percer les galeries de communication entre les tunnels. Avec l'expérience, plutôt que de chercher les emplois susceptibles a *priori* de convenir aux mineurs, on a « présélectionné » des candidats pour chaque offre d'emploi, laissant ensuite à l'employeur, après contact avec eux, le choix définitif des hommes, ainsi que celui de l'organisme qui serait chargé de leur formation, assurée en « alternance » avec leur travail pendant deux mois. *« Ainsi il ne pouvait ensuite contester les choix*, explique Bernard Legrand. *En cas de refus, il avait à rembourser la formation. »*

Gardiens d'immeuble, chauffeurs routiers, conducteurs d'autobus (par exemple à Cariane, filiale de la SCETA), bouchers-désosseurs, etc., l'éventail des emplois tenus aujourd'hui par les anciens mineurs est assez large. Mais c'est le BTP qui a fourni les plus gros effectifs – peinture carrelage, gros œuvre (terrassement et maçonnerie) surtout : la branche a du mal à trouver du personnel, surtout en période de redémarrage.

Travaux durs, certes. Mais, *« quand on a fait la mine, on peut faire n'importe quel boulot... sauf la dactylographie »*, affirme Amou A..., un costaud au visage sombre venu du Sud marocain, qui travaille depuis deux ans dans une entreprise de la région parisienne, après *« dix-huit ans et onze jours »* au fond.

MODE DE VIE. A entendre Amou et plusieurs de ses camarades embauchés par la même entreprise, ce n'est pas tant le métier qui diffère que les conditions de travail : *« Le béton n'attend pas. Tant que ce n'est pas fini, on ne peut laisser la tâche. »* A la régularité du poste, au travail commun avec les mêmes compagnons, se substituent des journées irrégulières et parfois des changements d'équipe. Certains s'y habituent mal : *« On part tôt le matin, on rentre tard le soir*, dit Joël R... *On aime bien rester avec les mêmes, le même chef d'équipe : or ça change souvent... »*

Plus généralement encore, c'est le changement de mode de vie qui est le plus difficile à supporter, notamment en région parisienne, et pour les familles tout autant que pour les anciens mineurs eux-mêmes.

Si les Houillères ont garanti 75 % du salaire de base *« au jour »* plus les avantages en nature, le coût du logement – malgré la prime de départ – entame les revenus, dont le montant varie sensiblement d'une entreprise à l'autre, même dans le BTP : certains ne dépassent pas 7 000 à 7 500 francs par mois, tandis que d'autres, primes aidant, arrivent à 10 000, voire davantage. S'y ajoute, pour les mineurs marocains, la difficulté de se loger, en raison de la dimension de la famille (cinq enfants souvent, voire davantage), et surtout du refus de certains propriétaires. Beaucoup, en fait, ont laissé dans le Nord leur famille, qui continue à habiter la cité minière.

Du coup, les Houillères ont été amenées à refuser beaucoup d'offres d'emplois dans la région Rhône-Alpes, voire dans le Midi, faute de pouvoir assurer un logement : quelques mineurs ont abandonné, et ont dû être « récupérés » même au-delà de la période d'essai normale. Cette incertitude pèse sur l'avenir de certains « reconvertis ». Elle s'ajoute aux difficultés d'adaptation et à l'insécurité de certains emplois. Les équipes chargées de la reconversion se sont efforcées de ne laisser personne en route, de suivre pendant plusieurs mois les mineurs « reclassés », et d'écarter les *« chasseurs de primes »* parmi les employeurs potentiels. Mais certains syndicalistes s'inquiètent et jugent trop rapide la rotation du personnel.

Guy Herzlich

Gillette ferme en douceur

La fermeture de l'usine de production d'Annecy (Haute-Savoie) sera étalée dans le temps jusqu'en 1992. Sans licenciements « secs »

LYON :
de notre bureau régional

ANNONCÉE en 1989 dans le cadre d'un plan mondial de diminution des effectifs et de recentrage des sites de Gillette, la fermeture de l'unité de production d'Annecy (Haute-Savoie) aura bien lieu. Mais elle sera étalée dans le temps, jusqu'en 1992. Il aura fallu pour cela le coup de colère du ministre de l'industrie, Roger Fauroux, et surtout l'obstination de militants syndicaux qui, pied à pied, ont négocié des solutions industrielles de reconversion.

En 1984, Gillette-France comptait plus d'un millier de salariés, dont une bonne part à la fabrication de rasoirs et de lames. Au 31 mars 1992, il en restera un peu moins de deux cents au siège commercial et administratif de la filiale, après l'application de deux plans sociaux. Présenté en comité d'entreprise, le 29 janvier dernier, le second porte sur la suppression des cent quarante-deux derniers emplois de production, sans licenciements « secs », ni mise au chômage.

Dans un premier temps, la direction avait misé sur les départs en retraite et les départs volontaires, avec vingt-sept mois de salaires. Elle avait aussi doublé, de 3 à 6 %, les crédits-formation. Deux cents des quatre cents salariés de la production avaient ainsi quitté l'entreprise.

NOUVELLES ACTIVITÉS En mars 1990, Sommer-Allibert crée Cosmoplast, une filiale dans l'emballage plastique, qui doit démarrer, sur le site, avec une cinquantaine de personnes. Une trentaine de salariés supplémentaires intégreront prochainement la Mécanique de précision d'Alby, une entreprise en cours d'installation à une quinzaine de kilomètres d'Annecy, fondée par deux industriels, français et suisse, avec Siparex, société régionale de capital-risques. Enfin, un troisième repreneur est sur les rangs. *« Nous aurons obtenu la création d'un nombre d'emplois supérieur à ceux qui vont être supprimés, avec de nouvelles activités pour Annecy »*, souligne Jean-Pierre Touhhans, responsable CFDT, qui ne cache pas sa satisfaction.

Après avoir consacré 80 millions de francs au premier plan, la direction renouvelle l'opération pour les départs volontaires, les contrats FNE et des mesures particulières pour les 53-54 ans. Jusqu'à son arrêt définitif en 1992, l'activité industrielle sera calquée sur les effectifs restants. Avec l'accord tacite des syndicats, Gillette aura alors réussi son désengagement en douceur.

Michel Delberghe

Un dossier symbole : la Normed

Lorsqu'il entre à la Normed en 1983 pour être directeur du personnel et des affaires sociales, Guy Royon sait qu'il n'aura pas la tâche facile. Un an plus tard apparaîtront les premiers plans sociaux, et la Normed constituera un des dossiers symboles.

Si aujourd'hui la Normed n'existe plus, Guy Royon suit toujours ce dossier en tant que président des Constructions navales du littoral, la société créée pour gérer les plans sociaux et clore l'activité industrielle de l'ex-Normed. L'homme est particulièrement bien placé pour dresser un bilan de l'essentiel : la reconversion de 12 000 salariés de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat.

Que sont-ils devenus quatre ans après les fameux accords de 1986 ? S'ils sont 2 200 à avoir bénéficié des mesures d'âge, 4 500 ont choisi les « primes Madelin » et ont connu des fortunes diverses, 1 030 ont essaimé souvent avec succès en s'installant à leur compte ou en reprenant une entreprise. Et près de 3 000 ont trouvé un emploi salarié grâce aux cellules de reconversion alors que 350 autres n'en ont jamais retrouvé.

La collectivité a-t-elle trop donné pour ces métallos ? Trop peu ? Guy Royon, qui fournit des chiffres extrêmement précis (37,60 francs par Français à répartir sur huit ans), justifie l'aide de l'État au nom de la solidarité. Ce débat est malheureusement loin d'être dépassé : selon plusieurs études, sur les 130 millions d'emplois de la Communauté européenne, 20 millions seraient passibles de reconversions dans les années qui viennent.

F. L.

★ *La Fin de la Normed ou la Reconversion de 12 000 salariés »*, de Guy Royon. Aux Editions L'Harmattan. Préface de Jacques Chérèque.

L'essaimage, un outil reconnu

Entreprises, pouvoirs publics et consultants veulent favoriser l'éclosion d'un deuxième âge de cette formule

L'ESSAIMAGE intéresse. Jean-Pierre Soisson devrait proposer aux députés, dans les prochains mois, le vote d'un texte visant à élargir les conditions d'attribution des aides financières à l'essaimage. Au ministère du travail, on peaufine actuellement les termes techniques de la proposition afin d'éviter son rejet, comme en automne dernier, le Parti socialiste souhaitant des garde-fous plus importants pour éviter tout camouflage de licenciement par le biais de l'essaimage. D'ores et déjà, le ministère prévoit une enveloppe budgétaire de 50 millions de francs correspondant à une année de fonctionnement.

Il s'agit en fait de favoriser l'éclosion du deuxième âge de l'essaimage. Depuis 1978 et les premières expériences de l'essaimage comme gestion sociale des restructurations lourdes, beaucoup de chemin a été parcouru, même si quantitativement les ordres de grandeur restent identiques. Aujourd'hui, les chiffres officiels estiment que, sur un plan social qui concerne cent salariés, cinq à dix d'entre eux retiendront la formule de l'essaimage.

Les modifications les plus profondes touchent plutôt à la qualité. *« Les mesures d'accompagnement sont mieux élaborées aujourd'hui par rapport à il y a dix ans*, confirme Michel Garcin, gérant de RDE (Réseau pour le développement de l'entreprise). *C'est surtout là où le bât blesse, car un essaimage sur deux échoue au bout de quelques mois. » « Si l'objectif est effectivement d'obtenir des systèmes d'appui plus efficaces*, précise-t-on au ministère du travail, *il faut aussi noter les progrès réalisés en recherche d'essaimage dans le cadre de la gestion prévisionnelle de l'emploi. »*

VIABILITÉ. Deux étapes que l'on peut retrouver dans deux entreprises industrielles. Premier cas de figure : Usinor-Sacilor. Le groupe français fait état de 1 600 essaimages sur la période 1983-1989. Considéré en priorité comme *« un moyen intéressant de reconvertir les sites »*, l'essaimage est réalisé à chaud sans que le suivi des expériences ne soit très élaboré. Impossible d'ailleurs de préciser le pourcentage d'échec et de réussite, car les essaimés disparaissent au fur et à mesure dans la nature. *« Aujourd'hui*, explique-t-on au groupe, *nous sommes beaucoup plus sévères sur les projets. Nous examinons de près leur viabilité et, le cas échéant, nous refusons que les salariés partent avec des indemnités capitalisées. »*

Usinor-Sacilor, en phase transitoire, marche sur les traces d'autres entreprises qui ont déjà fait de l'essaimage un véritable instrument de leur politique d'emploi. C'est l'essaimage à froid. Exemple type, IBM. *« Notre dispositif est ouvert en permanence*, précise-t-on au siège parisien de la firme américaine. *Il fait partie de notre politique sociale générale au même titre que la mobilité professionnelle. »*

Un cabinet extérieur de consultants examine ainsi techniquement le projet du salarié : le volume marketing, les coûts de fabrication etc., donnant son avis à la direction générale. *« Si nous avons le feu vert, l'intéressé peut bénéficier de mesures spécifiques : un prêt personnel de 150 000 francs non remboursable sur trois ans. Qui plus est, il a droit à l'erreur, puisque, en cas d'échec, il peut réintégrer le groupe à un poste peut-être différent mais en tout cas équivalent. »*

Un parcours que franchissent encore peu de salariés. Une douzaine par an environ, pourcentage confirmé par la dernière expérience de restructuration chez IBM, celle de l'établissement de Boigny, près d'Orléans, qui vient d'être cédé. L'acheteur ne souhaite reprendre que 300 des 650 salariés et seulement 3 des 350 à reconvertir ont opté pour l'essaimage. Confirmant que s'il veut être viable l'essaimage doit rompre à tout jamais avec l'image du chèque-valise qu'il véhiculait encore il y a une douzaine d'années.

Marie-Béatrice Baudet

Plus d'ingénieurs, moins d'ouvriers

Tout en réduisant leurs effectifs, les grandes entreprises recrutent toujours des jeunes cadres

LES grandes entreprises suppriment des postes et continuent d'embaucher. Cela n'est pas vraiment contradictoire, car les publics visés ne sont pas les mêmes. Confrontés à une baisse des commandes depuis le second semestre 1990, les grands de l'électronique et de l'informatique n'en restent pas moins à la recherche de compétences pointues pour maintenir leur avance technologique.

C'est notamment le cas de Thomson. Le groupe annonce la suppression de 4 000 postes sur trois ans, mais compte recruter 1 400 ingénieurs et cadres en 1991, *« quelles que soient les péripéties de la guerre du Golfe »*. *« Il y a dix ans, les effectifs de Thomson comprenaient deux tiers d'ouvriers mécaniciens et électroniciens. On peut dire, en caricaturant, que Thomson sera composé demain de deux tiers d'ingénieurs*, affirme Jean-Claude Cros, directeur des relations du travail. *On passe d'une société de production à une société de système et de l'électromécanique à de l'électronique informatique. Or, les plans de requalification internes ne permettent pas d'assurer entièrement cette mutation »*.

Dans le cadre d'un accord sur la mobilité professionnelle, les dirigeants de Thomson avaient toutefois prévu, l'année dernière, la promotion au titre d'ingénieur de 150 techniciens supérieurs par an, par le biais des filières Decomps de formation continue. Selon Jean-Claude Cros, cet objectif, jugé *« trop optimiste »*, serait aujourd'hui révisé à la baisse. Motifs invoqués : la lourdeur de l'opération – les formations dispensées sont d'environ 1 200 heures – et un afflux de volontaires moins important que prévu.

Il faut donc recruter à l'extérieur. Les 1 400 embauches de 1991 devraient se partager entre *« 60 % de jeunes diplômés et 40 % d'expérimentés »*. Les plus demandés sont, une fois encore, les ingénieurs qui doivent composer 85 % des recrutements prévus. Parmi eux, il y aura une majorité d'informaticiens purs (ingénieurs réseaux et génie logiciel) et environ 500 électroniciens pour les services d'étude, recherche et développement. Viennent ensuite 8 % de cadres commerciaux et 7 % de cadres pour les fonctions financières, d'audit et de ressources humaines. Au total, le volume de recrutement d'ingénieurs et cadres, bien que légèrement inférieur aux 1 500 embauches de 1990, devrait rester très important en 1991 chez Thomson.

Ce n'est pas le cas d'IBM France où Christian Rondeau, responsable du recrutement et des relations universitaires, affirme *« ne pas avoir encore défini de plan de recrutement »* pour 1991.

« Nous savons que nous devrons embaucher mais nous restons prudents, explique-t-il. *Avec la crise du Golfe, il y a un certain attentisme »*. Depuis 1980, IBM-France recrute en moyenne 700 personnes par an. Il semblerait que la filiale française du premier constructeur mondial d'ordinateurs qui a annoncé pour 1990 une baisse du chiffre d'affaires hors taxes de 2,1 % par rapport à 1989, révise à la baisse ses ambitions, dans une conjoncture peu favorable aux investissements en informatique des entreprises. La société continue toutefois de recruter des bac + 2 pour les services de maintenance et d'après-vente.

Chez le constructeur français Bull, les suppressions de postes envisagées ne devraient pas bloquer l'embauche de jeunes ingénieurs. *« En 1991, les recrutements seront sensiblement les mêmes qu'en 1990 »*, se borne à affirmer pour l'instant René Bannier, chargé du dossier restructuration. Là encore les recrutements s'opéreront à *« 90 % sur des postes de cadres, essentiellement pour les fonctions commerciales et de recherche-développement »*.

Le pourcentage de cadres dans l'effectif global de Bull est passé de 38 % en 1984 à 46 % en 1989, et chez IBM France de 40,4 % en 1980 à 52,8 % en 1990. La volonté d'accroître la valeur ajoutée et la productivité a conduit les grands groupes de l'informatique et de l'électronique à modifier profondément la structure de leur personnel et, si le volume d'embauche des cadres va diminuer, ceux-ci restent néanmoins à l'abri des reconversions.

Laurent Marcaillou

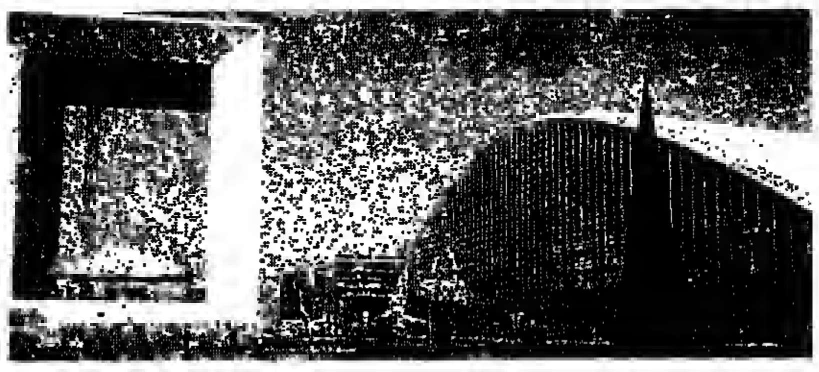
Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Assurance

LES ETUDIANTS ET LES CARRIERES DE L'ASSURANCE

6 - 7 FÉVRIER 1991
CNIT Paris La Défense



Vous avez rendez-vous à
L'ESPACE CARRIERES DU SALON DE L'ASSURANCE

Les responsables des Relations Humaines des Compagnies d'Assurances vous accueilleront personnellement pour vous présenter les possibilités de recrutement dans l'assurance.

Entrée libre

ASSURE EXPO
Tél. : (1) 48.24.76.01

1000 & 1
METIERS

Chargé de mission

Votre objectif, en rejoignant l'équipe de "l'Observatoire des marchés" au sein de la Direction marketing, sera de contribuer à l'optimisation de la compétitivité de l'UAP et au succès de sa stratégie de développement. Pour cela, à la demande des différentes directions de l'entreprise et à l'aide de sources d'informations internes et externes diversifiées, vous participerez activement à la collecte, l'analyse et l'interprétation d'informations relatives aux marchés et aux concurrents.

Jeune diplômé de formation supérieure (école de commerce + IEP...) avec si possible une première expérience, cette mission est pour vous idéale pour acquérir une vision globale de notre activité et confirmer de réelles qualités d'analyse et de synthèse, d'autonomie, de curiosité et d'ouverture d'esprit.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, prétentions), sous réf. FG/01, à Fabienne Guitard, UAP, Service recrutement et gestion des carrières, Tour Assur 5 B, 92083 Paris-La Défense Cedex 16. Tél : 47.74.13.73.

35 000 collaborateurs dans plus de 60 pays, un CA de 64,5 Mds de F dont 36 % réalisés à l'international, font de l'UAP le n° 1 français de l'assurance et le n° 2 en Europe.

1 000 et 1 métiers nous animent. Autant de spécialités, d'opportunités d'évolution à la hauteur de notre ambition : être l'assureur européen de référence.

UAP

MEDIA-SYSTEM

ASSURANCE SANTE

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Contribuer au développement de notre entreprise occupant une place significative sur son marché (CA 89 : 210 MF, 100 000 bénéficiaires, 150 personnes), c'est la mission que nous souhaitons vous confier.

Dans le cadre d'une nouvelle structure, vous encadrez les services "cotisations" et "prestations" : vous optimisez la production de votre équipe (25 personnes) et veillez à la qualité de la gestion clientèle. Vous réalisez les études techniques nécessaires à la tarification des produits existants et des nouveaux produits.

Agé de 30-40 ans, une expérience de cinq années minimum dans le métier de l'Assurance Santé vous a permis d'acquérir une bonne maîtrise technique des produits. Rigoureux et précis, vous êtes capable de motiver une équipe. Votre sens de l'analyse et votre goût des chiffres vous permettront d'être un élément moteur dans l'élaboration des produits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (réf. C/LM2) à L'Expansion et Les Hommes 65, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

l'Expansion et les Hommes

PLAIN CHAMPS

Carrefour
ASSURANCES

Bougez, évoluez, c'est le moment.

SPECIALISTES EN ASSURANCE DE PARTICULIERS (IARD)

- Région parisienne
- Région Rhône-Alpes

Votre profil :

- De niveau BTS Assurances ou Bac avec une première expérience professionnelle, vous êtes âgé de 23 à 28 ans.
- Vous êtes familier de l'outil informatique et votre expérience professionnelle atteste de vos aptitudes commerciales.
- Vous souhaitez intégrer une structure dynamique et évoluer à terme vers un premier poste d'encadrement en élargissant le champ de vos interventions.

Votre mission :

- Après une période de formation, vous contribuerez, au sein d'une équipe opérationnelle, à l'assurance de la clientèle de nos magasins Carrefour.

Si vos qualités humaines, votre mobilité vous incitent à nous rejoindre, merci d'adresser votre lettre manuscrite de candidature avec CV, photo, prétentions et rémunération actuelle
à notre Conseil AJCR,
27 rue de la Villette, 69003 Lyon,
sous la référence 3 LA 07/M

AJCR

MEDIA-SYSTEM

FORMATEUR

AXA-MIDI, Groupe privé français d'assurances, réalise un Chiffre d'Affaires de 52 milliards de francs (Assurances et Finance) dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

Nous recherchons un formateur pour dispenser des cours d'Anglais collectifs et individuels auprès de nos différents cadres.

Expérience de la formation et nationalité américaine souhaitées.

Lieu de travail : PARIS VIIIème.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adressez lettre, CV, photo à :

AXA - Service du Recrutement
21, rue de Châteaudun
75009 PARIS.

CONTESSE

Michael Page Banking & Insurance

Au service de l'Assurance

Déjà leader en France et en Europe sur de nombreux marchés (Banque, Finance, Juridique et Fiscal), Michael Page met à la disposition du monde de l'Assurance une équipe de spécialistes intervenant sur tous types de postes qu'ils soient opérationnels ou fonctionnels (Direction Générale, Inspection, Back-Office, Adjoints Techniques, Comptabilité, Secrétariat Général, Actuariat, Direction de Région, Gestion des Participations, Informaticiens Etudes et Production ...).
Présents de façon permanente sur le marché par l'intermédiaire d'une équipe d'une dizaine de consultants spécialisés, nous sommes à même de faire très rapidement un tour complet du marché pour vous présenter les meilleurs candidats potentiels dans les plus brefs délais en intervenant soit par approche directe, soit par annonce.

Pour plus d'informations, contactez **Frédéric Serres** au (1) 42.89.30.03 ou écrivez à **Michael Page Banking & Insurance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris.

Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

LBR

هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

DIRECTEUR DE FILIALE CONGO

■ Noire groupe représente aujourd'hui 8 Milliards de CA (dont 66% à l'étranger) et 35 000 personnes implantées dans plus de 40 pays. Pour notre filiale au CONGO, N°1 de la Restauration sur le pays, nous recherchons aujourd'hui le DIRECTEUR.

■ Vous aurez pour mission de gérer, développer et d'assurer le suivi des opérations. Vous animerez également une équipe de 200 personnes réalisant un CA de 40 MF.

■ Placé rapidement en position d'entrepreneur, nos structures décentralisées vous laisseront une large autonomie d'action à l'échelle du pays.

■ Cadre à fort potentiel, vous êtes un patron et vous avez prouvé vos qualités humaines et votre solidité au cours d'une expérience de direction en structure décentralisée. Notre politique de mobilité et notre croissance, vous amèneront à prendre à terme des responsabilités dans d'autres pays.

■ A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Ingénieur...) vous souhaitez rejoindre un groupe ayant des projets à la mesure de vos ambitions.

■ Pour ce poste basé à POINTE-NOIRE, merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions sous réf. LM36DDF à SODEXHO, Patrick TORDJMANN, BP 67, 78185 SAINT-QUENTIN-EN-YVELYNES Cedex.

CONTESSE

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Consultant en communication de ressources humaines : une certaine idée du service et du conseil

N°1 des agences de publicité spécialisées en communication de ressources humaines, filiale du groupe Publicis, notre réussite repose sur une idée claire du service au client ; analyse pointue, disponibilité permanente, tant humaine que technique et innovation dans les moyens. Aujourd'hui, devant notre forte croissance, nous recrutons un(e)

MEDIA-SYSTEM

A 27 ans environ, de formation supérieure, vous possédez une bonne expérience commerciale dans une société de service, de préférence liée à la communication.
Vous souhaitez rejoindre une agence qui vous permettra d'optimiser à la fois votre talent pour le terrain et votre goût du conseil.
Au sein d'une équipe de consultants, vous serez acteur de notre développement, véritable ambassadeur de notre savoir-faire auprès d'interlocuteurs de haut niveau : Directeurs des ressources humaines, de la communication, Responsables du recrutement... Avec eux, vous construirez les stratégies qui géreront l'image humaine de leur entreprise, vous choisirez les moyens pour atteindre leurs objectifs quantitatifs et qualitatifs. Vous disposerez de nombreux outils et serez formé à nos méthodes. Votre rémunération très motivante sera le réel reflet de votre réussite.
Si vous aimez travailler en équipe et vous investir avec passion, si l'enthousiasme fait partie de votre réussite, adressez votre candidature, sous référence M5, à Serge Perez, Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Consultant(e)

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Les Métiers de l'Assurance

Schlumberger Services Pétroliers

VOTRE
ENVIRONNEMENT
HAUTES
TECHNOLOGIES
ET
INTERNATIONAL

Partout dans le monde, SCHLUMBERGER offre aux compagnies pétrolières une palette de services depuis l'exploration jusqu'à la mise en exploitation des puits.
Nous recherchons aujourd'hui pour l'un de nos Centres de Recherche et Développement et de Fabrication (200 personnes dont 80 ingénieurs et cadres) en Rhône Alpes un

PERSONNEL MANAGER

Membre du Comité de Direction, vous serez étroitement associé à l'ensemble des décisions de management du site et prendrez d'emblée en charge tous les domaines de la fonction: recrutement, gestion des salaires, développement des cadres et de leur carrière, formation...
Vous bénéficierez d'une réelle autonomie et maintiendrez d'étroites relations avec vos homologues au sein de SCHLUMBERGER.
Votre formation (BAC + 4 minimum) et une première expérience (5 ans environ) ont fait de vous un généraliste des Ressources Humaines, disposant de solides qualités personnelles (capacité d'écoute, aisance relationnelle, enthousiasme communicatif) et parlant couramment l'anglais.
Le défi que nous vous proposons de relever vous ouvrira des perspectives d'évolution, en France et à l'étranger, à l'échelle de SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence LM/ 0502, à la Direction du Personnel

3614

En permanence, sur votre Minitel tous les postes INGÉNIEURS ET CADRES proposés par Schlumberger

DOWELL SCHLUMBERGER
50, avenue Jean Jaurès - B.P. 360
92541 Montrouge Cedex

AD'COM

UN MONDE OUVERT,
DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeus, tout le monde en parle...
Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays).
Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Organisateur, votre capacité à anticiper nous intéresse.

A votre actif, une formation supérieure (ingénieur, ESC ou universitaire) alliée à une expérience de 2 à 3 ans en organisation dans le tertiaire et à une bonne culture informatique.
Vos "plus", ce sont vos qualités d'analyse et de synthèse et votre sens de la communication.
Si tel est votre profil, nous devrions nous entendre.
Votre mission s'articulera autour de 3 axes :
– recherche des besoins des utilisateurs,
– conception de nouvelles procédures de gestion,
– mise en œuvre sur le terrain.
Vous mènerez des actions d'organisation auprès de nos centres administratifs régionaux dans des domaines aussi variés que la gestion, la formation, la documentation, les statistiques...
Si ce poste tremplin vous tente, adressez votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous réf. M8 à Jacqueline MARIAUX
AGF – Département des Ressources Humaines
33, rue La Fayette – 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

ALBERTVILLE 92

AGF

---

sep les nouveaux espaces

CHEF DU SERVICE RELATIONS SOCIALES

4000 personnes dont 1200 ingénieurs et Cadres sur 5 sites. Filiale du Groupe SNECMA, nous sommes le leader européen de la propulsion. Nous assurons en particulier la maîtrise d'oeuvre des ensembles propulsifs du Lanceur ARIANE.

. Notre DRH vous confiera, avec une large délégation, le pilotage et la coordination de l'ensemble des projets de négociation sociale (politique salariale, aménagement des accords d'entreprise).
. Vous l'assisterez lors des réunions avec les partenaires sociaux, auprès desquels vous maintiendrez un dialogue soutenu.
. Avec l'appui d'une équipe, vous coordonnerez les études juridico-économiques et serez le garant du respect de la réglementation au niveau des établissements.
. Votre potentiel, vos talents d'animateur, votre rigueur méthodologique vous poussent, après une expérience réussie des relations sociales sur le terrain, à prendre du recul au coeur de la stratégie sociale d'une société exigeante mais passionnante.
. Ce poste, situé au siège à Suresnes, est un bon tremplin pour une évolution dans la société ou au sein du Groupe (30000 personnes).

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence L/RS/LM à notre Conseil, Michèle DUCHER, à :
RPC - 34 rue de la Fédération 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

Région Bourgogne

L'Agence de Développement Économique de la Région d'AUTUN

recherche pour la création d'un Parc d'Activités

le DIRECTEUR
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE LA PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES

Responsable de l'Agence de développement économique et chargé à ce titre de la promotion et de la commercialisation d'un parc d'activités, il assurera en parallèle la direction d'une pépinière d'Entreprises.

Une bonne connaissance des PME, acquise au cours d'expériences personnelles, lui permet de maîtriser l'ensemble des problèmes liés à la création et à la gestion courante des entreprises. Un réel savoir-faire en montage et gestion de dossiers tant financiers que marketing sera apprécié. Une bonne connaissance des collectivités locales est nécessaire.

Des qualités d'animateur, une grande facilité dans les contacts ainsi que de réelles capacités de négociation à haut niveau sont indispensables à l'accomplissement de la mission.

Agé de 35 à 45 ans, le candidat retenu aura une rémunération très incitative.

Expédier CV et lettre manuscrite, accompagnés obligatoirement d'une photo à :

M. RÉMY CHANTEGROS, Maire adjoint
Président de l'A.D.E.R.A – Hôtel de ville
place du Champs-de-Mars – 71400 AUTUN

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Votre avenir :
DIRIGER NOS RESSOURCES HUMAINES

Rattachée à un groupe national puissant, notre banque régionale (1 000 personnes) est située en proche banlieue Ouest de Paris et implantée sur plusieurs départements.

Aujourd'hui, nous recherchons **L'ADJOINT DE NOTRE DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES.** A 35 ans environ et diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience acquise dans le domaine des services a fait de vous un homme de terrain et un négociateur averti. Avec créativité et dynamisme, vous serez à l'écoute de nos directions opérationnelles. Bras droit de notre DRH actuel, vous développerez et valoriserez notre politique des ressources humaines. Vous mettrez en place une gestion performante des emplois et des carrières.

Vous l'avez compris, vos compétences et vos résultats seront les facteurs clés de votre avenir.

Pour un premier entretien à Paris, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil Rémi CHEVALIER - HRC - 1, chemin de Montigny - BP 85 - 95223 HERBLAY CEDEX.

HRC
HOMMES ET RESSOURCES CONSEIL

MEDIAPA

DES STRUCTURES ET DES HOMMES

Importante Banque Régionale (150 km de Paris) intégrée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche un

Organisateur senior

Rattaché au Directeur de l'Organisation au sein d'une équipe (8 personnes), et dans le cadre de projets importants suite à une nouvelle structuration, vous analysez l'existant, étudiez les besoins, définissez les cahiers des charges pour optimiser les moyens et les ressources.

Agé d'une trentaine d'année, diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de plus de 4 années d'expérience acquises de préférence en milieu bancaire. Outre les compétences techniques indispensables, vous présentez de réelles aptitudes à la communication et à l'animation.

Merci de nous adresser votre dossier complet sous la référence C/2463 ou transmettez-le à **CV CADRE** en composant le **3615 JCM** sur votre minitel.

JCM CONSEIL 12, rue de Ponthieu 75008 PARIS

Membre de Syntec

Paris · Lyon · Nantes · Toulouse · Barcelone

Conseil en Recrutement

2 Consultants

Professionnel du recrutement, vous avez exercé avec talent votre métier en entreprise ou en cabinet où vous avez développé une clientèle.

Afin d'établir un premier contact nous vous proposons de nous adresser votre dossier et de nous faire part de vos motivations, très confidentiellement bien sûr. réf. A218MO

A bientôt.

nervet pont conseil
15 rue Cardinet 75017 PARIS

KERGOBLEN

AFRIQUE NOIRE

Jeune manager administratif et commercial

Notre société, implantée en AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE, est spécialisée dans la distribution de produits pharmaceutiques. Vous prendrez la responsabilité administrative et financière de l'une de nos filiales, en étroite collaboration avec le Directeur Général de cette filiale. Vous assurerez également la mise en place d'actions de développement commercial. A trente ans environ, vous possédez une formation supérieure commerciale. Vous valorisez votre expérience dans cette mission aux multiples facettes couvrant tous les domaines de l'entreprise. Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer au sein de notre groupe d'envergure internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4051/M à CURRICULUM 6 passage Lathuile 75018 PARIS.

ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d'HAVAS et de COGECOM, l'ODA (4 milliards de CA) élabore la stratégie de communication de 450 000 entreprises dans les annuaires de FRANCE TELECOM. Nous recherchons pour notre Direction Commerciale :

FORMATEUR *HF*

Au sein d'une équipe de formateurs, vous aurez à concevoir et à animer :

- des stages de perfectionnement pour nos conseillers commerciaux.
- des séminaires de management et de communication destinés à l'encadrement de notre force de vente.

De formation supérieure (BAC + 4), vous pouvez justifier d'une première expérience de 1 à 2 ans en entreprise.

Des déplacements en Province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence AB/FA à

ODA

Annick BAUDE - ODA
7, av. de la Cristallerie
92317 SEVRES Cedex

HCA

---

monoplast *GROUPE AUTOBAR PACKAGING*

Leader Européen de sa spécialité recherche pour son usine de Mont-de-Marsan (LANDES)

Chef du Personnel

Une première expérience réussie dans la fonction en milieu industriel vous en a fait connaître tous les aspects et vous permettra d'être rapidement opérationnel.

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, vous aurez en charge la gestion du personnel, les relations avec les partenaires sociaux, la préparation des réunions avec les instances représentatives, l'assistance et le conseil de l'encadrement, la mise en place de la politique sociale définie par la D.R.H.

Dans l'immédiat, vos actions seront particulièrement orientées vers la motivation des personnels, le plan de formation dans le cadre de l'évolution technique de l'Entreprise, la mise en place de cercles de qualité.

Nous souhaitons rencontrer un homme de terrain et de dialogue ayant une bonne connaissance de la législation sociale.

De réelles possibilités de développement de carrière existent pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions à Bernard CHEVALLIER,
Directeur des Relations Humaines - MONOPLAST
BP 7 - 40140 SOUSTONS

La SIC, société immobilière leader en Nouvelle Calédonie, gère actuellement plus de 2 650 logements. Dans le cadre de son évolution à Nouméa, elle recherche un

SIC
Nouvelle Calédonie

Directeur technique
rémunération motivante

Votre mission : manager d'une équipe de 35 personnes, vous mettez en œuvre et contrôlez le suivi de l'entretien courant ainsi que les travaux de réhabilitation du patrimoine. Par ailleurs, vous lancez les études et assurez le suivi des opérations de constructions nouvelles.

Votre profil : âgé de 35 à 45 ans, de formation ingénieur bâtiment ou architecte, vous possédez obligatoirement une solide expérience de ce type de poste. Technicien du bâtiment, vous êtes également très sensible aux problèmes de gestion et de coût. De bonne culture générale, vous êtes un manager qui saura par ailleurs s'adapter à de nouvelles conditions de vie.

Envoyez CV et photo, sous réf. P191DP, au Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, à l'attention de Jean-Louis Pagès ; ou consultez la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

---

FORMATION PROFESSIONNELLE

FORMATION
A LA
GESTION DE PROJET

Pour piloter avec succès vos projets de changements technologiques et de modernisation

L'IFG propose aux ingénieurs et cadres une formation globale.
Début du stage : mars 1991

IFG
INSTITUT FRANCAIS DE GESTION

CONTACT :
Josette COLOMBO
Tél : (1) 40 59 32 96

BAC + 4

LE CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE L'ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

organise, à compter du **04 MARS 1991**

LE MASTER DE MANAGEMENT DU TOURISME D'AFFAIRES

Une formation de haut niveau pour les futurs cadres du secteur Congrès - Expos - Salons - Foires - Evénements.

7 mois à temps plein à PARIS

Gratuite et rémunérée pour demandeurs d'emploi parisiens (75).

Envoyer C.V. + Lettre de motivation + Photo, à :
E.S.G. Formation Continue - 19 rue Erard - 75012 PARIS

---

cegos

GESTION DU PERSONNEL

Consultants Formateurs

Professionnel de la gestion du personnel, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités opérationnelles, tout en approfondissant vos compétences. Nous vous proposons de concevoir et d'animer des stages de formation dans votre domaine, en entretenant des contacts avec des entreprises et des publics variés. N° 1 de la formation des adultes en Europe, nous vous donnerons les moyens de vos ambitions. Si vous avez plus de trois ans d'expérience comme chef du personnel ou adjoint de DRH, une formation de niveau 3e cycle, la vocation de devenir consultant formateur,

merci d'adresser lettre man. et CV sous réf. 23864/M à Marie-José FOURNIAT - **CEGOS Division Recrutement**
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cédex.

Filiale d'une multinationale française de prestations de services, notre fort développement (près de 400 centres de profit) nous amène à recruter un :

CONSULTANT INTERNE
en organisation

■ *Vous serez chargé de la conceptualisation et de la mise en application de nouveaux systèmes d'information décentralisés. Après la formation des utilisateurs, vous suivrez et contrôlerez l'efficacité de ces nouveaux outils.*

■ *De formation Bac + 5 avec une expérience d'organisateur en entreprise ou en cabinet, vous êtes méthodique, diplomate, bon pédagogue, et saurez écouter comme vous faire écouter.*

■ *Pour ce poste basé en région parisienne avec de fréquents déplacements en province, les perspectives de développement sont attractives.*

Merci d'adresser lettre de candidature + CV + prétentions sous réf. 1011/BNLM à votre Conseil.

ILE-DE-FRANCE
57, BD DE MONTMORENCY
75016 PARIS.

ECCO
CONSULTANTS

MEDIAPA

هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

Si Saint-Exupéry connaissait La Poste d'aujourd'hui il volerait certainement vers nos 80 métiers.

JEUNES DIPLOMES BAC + 3

SAINT-EXUPERY : un pionnier à l'image de La Poste, novatrice dans la transmission de l'information et dans son rôle d'établissement financier. Jeunes diplômés, Bac + 3, rejoindre La Poste, c'est intégrer une véritable entreprise au service de tous et partenaire de chacun.
Votre partenaire, grâce à une formation technique, commerciale et humaine, une structure créative, des outils informatiques de pointe.
Le partenaire de sa clientèle d'entreprise et de particuliers, grâce au professionnalisme de ses 300 000 collaborateurs, son rang de premier réseau national, de deuxième institution financière.

Alors, pour concilier votre performance personnelle et votre motivation pour l'intérêt général : un métier à La Poste, une excellente idée pour votre avenir!...

Les 4 et 5 Avril 1991, 250 postes de cadres sont offerts par concours (clôture des inscriptions le 1er mars).

Renseignez-vous dans l'un de nos 17 000 bureaux de poste ou composez l'un des numéros suivants.

Vous verrez certainement La Poste sous un jour nouveau.

NUMERO VERT
05 34 05 34
05 05 66 77

LA POSTE

RESPONSABLE RESEAU INTERNATIONAL

Paris - La qualité de nos interventions passe par la fiabilité de nos 300 correspondants, répartis dans le monde entier. Au sein de la direction internationale, vous serez responsable de l'équipe chargée de l'animation de ce réseau de correspondants. A ce titre, vous assurerez l'interface entre les différents correspondants et les sociétés du groupe, serez responsable du bon fonctionnement et du développement du réseau, animerez les correspondants existants (recrutement, information, contrôle) et contribuerez à la création de nouvelles implantations. Vous gèrerez un budget de fonctionnement important. A 30 ans minimum, de formation supérieure type ESC, vous avez acquis une solide expérience de l'animation d'un réseau dans le domaine des services, en France ou à l'international. Bilingue anglais, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger, la pratique d'une troisième langue sera appréciée. Ecrivez à notre conseil, C. BUSO, en indiquant vos prétentions et la référence A/F9758M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA)

europ assistance

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE
assurant la liaison entre l'Administration et les Entreprises pour l'application d'un important programme national de modernisation des PMI
recherche

CHARGES DE MISSION

A 30/50 ans, de formation supérieure Ecole d'Ingénieurs et/ou de Gestion, vous disposez d'une expérience du monde industriel et, si possible des PMI. Vous y avez acquis une solide connaissance tant des problèmes techniques que de gestion des entreprises.

Soucieux de participer au développement des PMI et à l'amélioration de leur compétitivité, vous aurez pour mission de promouvoir les programmes de diffusion des nouvelles technologies dans le domaine de la micro-électronique et des matériaux avancés auprès des chefs d'entreprises d'une ou plusieurs régions.

Doté d'un excellent contact humain, vous saurez convaincre vos interlocuteurs de leur intérêt à bénéficier de ces programmes d'aide, vous les assisterez dans le montage des dossiers et serez responsable de l'analyse financière et de l'instruction des demandes. Rigoureux et méthodique, vous assurerez par ailleurs la gestion administrative de ces procédures, ce qui implique de solides qualités d'analyse, de synthèse et le sens de l'organisation.

Diplomate, vous saurez, grâce à vos qualités relationnelles, vous adapter avec aisance au fonctionnement de l'Administration et travailler en bonne collaboration avec ses équipes régionales.

Ces postes, qui nécessitent une grande mobilité à l'intérieur de la ou des régions concernées, seront basés à :

BESANCON - DIJON - DOUAI - PARIS - ROUEN

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la ville de votre choix, sous réf. 281 à C.K. - 23 bis, rue Pierre Guérin 75016 PARIS

Chantal Kenwyn

OPAC DU NORD

1er office H.L.M. du Nord/Pas-de-Calais,
3e de France de par l'importance du patrimoine géré,
l'Office Public d'Aménagement et de Construction du Nord
recherche dans le cadre de sa démarche Qualité Totale

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION (H./F.)

Directement rattaché au Directeur des Ressources Humaines et de la Communication, vous définissez et mettez en œuvre notre politique de communication interne et externe. Vous veillez au respect de la stratégie, des objectifs, des procédures et de la cohérence d'ensemble des actions menées.
Force de proposition et de motivation, vous pilotez un centre d'activités et animez vos équipes spécialisées (relations publiques, secrétariat de rédaction, studios, imprimerie) avec un sens développé du service au client.
A 28/35 ans environ, de formation supérieure (CELSA, ESC, ESJ, etc.), une expérience acquise en Agence ou dans une entreprise publique ou privée vous incite à exploiter pleinement votre créativité, votre sens de l'organisation et votre désir d'entreprendre.
Venez relever ce challenge et nous faire partager votre enthousiasme.

Pour ce poste basé à LILLE, **merci d'adresser lettre manuscrite,**
C.V., photo et prétentions
au Directeur des Ressources Humaines de l'OPAC DU NORD,
27, boulevard Vauban - BP 309 - 59020 LILLE Cedex

RELEVER LE DÉFI DE L'HABITAT SOCIAL

Dans le monde :
8 500 restaurants

Pizza Hut.
France

En France :
12 actuellement,
20 fin 91, 120 en 95
et 300 en 99

Filiale de **WHITBREAD**, 3e brasseur britannique
exploitant également des chaînes de restaurants et d'hôtels, et plus de 200 PIZZA HUT en G.B.

PARTICIPEZ A NOTRE EXPANSION en développant ce poste **TRES EVOLUTIF**
à Marne-la-Vallée (RER Noisiel - 25 mn du Châtelet)

RESPONSABLE MARKETING

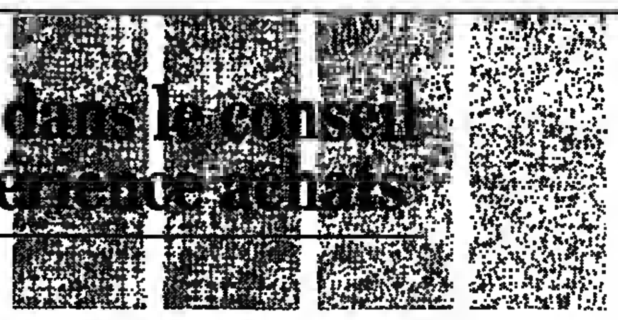
28 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée de marketing et une bonne connaissance de l'anglais.

Relevant du PDG, membre du Comité de Direction, vous bénéficierez d'une **LARGE AUTONOMIE**. Assisté d'une Secrétaire dans un premier temps, vous serez responsable de la **TOTALITE** de cette fonction et notamment de : • analyse des ventes et de la concurrence, • stratégie marchés-produits, • conception et mise en place de nouveaux produits, • moyens destinés à développer les ventes (publicité, promotions, éditions, etc.), • relations avec l'agence de publicité, gestion et suivi du budget.

Courts déplacements sur le terrain.

Merci d'écrire sous réf. PIZ/RES.MARK/93M en indiquant votre salaire actuel à : Richard Bénatouil
GROUPE BBC Conseil - 1 bis, place de Valois 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurées.

Valorisez dans le conseil votre expérience achats



Peat Marwick
Consultants est
membre du réseau
mondial KPMG.
A Paris,
200 professionnels
de haut niveau
accompagnent les
entreprises dans
leur évolution.

Vous êtes Diplômé(e) d'une grande école et maîtrisez une ou plusieurs langues étrangères. Vous avez acquis une expérience de cinq ans minimum dans la fonction achats au sein d'une grande entreprise industrielle ou en cabinet.

Vous pourrez valoriser et enrichir vos compétences au sein de notre cabinet en participant à des missions de type : internationalisation des achats, intégration dans le développement des produits, construction de partenariat, organisation de service...

Peat Marwick Consultants, par la variété de ses missions et son environnement international, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Régnier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-60 à Peat Marwick Consultants Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

KPMG Peat Marwick Consultants

Le Monde des Cadres

Société de Services aux Entreprises d'implantation nationale (effectif plus de 1.000 personnes) appartenant à un Groupe important recherche son

DIRECTEUR DU PERSONNEL

(basé PARIS)

Il propose et fait appliquer la politique de l'Entreprise en matière de gestion et d'administration du personnel.

Interlocuteur des Directeurs Régionaux, il anime, conseille et contrôle dans une structure très décentralisée. Il rend compte au P.D.G. de l'entreprise.

Agé de 30 à 40 ans. Diplômé de l'Enseignement Supérieur, c'est un généraliste de la fonction Personnel pouvant justifier d'une expérience réussie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 4935 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG
LYON - MARSEILLE - BREST **EUROMESSAGES**

ORC

MINISTERE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION

Recrute par concours national

110 ATTACHÉS DE PRÉFECTURE

concours externe

Emploi : cadre de préfecture.

Conditions :

- être titulaire d'un diplôme de second cycle de l'enseignement supérieur,
- avoir la nationalité française et moins de 35 ans.

Inscription : date limite 20 février 1991.

Epreuves écrites : 18 et 19 avril 1991.
dans 33 centres d'examen

Renseignements :

- bureau des personnels « Etat » de votre préfecture,
- bureau du recrutement.

SDRF BP 188 - Marne-la-Vallée Cedex 02
Tél. : 60-37-11-06 - 60-37-12-29 - 60-37-13-23

L'Institut universitaire de technologie « A »
Université de Nancy-II,

recrute

DES MAITRES DE CONFÉRENCES

Pour le 1er octobre 1991,

Dans les disciplines suivantes :

- **Droit privé (1)**
- **Sciences de Gestion (3)**
- **Langue et Littérature Anglo-Saxonnes (1)**
- **Sciences de l'information et de la Communication (2)**

Date limite de dépôt des candidatures :

25 FÉVRIER 1991

Pour tous renseignements, s'adresser à :
l'IUT « A », 2 *ter*, boulevard Charlemagne - 54000 NANCY
Service du personnel. Tél. : (6) 83-91-31-31, postes 3158/3156

VILLE DE BANLIEUE (94)

recherche pour son service d' « information municipale »

un(e) JOURNALISTE

intéressé(e) par la communication et les métiers d'imprimerie

- *formation dans une école de journalisme souhaitée,*
- *4 à 5 ans de professionnalisme exigés,*
- *carte de presse souhaitée,*
- *pratique d'un traitement de texte indispensable.*

pour la rédaction du bulletin municipal, supports divers et le suivi des grands dossiers.

Adresser lettre et CV sous n° 8223
Le Monde Publicité - 5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS

CABINET BLOCH

Conseils en propriété industrielle

recherche

Spécialistes ou Conseils en brevets électroniciens

anglais - allemand

Envoyer lettre et curriculum vitae

2, square de l'Avenue-du-Bois
75116 PARIS

DIRECTEUR du DÉPARTEMENT DENTAIRE

Il aura en charge la responsabilité des résultats économiques de ce secteur, comprenant 29 fauteuils situés en région Midi-Pyrénées.

Manager d'une équipe d'environ 100 personnes et travaillant étroitement avec les Services Fonctionnels, c'est un homme d'écoute et une force de proposition.

A 35-40 ans environ, le candidat, de formation supérieure (Sup. de Co, Médecine complétée d'une formation de Gestion en économie de la Santé), justifie d'une importante expérience d'encadrement opérationnel et dispose de réelles qualités de gestionnaire et de manager.

Une connaissance du milieu mutualiste ou de l'environnement économique de la Santé est un plus.

Merci d'adresser votre CV, sous n° 8224
Le Monde Publicité - 5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS

EFIDIS

VOTRE HABITAT, NOTRE VOCATION

filiale de **Foncier Habitat** membre du **Groupe Crédit Foncier** recherche pour accompagner le développement de son activité de promotion un

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Sous l'autorité du Directeur de la promotion et au sein d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous êtes responsable du montage, du suivi et de la réalisation d'opérations immobilières en locatif, en accession et en aménagement.

Vous serez partie prenante de notre politique de développement.

Nous offrons pour des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Si vous pouvez faire état d'une expérience confirmée de la maîtrise d'ouvrage, d'une formation supérieure, de qualité de rigueur, d'esprit d'équipe, d'autonomie et de sens commercial.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite sous les références DPR/01/MOD à

EFIDIS BP 135 - 94234 CACHAN CEDEX

GROUPE CRÉDIT FONCIER

PLURIAL

Important organisme de recouvrement

recherche

DANS LE CADRE DES FORMATIONS EN ALTERNANCE, POUR SON SECTEUR CONTENTIEUX

TITULAIRES D'UNE MAITRISE EN DROIT

(Option droit privé)

Agés de moins de 26 ans.
Dégagés des obligations militaires.
Rémunération mensuelle brute de 5 675 F sur 13 mois 2/3.
Possibilités d'évolution dès le 4e mois.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et de la copie du diplôme exigé devront être adressées à :

URSAFF de Paris. Direction du personnel
3, rue Franklin - 93518 Montreuil Cedex

LE CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER DE RENNES

recherche son

Secrétaire Général

Son rôle consiste à seconder le Médecin-Directeur de Centre dans l'exercice de l'ensemble de ses fonctions administratives.

Ce poste conviendrait à un responsable ayant au minimum 30 ans, titulaire de diplômes de l'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience dans une équipe de Direction, soit dans une entreprise privée ou un organisme social, soit comme cadre hospitalier ou de la Santé Publique.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature, qui sera étudiée en toute confidentialité, lettre manuscrite, curriculum vitae, photos, prétentions financières, sous réf. FC-CRLC SG à :

F. CHATEL, KPMG FIDUCIAIRE DE FRANCE,
8, place du Colombier - BP 509 - 35006 RENNES CEDEX.

L'ADEP, Agence nationale pour le Développement de l'Education Permanente, spécialisée dans l'ingénierie éducative et l'analyse des systèmes de formation

recrute

DES INTERVENANTS

De formation supérieure de troisième cycle,

- ils maîtrisent les méthodes d'analyse technique des bassins de formation et d'emploi,
- ils savent rédiger,
- ils s'engagent sur des échéances,
- ils connaissent les procédures décisionnelles des systèmes de formation initiale et continue.

Lieu de travail : Marne-la-Vallée - 150 Kf +

Adresser candidature + CV à l'attention de Claude Rimbert
APEC Marne-la-Vallée - BP 121 - 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2

---

polyCom

Opérateur Européen de télécommunications par satellite

recherche

un DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Cet ingénieur de 28/35 ans environ possède de bonnes connaissances en transmissions de données, et si possible dans le domaine des satellites. En contact permanent avec les clients et prospects, il devra étudier et mettre en œuvre les solutions techniques permettant de répondre à leurs besoins. Imaginatif, autonome et rigoureux, il devra lancer et suivre les développements nécessaires à la croissance du réseau et des services. Anglais indispensable.

Ecrire à PolyCom, 60, rue de Richelieu, 75002 PARIS
Téléphone : 49-27-04-65

Importante Société (315 personnes), spécialiste en machines tournantes, implantée sur les cinq continents, dans le cadre de ses développements recherche pour son siège Paris-Sud

DIRECTEUR COMMERCIAL POUR SA DIVISION MOTEURS SPECIAUX

Mission : sous l'autorité du Directeur Commercial et Marketing du Groupe, vous serez chargé du développement des Ventes France et Export, vous managerez une équipe de 18 personnes dont 10 commerciaux multicartes.

Profil : Ingénieur Electrotechnique ou Electromécanique, Arts et Métiers, ... âgé de 35 à 40 ans, vous possédez de préférence une expérience technique et commerciale significative du domaine d'activité. Allemand nécessaire, anglais souhaité.

Merci d'adresser CV + Photo + lettre manuscrite sous réf 91035 à LEVI-TOURNAY/ASSCOM - 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

CNFPT

Le Centre national de la Fonction Publique Territoriale. Établissement Public de Formation. Budget 800 MF. 1 300 agents permanents. 26 Directions Régionales. 3 Ecoles nationales.

recrute d'urgence pour son siège parisien

1 ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

en charge de la coordination des moyens logistiques de l'Etablissement (Ressources Humaines, Finances, Patrimoine, Informatique, Achats, Gestion du Siège).

Sous l'autorité du Directeur Général et en collaboration étroite avec le Directeur Général Adjoint responsable de la formation, il (elle) devra concevoir et conduire la modernisation des outils de gestion dans le contexte d'une évolution importante de l'offre de formation.

Envoyer candidature manuscrite + CV et photo
Monsieur le Président du CNFPT,
3, villa Thoréton – 75738 PARIS Cedex 15

Région AQUITAINE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PAU

La Chambre de Commerce et d'Industrie de PAU prend de nouvelles orientations dans le domaine du développement économique et du conseil. Pour être plus proche des PME - PMI - Collectivités Locales, nous avons décidé de recruter :

2 CONSEILLERS ECONOMIQUES

Chargés de visiter les Entreprises et les Collectivités Locales, ils répondront directement ou indirectement à leurs besoins et animeront le tissu économique de leur secteur. Niveau requis : BAC + 4 minimum. *Réf. 202/64*

1 CONSEILLER EN AMENAGEMENT

Son expérience et sa technicité lui permettront d'étudier et de participer à la réalisation de Parcs d'activité économique (zones industrielles ou commerciales). *Réf. 203/64*

Vous avez de la personnalité, une ouverture commerciale avec une expérience professionnelle.
Si vous vous reconnaissez dans ce challenge, merci de bien vouloir adresser CV, photo et lettre de motivation avec prétentions salariales sous la référence choisie à :

TEAM CONSULTANTS
17, allée des Amandiers - 33850 LEOGNAN

TEAM CONSULTANTS

LA SYNERGIE DU CONSEIL

GRAND SUD

MACH

PMI spécialisée dans la machine automatique de montage et d'assemblage recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

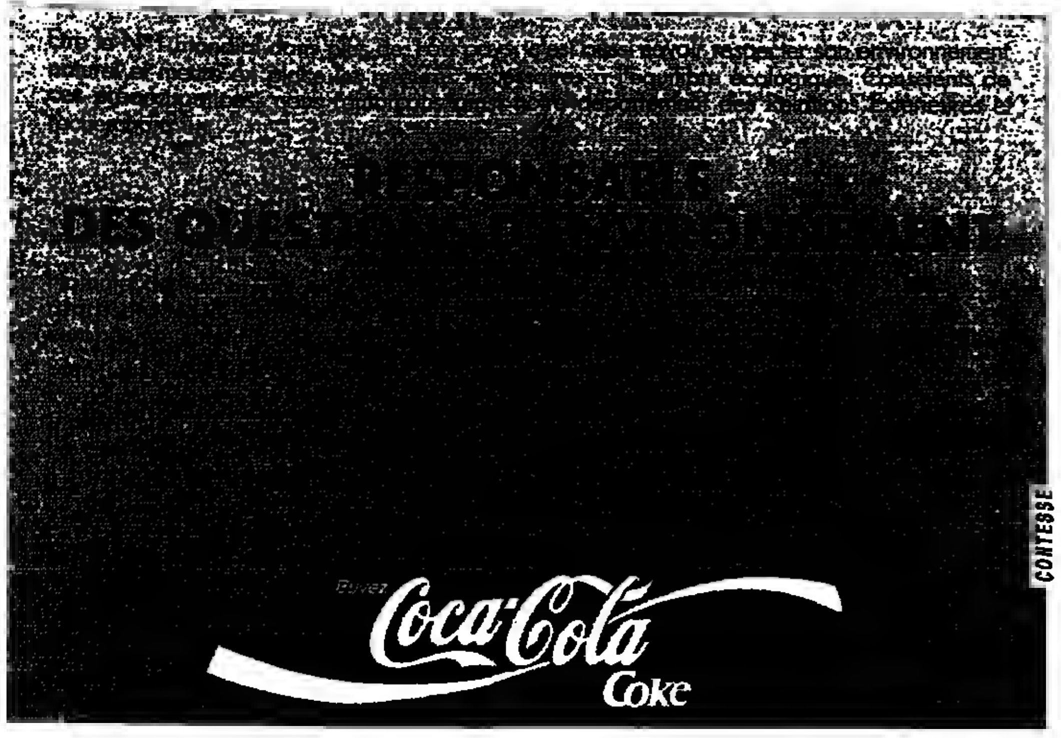
Mission : Chargé des relations avec les équipementiers automobiles, les fabricants d'électroménager et d'appareillage électrique auprès des services méthodes et industrialisation.
Le titulaire assure l'action commerciale, l'élaboration conjointe du cahier des charges et le suivi du projet.
Profil : Ingénieur de formation, le titulaire devra posséder une réelle expérience et une bonne connaissance du marché.
Poste basé à ANNECY

Adresser CV et lettre manuscrite avec prétentions à : **MACH 1**
Lieu-dit Saint Paul, 74330 EPAGNY

Bleu

هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres



ressources humaines : l'esprit et la lettre...

Leader dans la conception et la commercialisation de systèmes de gestion informatisée, nous sommes la référence sur notre marché. (1000 p. - CA : 1,2 milliards de F.). Notre combativité s'appuie sur une forte culture d'entreprise, riche de succès et d'efforts. Pour que cette volonté commune accompagne notre expansion, il lui faut non seulement s'appuyer sur des objectifs commerciaux et techniques, mais aussi sur une gestion des ressources humaines en harmonie avec la stratégie de l'Entreprise : c'est la mission du Responsable des Ressources Humaines que nous souhaitons coopter. Il s'agit donc pour lui d'opérer la synthèse entre la politique de notre Société, les exigences de notre profession et ses nouveaux métiers, les aspirations de nos salariés et l'évolution de leurs carrières, l'implication du management dans l'animation et la valorisation de ses collaborateurs. En concertation avec le Directeur du Personnel et des Relations Sociales dont il dépend, il élabore, conçoit et met en œuvre les structures et les outils propres à asseoir une véritable gestion des ressources humaines. Professionnel(le) de la fonction depuis presque 10 ans, vous avez pu conjuguer les apports d'une double compétence : celle d'une culture et d'une pratique des aspects juridiques de votre métier, celle également d'une expérience de la gestion des ressources d'une organisation commerciale et technico-commerciale fortement décentralisée. Le poste, basé au Sud-Ouest de Paris, nécessite des déplacements sur toute la France. Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature s/réf. 2099/LM.

ALPHA CDI 20 avenue André Malraux 92300 LEVALLOIS-PERRET.

ALPHA CDI

CONTESSE

AMENAGEMENT ET SYSTEMES DE TRANSPORTS

CHARGE D'ETUDES

Un groupe privé français de tout premier plan offre un poste motivant de "Chargé d'études".

Ce poste conviendrait à un candidat Sciences Po, DESS, ESC ou Ingénieur, ayant environ deux ans d'expérience études dans le domaine de l'aménagement et du déplacement de personnes. Il sera à même de mener avec autonomie des études impliquant l'intégration de données qualitatives et quantitatives sur des plans démographiques, économiques, ..., et de les présenter à des interlocuteurs de haut niveau.

La réussite dans ce poste, outre d'excellentes qualités d'analyse, de synthèse, d'ouverture d'esprit, implique un solide dynamisme et des qualités relationnelles marquées.

Larges perspectives d'évolution vers des postes opérationnels.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 6C 2010-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

CA VALENCE

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LA DRÔME (600 salariés)

chargé de clientèle entreprises, devenez

conseiller financier

au sein de notre nouvelle agence spécialisée

Le CREDIT AGRICOLE est la première banque européenne et notre Caisse Régionale à taille humaine est en plein essor.

Venez développer notre portefeuille de PME en leur proposant nos produits de financement en francs et devises, placements, opérations de haut de bilan...

Bientôt 30 ans, Bac + 4 au moins, vous êtes chargé de clientèle entreprise dans une grande banque et pressé de prendre des responsabilités. Analyste expérimenté et rigoureux, vous avez aussi un bon talent commercial.

Ecrivez ou téléphonez au 76.40.41.14 à Christine MARTY, consultante (réf. 3989 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
LILLE - PARIS - STRASBOURG
LYON - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

CONTESSE

ENVIE D'ENTREPRENDRE !

Société d'Equipements spécialisée dans l'aéronautique et la Formule 1 (250 MF), filiale d'un Groupe International, recherche dans le cadre de son développement

RESPONSABLE DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

REF : RPD/91

Agé d'environ 30/35 ans, Ingénieur (Mines, Centrale, Arts et Métiers...), vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans le développement et l'industrialisation de produits aéronautiques.

Vous avez un réel sens du contact et de la négociation, et pratiquez couramment l'anglais.

En étroite collaboration avec le Directeur Industriel, vous coordonnerez l'ensemble des programmes de développement en corréla-tion avec nos services internes et nos partenaires industriels.

En toute autonomie, vous assurerez le contrôle de l'élaboration des projets jusqu'à la phase d'industrialisation. Vous animerez les études de prix de revient et contrôlerez les budgets.

RESPONSABLE DES ACHATS ET DE LA SOUS-TRAITANCE

REF : RAS/91

Agé d'environ 30/40 ans, Ingénieur ou équivalent, complété si possible par un diplôme E.S.A.P, vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire, et maîtrisez l'anglais.

De tempérament relationnel, vous possédez un sens aigu de la négociation et des responsabilités.

Vous gérerez le budget des achats et celui de la sous-traitance d'un montant supérieur à 50 Millions de Francs.

Indépendant et responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous définirez et mettrez en oeuvre notre politique d'achat.

Vous avez envie d'entreprendre : Alors appelez en toute confidentialité RSCG Profil au 40.93.52.96 du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 ou adressez votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à RSCG PROFIL 2, rue Rouget de Lisle 92137 ISSY-LES-MOULINEAUX.

40 93 52 96

secan

RSCG P.A.

SOPAD NESTLE
MONT BLANC
Maggi
Nesquik
MILO
Bon Jour
Bolino
mousline
NESCAFE

ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL

Dans l'usine de St-Quentin (Aisne) qui compte 700 personnes, vous serez l'assistant du chef de personnel.

Votre mission concernera au départ la formation (budget de 20 000 heures) et la communication ; elle s'étendra progressivement à tous les autres aspects de la fonction.

Jeune diplômé, attiré par la gestion du personnel sur site industriel, vous avez une formation Grande Ecole ou universitaire (Bac + 5) et une première expérience si possible en usine.

Adressez votre candidature à Alain Girard - Direction du Recrutement - 17, Quai Paul Doumer 92410 Courbevoie Cedex.

ETRE ENSEMBLE EN RESTANT UNIQUE Nestlé

---

aéroports magazine

mensuel de référence des professionnels du transport aérien recherche son

REDACTEUR EN CHEF

Responsable du megezine, de sa conception é se réalisation, vous pilotez une équipe de journalistes de métier. De formation supérieure (école de journalisme, I.E.P. ...) à 30-35 ans vous avez une expérience de presse d'au moins 5 ans.

Homme de terrain, dynamique et créatif vous maîtrisez les techniques de journalisme et de l'édition et parlez couramment l'anglais.

Une connaissance du monde du transport serait un plus. Poste basé à PARIS. Déplacements en France et à l'étranger.

AEROPORTS MAGAZINE est édité par le département communication d'AEROPORTS DE PARIS (6 000 pers. - 5 Milliards de CA).

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CB/426, à **Aéroports de Paris** - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - Orly Sud 103 94396 ORLY AEROGARE CEDEX

MEDIAPA

AJCR

Conseil en gestion des ressources humaines

12 ans d'existence, 15 personnes

Présents à Marseille, Lyon, Toulouse et bientôt Paris, nous avons pour partenaires une clientèle fidélisée de grands comptes et d'entreprises régionales. Nos interventions concernent le Conseil Social, la Formation, le Recrutement (par voie d'annonce et approche directe), la Dynamique de Carrière.

Notre développement nous amène à rechercher un

CONSULTANT FORMATEUR

compétent en outils de gestion du personnel et communication interne.

La fonction implique des déplacements fréquents sur toute la France, mais **le lieu de résidence n'est pas imposé.**

Le profil le mieux adapté pour occuper ce poste : • 30/40 ans. • Formation supérieure (Bac + 4). • Expérience de 5 ans en Gestion du Personnel **dont 2 ans minimum d'animation de groupes** (cadres et maîtrise) ; la connaissance du recrutement serait un atout sérieux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV et rémunération actuelle), sous la référence AJ17/M, à Hélène Olivetti, AJCR, 3 rue Beauvau, 13001 Marseille.

MARSEILLE TOULOUSE

Groupe d'entreprises du secteur agro-alimentaire en très fort développement (500 personnes, 7 sociétés) implanté dans l'Aube, recherche

CHEF DE PERSONNEL

A 40 ans environ, votre formation supérieure et votre expérience de professionnel de la fonction personnel vous autorisent à envisager une évolution vers des responsabilités larges, dans une structure solide et sécurisante, ouverte sur l'avenir.

Vous mettrez en œuvre la politique sociale que vous aurez élaborée avec le Directeur Général, et vous serez l'élément moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines.

Votre compétence, votre autorité naturelle et votre disponibilité seront particulièrement appréciées dans le climat de confiance et de simplicité que vous contribuerez à entretenir.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous référence 209 à notre conseil qui garantit réponse et discrétion à:

JD SELECTION,
B.P. 51, 10300 SAINTE-SAVINE.

SÉLECTION

MEDIA-SYSTEM

P.A. PUISSANCE 3

Le Monde de la Fonction Commerciale

RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE

400.000 F

Banlieue parisienne - Informatique graphique. Ce groupe international, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de moniteurs graphiques à haute définition, recherche son responsable commercial pour la France. Basé en proche banlieue parisienne et rendant compte directement à la maison mère, il sera personnellement chargé du développement des ventes, sur le territoire français, auprès des OEM et des grands comptes, avec l'assistance d'un technicien chargé du support technique à la clientèle. Ce poste s'adresse à un cadre commercial confirmé, âgé d'au moins 30 ans et possédant une formation supérieure commerciale ou technique (spécialisation en électronique). Il devra justifier d'une connaissance approfondie du marché de l'électronique, sur lequel il aura commercialisé des équipements sophistiqués, ainsi que d'aptitudes réelles à la vente et au management. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération (fixe + intéressement) sera assortie d'une voiture de fonction et dépendra de l'expérience et des compétences présentées. Ecrire à D. MORETTE en précisant les prétentions et la référence A/R9848M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.69.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

PRISME : SSII internationale sur systèmes intermédiaires (IBM - AS 400). 220 personnes.
Déjà implantés en France et en Espagne, nous ouvrons nos marchés à l'Italie, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne.
Pour notre siège situé à JOUY, nous recherchons des

Ingénieurs d'affaires

A réception d'un appel d'offres, vous initierez et mènerez les divers contacts avec les propects. En collaboration avec vos collègues consultants, vous élaborerez une proposition, vous saurez la défendre et la négocier au mieux pour conclure la vente. Interlocuteur privilégié des clients, vous veillerez à leur entière satisfaction et les accompagnerez dans leur développement en proposant des progiciels adaptés à leurs besoins.

De formation supérieure Ecole de Commerce ou de Gestion, vous avez une solide expérience de la vente de projets ou de progiciels de gestion. Cette mission requiert de réelles aptitudes commerciales, un esprit d'analyse et de synthèse et un très fort dynamisme.

Notre système de rémunération est particulièrement motivant (plus de 500 KF répartis en salaire fixe + intéressements) et vous disposerez d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Philippe VANDEPUTTE - Société PRISME - 2/4, rue J.B. Huet 78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 34.65.93.70.

PRISME

MEDIAPA

L'image sur toute la ligne

. 10% du CA investis en R et D
. 600 brevets déposés par an
. des laboratoires à travers le monde

Les compétences les plus pointues sont à l'origine de la capacité d'innovation de THOMSON. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les Laboratoires Electroniques de Rennes (250 personnes dont 150 ingénieurs), situés dans une région pilote pour le développement des ***télécommunications*** *et qui ont pour mission de conforter l'avance technologique du groupe dans le* ***domaine de l'image****. Notre équipe commerciale se renforce et recherche :*

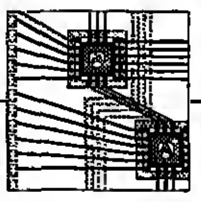
INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Vous êtes chargé de promouvoir et d'exporter notre savoir-faire dans le domaine de l'imagerie. Pour cela, vous participez à des programmes européens (gestion des projets CEE, établissement de partenariats....).

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez reçu une bonne formation en électronique, vidéo et/ou télécommunications. Une expérience préalable vous a familiarisé avec la définition de produits et leurs évolutions. Vos qualités relationnelles vous ont aidé à conclure des contrats commerciaux, plus particulièrement à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une autre langue sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 051 à
THOMSON/LER - Françoise JOULAUD
Avenue de Belle Fontaine - 35510 Cesson Sévigné.

HCAP



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

La filiale de Financement aux Professionnels d'une très grande banque française recherche un

Ingénieur Commercial en Financement Informatique

Rattaché au Responsable du marché informatique, il aura la responsabilité du développement d'un volume d'affaires dans le cadre d'un accord avec un très important constructeur informatique.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée de la fonction au sein d'un Etablissement Financier, ou du département financement des ventes d'un constructeur.

Agé de 27/35 ans à fort potentiel, vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique qui saura vous offrir de très bonnes perspectives d'évolution.

Contactez **Jean-Louis Ferrein** au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking & Insurance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous la réf. JLF6199MO.

MP

LBV

Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

[illegible]

COMMERCIAL

SA MISSION

s'impliquer dans un projet au sein d'une équipe, en assumant la vente et l'assistance commerciale des produits Assurance-Vie collective sur le marché des entreprises (clientèle captive d'un groupe bancaire).

SON PROFIL

- 28-35 ans,
- Une première expérience réussie de 3/4 ans comme technico-commercial, dans le domaine des services aux entreprises, ou inspecteur dans une compagnie-Vie, branche groupe (commercialisation des produits de retraite ou de prévoyance),
- Le sens de la négociation,
- Si possible la connaissance de la fiscalité de l'entreprise.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Des déplacements en province, de courte durée, sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions à PREMIER CONTACT sous référence 10249 au 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET qui transmettra ou tapez 3615 code PCONTACT.

CONTESSE

CA

Le Crédit Agricole de la Haute-Marne à Langres

recrute

DES AGENTS COMMERCIAUX

- Si *vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur à caractère commercial* (BAC + 2 à + 5),
- Si *vous êtes* AMBITIEUX, DYNAMIQUES *et possédez le goût affirmé des contacts humains,*

VOS CANDIDATURES NOUS INTÉRESSENT.

Adresser C.V. *manuscrit et une photo à :*

Monsieur le Chef du Personnel
CRCAM *de la* HAUTE-MARNE
BP 150 - 52200 LANGRES

Acteur du développement économique !

Véritable moteur de l'activité économique, nous souhaitons rencontrer des collaborateurs pour enrichir notre maîtrise de l'avenir.

CHARGE DE PROSPECTION INTERNATIONALE

Lyon

Conseiller, assister les entreprises étrangères, en leur proposant les éléments sociaux-économiques susceptibles de favoriser leur implantation ou leur réimplantation dans la région lyonnaise, telle est votre mission. Ceci conformément aux objectifs de l'ADERLY (Association pour le Développement Economique de la Région Lyonnaise), un des premiers organismes de développement économique en France, chargé de la décentralisation des grands groupes français, de l'implantation de sociétés étrangères, et de la création de services de haut niveau.

Cette prospection concerne l'ensemble des firmes internationales et notamment celles implantées en Europe (y compris les firmes nord-américaines et japonaises).

De formation commerciale supérieure ESC, HEC ou Sciences Economiques, vous possédez de préférence une licence en droit ou équivalent. Votre expérience de 5 ans au moins des contacts commerciaux ou juridiques acquise au sein d'un organisme national ou international ou dans une entreprise de taille internationale, vous a permis de mettre en avant votre esprit de synthèse, votre talent de développeur, votre sens aigu de la négociation et de la démarche commerciale au plus haut niveau.

Vous maîtrisez l'Anglais courant et si possible une autre langue, et connaissez le tissu économique, industriel, et culturel lyonnais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf.27619 sur l'enveloppe, à HCA - 11, rue Pdt Carnot - 69002 LYON

HCAP

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

Traçons l'avenir

Nous sommes une entreprise traditionnelle moyenne spécialisée dans les installations de criblage et de préparation de produits en vrac. Nous recherchons dès à présent un

CHEF DE VENTE

pour toute la France, domicilié dans la région Ile-de-France

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieurs et possédez une grande expérience dans le domaine de la préparation de produits en vrac ainsi que de bonnes connaissances de la technologie des procédés industriels étant donné qu'il s'agit de biens d'investissement innovateurs et de haute qualité.

En tant que conseiller, vous vous adresserez aux clients provenant des secteurs minerais non métalliques, chimie, industrie de l'acier et de la métallurgie ainsi que du recyclage. Vous disposerez d'une large autonomie pour négocier et conclure des ventes. Une bonne pratique de l'allemand ou de l'anglais serait souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

HEIN, LEHMANN
Trenn- und Fördertechnik GmbH
Fichtenstrasse 75
D-4000 Düsseldorf
Tél. : 1949/211/7350-234 (M. Böhm). Fax : 1949/211/7350-404

Négociez, Vendez, Analysez, Elaborez, Vous avez le Goût du

[illegible] très active du Groupe SCHNEIDER [illegible] spécialisée dans l'ingénierie, [illegible] création de logiciels exclusifs pour la [illegible] de systèmes, et de process industriels. [illegible] recherchons

NOTRE COMMERCIAL, INGENIEUR D'AFFAIRES

[illegible] formation scientifique supérieure (ingénieur [illegible] ...), vous avez une expérience [illegible] dans un domaine Industriel (CAO/DAO, [illegible] par exemple). Vous voulez aujourd'hui [illegible] un projet enrichissant où seront mises à [illegible] acuité de l'analyse et de la réflexion, [illegible] de haut niveau, persévérance ...

[illegible] de développer les ventes de logiciels et [illegible] dans la partie technique de notre activité [illegible] face à des professionnels).

[illegible] des moteurs d'une réflexion marketing [illegible] clé de notre développement sur les [illegible] internationaux.

[illegible] s'accompagne d'une rémunération très [illegible] réelles perspectives de progression

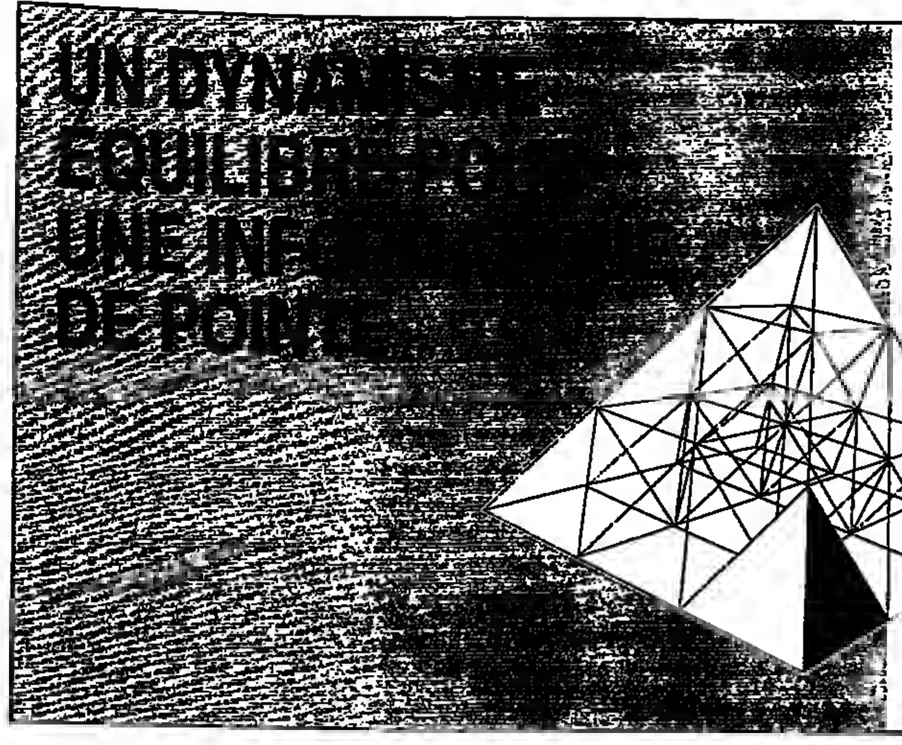
[illegible] candidature avec CV, photo, [illegible] actuelle à notre Conseil [illegible] rue de Dunkerque - 75010 PARIS.

Dépassement !

MEV-TOURNAY/ABCOM

هكذا من الأصل

Le Monde de l'Informatique



INGENIEURS EN LOGICIELS

Nous sommes une SSII DE 100 personnes, implantée à Paris, Toulouse et Toulon spécialisée en :

- Ada
- TEMPS REEL
- GENIE LOGICIEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous êtes INGENIEUR ou UNIVERSITAIRE

- Récemment diplômé, vous êtes impatient de connaître le milieu industriel;
- Plus expérimenté, vous souhaitez développer vos compétences en réalisation de logiciels.

VENEZ REJOINDRE NOS EQUIPES

De larges possibilités vous sont offertes sur des projets en interne ou en assistance technique dans l'AERONAUTIQUE, le SPATIAL, L'AUTOMOBILE ou La DEFENSE. Serait appréciée la pratique des environnements VMS ou UNIX, des micro-processeurs INTEL ou MOTOROLA, des langages Ada, C, Pascal ou ASSEMBLEURS. Nos développements, notre méthodologie interne et notre politique de formation en Ada notamment, ont forgé notre réussite. Ensemble, nous saurons contribuer à la vôtre.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) à 3IP - 104, rue Castagnary - 75015 PARIS.

3ip

ALLIER LA TECHNIQUE AU RELATIONNEL

Au siège de B.M.W. France (St-Quentin-en-Yvelines), notre équipe informatique travaille sur un site I.B.M. performant (MVS, CICS, DL1, DB2, SQL) dans un environnement télétransmission élaboré (serveur Minitel, 200 terminaux). C'est dans ce contexte que nous recherchons un

RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES

Manager à part entière d'une équipe de 7 personnes, vous suivrez dans un environnement international des projets de développement d'envergure et assurerez l'interface avec les utilisateurs.

A 30 ans environ, votre expérience réussie de Chef de Projet vous a permis de maîtriser les développements sur gros systèmes IBM, votre anglais est vraiment opérationnel et vos qualités humaines bien effectives pour réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil Marion de SANDERVAL - COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS - sous la référence RSE/LM.

COR'EX

MEDIAPA

La dynamique Qualité : le cœur de notre métier

Emmanuel H.
Ingénieur
CAP SESA

Notre politique qualité a été reconnue de façon officielle par l'attribution de Labels Qualité. Satisfaire les besoins de nos clients a toujours été notre ambition première.

Ingénieur diplômé, vous possédez 5 ans d'expérience minimum dans le domaine du logiciel. Vous marquez un intérêt certain pour les méthodes et la qualité. Après une formation à nos techniques et à nos méthodes, vous intégrerez notre équipe Qualité composée de 5 personnes. Vous participerez à la rédaction de guides méthodologiques et de plans qualité. Vous organiserez les revues de projets et en assurerez le suivi. Rigueur intellectuelle et pédagogie sont les principales qualités que l'on vous reconnaît.

Venez partager notre savoir-faire et écrivez sous référence 270-M à CAP SESA DEFENSE, Marie-Antoinette MAINCENT,
30 quai de Dion Bouton
92806 Puteaux cedex.

RDV sur Minitel
36 14 CAP SESA

CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOGETI

CURRICULUM

La qualité, preuves à l'appui

SYSECA, Société de Services et d'Ingénierie Informatique (1800 personnes dont 80% d'ingénieurs), partenaire d'un grand groupe industriel international. Depuis plus de huit ans, nous menons une action qualité concrétisée notamment par les attestations RAQ1 et AQAP13. Dans le cadre de cette politique d'entreprise, notre Division Génie Informatique, leader dans la conception et la réalisation d'ateliers et d'outils de Génie Logiciel, a pour vocation le transfert de technologie tant dans le domaine du logiciel que dans celui de la qualité.

INGENIEURS QUALITE LOGICIEL

Rattaché à l'équipe Qualité de la division, vous vous appuyez sur le savoir-faire et les moyens de nos différents départements pour mener à bien des missions de conseil :

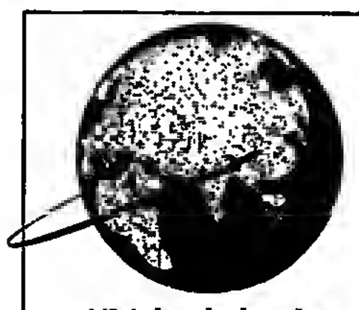
- assistance à l'élaboration de la politique qualité chez nos clients
- mise en place de l'assurance et du contrôle qualité de nos projets.

Ingénieur de formation, vous avez acquis une compétence Qualité Logiciel lors de trois à huit ans d'expérience dans le développement de projets. La diversité des domaines techniques que vous aborderez et la taille des projets auxquels vous participerez vous permettront de valoriser votre expérience et d'évoluer vers d'autres responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1316 S :
SYSECA - 315 Bureaux de la Colline - 92213 Saint Cloud Cedex.

SYSECA

HCAP



N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 1 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard de francs.

Notre Département "Mesures et régulations", spécialisé dans les équipements aéronautiques de pointe (capteurs et calculateurs) recherche des :

Jeunes Ingénieurs Informaticiens

Diplômés Grandes Ecoles ou 3ème cycle universitaire.

Vous prendrez en charge, au sein de petites équipes, la réalisation des logiciels temps réels de nos équipements, depuis la définition jusqu'à la certification.
Vous assurerez leur intégration et procéderez aux tests nécessaires.
Nos logiciels sont en langage évolué (PASCAL - ADA - C).
Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience.
Vos connaissances en électronique et la maîtrise de l'anglais seront très appréciées pour ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M1D7 à Isabelle Chelet, Intertechnique, Direction du Personnel BP 1, 78374 Plaisir Cedex.

INTERTECHNIQUE

CHEQUE RESTAURANT

un jeune directeur informatique

Filiale du Groupe SODEXHO (100 p., 70 MF de CA), nous connaissons une belle croissance et souhaitons faire de notre informatique (Paris, 5 p.) le garant de notre efficacité et de notre développement.

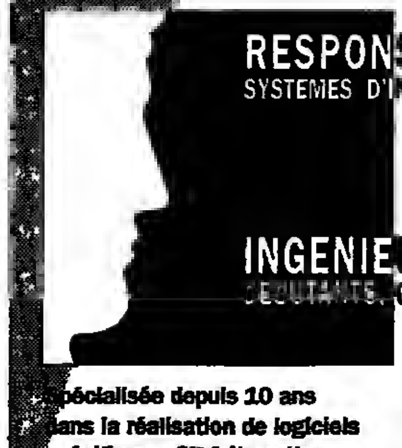
Avec nos services utilisateurs, vous conduisez une réflexion stratégique liée à l'évolution de nos produits : schéma directeur informatique, informatisation de nos activités de diversification, standardisation de nos filiales européennes... tout en pilotant nos développements actuels et en dirigeant notre petite équipe.

A 30/35 ans, Bac +5, vous avez acquis en 5 à 7 ans une pratique de la conduite de projets et mené une réflexion organisation/informatique dans un environnement minis de préférence. Vous venez du conseil ou d'une société para-financière et vous voulez vous positionner sur la trajectoire d'un dirigeant.

Notre consultante, Mme S. BLAIN,
vous remercie de lui écrire (réf. 5711 LM)
"Carrières de l'Informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC



FRANCE - PROVENCE - COTE D'AZUR

Pour notre Agence de Cergy 95 :

RESPONSABLE DEPARTEMENT
SYSTEMES D'INFORMATION/SCIENTIFIQUE

Le poste nécessite une très forte technicité, associée à de réelles compétences commerciales et de management. Le candidat est issu d'une Grande Ecole d'Ingénieur et possède au moins 5 ans d'expérience. (réf. 805.01)

Pour nos Agences de Cergy (95) et Vélizy (78) :

INGENIEURS PROJETS
DEBUTANTS, CONFIRMES, CHEFS DE PROJETS

Vous réaliserez et dirigerez des projets pour nos Clients dans les domaines : Aéronautique, Scientifique et Télécoms.
Débutant ou fort d'une expérience de 1 à 6 ans, vous apprécierez le monde de l'informatique industrielle. Nous vous assurons une formation vous permettant d'accéder à des perspectives de carrières intéressantes.
Cergy (réf. 805.02) Vélizy (réf. 805.03)

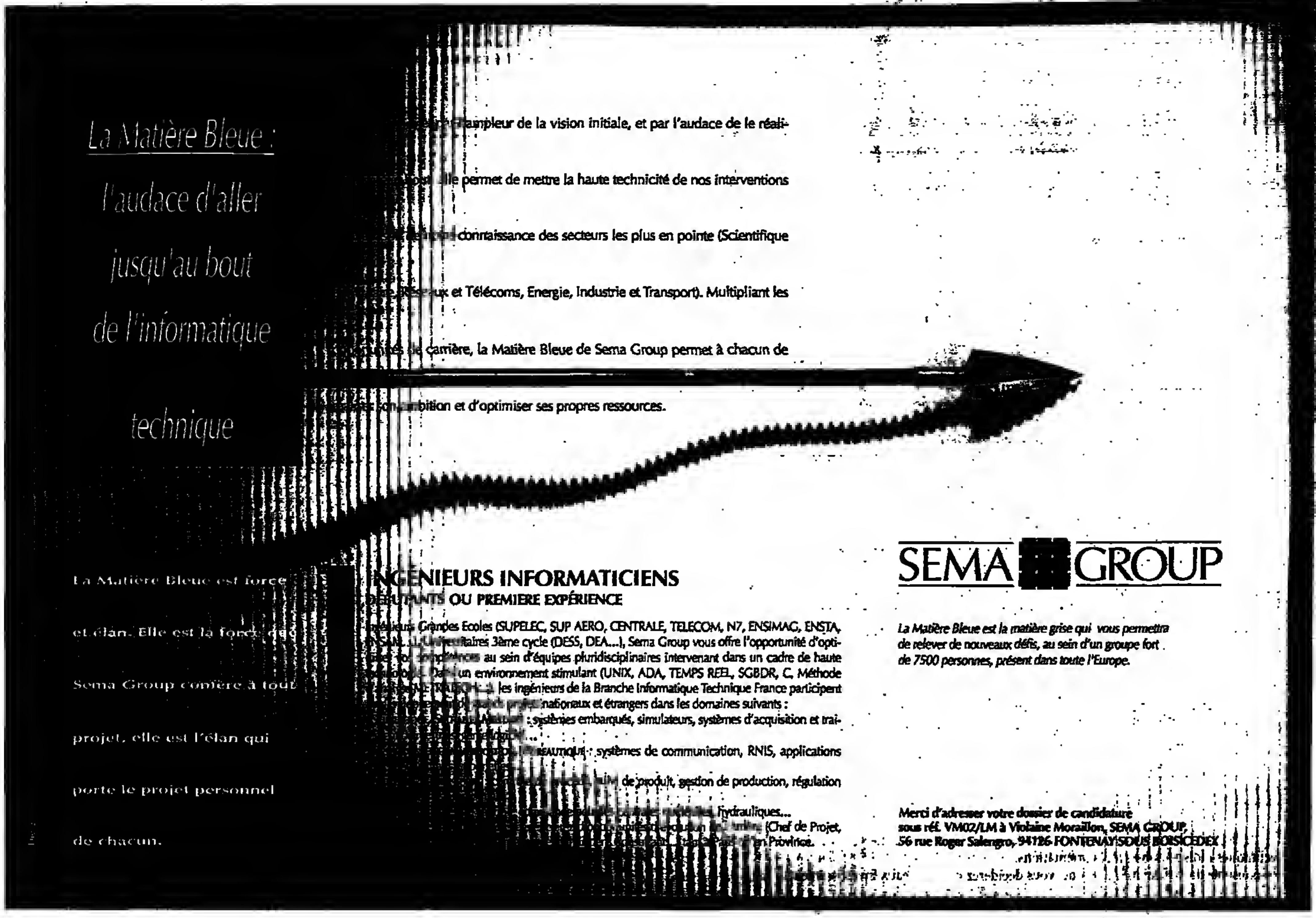
Merci d'adresser votre dossier de candidature
en précisant la référence du poste choisi à
Didier LALANNE - SII - 7, rue de la Grande Ourse
B.P. 8274 - 95801 CERGY-PONTOISE CEDEX
TÉL. : (1) 30 32 26 08

Spécialisée depuis 10 ans dans la réalisation de logiciels spécifiques, SII fait partie des 20 premières SSII en informatique industrielle.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

MEDIAPA

Le Monde de l'Informatique



La Matière Bleue :
l'audace d'aller
jusqu'au bout
de l'informatique
technique

[illegible] l'ampleur de la vision initiale, et par l'audace de le réali[illegible] elle permet de mettre la haute technicité de nos interventions [illegible] connaissance des secteurs les plus en pointe (Scientifique [illegible] Réseaux et Télécoms, Energie, Industrie et Transport). Multipliant les [illegible] de carrière, la Matière Bleue de Sema Group permet à chacun de [illegible] son ambition et d'optimiser ses propres ressources.

La Matière Bleue est force et élan. Elle est la force que Sema Group confère à tout projet, elle est l'élan qui porte le projet personnel de chacun.

INGENIEURS INFORMATICIENS

DEBUTANTS OU PREMIERE EXPÉRIENCE

[illegible] Grandes Ecoles (SUPELEC, SUP AERO, CENTRALE, TELECOM, N7, ENSIMAG, ENSTA, INSA...), Universitaires 3ème cycle (DESS, DEA...), Sema Group vous offre l'opportunité d'optimiser vos compétences au sein d'équipes pluridisciplinaires intervenant dans un cadre de haute technologie. Dans un environnement stimulant (UNIX, ADA, TEMPS REEL, SGBDR, C, Méthode [illegible]...), les ingénieurs de la Branche Informatique Technique France participent [illegible] projets nationaux et étrangers dans les domaines suivants :

[illegible] : systèmes embarqués, simulateurs, systèmes d'acquisition et traitement [illegible]...

[illegible] : systèmes de communication, RNIS, applications [illegible]

[illegible] de produit, gestion de production, régulation [illegible] hydrauliques...

[illegible] (Chef de Projet, [illegible] Paris [illegible] en Province.

SEMA GROUP

La Matière Bleue est la matière grise qui vous permettra de relever de nouveaux défis, au sein d'un groupe fort de 7500 personnes, présent dans toute l'Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. VM02/LM à Violaine Moraillon, SEMA GROUP, 56 rue Roger Salengro, 94126 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Paris, le 5 Février 1991

J'ai créé, il y a plus d'un an déjà, une nouvelle société informatique et réuni autour de moi une équipe internationale de haut niveau pour développer et fabriquer une famille de superordinateurs de très hautes performances et la commercialiser sur le marché mondial.

Mon projet est très ambitieux. Il fait appel à des architectures de système et des logiciels avancés, et à des technologies rapides.

Ma société est installée à Lyon et je cherche des collaborateurs pour compléter mon équipe.

Si vous avez une formation d'ingénieur grande école, si possible complétée par un Master ou PhD dans une université américaine.

Si vous possédez une expérience technique et industrielle et de sérieuses compétences en :

- technologie rapide ECL,
- processeurs RISC et architectures parallèles,
- système d'exploitation UNIX,
- compilateurs optimisés.

Si vous avez le goût du travail en équipe dans un environnement international,

Si vous aimez les challenges et avez le désir de participer à une grande aventure technologique européenne.

Si vous possédez de l'enthousiasme.

Ecrivez-moi :

Jacques STERN,
Advanced Computer Research Institute,
1 boulevard Marius-Vivier-Merle,
69443 Lyon Cedex 03.

PS : notre langue de travail est l'anglais.

MEDIA-SYSTEM

Ingénieur Informaticien

Filiale du Groupe de la Caisse des Dépôts, nous sommes l'un des principaux cablo-opérateurs français.

En rejoignant le service système d'informations, vous aurez pour mission de définir les évolutions nécessaires au logiciel gestion d'abonnés : analyse des besoins, conseil, assistance et formation des utilisateurs, participation à la prochaine génération.

Très opérationnel, impliqué et disponible pour de fréquents déplacements dans nos sites, vous possédez une formation minimum Bac + 4 (Ingénieur ou MIAGE).

Agé de 30 ans environ, votre expérience de 3 à 5 ans dans un poste d'informatique de gestion vous permet de connaître le fonctionnement d'un réseau.

Nos interventions se font actuellement dans un environnement PICK, micro IBM PC, et/ou apple macintosh...

Poste à pourvoir à Paris.

Merci de faire parvenir votre dossier CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 803/772 M à notre conseil Françoise Barsi.

centor

26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

FERMA

groupe SIEMENS-NIXDORF, N°1 des Serveurs Vocaux interactifs

Vous êtes passionnés par l'informatique de pointe, c'est votre première expérience ou une confirmation. Vous aimez l'ambiance "constructeur". Pour notre développement nous recherchons :

INGENIEURS TRAITEMENT DU SIGNAL

reconnaissance, synthèse de parole,
Développement algorithmes sur TMS 320

INGENIEURS DE PROJET

Vous réaliserez la mise en place de projets vocaux, vous avez une bonne connaissance des réseaux SNA, DSA, X25 et savez organiser un projet.

TECHNICIENS DE SUPPORT CLIENT

Vous installez les systèmes vocaux dans des réseaux clients et êtes capables (en cas de problème) chez le client de diagnostiquer et d'effectuer l'intervention nécessaire

Ecrire avec CV à FERMA, 60, rue Etienne-Dolet, 92240 MALAKOFF

[illegible] de Service recherche pour son Département Industriel

INGENIEURS

[illegible] première expérience en développement de logiciels "Temps Réel"
[illegible] à la réalisation de projets de : - Conduite de procédé
- Télécommunication
- Réseaux

[illegible] des compétences : - C, Pascal, PLM 86 ou ADA
- UNIX, MS DOS, IRM X, OS 2, VMS ou PICK

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

INFOGI

178, Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny 94120
FONTENAY S/BOIS
Tél: 43.94.06.06. Poste 209.

Retrouvez
Le Monde
initiatives
campus / emplois
sur

99.6 RÉUSSIR

le mardi
et le mercredi
à 7 h 45 et 8 h 45

le mardi
à
14 h 00
et 18 h 10

La 1ère radio de l'information professionnelle et de la Communication d'Entreprise
43 43 99 60

SGAO
au service de l'exigence

Prenez notre croissance en marche

Chefs de Projet

Développements CAO

Vous aurez en charge des projets de développement complexes autour de solutions CAO existantes dans un environnement de stations de travail sous UNIX.
Vous avez le goût des contacts (Clients, Collaborateurs) et êtes capable d'assurer la responsabilité d'un projet complet.

Votre profil :
- 3 à 5 années d'expérience en développement
- connaissances d'un logiciel CAO/DAO (de préférence MICROSTATION ou CADDS-4X)
- maîtrise d'UNIX et langage C
- maîtrise d'un SGBD relationnel
- connaissances et pratique d'un générateur d'interface OPEN LOOK ou MOTIF vivement souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence CP à SGAO - "Les Miroirs" Cédex 27, 92096 PARIS LA DEFENSE, à l'attention de Madame Carole YOUNES

PUBLIVAL

هكذا من الأصل

Le Monde de l'Informatique

Filiale d'un grand groupe de services, cette société d'Ingénierie Informatique – 75 collaborateurs – s'est spécialisée dans le secteur bancaire au sein duquel elle a déjà constitué un portefeuille de références honorables. Pour renforcer sa croissance, elle recherche un

Directeur commercial

informatique services bancaires

Répandant au directeur général, vous avez pour mission de développer une activité "grands comptes – valeurs mobilières" auprès d'une clientèle d'établissements financiers de taille moyenne en commercialisant
– une gamme de produits spécifiques de la gestion des portefeuilles – du front au back-office – propre aux banques, assurances et institutionnels
– une assistance technique, par délégation d'ingénieurs, spécifique à cet environnement.

Nous confierons cette ***création de poste*** *à un candidat de formation supérieure bénéficiant de l'expérience du secteur bancaire. Au travers des mécanismes des activités boursières ou financières, il a déjà confirmé ses capacités à la négociation et souhaite les valoriser sur une gamme de services performants.*

***Michel DHEUR**, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence MDh 02.468 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.*

MDA. ***Conseil en ressources humaines.***

PLAIN CHAMPS

Cette banque française a doté sa direction des marchés de capitaux d'une unité spécialisée pour ses systèmes d'information. Pour les instruments financiers de Trésorerie et de Changes, elle recherche un

Responsable de projets

banque / informatique de marchés

Animant une équipe d'une dizaine d'ingénieurs, vous êtes en charge des projets couvrant les secteurs FRANCS et DEVISES.
Il s'agit de concevoir et développer les produits d'assistance à la salle des marchés et de faire évoluer ceux des services de back-office. Vous établissez ainsi une relation privilégiée avec les services utilisateurs, les fournisseurs de matériels et logiciels, les services informatiques centraux.

Nous confierons cette ***création de poste*** *à un candidat issu d'une grande école d'ingénieurs, âgé d'une trentaine d'années. Son expérience de la conduite de projets en milieu financier associant le constructeur Digital le prédispose à intervenir dans un secteur dynamique aux fonctionnalités complexes et aux intervenants multiples.*

***Bruno RAMEAUX** étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 02.467 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.*

MDA. ***Conseil en ressources humaines.***

PLAIN CHAMPS

---

bioMérieux sa

Première société française sur le marché du diagnostic, nous commercialisons des systèmes (instruments et réactifs) destinés aux laboratoires d'analyses médicales. Dans le cadre de l'élaboration de notre nouvelle stratégie informatique, nous recherchons notre

Responsable informatique

LYON

Assurant la Direction du Département Informatique de Gestion de l'entreprise, vous en animerez les différents services : études, production, micro-informatique et réseau.
Garant de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur, établi en accord avec la Direction Générale et en fonction des besoins utilisateurs, vous définirez les moyens humains et techniques indispensables à ces orientations.
Responsable du budget informatique, vous déciderez des nouveaux investissements et des évolutions du matériel.
L'exercice de vos fonctions vous amènera à communiquer avec l'ensemble des services de la société.
Doté d'une formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole) et d'une expérience de 8 à 10 ans en informatique de gestion acquise dans un contexte grand système, vous êtes un manager et un homme de dialogue.
Intéressé par les domaines de pointe, vous êtes prêt à valoriser votre énergie et votre savoir-faire au sein d'une entreprise au service de la santé.
Ce poste offre des perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil
Reine-Marie HALBOUT, sous réf. RBM2

bioMérieux VITEK api

CAP SESA SELECTION
Tour Mattei, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

Partners

notre métier :
les systèmes d'aide à la décision

De formation BAC + 5 (écoles de gestion, commerce, ingénieurs) ou équivalente, vous êtes débutants ou disposez d'une première expérience.

CONSULTANTS

Nous vous apportons une formation initiale de deux à trois mois et une importante formation continue qui vous permettront de découvrir les principaux métiers de l'aide à la décision et leurs outils : SYSTEM W, COMMANDER, EXPRESS, SAS, FOCUS, NOMAD, ACUMEN...

Vous interviendrez auprès des Directions Générales et Opérationnelles (contrôle de gestion, finance, marketing, DRH, ...) des grandes entreprises, dans les domaines suivants : systèmes d'informations stratégiques, modélisations et simulations, tableaux de bord, EIS, Infocentre et Reporting.

Contacter Laurent CHAPUT ou Patrick PUJO au 42.47.02.62 - 94, rue La Fayette Paris.

---

36 15 LM

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
recrute

RESPONSABLE DE SON CENTRE INFORMATIQUE

Rattaché au Directeur Général, secrétaire général de la Commission Informatique (schéma directeur), il anime une équipe de 12 personnes, gère les moyens (IBM 9121, VAX 9000, réseau FDDI, 100 micros...) ainsi que le budget, et assure les relations avec les utilisateurs (Enseignement, Recherche, Administration).

NIVEAU BAC + 5

Envoyer CV et prétentions à :
Ecole Polytechnique, Mme le Chef du Bureau du Personnel Civil
91128 PALAISEAU CEDEX

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE

basée en Région Parisienne recherche

INGENIEURS LOGICIELS DE CFAO CATIA*

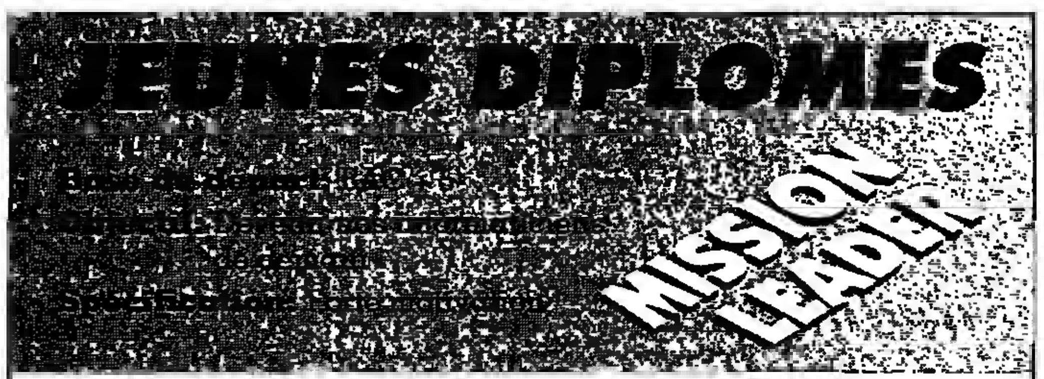
pour ses activités de support technique.

- Cette offre s'adresse à des candidats répondant aux conditions suivantes :
  - **Diplômé(e)s de l'Enseignement Supérieur Long** (Bac + 4 minimum) : Grandes Écoles d'Ingénieurs ou Universités (Sciences et Techniques);
  - Justifiant d'une expérience de 3 à 6 ans de la conception et fabrication assistées par ordinateur (CFAO);
  - Ayant une bonne maîtrise écrite et orale de l'anglais, pour être à l'aise dans un contexte international.

Ces postes présentent de réelles opportunités d'évolution de carrière. Les salaires offerts sont compétitifs et motivants.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et photo), sous référence ILC01, à **ROTATION**, 7, rue Sainte Anastase 75003 PARIS, qui transmettra. Nous vous garantissons la plus grande discrétion.

* marque déposée Dassault Systèmes.



De formation scientifique, diplômés d'une école d'ingénieur ou universitaire, vous souhaitez participer au développement de projets d'envergure nationale et internationale. Vous êtes intéressés par les domaines de l'informatique distribuée, les réseaux, sur micros, stations de travail et serveurs UNIX.

Dès votre arrivée dans le groupe, vous recevrez une **formation intensive (6 mois) de très haut niveau**, vous permettant d'acquérir une véritable expertise informatique pour devenir

INGENIEUR D'ETUDES

Vous évoluerez au sein de petites équipes dans un environnement stimulant et de haute technicité, ouvert sur les standards du marché.

Motivés pour évoluer vers les techniques de pointe? Alors, saisissez cette opportunité!

Adressez vite votre dossier de candidature sous réf. M.05.02 à BULL - Martine RAZAFI Service Recrutement - 94, avenue Gambetta 75990 Paris cedex 20.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

Le Monde des Secteurs de Pointe

Faites-nous un signe
Nous signerons votre évolution

Des projets nombreux, des compétences multiples, un CA de près de deux Milliards de Francs, et surtout plus de 2300 hommes et femmes ont amené THOMSON/RGS (Division Radiocommunication, Guerre électronique, Sécurité) au premier rang mondial des systèmes de communications.

Notre Direction Technique offre à ceux qui la rejoignent des carrières aussi diversifiées que ses projets. Pour son Service Traitement de Signal, elle recherche aujourd'hui :

CHEF DE LABORATOIRE TRAITEMENT DE SIGNAL

Au sein du Service Traitement de Signal de la Direction Technique, vous êtes responsable d'une équipe de 7 personnes. Vous réalisez des études avancées, dans le domaine du traitement d'antenne, appliquées à la guerre électronique ou aux radiocommunications. Votre expertise s'exercera dans l'étude et la mise en œuvre temps réel de techniques de traitement de goniométrie haute résolution ou de filtrage adaptatif d'antenne. Vous avez la responsabilité de la définition d'axes de recherche et assurez la promotion d'études auprès de nos clients. Vous prenez en charge la réalisation d'un projet amont réalisé en coopération internationale.

Le poste convient à un ingénieur expérimenté en traitement du signal, ayant le goût de la recherche appliquée. *Passionné par le traitement de signal, vos qualités humaines vous permettent de gérer une équipe jeune et dynamique.*

INGENIEUR EN TRAITEMENT DE SIGNAL

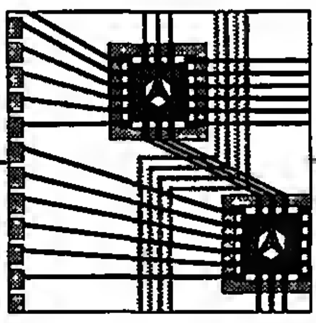
Vous êtes motivé par le traitement de signal et par des études en recherche appliquée. Vous travaillez sur des sujets aussi variés que le codage de la parole, les techniques Modems et Codec, la numérisation des transmissions, le traitement d'antenne, l'analyse technique des signaux.

Au sein du Service Traitement de Signal, en cotoyant des experts de haut niveau, vous pourrez faire croître vos connaissances et vos compétences dans l'approche théorique, la simulation ou l'implantation temps réel sur des architectures mono ou multiprocesseurs. Vous êtes en relation avec des centres de recherche en France ou à l'étranger. Par votre créativité, vous participez à la prise de brevets et à des publications dans votre domaine d'expertise.

Vous avez envie d'en savoir plus ?

Pour que nous parlions ensemble de ce que RGS vous offre, aujourd'hui et demain,
il vous suffit d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/TS/02 à
Jérôme GABREAU - **THOMSON/RGS** - 66, rue du Fossé Blanc - 92231 Gennevilliers Cedex

HCA



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

CETIM

VEILLE TECHNOLOGIQUE
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
TRANSFERT VERS L'INDUSTRIE

notre département CALCUL SCIENTIFIQUE
recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous avez de bonnes connaissances en Mécanique du solide, statique ou dynamique, vous serez responsable d'études utilisant les méthodes numériques de calcul et de l'encadrement de chercheurs.

Réf. C1

Vous avez l'expérience du développement de progiciels de calcul par éléments finis et de bonnes connaissances en mécanique du solide. Vous serez responsable du développement de produits à usage industriel.

Réf. C2

- Postes basés à Senlis (35 mn nord de Paris).

CONSEIL - TRANSFERT

ÉTUDES - RECHERCHE

&

CONTESSE

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à :
CETIM - PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES,
B.P. 67 - 60304 SENLIS

Saint Gobain Vitrage

Recherche pour sa filiale de Transport implantée à Thourotte près de COMPIEGNE (60) son

INGENIEUR LOGISTIQUE

Vous êtes jeune ingénieur généraliste, vous aspirez à de nombreux contacts et souhaitez mesurer l'impact de vos actions.

Sous la responsabilité du Directeur Général de la société :
- Vous créerez la fonction technique logistique verrière.
- Vous mettrez en place une organisation de contrôle technique des *véhicules spécialisés et spécifiques au transport du verre.*
- Vous ferez évoluer les conditionnements et la logistique verrière en étroite liaison avec nos usines et l'ensemble de nos filiales.
- Vous êtes très mobile, car vous serez le plus souvent en contact avec les usines, les filiales, les clients et les fournisseurs.

Autonome, sérieux, compétent, dynamique et convaincant, la réussite dans cette première mission vous offrira des perspectives d'évolution motivantes.

Rejoignez-nous en adressant votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 4460 à Sources - 108, rue Saint-Honoré 75001 Paris, qui transmettra.

SAINT-GOBAIN

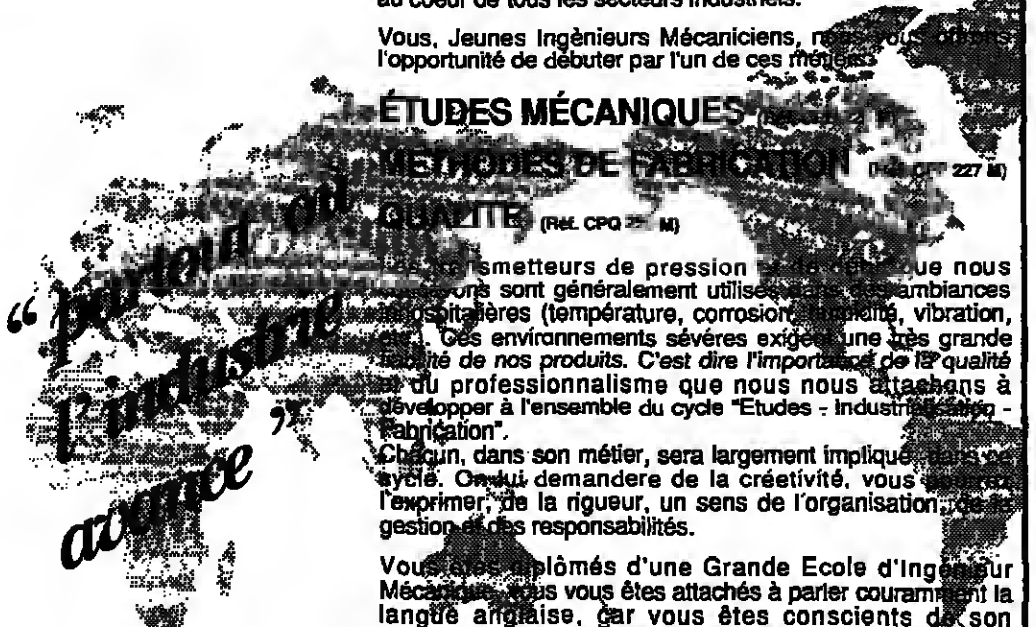
Bailey Sereg SA

Conçoit, fabrique et vend des systèmes et des produits de Contrôle Industriel pour les marchés internationaux.

Nos atouts, ceux du Groupe Bailey, l'un des leaders mondieux du Contrôle Industriel. Une stratégie d'innovation technologique à la mesure de nos ambitions internationales.

Votre avenir: une carrière évolutive, ouverte sur le monde, au coeur de tous les secteurs industriels.

Vous, Jeunes Ingènieurs Mécaniciens, nous vous offrons l'opportunité de débuter par l'un de ces métiers :



ÉTUDES MÉCANIQUES (Réf. [illegible])

METHODES DE FABRICATION (Réf. CPF 227 M)

QUALITE (Réf. CPQ [illegible] M)

Les transmetteurs de pression et de débit que nous concevons sont généralement utilisés dans des ambiances inhospitalières (température, corrosion, humidité, vibration, etc.). Ces environnements sévères exigent une très grande *fiabilité de nos produits. C'est dire l'importance de la qualité* et du professionnalisme que nous nous attachons à développer à l'ensemble du cycle "Etudes - Industrialisation - Fabrication".
Chacun, dans son métier, sera largement impliqué dans ce cycle. On lui demandera de la créativité, vous saurez l'exprimer, de la rigueur, un sens de l'organisation, de la gestion et des responsabilités.

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieur Mécanique, vous vous êtes attachés à parler couramment la langue anglaise, car vous êtes conscients de son importance dans le développement de votre carrière.

Adresser votre candidature (en précisant la référence retenue), à SEFOP, notre Conseil qui vous parlera plus en détail de chacun de ces postes.

SEFOP 11, rue des Pyramides 75001 Paris

AD'COM

Bailey®

LEADER MONDIAL DU CONTRÔLE INDUSTRIEL

AEROSPATIALE recherche, dans le cadre du Programme Ariane 5, pour le Département ARIANE 5 - ARCHITECTE INDUSTRIEL de la Direction Lanceurs et Infrastructures orbitales un (h/f)

INGENIEUR
RESPONSABLE DE L'ACTIVITE AMBIANCE VIBRO-ACOUSTIQUE

Au sein de l'équipe "Définition Système et dimensionnement", vous serez chargé de la conduite technique, calendaire, financière des Etudes et Essais relatifs aux activités Ambiance vibro-acoustique (bruit au décollage, bruit aérodynamique, onde de souffle à l'allumage des Boosters).

Vous participerez à de nombreuses réunions avec les industriels et les laboratoires impliqués, ce qui suppose de fréquents déplacements en France et en Europe.

Il est souhaité :
- une formation d'Ingénieur généraliste,
- une expérience de 3 à 5 ans dans un milieu industriel,
- une bonne maîtrise de l'anglais,
- un bon esprit de synthèse et d'initiative,
- de bonnes qualités relationnelles,
- une aptitude à conduire des réunions et faire des présentations.

La Conquête de l'Espace vous passionne ?

Adressez-nous votre dossier
(lettre, CV, photo et prét.)
sous référence AVA/LM à
AEROSPATIALE - BP 2 - Route
de Verneuil - 78133 LES
MUREAUX CEDEX.

aerospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

هكذا من الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

Les Technologies de Demain, ...Aujourd'hui

SAT

Aujourd'hui pour Demain

Division Télécommunications

INGENIEURS SYSTEME

Vous serez chargé de la définition des études amont, techniques de produits, de l'établissement des propositions d'études, d'expertises techniques et des réponses aux appels d'offres.

■ Management de réseau

Dans le cadre des réseaux de transmission et de vidéocommunications vous avez acquis une expérience de 7 à 10 ans de l'Approche Système. Vos connaissances des développements de logiciels temps réel (LDS, Langage C, UNIX, VRTX 32) sont fortement appréciées.
Postes basés à Paris. Réf.MAN 4

■ Multiplex

Vous avez acquis dans le contexte des Télécommunications une expérience de 7 à 10 ans des multiplexeurs et des brasseurs répartiteurs numériques.
La réussite à ce poste passe par une parfaite acquisition des développements de logiciels temps réel, de la méthodologie de tels développements et des micro-processeurs. Postes basés à Paris. Réf.MUL 5

■ Transmissions

Vous possédez une expérience de 7 à 10 ans en réseaux de transmission et en vidéocommunications et plus particulièrement dans le domaine des systèmes optiques (fibres optiques, diodes lasers, photodétection...).
Postes basés à Paris. Réf.TRA 6

INGENIEURS ASIC

Vous assurerez le développement et la conception de circuits intégrés spécifiques à l'usage de systèmes de transmission hertzienne et optique.
Postes basés à Paris. Réf. ASI 7

CHEF DE PROJET RADIOCOMMUNICATION AVEC LES MOBILES

Vous serez chargé de la conception d'architecture d'émetteur et récepteur, de la mise en oeuvre et du suivi de leur réalisation dans le domaine des hyperfréquences.
Vous possédez une expérience de 5 à 7 ans acquise dans un laboratoire de recherche et développement et une bonne connaissance des techniques hyperfréquences de modulation démodulation, amplification, voltage et génération de fréquences.
Poste basé à Paris. Réf. MOB 8

INGENIEURS D'ETUDES MATERIEL

Vous serez chargé des études et des développements d'équipements de transmission dans le contexte des nouvelles technologies. Dans le cadre général de l'électronique numérique et de la micro-informatique, la connaissance des circuits logiques sera un atout.
Postes basés à Paris. Réf. MAT 9

INGENIEURS INTEGRATION

■ Vous prendrez en charge l'intégration et la qualification de systèmes de transmission optique.
Postes basés à Lannion (22). Réf. OPT 10

■ Vous prendrez en charge l'intégration et la qualification de systèmes de transmission radio.
Postes basés à Paris. Réf. RAD 11

INGENIEURS D'ETUDES LOGICIEL

Débutants et confirmés

Vous assurerez le développement logiciel en micro et mini informatique pour l'étude des réseaux locaux ainsi que la surveillance et la gestion de réseaux de transmission. Vous serez responsable de la définition des spécifications externes jusqu'à la validation et à l'intégration.
Parallèlement à vos connaissances de base en matière de systèmes micro-processeurs et de développement logiciel, vous avez abordé les systèmes d'exploitation UNIX, le progiciel X-WINDOWS, LDS et les systèmes relationnels.
Postes basés à Paris. Réf. LOG 12

INGENIEURS D'ETUDES MICROLOGICIEL

Débutants et confirmés

Pour des études d'équipements de surveillance et de gestion des réseaux de transmission numérique, vous assurerez le développement de logiciels en micro-informatique et sur micro-processeurs 16 et 32 bits.
Postes basés à Paris. Réf.MIC 13

Merci d'adresser votre candidature sous référence vous concernant à Marie-Christine Laclautre, SAT. DTEL. 41 rue Cantagrel. 75631 Paris Cedex 13.

L.B.W.

RESPONSABLE DES SYSTEMES DE GPAO

Moulinex

Rattaché au Directeur des Systèmes d'Informations Industriels, vous prenez en charge l'ensemble du Projet GPAO du Groupe.

Après l'analyse de l'organisation industrielle, vous coordonnez la mise en œuvre des solutions retenues afin de préparer l'intégration des différents sites en France et à l'étranger.
En relation constante avec les utilisateurs tant opérationnels que fonctionnels, vous assurez avec votre équipe le suivi et la réalisation de ces projets.

Agé de 30-35 ans, de formation ingénieur, vous avez acquis une bonne connaissance du monde industriel (Méthodes, Gestion de Production) et une première expérience dans la conduite de projet. Rigueur, ouverture d'esprit et sens relationnel sont indispensables pour vous réaliser dans ce poste.

Cette première expérience réussie vous offrira de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 33MXM à notre Conseil Alcane, 26 rue du Quatre Septembre, 75002 Paris.

UN GROUPE SANS FRONTIERE...

Le Groupe MOULINEX (MOULINEX et KRUPS) avec un chiffre d'affaires 1990 de près de 8 milliards de francs dont plus de 70 % à l'exportation, un effectif de 15 000 salariés, 25 unités de production dans le monde et des filiales commerciales sur chaque continent, est l'un des leaders mondiaux de l'industrie du petit électro-ménager.

Poste basé à Alençon (61).

ALCANE

NC communication

RESPONSABLE LOGISTIQUE INDUSTRIELLE

RoC S.A.

Un des leaders de sa profession : création et commercialisation de produits cosmétiques de marque dans le domaine de la protection et du soin de la peau. Filiale du groupe LVMH MOET-HENNESSY - LOUIS VUITTON recherche un responsable logistique industrielle.

Rapportant au Directeur Logistique de notre société, vous contribuerez à la maîtrise du suivi des stocks et des flux correspondants, en coordination avec les services industriels. Vous aurez un rôle d'interface auprès des responsables logistiques de nos filiales en Europe. Vous participerez à l'étude de notre schéma directeur logistique et au choix de notre nouveau système GPAO. Cette mission s'inscrira dans le cadre de ratios de qualité de service définis préalablement.

Vous avez une formation d'ingénieur, complétée si possible par un magistère en logistique. Une expérience industrielle d'environ 5 ans en GPAO vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des contraintes de production par lots. Vous souhaitez élargir vos compétences et votre autonomie en rejoignant une PME internationale. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'envoyer votre dossier pour une première rencontre, sous réf. 2002 à Claude Jacquemain, CURSUS CONSEIL - 21, rue Vivienne - 75002 PARIS. ■

MEDIAPA

INFORMATICIENS, PLACEZ VOTRE SAVOIR-FAIRE AUPRES DES BANQUES

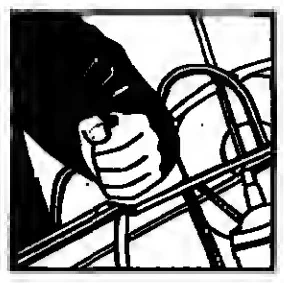
SLIGOS, 2ème SSII française (près de 3 Milliards de C.A. et 5000 personnes), s'est défini une stratégie ambitieuse dans le domaine du Conseil et de l'Ingénierie Bancaire et Financière dans la perspective d'acquérir une position de leader à l'horizon 1995. En 1991, nous souhaitons consolider nos structures "CONSULTING" en accueillant des :

CONSULTANTS / CHEFS DE PROJETS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion et vous justifiez d'une expérience informatique d'au moins 5 ans.

Valorisez votre savoir-faire et rejoignez nos Directions Moyens de Paiement, dédiées à l'élaboration de solutions personnalisées au sein des grands organismes bancaires, dans les domaines monétique :

- échanges inter-bancaires
- serveurs d'autorisation
- lutte contre la fraude
- échanges inter-réseaux
- sécurité
- images chèques
- télécollecte



Après une période de formation (qualité, méthodes, connaissance du groupe) vous exercerez votre métier à travers des missions variées tant en France qu'en Europe :

- études de faisabilité et d'opportunité
- études prospectives
- conseil dans les choix d'évolution des systèmes d'information existants
- conception et architecture de solutions dédiées
- suivi fonctionnel de grands projets

L'ensemble des moyens mis à votre disposition (potentiel humain et technique, outil bureautique), vos qualités relationnelles autant que vos compétences techniques vous permettront de conduire avec succès vos missions et d'évoluer au sein du groupe.

Les postes sont basés à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Martine TURPIN, sous référence MT/DGA à
SLIGOS - Direction des Ressources Humaines
3 place de la Pyramide - Cedex 49 - 92067 Paris la Défense

SLIGOS

SLIGOS organise TRAJECTOIRES, rencontre avec les jeunes informaticiens confirmés - CNIT - 12 février 1991
Pour toutes informations ou inscriptions : Maryline REDON - Tél. (1) 49.00.93.24

LA DOUBLE COMPETENCE INFORMATIQUE

HCA

Le Monde des Secteurs de Pointe

IBM. LE PLUS COURT CHEMIN
ENTRE MOI ET CE QUE
JE VEUX DEVENIR.

Protégez l'innovation dans nos technologies de pointe.

Nous recherchons pour notre **DEPARTEMENT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE** situé à **LA GAUDE**, près de **NICE**

UN JEUNE INGENIEUR H/F

Vous êtes Diplômé de l'Enseignement Supérieur Long (Bac + 4 minimum) ; Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Universités (Sciences et Techniques). Vous êtes débutant, peut être avec une toute première expérience. Vous justifiez d'une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé : votre connaissance de l'allemand technique serait un plus appréciable.

Nous vous proposons un poste vivant et stratégique au sein d'une équipe d'experts pour
- Dialoguer avec les inventeurs de nos laboratoires en France et traiter leurs dossiers d'inventions,
- Défendre les demandes de brevets devant l'Office Européen des Brevets,
- A terme, conseiller le management pour la protection juridique des activités de recherche et développement.

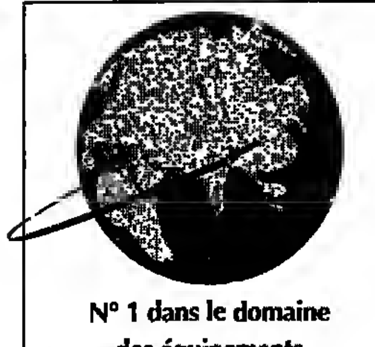
Dans le cadre de vos activités, vous bénéficierez d'une formation continue longue pour la préparation du diplôme en brevets d'invention et de mandataire agréé auprès de l'Office Européen des Brevets. Ce poste pourra impliquer des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé et photo) sous référence IPI01 à Jacques COMBEAU, Département de Propriété Intellectuelle, IBM France, 06610 LA GAUDE.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM

CONSENSUS



N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 1 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard de francs.

Notre Département "Mesures et Régulation", 80 personnes dont 35 % d'ingénieurs, est spécialisé dans la gestion du carburant, le conditionnement d'air et la débitmétrie.
Pour faire face à sa forte croissance, nous recrutons des Ingénieurs de Recherche et Développement : (H/F)

Ingénieur Electronicien

Ecole d'Ingénieur ou 3ème cycle universitaire

Votre mission sera de concevoir et mettre au point les circuits électroniques de nos équipements : capteurs, circuits analogiques et numériques de traitement, étages de sortie. (Réf. M2D7)

Ingénieur Automaticien

Ecole d'Ingénieur ou 3ème cycle universitaire

Vous développerez et adapterez les concepts d'asservissements numériques sur nos équipements.
Nous recherchons des jeunes candidats dynamiques, désireux de s'investir au sein de petites équipes autonomes et responsables. (Réf. M3D7)
Pour ces postes, l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Isabelle Chelet, Intertechnique, Direction du Personnel, BP 1, 78374 Plaisir Cedex.

INTERTECHNIQUE

IN
GENI
EURS

Au sein de la Division Transport, notre établissement conçoit et fabrique les bogies pour la très grande vitesse : "TGV du Futur, TGV à 2 niveaux ..." Dans cet environnement de haute technologie et de défis permanents, nous vous proposons d'évoluer et d'exercer pleinement votre professionnalisme pour faire avancer toujours un peu plus le ferroviaire. Nous recherchons

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Au sein de notre département technique vous aurez pour mission :
- l'étude de solutions techniques à base de matériaux nouveaux (alliages légers, composites ...)
- La prise en charge progressive des travaux de fiabilité et de maintenabilité de nos produits.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien diplômé d'une grande école, débutant et intéressé par les nouveaux matériaux. **réf. ID**

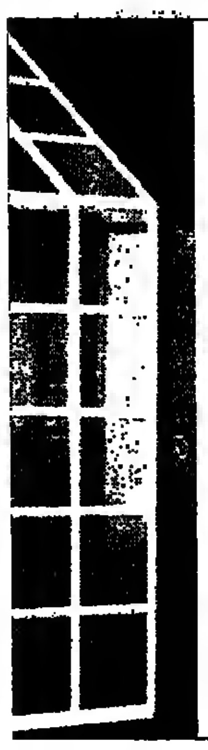
INGENIEUR QUALITE

Dans le cadre de notre politique d'assurance qualité, votre mission sera de gérer les actions correctives et préventives de notre établissement.
Pour ce poste nous recherchons un ingénieur mécanicien diplômé d'une grande école ayant une expérience de 3 à 5 ans dans un service qualité. **réf. IQ**

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite, en précisant la réf. du poste choisi à : GEC ALSTHOM - ACR Le CREUSOT - Service du Personnel - BP 42 - 71202 LE CREUSOT Cedex.

GEC ALSTHOM
DIVISION TRANSPORT

CONTESSE



Filiale du groupe international Alcan, Technal se positionne sur le marché de la conception et de la distribution de systèmes aluminium destinés au second œuvre du bâtiment et à l'habitat individuel. Nous recherchons un

RESPONSABLE METHODES

Au sein de l'équipe logistique, le responsable méthodes aura pour mission :
- d'optimiser l'utilisation des équipements existants,
- d'améliorer la production, la qualité, la sécurité, en proposant toute action, tout équipement allant dans ce sens et en prenant en charge toutes les étapes, de leur définition à la mise en œuvre et à la formation des utilisateurs,
- de suivre les chantiers en cours (bâtiments, équipements),
- d'optimiser l'utilisation du système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur.

Nous confierons ce poste à un **JEUNE INGENIEUR MECANICIEN** (débutant ou 1re expérience), attiré par la production.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre dossier (CV, lettre de motivation, photo et prétentions) à TECHNAL, Geneviève Bastie, Responsable du Recrutement, 270 rue Léon Joulin, 31037 Toulouse Cedex.

TECHNAL®
CREE L'ESPACE EN BEAUTE

MEDIA-SYSTEM

SCIC-GESTION ILE DE FRANCE

SCIC-GESTION Ile de France (CA de plus de 260 MF), prestataire de Service pour des Sociétés Immobilières en Ile de France et spécialisée dans les opérations de réhabilitation recherche pour sa Direction des Projets et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage des

Responsables de projet réhabilitation

Vous êtes responsable du montage d'opérations de réhabilitation de patrimoine social et de la conduite des travaux. Vous définissez le programme et le plan d'action, vous élaborez le plan de communication et de concertation avec les locataires ainsi que la stratégie de négociation avec les partenaires locaux que vous informerez durant tout le déroulement de l'opération.
Vous assurez le suivi et la réalisation de l'opération en coordonnant le travail des différents intervenants dans le respect des conditions financières.
La trentaine environ, vous avez un minimum de 5 ans d'expérience dans un bureau d'études, les collectivités locales, ou le bâtiment, tout en ayant assuré la conduite d'opération (aspects sociaux, techniques, architecturaux, financiers).
Vous avez également une bonne connaissance des montages financiers et de la micro-informatique.
Vos qualités relationnelles, votre capacité d'animation d'équipe, votre esprit de synthèse et d'anticipation sont vos meilleurs atouts de réussite.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence RP/ADB à SCIC Gestion Ile de France - 14/16 rue Voltaire 94276 Kremlin Bicêtre.

GROUPE SCIC

L'Immobilier en Action

Organisation et Publicité

ROUEN

Etre Ingénieur à l'Apave : un label de qualité

La confiance de plus de 100 000 industriels nous place au 1er rang du contrôle technique.

La prévention des risques industriels, la qualité des produits et les économies d'énergie sont les facteurs-clefs du progrès.

La haute technicité de nos activités forme et fait évoluer en permanence les connaissances de chacun de nos 5 000 collaborateurs.

Autant de raisons qui motivent votre candidature au poste d' INGENIEUR DEVELOPPEMENT.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Pour accroître les activités existantes d'un organisme en pleine évolution, créer et lancer des activités nouvelles dans des domaines aussi variés que les économies d'énergie, la qualité des équipements industriels (mécaniques et chaudronnés, notamment), les risques technologiques, etc.

Sous la responsabilité du Directeur du Département Construction, Equipement et Environnement, vous constituerez et coordonnerez les équipes afin d'organiser leurs actions techniques et commerciales. Vous assumerez à terme une large responsabilité d'encadrement.

Ingénieur généraliste, IDN, Centrale Lyon ou équivalent, 30-35 ans, vous souhaitez donner une nouvelle dimension à vos compétences acquises dans une société d'ingénierie ou un grand groupe industriel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 1011, à Philippe TIRON - BP 98 - 76132 MONT SAINT AIGNAN CEDEX.

apave

MEDIAPA

UNE FONCTION METHODES AU SERVICE DE NOTRE CROISSANCE

EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

Au sein d'un groupe industriel français doté d'une audience internationale, nous avons le privilège d'être des unités souples, de taille humaine. Le contact d'une clientèle-partenaire à haut degré d'exigence, notre capacité d'innovation, nos efforts et investissements en rationalisation de production expliquent nos résultats (30 % de progression). Nous renforçons nos cellules **Méthodes Industrielles** et recherchons :

JEUNES INGENIEURS

Mécanique, Génie Chimique, Textile

En liaison avec les chefs de produits du groupe et la fabrication, vous concevez et mettez en œuvre les moyens de production propres à l'industrialisation de nos produits. Vous assurez le suivi des prix de revient en veillant à la constante adéquation humaine, économique et technique des équipements.

Ingénieur de formation, à 25 - 32 ans, vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience (3 - 5 ans) acquise de préférence dans l'industrie automobile ou équipementière.

D'emblée au cœur de nos projets, vous évoluerez après une phase d'intégration, dans l'encadrement d'équipe ou selon l'expérience dans l'animation du service.

Postes basés en régions
- **NORD-EST (200 km PARIS) Réf. 3855/MAM**
- **BRETAGNE Réf. 3860/MAM**

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel en précisant la réf. du poste choisi à notre Conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

هكذا من الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

ETUDES

Ce qu'il y a de bien dans les activités nucléaires du Groupe Framatome, c'est la maîtrise des activités de haute technologie dans notre centre de Lyon.

En région lyonnaise, le Groupe Framatome a implanté son deuxieme grand pôle d'activité nucléaire. Trois divisions autonomes regroupant le savoir-faire de 1 800 collaborateurs interviennent avec succes sur des marchés porteurs en France et à l'étranger et contribuent à l'avance technologique du Groupe.

- En combustible, la Division (300 personnes) conforte sa position de leader mondial dans la conception et la vente du combustible pour les réacteurs à eau sous pression.
- En services nucléaires, un parc mondial de 440 tranches en fonctionnement permet à la Division (1 000 personnes) de déployer son savoir-faire au plus haut niveau et de se classer au premier rang européen.
- En ingénierie nucléaire, Novatome (300 personnes) contribue au développement d'European Fast Reactor (projet de conception du réacteur à neutrons rapides du 21e siecle) pour les producteurs d'électricité européens.

Framatome, premier constructeur et exportateur mondial de centrales nucléaires avec 56 unités en service dans le monde, est aussi le deuxième groupe européen de connectique, la première entreprise française de mécanique et le premier pôle européen d'intelligence artificielle. Avec 14 300 personnes réparties sur les cinq continents, un CA de 20 milliards de francs dont 25 % à l'export, le Groupe Framatome saura vous donner tous les moyens pour réussir.

INGENIEUR METALLURGISTE CONFIRME - Lyon

Vous étudiez et analysez le comportement des matériaux sous irradiation. Vous suivez les recherches dans ce domaine.
Ingénieur grande école ou expert en metallurgie. vous avez acquis une première expérience en laboratoire ou en milieu industriel. (réf. IMC/AJP/52)

INGENIEURS NEUTRONICIENS - Lyon

Vous êtes chargé de la conduite d'études neutroniques sur le cœur des réacteurs nucléaires. Ingénieur en génie atomique ou diplôme d'études universitaires (DEA ou Doctorat en physique nucléaire). vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience. (réf. IN/AJP/52)

INGENIEURS CALCUL DE STRUCTURES - Lyon

Vous effectuez des études thermomecaniques sur des structures de réacteur.
Ingénieur grande école (EMP. ECP. ENSAM. ECL...). vous possédez une première experience d'environ 3 ans et vous avez acquis une bonne connaissance du calcul par éléments finis. (réf. ICS/AJP/52)

INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE - Chalon-sur-Saône

Généraliste de 30 ans environ. vous assurez le support technique de l'activité maintenance spécialisée. Vous participez au développement des outillages spécialisés, à l'élaboration des dossiers d'interventions, à l'étude des scénarios de réalisation. Vous êtes responsable de l'analyse des problèmes techniques qui surgissent lors des interventions. (réf. IST/AJP/52)

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie. au Groupe Framatome, Service recrutement, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.

MEDIA-SYSTEM

GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

INGENIEURS INGENIEUX...

Pour des Systèmes "intelligents"

Vous souhaitez valoriser une formation de haut niveau (Grandes Ecoles), en participant à des projets d'avant-garde. Vous êtes

DEBUTANTS ou CONFIRMES

par une expérience de quelques années.

Vous êtes intéressés par des techniques variées : **autodirecteurs, guidage inertiel, simulation de vol en temps réel, reconnaissance de forme, optronique, furtivité, assurance qualité, calculs par éléments finis, CAO mécanique, aérodynamique,...**

Nous vous proposons un domaine d'activité où vous pourrez développer votre créativité et votre esprit de communication.

Pour nous rejoindre, adresser rapidement votre dossier à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - 92320 CHATILLON sous référence SL/IN.

aerospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

partenaires annonces

L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la bureautique à la santé, Kodak repousse sans cesse les limites de sa performance. Afin de conforter sa place de leader en radiologie et en équipements d'analyse médicale, le service après-vente de Kodak recherche des :

Ingénieurs Supélec, Esme...

CHEF DE RÉGION S.A.V. **AVIGNON**

Fort d'une bonne culture technique, vous possédez une expérience probante de 5 ans minimum dans le service après-vente. Vous encadrerez et animerez une équipe de 20 à 25 techniciens itinérants. Votre objectif prioritaire sera de procurer un service de haute qualité à une clientèle de radiologues. Autonome, bon commercial, vous suivrez votre clientèle, de l'étude des besoins à la signature des contrats de maintenance. Votre évolution sera fonction de votre implication et de votre mobilité géographique.

INGÉNIEURS S.A.V. **RÉGION PARISIENNE**

Vous disposez d'une solide formation en électronique, électrotechnique. Spécialiste de l'image numérique, vous participerez activement au lancement des nouveaux matériels de haute technologie. Vous assurerez la formation des techniciens ainsi qu'une assistance technique en clientèle. Débutants acceptés. Evolution possible vers la fonction chef de région.

Pour ces fonctions, des déplacements fréquents sont à prévoir en France, voire en Europe. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Pour un avenir en image et en action chez Kodak adressez votre candidature (C.V., prétentions et photo sous réf. GC/11) à KODAK PATHE - Gestion des Cadres - 26 rue Villiot - 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image

Kodak

Organisation et Publicité

Le Monde des Secteurs de Pointe

Au sein d'un groupe international de tout premier plan, nous sommes une PME à forte notoriété dans le secteur de la Santé.

QUALITICIEN EXPERIMENTE
venez
GERER LE CHANGEMENT
devenez notre
RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Notre volonté : Mieux servir notre clientèle et accroître ainsi nos performances.

Votre mission : en collaboration étroite avec la direction, écouter, analyser, diagnostiquer et proposer une nouvelle organisation, de nouvelles procédures pour l'ensemble de la structure (technique, transport, logistique, administration etc...).

Votre profil : environ 35 ans, votre expérience de l'assurance qualité dans un environnement où le service client est très présent, vous a persuadé que la démarche qualité est avant tout pragmatique et quotidienne. Homme de méthode et de contact, vous avez un grand sens de l'écoute. Un bon niveau en anglais serait un atout fortement apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence M/196 à notre conseil :
Marie-Jeanne CAPDEPUY - **INFORAMA Carrières**
50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

INFORAMA *carrieres*
la technologie par les hommes

HCA

Société de conseil et d'ingénierie en pleine croissance, nous avons acquis un savoir-faire de haut niveau (informatique de gestion, bureautique, banque de données pluridisciplinaires, télématique). Nous cherchons pour notre siège en AVIGNON

STN
STRATEGIES ET TECHNOLOGIES NOUVELLES

un ingénieur de développement

Vous développez des applications dans le cadre d'un vaste projet d'information géographique. Ingénieur ou universitaire, vous maîtrisez le langage C, Unix, SQL et avez l'expérience de la conception orientée objet. **(réf.1582 LM)**

un responsable d'exploitation

Vous êtes responsable d'un site d'une quinzaine de stations graphiques Unix. Bac + 2, vous avez l'expérience de la mise en place et de l'administration des réseaux locaux (APOLLO, TOKEN-RING, ETHERNET...). **(réf.1583 LM)**

un ingénieur système Unix

Vous participez aux études de configuration et aux choix de matériels sur Unix, mettez en oeuvre et assurez le suivi des systèmes d'exploitation Unix. Ingénieur ou universitaire, vous avez 2 à 3 ans d'expérience sur Unix, les protocoles réseaux, le langage C. **(réf. 1584 LM)**

un ingénieur production réseau

Vous participez à la conception et à la mise en place de réseaux (ETHERNET, STARLAN, TOKEN-RING) et gérez leurs performances. **(réf. 1585 LM)**

un ingénieur développement réseau

Vous réalisez une maquette ISO, implantez et configurez des logiciels réseaux sous Unix, concevez et réalisez des protocoles client-serveur. Ingénieur, vous avez une expérience réseau. **(réf. 1586 LM)**

Ecrivez à Mme C. de LAPORTE, consultante, sous référence correspondante
"Carrières de l'informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - NANTES - STRASBOURG
LILLE - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

COGEMA

LE GROUPE COGEMA

17 000 PERSONNES

23,6 MILLIARDS DE C.A. DONT 33 % A L'ETRANGER

140 REACTEURS NUCLEAIRES ALIMENTES DANS LE MONDE

TEL. (1) 42.61.82.81

JEUNE INGENIEUR
DEBUTANT OU 1re EXPERIENCE

ENSAM, ENSEM, ENSMN...

Rattaché au responsable des fabrications, vous êtes intégré à une équipe dynamique de 5 personnes. Vous spécifiez et suivez les études de réalisation et la fabrication d'emballages et de matériels de transport de matières radioactives devant respecter des critères de sûreté sévères et une qualité de fabrication irréprochable.

Vous avez à vous impliquer en priorité sur les matériels nouveaux en liaison avec les sociétés d'ingénierie et les entreprises de fabrication associées à nos projets.

Une formation en mécanique, des connaissances en méthodes et suivi de fabrication sont indispensables. La maîtrise de l'anglais est un plus.

Ce poste de chargé d'affaires fabrication, basé à notre Siège en RÉGION PARISIENNE, vous permettra d'évoluer dans les métiers très diversifiés de nos différentes branches d'activités et de nos filiales.

Appelez notre Contact Téléphone : (1) 42.61.82.81 de 8H30 à 18H30 (Samedi de 10H à 13H) ou composez le 3616 CVCOM ou adressez votre candidature sous référence STM/03 à : DRS/Gestion des Cadres
COGEMA - 2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY

Organisation et Publicité

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Adjoint Responsable Marketing

EUROPE SUD

Une mission à potentiel pour un passionné d'aéronautique

Avec 15 000 collaborateurs dans le monde et 1 400 en France, notre groupe est l'un des principaux systémiers dans le domaine de l'aéronautique. Nous étudions, développons et réalisons des commandes de vol pour avions et missiles, des équipements moteurs, systèmes carburants et treuils de sauvetage.
A 30 ans environ, vous alliez à votre formation ESC ou ingénieur à dominante aéro, une expérience d'ingénieur d'affaires de préférence, vous ayant apporté une connaissance du marché aéronautique français et sud-européen.
Homme de communication aussi bien en anglais qu'en français, vous possédez également une bonne maîtrise de l'espagnol.
Notre Direction du Marketing Europe, basée en proche banlieue parisienne, recherche aujourd'hui l'adjoint de son Responsable Stratégique.
Après une période d'intégration, vous prenez en main la promotion de l'image et des intérêts du groupe auprès de clients prestigieux de l'aéronautique civile et militaire.
En véritable expert, vous effectuez le reporting des analyses de marché, identifiez et anticipez les projets en liaison avec nos 20 divisions (US, GB et France).
A l'écoute de la concurrence et de l'évolution du marché, vous êtes le conseil des divisions opérationnelles sur les stratégies à développer et les orientations technologiques à prendre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 148, à

MEDIAPA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Notre Département Oxygène et Pneumatique, n° 1 dans les équipements de protection physiologique "EROS", crée un poste de :

Ingénieur Mécanicien Coordinateur de Programmes

Vous serez principalement chargé de suivre et de veiller au bon déroulement des programmes et marchés d'Etat.
Dans cette perspective, vous maintiendrez des contacts étroits avec les clients, services officiels, fournisseurs ainsi que les co-traitants et les services internes.
Ingénieur de formation (AM - INSA - ENSMA - 3ème cycle universitaire), vous bénéficiez d'une expérience de 3 ans environ.
La maîtrise de l'anglais vous sera nécessaire pour de fréquents déplacements à l'étranger.
Votre sens de l'organisation, votre goût pour les contacts humains vous permettront de réussir à ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M1D4 à
Isabelle Chelet, INTERTECHNIQUE,
Direction du Personnel - BP 1, 78374
Plaisir Cedex.

N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 1 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard de francs.

INTERTECHNIQUE

---

labinal

18 200 personnes dans le monde, 12 filiales françaises, 37 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La Division Connecteurs Europe-Afrique conçoit et fabrique des connexions et des connecteurs pour les marchés de l'automobile, l'aéronautique, la défense, les télécommunications et l'informatique. Nous vous proposons de rejoindre l'équipe du Responsable des études avancées :

Ingénieur d'études "connectique aéronautique"

Vous avez la responsabilité d'un projet complet dans le domaine de la "connectique aéronautique". En relation avec les constructeurs aéronautiques, les équipementiers et les Services études des autres Divisions du groupe, vous élaborez des concepts, les validez et gérez le projet au niveau investissements et planning.
Ingénieur de formation, vous justifiez d'une première expérience industrielle à dominante aéronautique et parlez couramment l'anglais.
Ce poste requiert une grande autonomie et une certaine disponibilité pour de fréquents déplacements aux USA et en Grande-Bretagne. Réf.1032

Ingénieur d'études "connectique"

Vous prenez en charge le développement d'une nouvelle gamme de produits de connectique. En relation avec les unités de production, les Services études de la filiale américaine et les principaux donneurs d'ordre, vous concevez de nouvelles applications et élaborez le cahier des charges.
Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience réussie dans le domaine de la connectique ou de la petite électromécanique. Vous êtes créatif, rigoureux et volontaire et maîtrisez parfaitement l'anglais. Réf. 1037

Ces postes sont basés au siège social à Montigny-le-Bretonneux (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, (CV, photo, prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des cadres, Direction des affaires sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

MEDIA-SYSTEM

هكذا من الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

CHEF DE PROJETS
Coordonnez la France et l'export

LE VRAI POUVOIR c'est l'initiative et l'influence : vous l'avez compris. Plus qu'une fonction hiérarchique, vous recherchez un contexte où vous pourrez librement donner cours à votre capacité à organiser et à influencer votre environnement.

LA TECHNIQUE n'est pas tout : ingénieur de 30/35 ans, vous le constatez tous les jours, les contraintes commerciales prennent souvent le pas sur la pure logique technique.

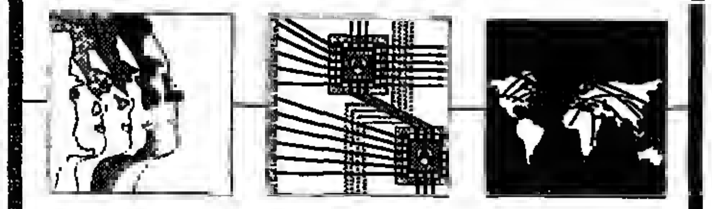
POUR VOUS DES DEMAIN : au sein de notre Département Maintenance et Instrumentation, une place est créée. La fonction de Responsable de Projets France Export vous conduira à coordonner le savoir faire de nos Chefs de Produits et de nos agences (instrumentation, bancs de tests, maintenance...).

NOTRE GARANTIE : l'état d'esprit de notre équipe, la volonté et le goût du risque de vos futurs responsables (vous pourrez en juger dès le premier entretien), nos résultats commerciaux.

VOTRE GARANTIE : une expérience de 2 à 3 ans en coordination de projets et la maîtrise de l'anglais.

Envoyez CV + lettre + photo + rémunération actuelle à notre Conseil **MERCURI URVAL**, 14 bis rue Daru, 75378 PARIS Cedex 08 sous la réf. 67.4567-LM

HCAP



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

CE2

SunChemical

Filiale spécialisée du 1er groupe mondial d'encres d'imprimerie

recherche pour renforcer son équipe technique

INGÉNIEUR CHIMISTE

25/30 ans environ.

Fonctions techniques : études, développements, méthodes, qualités, notions de génie chimique.

Le candidat sera aussi chargé de responsabilités d'assistance technique auprès de clients à l'étranger.

Langue allemande lue et parlée couramment.

Bonne connaissance de l'anglais lu et parlé.

Si vous êtes intéressé par le poste, adressez votre candidature (lettre + CV + prétentions) à :

M. OUDILLE,
« CE2 », 11, rue du Coq-Gaulois
77170 Brie-Comte-Robert

INGENIEURS GRANDES ECOLES
METALLURGIE - SYSTEMES EXPERTS

Aujourd'hui, Usinor Sacilor est le premier européen et le second mondial dans son produit, l'acier : boîtes-boissons, tôles-sandwich pour l'automobile, aciers pour l'architecture, notre produit sait prendre 1000 nuances pour satisfaire nos partenaires et fixer de nouveaux challenges à ceux qui vont les améliorer.

Au cœur de nos métiers et de nos réalisations, le métier d'ingénieur métallurgiste devient ainsi encore plus passionnant.

Dans l'éventail des postes à pourvoir, nous vous proposons :

■ Développement des process - Systèmes-Experts

Vous serez animateur d'une équipe qui contribuera à l'amélioration, la maîtrise et l'optimisation des procédés de fabrication. Vos études et travaux déboucheront sur l'utilisation de modèles et sur la mise en place de systèmes-experts.

■ Développement métallurgie

Au sein d'équipes opérationnelles, vous allez acquérir une compétence "produit et process". Vous étudierez, concevrez et mettrez en œuvre les améliorations techniques portant sur les procédés, les produits et les outils de fabrication avec l'assistance de moyens informatiques de tout premier plan.

Ces postes basés en province vous motiveront si vous êtes dotés de réelles capacités techniques et relationnelles. Vous êtes de formation ingénieurs grandes écoles ou universitaires (doctorat en métallurgie), débutants ou possédant une première expérience.

Travailler au sein d'Usinor Sacilor, c'est d'abord choisir de travailler avec les meilleurs de sa spécialité, c'est souhaiter prendre rapidement des responsabilités, c'est aussi se former et s'enrichir soi-même au quotidien.

Merci de nous contacter au 49.00.57.49
ou d'adresser votre candidature sous réf. LM52 à
USINOR SACILOR - DRH Ingénieurs et Cadres
CEDEX 33 - 92070 PARIS-LA DEFENSE

Acier

USINOR SACILOR

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

PREMIER DISTRIBUTEUR MONDIAL D'EAU POTABLE

LA PASSION DU SERVICE

Depuis l'origine la Compagnie Générale des Eaux s'est toujours attaché

le concours des meilleurs talents.

Ingénieurs
débutants,

vous êtes diplômé d'une très grande Ecole
X - MINES - PONTS - CENTRALE - AGRO - SUPELEC...
et nous apprécions l'excellence de votre formation qui suppose déjà de nombreuses qualités.

Mais nos métiers de Services sont exigeants et font appel à de multiples talents - *sens de l'initiative et de l'autonomie, créativité, capacité d'animation...* essentiels pour devenir

Chef d'Entreprise à 30 ans.

Si tel est votre projet, vous pourrez, au sein de nos Directions, à Paris ou en Province, vous préparer à des fonctions de généraliste : commercial, gestion, ressources humaines, process, production.

Vous êtes débutant ou vous avez déjà une première expérience et vos réalisations d'étudiant ou de jeune professionnel attestent de votre capacité à entreprendre. Vous êtes géographiquement mobile.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une lettre de motivation sous référence M/116/AXX à notre Conseil

CHP **cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann 75008 PARIS**

Membre de Syntec

ISIS
Société d'ingénierie
groupe SCETAUROUTE

Filiale du leader européen de l'ingénierie des grandes infrastructures de transport, ISIS se place au premier rang de la recherche et de l'innovation dans les études et les techniques de pointe liées à l'ingénierie du Trafic (Etudes de trafic, gestion des déplacements, sytèmes d'exploitation).
Notre expansion nous conduit à rechercher pour notre Département **TRAFIC-SYSTEMES-STATIONNEMENT** pour PARIS-OUEST et LYON, des

CHEFS DE PROJETS
Référence : DPD/CP0291

INGENIEURS D'ETUDES
Référence : DPD/IEO291

spécialisés en :

ETUDES DE TRAFIC, pour diriger ou participer à d'importantes études urbaines et interurbaines et développer des méthodes spécifiques.

REGULATION DE TRAFIC, pour diriger d'importantes études de déplacements tous modes et de régulation de trafic en milieu urbain, et développer des outils informatiques spécifiques.

EXPLOITATION AUTOROUTIERE, pour la définition générale de systèmes d'aide à l'exploitation de réseau autoroutier, la conception d'outils adaptés, l'élaboration de cahiers des charges, en liaison avec les programmes de recherche européens (DRIVE, EUREKA,...).

SYSTEMES D'INFORMATION DE L'USAGER, pour la conception et la mise en oeuvre des nouvelles technologies appliquées à la circulation et aux transports, tout en contribuant au développement des projets européens comme DRIVE, EUREKA,...

STATIONNEMENT, pour élaborer les projets d'organisation et de conception de parcs de stationnement, puis assister la maîtrise d'ouvrage des parkings.

Une première expérience adaptée, associée à une formation de Grande Ecole ou Universitaire spécialisée est nécessaire.
Ces postes impliquent de bonnes aptitudes relationnelles et commerciales.
Une bonne maîtrise de l'informatique et de l'Anglais pour certains de ces postes sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence
et la rémunération souhaitée à ISIS - D. POIRIER-DUCROCQ -
2, rue Stephenson - 78181 ST QUENTIN YVELINES CEDEX.

ISIS
Ingénierie
des Systèmes
d'information
et de Sécurité

Debie

Le Monde des Secteurs de Pointe

Vous avez choisi les télécommunications. Nous avons déjà un point commun.

Notre domaine d'activité : l'informatique appliquée aux Télécoms.
Notre métier : le Conseil, le Service et l'Ingénierie Informatiques.

► INGENIEURS LOGICIEL

- Titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures (Grandes Ecoles ou équivalent universitaires), vous débutez ou avez effectué un ou plusieurs stages dans les domaines du temps réel ou des Télécoms. (réf. BTIL/14)
- Vous possédez une première expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques temps réel et vous connaissez les SGBD relationnels (ORACLE, UNIFY, SYBASE...) (réf. BTIL/15)

► CONSULTANTS, CHEFS DE PROJET TELECOMS

Ingénieurs expérimentés (minimum 5 ans d'expérience),

- Vous désirez acquérir ou avez déjà acquis une expérience de conseil dans le domaine des Télécommunications (Réf. BTCT/2)
- Vous possédez une bonne expérience d'encadrement de projets temps réel ou Télécoms... (Réf. BTCP/1)

L'activité TELECOMS d'ALCATEL TITN ANSWARE vous propose aujourd'hui d'évoluer dans des domaines variés : Architecture de réseaux hétérogènes, protocoles de communication, réseaux locaux large bande, NUMERIS, messagerie X 400, serveurs multimédia, ingénierie de réseaux, gestion de réseaux, radiotéléphonie cellulaire...
Nos postes sont à pourvoir sur toute la Région Parisienne. Ensemble participons à l'évolution de ces techniques de pointe.

ALCATEL
TITN ANSWARE

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Murielle YDE - ALCATEL TITN ANSWARE - 1, rue Galvani - B.P. 110 - 91301 MASSY CEDEX.

MEDIAPA

1991, passeport pour la réussite

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes, CA : 1900 MF) conçoit et développe des systèmes électroniques de détection sous-marine. Leader dans ce domaine de haute technologie, nous participons à toutes les grandes compétitions internationales. Dans ce cadre, nous recherchons pour le département de Brest (380 personnes dont 140 ingénieurs et cadres) :

ADJOINT AU CHEF DE PROJET TEMPS REEL

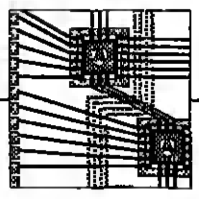
A la tête d'une équipe de 3 à 5 personnes, vous êtes responsable de la conception et de la réalisation de logiciel et de matériel. Pour mener à bien votre mission, vous disposez d'un environnement de travail performant (stations VAX VMS, moniteur temps réel VRTX 32 sur calculateur 68020 et TMS 320 C 30 sur BUS VME).
Ingénieur grande école type SUPELEC, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans ce domaine. Votre ouverture sur l'environnement électronique et votre capacité de management constituent des atouts pour votre réussite.
Ce poste vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution vers des carrières export, affaires et projets. Réf. ACP

INGENIEURS D'ETUDES EN TRAITEMENT DU SIGNAL, DE L'IMAGE ET DE L'INFORMATION

Au sein d'une équipe chargée de définir et d'exécuter les études avancées et de fournir une expertise à l'ensemble de notre département, nous vous proposons de concevoir les nouveaux traitements de nos futurs sonars d'imagerie à haute résolution et de participer à leur promotion auprès de nos clients.
Votre formation supérieure (SUPELEC, ENST, ...) est un gage de réussite dans cette fonction où seront particulièrement appréciées votre rigueur scientifique et votre aptitude à l'innovation. Une première expérience dans ces domaines sera un atout supplémentaire. Réf. IE

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions en précisant
la référence choisie à Thierry JAROSZ - **THOMSON ASM**
Route de Saint Anne du Portzic - 29601 - Brest Cedex

HCA



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

LA HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'ÉCOLOGIE

Notre société (proche banlieue Nord), filiale du GROUPE COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, leader mondial du traitement des eaux par l'ozone (100 personnes, CA : 100 M̄) propose un poste d'

INGENIEUR DE PROJET

Diplômé d'une école généraliste, dynamique, vous êtes âgé de 30/35 ans et possédez une expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire.
En étroite collaboration avec la direction, vous aurez la responsabilité d'élaborer et de négocier des projets d'installation puis d'en coordonner l'exécution depuis notre siège.

De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir dans le monde entier et plus particulièrement en Europe et en France. Anglais courant indispensable.

Véritable "Chef d'Orchestre", vous alliez compétences techniques, diplomatie, ténacité et de réelles qualités d'organisation. Evolution possible au sein du groupe.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo + prétentions s/réf. 2210 à notre Conseil :
PF Conseil - 17/21, av. Gabriel Péri
Résidence Bach
95500 GONESSE.

PFConseil

RSCG P.A.

La Société MORS, la plus grande entité du Groupe MORS, en fort développement (1 500 personnes, 700 MF de CA), conçoit, fabrique et commercialise des équipements électroniques professionnels technologiquement très élaborés pour des secteurs tels que l'Aéronautique, le Transport, la Défense, l'Automobile, l'Océanographie...

RESPONSABLE QUALITÉ

Rattaché au Directeur Qualité de la Société, il sera chargé de mettre en œuvre la politique qualité ainsi que d'assurer la responsabilité des Services Assurance Qualité, Métrologie et Contrôle Qualité
Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste, homme ou femme, âgé d'au moins 30 ans, ayant déjà été fortement impliqué dans la mise en place d'une politique de qualité, et fort d'une expérience de 2 à 3 ans au sein d'une entreprise industrielle d'électronique professionnelle
Poste basé au Blanc-Mesnil.
Anglais indispensable (lu, parlé, écrit).
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 13243, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MORS

▶L'AXE HAUTE TECHNOLOGIE◀

MEDIA-SYSTEM

Institut National
des Télécommunications (INT)
Direction Scientifique

int TELECOM

recrute pour EVRY (91) un

ADJOINT au DIRECTEUR SCIENTIFIQUE

Ingénieur ou Universitaire, dix à quinze années d'expérience de la Recherche dans le domaine Télécommunication et/ou Informatique. Centre Public ou Privé. Expérience d'enseignement dans le Supérieur et International.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à :
M. le Secrétaire Général de l'I.N.T.
9, rue Charles-Fourier - 91011 EVRY Cedex

Société de synthèse organique en chimie fine, située en proche banlieue nord de Paris, filiale d'un leader mondial,

recherche pour son département Développement :

UN INGÉNIEUR CHIMISTE RESPONSABLE DE LABORATOIRE

Vous avez 5 à 10 ans d'expérience en synthèse organique. Vous êtes diplômé d'une école nationale supérieure de chimie, ou bien titulaire d'un doctorat de chimie ou d'un DEA.

Vous avez un esprit concret, la capacité d'animer une équipe. Si vous possédez des connaissances en génie chimique, elles seront appréciées.

Ecrire sous n° 8225
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS

Aéroports de Paris

ADP - 6 000 personnes - 5 milliards de francs de C.A. en 1989 a pour principales missions de construire, exploiter et développer les aéroports. Sa Direction Technique et Industrielle recherche pour ORLY

INGENIEUR MECANICIEN

Grandes écoles

Responsable de la Section Atelier du Parc Automobile, vous serez chargé de la gestion et de l'encadrement de 60 personnes.

Une bonne connaissance de la maintenance des flottes de véhicules et engins aéroportuaires, ainsi qu'une expérience confirmée d'encadrement sont nécessaires pour assumer ces fonctions.

Merci d'adresser votre candidature, (lettre manus. + C.V. et prét.), sous la réf. LM/90/1103 à Mme CHOQUET - **AÉROPORTS DE PARIS** Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - ORLY SUD 103 94396 AEROGARE cedex.

MEDIAPA

Responsable des essais et études technologiques

AMORA

C'est 1,8 milliards de francs de CA en 1988, 750 personnes, 8 unités de production et une forte progression, une gamme étendue de moutardes, sauces, légumes condimentaires, poivres, épices et herbes, un développement soutenu de produits nouveaux.

Rattaché au Directeur de la recherche et développement, vous avez pour mission de transposer au stade industriel les modèles réalisés en recherche produits. Vous étudiez la faisabilité, chiffrez les coûts de la phase pilote, réalisez les essais en atelier pilote et définissez le process de fabrication. Vous participez ensuite à l'étude des coûts industriels et accompagnez la mise en place : installation des matériels, premiers essais, formation du personnel...
A la tête de l'atelier pilote et en relation permanente avec la fabrication, vous êtes un homme de dialogue, efficace, convaincu de la nécessité de travailler en équipe
Pour ce poste basé à Dijon, vous êtes Ingénieur agro de formation (ENSIA ...), si possible spécialisé en génie alimentaire, et avez acquis impérativement une 1re expérience en process, production ou contrôle qualité
Votre réussite dans cette mission vous ouvrira, par la suite, des perspectives élargies dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite) en précisant votre rémunération actuelle sous la référence SI40M2 à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

GROUPE BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Filiale de Sociétés pétrolières recherche

INGENIEUR DE PROJET JUNIOR

ELECTRICITE/INSTRUMENTATION
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous êtes ingénieur de formation, ESE, INPG, PCI, ENSAIS, ENSM, EEMI ou équivalent option Automatique / Informatique industrielle + génie électrique, débutant ou avec 1 à 3 ans d'expérience. Vous serez intégré, sous la conduite d'un ingénieur sénior, au sein d'une équipe d'ingénierie tous corps d'état intervenant sur des projets en France et à l'étranger. Vous participerez au développement des études d'électricité industrielle, d'instrumentation, de contrôle et à la coordination des interventions de sous-traitants, fournisseurs et entreprises. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, une seconde langue appréciée. Perspectives d'avenir pour candidat motivé.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5113 à
RSCG CARRIERES - 2, rue Rouget de Lisle
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

RSCG CARRIERES

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE

[illegible] de recherche appliquée (70 [illegible]) [illegible] pour contrats [illegible] dans le cadre des projets [illegible] recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

qui deviendra responsable de l'activité Comportement au feu des structures (études, recherche, réglementation).

Connaissances exigées : Eléments finis, Thermique, informatique [illegible]
Connaissances [illegible] Incendie [illegible]

Ce poste [illegible] Saint-Rémy-lès-Chevreuse (78)

Envoyer CV et lettre manuscrite sous réf. 159 [illegible] Domaine de Saint-Paul [illegible] SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

CTICM

هكذا من الأصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

HAUTES TECHNOLOGIES

Nous sommes spécialisés dans la conception et le développement de missiles. Nous occupons une place prépondérante au niveau mondial dans cette spécialité. Nos produits bénéficient d'un fort potentiel d'innovation technologique dans les domaines : des matériaux, du calcul, de la connaissance de l'environnement. de l'électronique et de l'informatique. Nous renforçons nos équipes et nous recherchons 10 ingénieurs dont :

INGENIEURS GENERALISTES

avec une première expérience et issus des écoles :
SUPAERO, ENSEEIHT, ENSAM, ICAM, ENI...
Réf. 4/1046 A

INGENIEURS MECANICIENS

avec une première expérience et issus des écoles :
ECAM, INSA, ESTACA, ENSEM, ENSMA, ESIM, ENI...
Réf. 4/1046 B

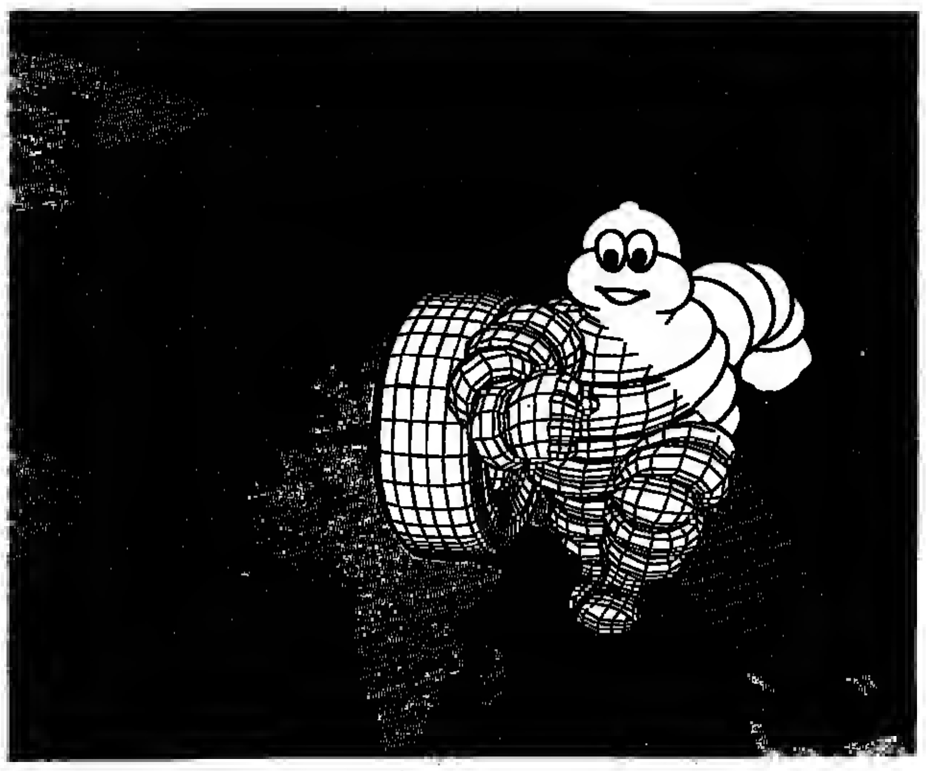
Nous offrons des projets ambitieux avec des moyens techniques particulièrement avancés et des postes de responsabilités dès le début de la carrière. Une formation adaptée aux domaines de pointe ainsi qu'une rémunération attractive. Les postes sont basés dans le sud-ouest parisien.

Les Consultants de SQUARUS INTERNATIONAL étudieront vos CV, lettre de candidature manuscrite et prétentions sous réf. ci-dessus.

SQUARUS

SQUARUS INTERNATIONAL INGÉNIERIE DES RESSOURCES HUMAINES POUR LES TECHNOLOGIES NOUVELLES - 49 BD DE COURCELLES 75008 PARIS

INGÉNIEUR QUALITÉ



Aujourd'hui, la maîtrise de la qualité dans un contexte d'innovation permanente est un défi que nos ingénieurs relèvent quotidiennement.

Pour participer à ce travail d'équipe, nous recherchons un ingénieur ayant de bonnes connaissances dans le domaine des **matériaux** ou de la **Chimie.**

Après une formation aux techniques de production et après avoir acquis une expérience du produit, vous vous verrez confier la responsabilité de la garantie qualité de l'un de nos 70 sites industriels en Europe, en Amérique ou en Asie.

A la tête d'une équipe importante de personnel qualifié, en prise directe avec l'ensemble du processus de fabrication et en vous appuyant sur une infrastructure performante d'analyse et de mesure, votre mission couvrira:

- **— la qualification des produits et procédés nouveaux,**
- **— le contrôle qualité,**
- **— l'assistance technique aux services de fabrication,**
- **— la promotion de l'assurance qualité.**

Débutants, 1re expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM/43 à **MICHELIN**
Service du Personnel - Hervé COYCO
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

MICHELIN®
Les moyens de se passionner

L'image sur toute la ligne

• 10% du CA investis en R et D • 600 brevets déposés par an • des laboratoires à travers le monde

Les compétences les plus pointues sont à l'origine de la capacité d'innovation de THOMSON. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les Laboratoires Electroniques de Rennes (250 personnes dont 150 ingénieurs), situés dans une région pilote pour le développement des télécommunications et qui ont pour mission de conforter l'avance technologique du groupe dans le domaine de l'image. Nous recherchons :

INGENIEURS D'ETUDES

Ingénieur diplômé d'une grande école ou d'une école supérieure d'ingénieur (INSA, ESEO...), débutant ou avec une première expérience, nous vous proposons de mener des études complètes incluant la mise au point de prototypes dans l'un des domaines suivants :

- systèmes et équipements compacts de saisie, émission/réception, visualisation d'images et restitution sonore raccordables à des réseaux de télécommunication de type NUMERIS. Réf 021
- systèmes de modulations numériques pour la transmission de signaux audiovisuels numériques. Pour ce poste, vous utilisez vos compétences en traitement du signal. Réf 022
- architectures matérielles et logicielles de machines parallèles de traitement d'images en temps réel à performances élevées (MIMD, SIMD). Réf 023

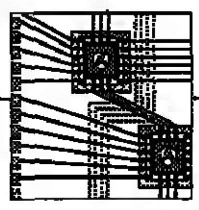
ASSISTANT CHEF DE PROJET

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous associez des compétences de technicien à une expérience de gestionnaire de projet. Au cours de votre carrière, vous avez travaillé avec des services commerciaux à la spécification de produits.
Venez participer à un projet international faisant appel à l'exploitation des procédés de traitement de l'image. Tout en vous impliquant dans la gestion technique, vous recherchez toutes les applications possibles des résultats d'études pour en déduire des profils de produits ou de services professionnels et grand public. Réf 025

INGENIEUR SYSTEME ET RESEAUX

Diplômé d'une grande école (ENST, ESE, INPG,...) ou d'une école supérieure d'ingénieurs (INSA, ESEO...), vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum dans ce type d'activité.
Vous acquérez rapidement la maîtrise et vous portez garant de la qualité de service d'une infrastructure informatique performante : calculateurs (vectoriel, à usage général), stations de travail et micro-ordinateurs, systèmes d'exploitation (VAX VMS, UNIX, OS2, MS DOS), réseaux informatiques (ETHERNET, TCP IP, DECNET). Vous participez à la définition de son évolution et prenez en charge l'ensemble des aspects de communication : téléinformatique, réseaux locaux de télécommunications et interfaces avec les réseaux publics. Vous assistez les utilisateurs et réalisez pour eux des logiciels spécifiques. Réf. 024

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais et le goût du travail en équipe sont indispensables.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

THOMSON/LER
Françoise JOUHAUD
Avenue de Belle Fontaine
35510 Cesson Sévigné

HCA▷

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Le Monde des Secteurs de Pointe

Patron de A à Z d'un projet révolutionnaire

Nous sommes une jeune société spécialisée dans le développement d'un concept original d'emballages permettant d'éliminer les risques de rupture de la chaîne du froid pour le transport de denrées périssables.
Pour développer un brevet, dont l'un de nos actionnaires principaux (ELF AQUITAINE) nous a concédé la licence exclusive mondiale, basé sur un nouveau procédé révolutionnaire de pompe à chaleur thermique, nous recherchons un Chef de Projet très entrepreneur.

Vous avez la responsabilité totale du projet : technique, commerciale, financière, administrative. Vous assurez les applications industrielles de ce brevet, établissez des contacts avec les clients potentiels, collaborez avec eux à la définition de leur cahier des charges, recherchez des sous-traitants et pilotez la réalisation des projets.

La trentaine, de formation Ingénieur : Arts et Métiers, CNAM,... vous avez une première expérience technico-commerciale significative. L'esprit d'un patron de PME, créatif et très réalisateur, vous alliez le goût du challenge à un fort sens relationnel. Bien entendu, vous parlez anglais. Salaire motivant et intéressement au capital prévu.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous référence 10/202 LM
(à noter sur courrier et enveloppe)
79/83, rue Baudin 92309 Levallois-Perret Cedex

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Organisation et Publicité

SUD AUVERGNE

MSD
MERCK
SHARP&
DOHME
CMSD

OPTIMISER NOS PROCEDES DE FABRICATION

INGENIEUR CHIMISTE

Unité ultra moderne de production de chimie fine du premier groupe pharmaceutique international (35 000 pers., 40 Milliards de Francs) nous réussissons à conjuguer optimisation technique et management moderne. En qualité de Responsable du labo Développement et sous l'autorité du Directeur de Production, vous optimiserez nos procédés en terme de rendement, coût, cycle et sécurité. Assisté d'un technicien, vos activités couvriront : L'homologation des matières premières et des fournisseurs, la rédaction des procédures de validation des nouveaux procédés, la répercussion au sein de l'unité des évolutions technologiques issues du groupe MERCK & Co ou du marché, l'analyse et la correction des disfonctionnements ainsi que la gestion des stocks de consommables liés à votre activité. Ingénieur chimiste et/ou Docteur 3ème cycle en chimie organique, vous avez de préférence une première expérience en chimie fine et parlez anglais. Nous vous offrons une ambiance et un cadre de travail agréables et évolutifs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4277 à :
CEGOS Division Recrutement - 2, rue du Musée Guimet - 69006 LYON.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres
Madrid - Milan - Paris

HCA

Lafarge Coppee
LEADER MONDIAL DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Ingénieur contrôle procédé confirmé

Nous sommes un groupe industriel français leader dans le domaine des ciments, matériaux et bioactivités. Nos chiffres parlent d'eux-mêmes : 30 000 personnes, 30 milliards de CA. Notre filiale Orsan, spécialisée dans le domaine de la biochimie, recherche pour son unité de production située à Nesle (Somme) un

Rattaché au Responsable process développement, vous serez, au quotidien, en charge du fonctionnement et du suivi de la commande du process dans un objectif de productivité et de qualité croissantes.
Par votre expertise, vous fiabiliserez le système actuellement en place, programmerez les équipements futurs, mettrez en place les outils nécessaires, gérerez les investissements en la matière.
Ingénieur de formation et professionnel confirmé, votre expérience (5 ans minimum) en informatique industrielle associée à votre esprit logique et rigoureux sera l'atout indispensable à la réussite de votre mission. La maîtrise de l'anglais est souhaitée.
Ce poste est basé dans la Somme (80).

Merci d'adresser votre dossier de candidature,
sous la réf. T231E, à Sabine Tripodi,
OC Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot,
92500 Rueil-Malmaison.
Répondeur Minitel : 42.36.10.30.

O.C CONSEIL
Ressources humaines
PARIS
LONDRES

Lembacel

Filiale du Groupe Saint Gobain
leader de l'emballage papier,
700 millions de CA, 600 personnes,
recherche pour ses usines du Sud-Est un

Ingénieur production

Vous avez comme première mission la mise en place d'un plan assurance qualité

- Définition des normes et procédures de contrôle qualité
- Supervision du contrôle de la réception des achats, des en cours et des produits finis
- Responsabilité du laboratoire.

Vous évoluerez vers une responsabilité de production.
Agé de moins de 30 ans, vous êtes ingénieur généraliste avec une première expérience en impression ou en transformation.
Vous avez le goût des contacts, une capacité à être reconnu, une rigueur qui n'exclut pas la créativité, vous êtes attiré par les perspectives de carrière d'un grand groupe.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A 1 02 04 à notre Conseil
Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération
75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS

SAINT-GOBAIN

Organisation et Publicité

CONTINENTALE D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES

PMI à dimension humaine, introduite au Second Marché de la bourse depuis 1984, fortement exportatrice, accueille pour renforcer ses équipes de Recherche et Développement au sein de sa division TELECONTROLE

2 INGENIEURS

- Connaissance en Informatique Industrielle.

2 TECHNICIENS SUPERIEURS

- Connaissance 68.000 - langage C, OS.9.

Expérience appréciée.

Poste situé à RUNGIS (94).

Adresser lettre de candidature + CV + prétentions sous pli confidentiel à Monsieur Dubreuil, Ingénieur en Chef, C.E.E. - Division Télécontrôle 2, place du Serpentaire - Silic 572 94653 Rungis Cédex.

PUBLIPANEL

Sogreah, la conquête de l'eau

GRENOBLE - SOGREAH, Société d'Ingénierie, fonde son activité sur les techniques de l'hydraulique, principalement en vue de l'aménagement du territoire. L'eau est vitale. Nos hommes en rationalisent l'utilisation. Architectes de l'eau, ils parcourent les continents pour mettre en oeuvre des stratégies durables. Nous recherchons

INGENIEUR HYDRAULIQUE URBAINE

senior

Responsable de projets d'Assainissements urbains, lutte contre la pollution et Traitement/Epuration des eaux, vous serez chargé de développer cette activité, notamment à l'export.
Vous bénéficiez de 5 à 12 ans d'expérience dans ce domaine, votre mission impliquera disponibilité (fréquents déplacements à l'étranger de courte ou longue durée), connaissance de l'Anglais et si possible de l'Espagnol.

SOGREAH
SOGELERG

Envoyer lettre manus., photo, CV détaillé et prétentions s/réf. IHU à
SOGREAH - Direction des Ressources Humaines
6, rue de Lorraine, 38130 ECHIROLLES.

ORC

SAF

Expert, Concret, Manager, Ambitieux : Vos atouts sont à la hauteur de nos projets

Filiale d'un groupe de réputation mondiale, spécialisée dans les métiers du soudage et du coupage, nous développons nos savoir-faire dans la haute technologie (électrique, robotique...) pour répondre aux besoins des industries de pointe (nucléaire, spatiale, off shore, ...).Pour notre unité pilote située à 60 Km au Nord de PARIS, nous recherchons un

RESPONSABLE ORGANISATION ET METHODES INDUSTRIELLES

Dépendant directement du directeur de l'unité, il est en liaison avec le Marketing, le développement, la fabrication et nos partenaires externes.

En veillant à optimiser qualité, flexibilité et coût, il coordonne les activités suivantes :

- la mise en fabrication des nouveaux produits,
- l'amélioration des méthodes de fabrication et de contrôle qualité,
- l'implantation et l'organisation générale des ateliers,
- l'élaboration et la réalisation des programmes d'investissement,
- les relations techniques avec nos clients et fournisseurs.

A 35 ans environ, ingénieur Grande Ecole (généraliste ou électromécanicien), vous avez une expérience industrielle diversifiée dans les méthodes, les travaux neufs ou la production de moyenne série si possible dans la construction électrique et vous êtes familiarisé aux méthodes modernes de production (GPAO, Flux Tendus, Kanban).

Vous maîtrisez l'anglais et peut-être l'allemand. Une formation économique complémentaire serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé
avec photo et salaire actuel sous la référence P755/SAM
à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

HCA

QUAND LE TERRAIN REVELE VOTRE NATURE

INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS

La CGG, un des leaders mondiaux de géophysique, a pour vocation l'étude du sol et du sous-sol. Avec environ 3 milliards de CA, dont 90 % sont réalisés à l'exportation, nous offrons une gamme complète de produits et services géophysiques : depuis l'acquisition de données sur le terrain, leur traitement sur ordinateur et leur interprétation, jusqu'aux équipements géophysiques spécifiques.

Après une période d'intégration et de formation, vous assumerez très rapidement des responsabilités techniques et gérerez votre propre équipe.

Nous proposons à des ingénieurs diplômés de grandes écoles de rejoindre nos équipes de prospection pétrolière terrestre ou marine et d'évoluer dans le monde entier.

Meneur d'hommes, vous alliez goût des déplacements et du contact.
Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.

Votre réussite vous ouvrira de larges évolutions vers des postes de responsabilités opérationnels, de recherche ou d'ingénierie.

Vous souhaitez participer activement à notre expansion, merci d'adresser lettre, C.V. et photo à CGG - Service du Personnel
1 rue Léon Migaux - 91341 MASSY CEDEX.

CGG

Compagnie Générale de Géophysique

MEDIAPA

Le Monde des Secteurs de Pointe

LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

cea

La Direction des Applications Militaires (D.A.M.) du Commissariat à l'Energie Atomique est le premier centre de recherche européen dans le domaine de la Défense. Son atout majeur : la puissance créative, les compétences de pointe, très diversifiées, de ses 6 700 collaborateurs (dont 2000 cadres ingénieurs et chercheurs).

Elle développe actuellement un programme de travaux prioritaires sur les phénomènes non linéaires.

la TURBULENCE et le CHAOS

Si, débutants ou expérimentés,

INGENIEURS PHYSICIENS de HAUT NIVEAU
grandes écoles ou doctorats

vous êtes formés à la mécanique des fluides et aux méthodes modernes de calcul scientifique, la D.A.M. peut vous confier les responsabilités de conception, modélisation et interprétation d'expériences nouvelles, que seuls ses moyens exceptionnels permettent d'envisager. Elle saura vous aider à développer vos compétences et vous proposer des évolutions de carrière très diversifiées.

Postes à pourvoir en région parisienne.

Les dossiers de candidature - sous référence 3930 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrénoy - 75116 Paris

Les hautes technologies, c'est aussi l'affaire du marketing

Framatome, premier constructeur et exportateur mondial de centrales nucléaires avec 56 unités en service dans le monde, est aussi le deuxieme groupe européen de connectique, la première entreprise française de mécanique et le premier pole européen d'intelligence artificielle. Avec 14 300 personnes réparties sur les cinq continents, un CA de 20 milliards de francs dont 25 % à l'export, le Groupe Framatome saura vous donner tous les moyens pour réussir.

RESPONSABLE PRODUITS

Votre diplôme (Centrale, Mines, HEC, ESSEC...) valorisé par une solide expérience des produits industriels, vous donne à 30/35 ans, l'envie d'occuper une position centrale dans une société de taille internationale.

Au sein du département marketing développement de la Division des Services d'Ingénierie, vous êtes l'homme du marketing auprès des chefs de produits avec lesquels vous définissez les cahiers des charges techniques et commerciaux, afin de répondre efficacement aux besoins des exploitants nucléaires (sureté, fiabilité, performance, formation). Vous êtes amené également à réaliser les supports de promotion de ces nouveaux services.

Cette fonction nécessite un goût prononcé pour les produits de haute technicité associé à une capacité personnelle au dialogue et à la recherche des points forts qui distingueront chaque produit. Votre dynamisme et votre talent d'animateur sont des atouts essentiels pour développer votre domaine d'activité.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. NSIA, à Isabelle Arbogast, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, 92084 Paris-La Défense Cedex 16

MEDIA-SYSTEM

GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

L'I.S.A.R. (INSTITUT SUPERIEUR d'AUTOMATIQUE et de ROBOTIQUE). Etablissement de haut niveau dont la vocation est la maîtrise des "Technologies Nouvelles" dans le domaine de l'électronique, de l'informatique industrielle, de l'automatique et de la CAO, recherche son :

Directeur

Sous l'autorité du Directeur du Service Enseignement, Formation et Emploi de la CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de VALENCE et de la DROME, il aura en charge l'organisation, l'enseignement, le développement de l'Institut et notamment dans le cadre d'un projet d'école Ingénieurs. Nous recherchons un candidat possédant un fort potentiel dans les domaines visés, capable d'assumer l'animation de l'équipe d'enseignants et d'étudiants, l'enseignement de certaines disciplines, la maîtrise de projets industriels, la veille technologique. Ingénieur Grande Ecole Scientifique ou Universitaire, vous justifiez d'une expérience approfondie dans un ou plusieurs des domaines cités. Votre forte personnalité, votre sens du dialogue, votre sens de la gestion seront vos atouts de réussite !

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de VALENCE et de la DROME - 52/74, rue Barthélémy de Laffemas - BP 1023 - 26010 VALENCE CEDEX

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE VALENCE ET DE LA DROME
Une force pour la Drôme !

MEDIAPA

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recrute pour sa section **ANESTHESIE - REANIMATION à Fontenay-aux-Roses,** un

LNE

ingénieur médical

Mission : responsable d'une petite équipe, il coordonne les essais techniques sur analyseurs et moniteurs de gaz, caissons hyperbares, ventilateurs,...
Il participe à l'élaboration des normes nationales et internationales.
Il assure l'interface avec les industriels et le Ministère de le Santé.

Profil : Ingénieur UTC ou universitaire 3ème cycle, bonne pratique de l'anglais, sens des relations humaines, expérience en milieu hospitalier ou industriel appréciée.

Merci d'adresser votre candidature à : **LNE/GLEM,** 1, rue Gaston Boissier - 75015 Paris.

P.R. Bley

CECA FILIALE ATOCHEM
GROUPE ELF AQUITAINE

La chimie de spécialités

Pour notre usine ardéchoise (environ Montélimar) assurant l'exploitation d'une carrière de silice à ciel ouvert et le traitement du minerai en continu, nous recherchons un

RESPONSABLE CARRIERE

Vous êtes ingénieur des Mines (Alès, Douai, St Etienne) âgé de 25-30 ans, et avez éventuellement une petite expérience d'exploitation de carrière.

Vos qualités relationnelles et votre sens de l'organisation alliés à un souci de sécurité vous permettront de gérer et d'animer l'ensemble des opérations effectuées sur la carrière : sondages, exploitation de la carrière...

Si cette offre vous intéresse, merci de nous adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) sous références LM/RC à l'adresse indiquée ci-après :

CECA S.A. - La Défense 5
Cédex 54 - 92062 PARIS LA DEFENSE

PUBLIPANEL

MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

GROUPE SCHNEIDER

Filiale du groupe Merlin Gerin, (31 000 personnes, 20 milliards de CA), un des plus importans constructeurs mondiaux d'équipements électriques, nous sommes spécialisés dans la construction d'appareillages basse tension. Notre professionnalisme est la clef de notre réussite sur le marché français et international.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un :

ingénieur produit

Responsable technique de notre activité distribution publique basse tension (disjoncteurs de protection, transformateurs de postes MT/BT...), vous prenez en charge les nouveaux développements et la gestion technique de votre ligne de produit. En véritable chef de projet, vous serez en relation permanente avec de nombreux interlocuteurs internes (labo, BE, qualité, achats...) et externes (fournisseurs...).

De formation ingénieur électromécanicien (AM, ESE, IEG, INSA...), vous avez une première expérience et possédez un réel sens du dialogue et de la coordination.

Poste basé à **Rouen.**

Merci d'adresser votre candidature sous référence D MOND 719 à Merlin Gerin, Gestion Prévisionnelle des Cadres, 38050 Grenoble.

VOG

SNR
ROULEMENTS

GROUPE SNR
CA : 3 MILLIARDS F, 5200 PERSONNES.
PARTENAIRE DE
L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE
ET DE L'INDUSTRIE

FORT POTENTIEL POUR QUALITE TOTALE EN MAINTENANCE

Nous recherchons un INGENIEUR GRANDES ECOLES des spécialités : Génie Electrique, EEA, ou Automatismes, de préférence expérimenté.

L'équipe qu'il animera aura pour mission, dans tous les sites industriels de la Société, qui accueille de très importants investissements, en C.N. notamment, de mettre en place les méthodes et de piloter les actions aboutissant au taux optimum de disponibilité des moyens et à moindre coût.

Certifiés pour l'organisation de la qualité (AFAQ), classe A pour la gestion de production ; homologués par nos grands clients internationaux, le "zéro panne" est l'ambition de notre Maintenance. Rejoignez-nous !

ANNECY

VEUILLEZ FAIRE PARVENIR S/RÉF. 9102 VOTRE DEMANDE MANUSCRITE, VOTRE CV AVEC PHOTO ET RÉMUNÉRATION ACTUELLE A SNR ROULEMENTS, SERVICE EMPLOI, BP 17 74010 ANNECY CEDEX.

LEE COOPER INTERNATIONAL
recherche pour son Service Industrialisation

INGENIEUR TEXTILE

- vous aurez la responsabilité des méthodes, des patronnages et des nomenclatures produit
- vous établirez les prix de revient.

Envoyer CV, photo et prétentions à V. AUBOURG

LEE COOPER - [illegible]
[illegible] SAINT-OUEN

PUBLIPARIS

MAIRIE DE PARIS

UNE VILLE
MISE
SUR SES
HOMMES

CONCOURS PUBLIC POUR LE RECRUTEMENT DE

5 INGÉNIEURS DES SERVICES TECHNIQUES

ÉPREUVES : à partir du 15 avril 1991

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION :
jusqu'au 25 février 1991

CONDITIONS D' INSCRIPTION :
être ingénieur diplômé de grandes écoles, sous certaines conditions, et être âgé de 35 ans ou plus, au 1er janvier 1991.

ACTIVITÉ :
après un stage de formation rémunéré à l'École Nationale des Ponts et Chaussées (durée un an), les lauréats sont affectés dans l'un des secteur du génie urbain de l'administration communale.

S'adresser à la direction de l'administration générale
bureau du recrutement - 2 rue Lobau, 75004 PARIS Tél : 42 76 46 64

REJOIGNEZ L'EFFICACITE DE LA RECHERCHE

- *L'un des premiers Laboratoires de Recherche au monde.*
- *Plusieurs milliers de chercheurs qui trouvent.*
- *Depuis 1970, 30 médicaments originaux dans le monde entier.*
- *5 médicaments jugés essentiels par l'OMS.*

JANSSEN recrute pour son nouveau Centre de Recherche qui s'implante à VAL de REUIL (27) - 20 km de Rouen le Responsable du Laboratoire de chromatographie préparative

INGÉNIEUR CHIMISTE
OU ÉQUIVALENT H/F

Vos responsabilités s'étendront à la gestion et à l'organisation du laboratoire, à l'acquisition des nouveaux matériels, et à la supervision de plusieurs techniciens. La mission de ce laboratoire est la purification des molécules issues des 4 laboratoires de synthèse. Passionné par votre métier, mais aussi par le management, vous avez envie de vivre l'ouverture de notre site et son évolution.

Ce poste est basé sur notre Campus de Val de Reuil avec, jusqu'en Juillet 91, une période préalable à Aubervilliers (proche banlieue nord de Paris).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. RL/05 à Laboratoires JANSSEN, DRHS, 17 rue de l'Ancienne Mairie - 92100 BOULOGNE.

LABORATOIRES **JANSSEN**
L'EFFICACITE DE LA RECHERCHE

DITTA

هكذا من الأصل

INGENIEURS COMMERCIAUX, LE MONDE ENTIER SE FERA L'ECHO DE VOTRE SUCCES

Au sein du Groupe Philips, TRT développe des réseaux de communication publics et privés de plus en plus performants, de plus en plus présents de par le monde. Pour réaliser nos objectifs de croissance, nous avons une stratégie d'expansion qui repose sur de grands projets aux 4 coins du globe (Amérique du Sud, Australie, Indonésie, Europe de l'Est...). Solutions originales et nouveaux marchés : notre dynamique de succès trouve son écho dans le monde entier.
Vous êtes **ingénieur diplômé d'une grande école ou universitaire et vous avez des connaissances en télécom.** Vous avez une première expérience ou vous êtes plus confirmé. Venez partager notre passion des télécoms au sein d'une de nos activités : radiomobile, télécommunications publiques (faisceaux hertziens, traitement du signal) et télécommunications d'Entreprise (réseaux, modems).

"TRT, c'est 2 Mds de CA, 2 100 personnes et des activités de pointe : télécommunications publiques, radiocommunications, télécommunications d'entreprise et informatique. Filiale de PHILIPS (en France, un CA de l'ordre de 24 Mds, 21 000 personnes), TRT vous offre des opportunités d'évolution dans un contexte international".

INGENIEURS MARKETING GESTION DE RESEAUX ET FAISCEAUX HERTZIENS

Responsable de la stratégie et du marketing pour une ligne de produits, il en analyse les marches. il établit leurs spécifications fonctionnelles, il en assure la promotion et l'information. participe a la politique de prix, suit le chiffre d'affaires et les commandes. Anglais nécessaire et allemand souhaite. De préférence, expérience en gestion de réseaux et Faisceaux Hertziens. Réf. IM/M

INGENIEURS PROJET SERVICE EXPORT

Il coordonne la préparation des offres techniques pour les ventes et les realisations a l'exportation d'une gamme de produits, en liaison avec les différents services internes, techniques et commerciaux.
Il joue un rôle de support technique lors des présentations de produits et des négociations des contrats. Déplacements sur la zone de responsabilité. Confirmé ou avec une premiere expérience (faisceaux hertziens, téléphonie rurale, équipements de transmission). Anglais indispensable (+ 2e langue : allemand/espagnol). Réf. IPE/M

INGENIEURS PROJET VENTE FRANCE

Il assure l'assistance technique aux ingénieurs du département (vente - réalisation - support produits - études) et aux clients. Soutien technique pour la promotion des produits. Activité technico-commerciale télécommunications - faisceaux hertziens - distribution téléphonique - données sur câbles - systèmes de gestion. Anglais indispensable. Réf. IPT/M

CHEF DE SERVICE VENTE EUROPE CENTRE ET NORD

CHEF DE ZONE SERVICES VENTE EXPORT

(Asie - Océanie - Amérique latine...)

Responsable des prises de commande et du contrôle des marges, il développe en interne des contacts avec les Services Réalisation, Produits, Juridique, Administratif, Financier, Planification, et en externe. avec les clients de sa zone.
Expérience de 5 ans minimum en Faisceaux Hertziens, Téléphonie rurale - Transmissions.
Anglais indispensable (+ autre langue). Déplacements sur la zone de responsabilité. Réf. CZ/M

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Mireille Blot, Chef du Personnel, TRT, 88 rue Brillat Savarin, 75013 Paris.

MEDIA-SYSTEM

PHILIPS

TRT

PROFESSION TELECOM

Votre expertise d'ingénieur au service des hommes et de l'innovation

Organisateur

BSN-FLACONNAGE

750 personnes, 500 MF de CA dont 30% à l'exportation. Spécialiste des emballages en verre sur les marchés de la pharmacie et de la parfumerie. Une politique dynamique d'innovations, d'exportations. Une mutation industrielle réussie.

Dans un environnement où l'évolution technologique va de pair avec une réflexion permanente en matière de développement des hommes et d'optimisation des compétences, nous vous proposons de créer cette nouvelle fonction
Rattaché au Directeur des relations humaines et sociales, vous interviendrez en tant que conseil auprès des différents responsables de notre siège administratif et commercial (basé à Levallois) et de notre unité de production (implantée à Masnières) sur des projets aussi stratégiques que la qualité, la flexibilité, la mise en place de nouvelles organisations et d'actions de formation favorisant le changement.
Ingénieur généraliste, votre première expérience professionnelle (de 2 à 5 ans) vous a permis de connaître la réalité de la production et vous a sensibilisé aux problèmes d'organisation qu'impliquent les évolutions socio-technologiques.
Ce poste basé à Masnières (près de Cambrai), par son aspect stratégique dans le projet économique et social de BSN, vous ouvrira de larges perspectives d'évolution en ressources humaines ou dans le management d'équipes de production.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IBS/6/M2, à notre conseil **INFRAPLAN**, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris

GROUPE BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la santé à la bureautique, Kodak repousse sans cesse l'étendue de ses recherches : élaboration de nouveaux produits, amélioration des procédés de fabrication, souci de la performance et d'une qualité sans faille. Afin de conforter notre place de leader de l'image, nous recrutons pour notre centre de recherche de **CHALON SUR SAONE :**

PHOTO-CINE

SANTE

BUREAUTIQUE

Ingénieurs de recherches

Ingénieur Grande Ecole ou universitaire (mathématiques, statistiques appliquées), vous possédez une expérience de quelques années dans la recherche appliquée. Vos bonnes connaissances en informatique (VMS sur VAX et la maîtrise UMIX et langage C) seront fortement appréciées.

Ingénieurs Chimistes Grande Ecole ou universitaires, titulaires d'un doctorat, vous souhaitez commencer votre carrière par la recherche. Après quelques années passées dans notre centre de Châlon sur Saône, vous pourrez poursuivre votre évolution dans la recherche ou vous orienter vers la fonction d'Ingénieur de Production.

Des ouvertures à l'international sont envisageables à terme. De bonnes connaissances en anglais sont indispensables. Pour un avenir à l'image de notre expansion, rejoignez-nous sur un site moderne dans un cadre très agréable.

Adressez vos candidatures (C.V., prétentions et photo sous réf. GC/101 à KODAK PATHE, Direction Gestion des Cadres - 26 rue Villiot - 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image

Kodak

(Organisation et Publicité)

ESSILOR

N°1 mondial de l'Optique Ophtalmique ESSILOR doit sa forte position à une volonté permanente d'innovation, une large implantation internationale et des équipes très motivées.

Au sein de notre Division Lunetterie (600 personnes - 600 Millions de Francs), nous fabriquons des produits à forte valeur ajoutée et souhaitons intégrer un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PHYSICO - CHIMISTE

Rattaché au Directeur Technique, vous assurerez le développement de nouvelles Technologies de décoration sous forme de revêtements organiques (laques, vernis ...) ou métalliques (galvanoplastie, métallisation ...) ceci avec une équipe performante.

Débutant ou ayant une première expérience dans le domaine des peintures et des vernis, vous possédez un goût prononcé pour la création et l'esthétique des produits, le sens du dialogue et êtes motivé par l'innovation.

Ce poste est basé à **JOINVILLE (94).**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence IDP/LM à :

ESSILOR INTERNATIONAL - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres
1, rue Thomas Edison Echat 902 - 94028 CRETEIL cedex

EuroPA

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Afin de développer son activité
CONCEPTION ET CALCUL DE STRUCTURES
LE CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE
recherche

INGENIEUR

Grande Ecole ou équivalent

[illegible]

[illegible] : SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE (78)

Envoyer CV [illegible]
[illegible] 78470 SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE